



## CHAPITRE 59

### LOI CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Titre  
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'instruction publique*. S. R. 1925, c. 133, a. 1.

### PREMIÈRE PARTIE

#### DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET DÉCLARATOIRES

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

Défini-  
tions:

2. Dans la présente loi, ainsi que dans les règlements concernant l'instruction publique, les mots, termes et expressions dont la signification est ci-après déterminée, ont le sens et l'application qui leur sont respectivement assignés:

"Surintendant"; 1° Les mots "surintendant" ou "surintendant de l'éducation" désignent le surintendant de l'instruction publique;

"Municipalité scolaire"; 2° Les mots "municipalité scolaire" désignent tout territoire érigé en municipalité pour le fonctionnement des écoles sous le contrôle de commissaires ou de syndics;

"Corporation scolaire"; 3° Les mots "corporation scolaire" ou "commission scolaire" désignent indistinctement toute corporation de commissaires ou de syndics d'écoles;

"Municipalité de campagne"; 4° Les mots "municipalité de campagne" désignent toutes les municipalités de paroisse, de parties de paroisse, de canton, de cantons unis, et généralement toute municipalité autre que les municipalités de cité, de ville ou de village;

"Municipalité locale"; 5° Les mots "municipalité locale" désignent indistinctement toute municipalité

## CHAPTER 59

### AN ACT RESPECTING THE DEPART- MENT OF EDUCATION

1. This act may be cited as the *Education Act*. R. S. 1925, c. 133, s. 1.

Short  
title.

### PART I

#### DECLARATORY AND INTERPRETATIVE

#### DIVISION I

##### INTERPRETATIVE

2. In this act, or in any regulations respecting education, the following words, terms and expressions shall have the following meanings:

Defini-  
tions:

1. The words "Superintendent" or "Superintendent of Public Instruction," mean the Superintendent of Education;

"Superin-  
tendent";

2. The words "school municipality" mean any territory erected into a municipality for the carrying on of schools under the control of school commissioners or trustees;

"School  
municipi-  
ality";

3. The words "school corporation" or "school board" mean, indifferently, corporations of school commissioners or trustees;

"School  
corporation";

4. The words "country municipality" mean parish municipalities, municipalities of part of a parish, of a township, of part of a township, of united townships, and generally every local municipality other than city, town or village municipalities;

"Country  
municipi-  
ality";

5. The words "local municipality" mean any city, town, village or rural

"Local  
municipi-  
ality";

- de cité, de ville, de village ou de campagne administrée par un conseil municipal;
- “District”; 6° Le mot “district” signifie un district judiciaire et désigne le district dans lequel est située la municipalité;
- “Comté”; 7° Le mot “comté” signifie un territoire érigé en district électoral. Si deux ou plusieurs comtés sont réunis pour constituer un collège électoral, le mot “comté” désigne chacun de ces comtés en particulier;
- “Paroisse”; 8° Le mot “paroisse” désigne un territoire érigé en paroisse par l’autorité civile;
- “Canton”; 9° Le mot “canton” désigne tout territoire érigé en canton par proclamation;
- “Cour de circuit”; 10° Les mots “Cour de circuit” désignent la Cour de circuit de district ou de comté établie dans et pour le territoire où la municipalité scolaire est située;
- “Cour de magistrat”; 11° Les mots “Cour de magistrat” désignent la Cour de magistrat établie dans et pour le district, le comté ou la localité où la municipalité scolaire est située;
- “École publique”; 12° Les mots “école”, “école publique” ou “école sous contrôle” désignent toute école sous le contrôle des commissaires ou des syndics d’écoles;
- “École subventionnée”; Les mots “école subventionnée” signifient toute école privée qui reçoit une allocation du gouvernement sur les fonds votés pour l’éducation;
- “École primaire élémentaire”; Les mots “école primaire élémentaire” et les mots “école primaire complémentaire” désignent toute école de l’un ou de l’autre de ces degrés dont le programme d’études est déterminé par le comité catholique du conseil de l’instruction publique; les mots “école primaire complémentaire” comprennent également toute école d’un degré supérieur dont le programme d’études est déterminé par ledit comité;
- “École élémentaire”; Les mots “école élémentaire” et les mots “école intermédiaire” désignent toute école de l’un ou l’autre de ces degrés dont le cours d’études est déterminé par le Comité protestant du conseil de l’instruction publique;
- “High school”; Les mots “high school” désignent toute école de ce degré dont le cours d’études est déterminé par le comité catholique ou par le comité protestant du conseil de l’instruction publique;
- municipality, governed by a municipal council;
6. The word “district” means the judicial district in which the municipality is situated;
7. The word “county” means any territory erected into an electoral district. If two or more counties are united to constitute an electoral district, the word “county” designates each of such counties severally;
8. The word “parish” means any territory erected into a parish by civil authority;
9. The word “township” means any territory erected into a township by proclamation;
10. The words “Circuit Court” mean the district or county Circuit Court established in and for the territory where the school municipality is situated;
11. The words “Magistrate’s Court” mean the Magistrate’s Court established in and for the district, the county or the locality in which the school municipality is situated;
12. The words “school”, “public school”, or “school under control” mean every school under the control of school commissioners or trustees;
- The words “subsidized school” mean any private school receiving a grant from the Government out of the funds voted for education;
- The words “primary elementary school” and the words “primary complementary school” mean every school of one or the other of such grades whose course of studies is determined by the Catholic Committee of the Council of Education; the words “primary complementary school” include also every school of a higher grade whose course of studies is determined by the said Committee;
- The words “elementary school”, and the words “intermediate school” mean every school of one or the other of such grades whose course of studies is determined by the Protestant Committee of the Council of Education;
- The words: “high school” mean every school of such grade whose course of studies is determined by the Catholic or Protestant Committee of the Council of Education;

- 13° Les mots "fonctionnaire de l'enseignement primaire" désignent toute personne munie d'un brevet de capacité qui a la direction, l'administration ou la surveillance d'une ou de plusieurs classes ou institutions enseignantes sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles; les inspecteurs d'écoles, les professeurs et instituteurs des écoles normales; les instituteurs et les institutrices munis d'un diplôme ou brevet de capacité pour l'enseignement et enseignant dans une institution sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles, mais ils ne comprennent pas les membres du clergé et des congrégations religieuses, ni les professeurs des collèges et universités;
- 14° Les mots "instituteur" ou "professeur" s'appliquent aussi aux institutrices et à toute personne, laïque ou religieuse, enseignant en vertu des dispositions de la présente loi;
- 15° Les mots "bien-fonds", "terrain" ou "immeuble" désignent toute propriété foncière possédée ou occupée par une seule personne ou par plusieurs personnes conjointement, et comprennent les constructions et améliorations qui s'y trouvent. Ils comprennent aussi tout ce qui est immeuble en vertu des lois municipales régissant le territoire compris dans la municipalité scolaire;
- 16° Les mots "biens-imposables" désignent les biens-fonds sujets à l'imposition des taxes scolaires;
- 17° Les mots "taxe scolaire" ou "taxe" désignent toutes et chacune des contributions qui peuvent être imposées en vertu de la présente loi;
- 18° Les mots "cotisation scolaire" désignent la taxe sur les biens imposables d'une municipalité scolaire;
- 19° Les mots "rétribution mensuelle" désignent la contribution exigible pour tout enfant qui doit ou peut, en vertu de la présente loi, fréquenter les écoles publiques;
- 20° Les mots "évaluateur" et "estimateur" désignent toute personne nommée par les commissaires ou les syndics d'écoles ou par le surintendant de l'instruction publique, pour évaluer les biens imposables de la municipalité scolaire;
- 21° Le mot "contribuable" désigne toute personne qui, en vertu de quel-
13. The words "officers of primary education" mean every certificated person who has the direction, administration or supervision of one or more classes or educational institutions under the control of school commissioners or trustees, school inspectors, professors and teachers of normal schools, male and female certificated teachers teaching in an institution under the control of school commissioners or trustees, but does not include members of the clergy or of religious communities or professors in colleges or universities;
14. The words "teacher" or "professor" include female teachers and all persons, lay or religious, teaching in virtue of this act;
15. The words "real estate", "land" or "immoveable" mean all lands, held or occupied by one person or by several persons jointly, including the buildings and improvements thereon and including everything that is immoveable by virtue of the municipal laws governing the territory of school municipalities;
16. The words "taxable property" mean the real estate liable for school taxes;
17. The words "school tax" or "tax" mean all contributions that may be levied in virtue of this act;
18. The words "school assessment" mean the tax which is levied on the taxable property of a school municipality;
19. The words "monthly fees" mean the contribution exacted in respect of each child who, in virtue of this act, attends or has a right to attend the public schools;
20. The words "valuator" and "assessor" mean any person appointed by school commissioners or trustees or by the Superintendent of Education to value the taxable property of the school municipality;
21. The word "ratepayer" means any person who, in virtue of any provision of
- Officers of primary education*;  
*Teacher, or professor*;  
*Real estate, land, immoveable*;  
*Taxable property*;  
*School tax*;  
*School assessment*;  
*Monthly fees*;  
*Valuator, assessor*;  
*Ratepayer*;

- qu'une des dispositions de la présente loi, est obligée au paiement de taxes scolaires;
- "Occupant";** 22° Le mot "occupant" signifie la personne qui occupe un immeuble à un titre autre que celui de propriétaire, locataire ou usufruitier, soit en son propre nom, soit au nom de sa femme, et qui y tient feu et lieu et en retire des revenus;
- "Absent";** 23° Le mot "absent" signifie toute personne résidant en dehors des limites de la municipalité scolaire; néanmoins, une personne, une corporation, une compagnie de chemin de fer ou autre compagnie qui a une place d'affaires dans la municipalité, est réputée présente dans cette municipalité;
- "Gardien";** 24° Le mot "gardien" signifie, suivant le cas:  
a) Le gardien nommé à la saisie;  
b) Toute personne qui prend soin ou a la garde d'un enfant ou de plusieurs enfants d'âge à fréquenter l'école;
- "Majorité—minorité religieuse";** 25° Les mots "majorité religieuse" ou "minorité religieuse" signifient la majorité ou la minorité catholique romaine ou protestante, suivant le cas;
- "Année scolaire";** 26° Les mots "année scolaire" désignent les douze mois compris entre le 1er juillet d'une année et le 30 juin, inclusivement, de l'année suivante;
- "Mois";** 27° Les mots "un mois" désignent un mois de calendrier;
- "Jour suivant".** 28° L'expression "jour suivant" ne signifie ni ne comprend les jours non juridiques, excepté quand la chose à laquelle elle s'applique peut être faite ce jour-là. S. R. 1925, c. 133, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 1; 4 Geo. VI, c. 49, a. 1.
- this act, is liable for the payment of school taxes;
22. The word "occupant" means the person who occupies any immovable otherwise than as owner, tenant, or usufructuary, either in his own or his wife's name, and who dwells upon the same and derives revenue therefrom;
23. The word "absent" applies to all persons residing outside the school municipality; nevertheless, any person, corporation, railway or other company, having a place of business within the municipality, shall be deemed present in such municipality;
24. The word "guardian" means, as the case may be:  
a. The guardian appointed to a seizure;  
b. Any person who has the care or control of one or more children of school age;
25. The words "religious majority" or "religious minority" mean the Roman Catholic or Protestant majority or minority, as the case may be;
26. The words "school year" mean the twelve months from the 1st of July of one year to and including the 30th of June of the next year;
27. The word "month" means a calendar month;
28. The words "following day" do not mean or include holidays, except when an act may be done upon a holiday. R. S. 1925, c. 133, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 1; 4 Geo. VI, c. 49, s. 1.

## SECTION II

### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

#### § 1.—Des nominations par le lieutenant-gouverneur en conseil

**Pouvoir de révision.** 3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps et chaque fois qu'il le juge nécessaire, annuler les nominations ou les actes administratifs qu'il a faits et faire de nouveaux actes administratifs ou nominations à la place de ceux qu'il a annulés. S. R. 1925, c. 133, a. 3.

## DIVISION II

### DECLARATORY

#### § 1.—Appointments by the Lieutenant-Governor in Council

3. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it necessary, annul the administrative acts and appointments made by him and make new ones in place thereof. R. S. 1925, c. 133, s. 3.



## § 2.—Des serments et des déclarations solennelles

Prestation des serments.

4. Tous serments ou toutes déclarations solennelles requis en vertu de quelque une des dispositions de la présente loi ou des règlements concernant l'instruction publique peuvent être prêtés ou reçus devant le surintendant, un des secrétaires du département de l'instruction publique, un inspecteur d'écoles, un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure, un notaire, un maire, un conseiller municipal ou le secrétaire-trésorier d'une municipalité scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 4; 18 Geo. V, c. 44, a. 1.

## § 3.—Des formules

Formules.

5. Les formules de la présente loi en font partie et suffisent pour tous les cas auxquels elles s'appliquent. Toutes autres formules, ayant la même signification, peuvent être également employées. S. R. 1925, c. 133, a. 5.

## § 4.—Du quorum

Quorum des corporations scolaires, etc.

6. Le quorum d'une corporation, d'un bureau, d'une commission, d'un comité, ou autre corps établi en vertu de la présente loi, est, à moins de dispositions contraires, la majorité absolue de tous les membres qui en font partie. S. R. 1925, c. 133, a. 6.

Pouvoir de la majorité.

7. Les membres présents à une assemblée régulièrement tenue, où il y a un quorum, peuvent exercer tous les pouvoirs qui sont conférés au corps dont ils font partie. S. R. 1925, c. 133, a. 7.

## § 5.—Du défaut, de l'insuffisance et du délai de l'avis

Connaissance acquise.

8. Quiconque a eu connaissance d'une chose pour laquelle un avis est prescrit ne peut se prévaloir du défaut, du vice de forme, ou de l'insuffisance de cet avis. S. R. 1925, c. 133, a. 8.

Calcul des délais.

9. Le délai intermédiaire après un avis date du jour où il a été signifié, ce jour et celui fixé par cet avis ne comptant pas. S. R. 1925, c. 133, a. 9.

## § 2.—Oaths and Solemn Declarations

4. All oaths or solemn declarations, Who may administered by this act or by the regulations respecting education, may be administered or received by the Superintendent, by either of the secretaries of the Department of Education, by any school inspector, by any justice of the peace or by any Commissioner of the Superior Court, notary, mayor or municipal councillor, or by the secretary-treasurer of a school municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 4; 18 Geo. V, c. 44, s. 1.

## § 3.—Forms

Who may administer oaths.

5. The forms inserted in this act shall Forms. form part thereof, and be sufficient for all cases for which they are intended. Any other form to the like effect may also be employed. R. S. 1925, c. 133, s. 5.

## § 4.—Quorum

Quorum.

6. The quorum of any corporation, board, committee or other body constituted under this act shall, unless otherwise provided, be an absolute majority of all the members thereof. R. S. 1925, c. 133, s. 6.

Powers of majority.

7. The members present at any meeting regularly held, at which there is a quorum, may exercise all the powers of the corporation of which they are members. R. S. 1925, c. 133, s. 7.

## § 5.—Default or Insufficiency of and Delays after Notice

Waiver.

8. No person who has had knowledge of a matter for which a notice is required may take advantage of any default, error in form, or insufficiency of such notice. R. S. 1925, c. 133, s. 8.

Reckoning of delays.

9. The delay after a notice shall date from the day on which such notice was served, such day and the one given in the notice not being counted. R. S. 1925, c. 133, s. 9.

## DEUXIÈME PARTIE

## PART II

DU DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE—DU SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE—DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE—DES VISITEURS D'ÉCOLES—DES INSPECTEURS D'ÉCOLES—DU BUREAU CENTRAL D'EXAMINATEURS

DEPARTMENT OF EDUCATION—SUPERINTENDENT OF EDUCATION—COUNCIL OF EDUCATION—SCHOOL VISITORS—SCHOOL INSPECTORS—CENTRAL BOARD OF EXAMINERS

### SECTION I

DU DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

#### § 1.—Disposition générale

**Service civil.** **10.** Le département de l'instruction publique fait partie du service civil de la province. S. R. 1925, c. 133, a. 10.

#### § 2.—Du personnel du département

**Personnel:** **11.** Le département de l'instruction publique se compose:

**Surintendant.** 1° Du surintendant de l'instruction publique nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir. Son traitement est de cinq mille dollars par année mais il peut être porté par le lieutenant-gouverneur en conseil à toute autre somme n'excédant pas dix mille dollars par année.

**Secrétaires.** 2° De deux secrétaires qui, en leur qualité de sous-chefs, sont chargés du contrôle général du département sous la direction du surintendant, et exercent les autres pouvoirs et devoirs qui leur sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Droit de suspendre les employés.** Ceux-ci peuvent, en l'absence du surintendant, suspendre tout employé ou fonctionnaire sous le contrôle du département de l'instruction publique, qui refuse ou néglige d'obéir à leurs ordres, ou dont ils jugent la conduite répréhensible; mais ils doivent ensuite en faire rapport au chef du département;

**Autres fonctionnaires.** 3° De tous les autres fonctionnaires nécessaires pour le fonctionnement des lois concernant l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 11; 1 Geo. VI, c. 63, a. 4; 4 Geo. VI, c. 49, a. 2.

### SECTION II

DU SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

**Direction du département.** **12.** Le surintendant a la direction du département de l'instruction publique.

### DIVISION I

DEPARTMENT OF EDUCATION

#### § 1.—General Provisions

**10.** The Department of Education shall form part of the Civil Service of the Province. R. S. 1925, c. 133, s. 10. **Part of Civil Service.**

#### § 2.—Staff of the Department

**11.** The Department of Education shall consist of: **Staff.**

1. The Superintendent of Education, who shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, during pleasure. His salary shall be five thousand dollars per annum, but may be raised by the Lieutenant-Governor in Council to any other sum not exceeding ten thousand dollars per annum; **Superintendent.**

2. Two secretaries, who, as deputy-heads of the Department, shall have, under the direction of the Superintendent, the general control of the Department, and exercise the other powers and duties assigned to them by the Lieutenant-Governor in Council. **Secretaries.**

In the absence of the Superintendent, they may suspend any employee of the Department who refuses or neglects to obey their orders, or whose conduct they may deem blame-worthy; but they shall afterwards report such suspension to the head of the Department; **Power to suspend employees.**

3. All other officers required to carry out the law respecting education. R. S. 1925, c. 133, s. 11; 1 Geo. VI, c. 63, s. 4; 4 Geo. VI, c. 49, s. 2. **Other officers.**

### DIVISION II

SUPERINTENDENT OF EDUCATION

**12.** The Superintendent shall have the administration of the Department of Education. **Duties of superintendent.**

Membre du conseil et des comités. Il est de droit membre du conseil de l'instruction publique et de chacun de ses comités, mais il n'a droit de vote que dans le comité de la croyance religieuse à laquelle il appartient. S. R. 1925, c. 133, a. 12; 18 Geo. V, c. 47, a. 4.

Pouvoirs généraux. **13.** Le surintendant est revêtu de tous les pouvoirs, attributions et droits, et il est soumis à tous les devoirs et obligations conférés et imposés par la présente loi.

Instructions du conseil et des comités. Dans l'exercice de ses attributions, il doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le conseil de l'instruction publique ou les comités catholique romain et protestant, selon le cas.

Délégation de pouvoirs. Dans le cas d'absence de la province, ou de maladie prolongée, le surintendant peut déléguer ses pouvoirs à l'un des secrétaires du département. S. R. 1925, c. 133, aa. 13 et 14.

Dépositaire des documents. **14.** Le surintendant est le dépositaire de tous les documents relatifs aux affaires concernant le département de l'instruction publique, et il peut en délivrer des copies ou extraits, moyennant une rétribution fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Authenticité des documents. Tout document, original ou copie, signé par le surintendant ou par un des secrétaires du département de l'instruction publique, est authentique. S. R. 1925, c. 133, a. 15.

Pouvoir de retenir subventions. **15.** Le surintendant peut retenir la subvention de toute municipalité ou institution d'éducation qui ne lui a pas transmis les rapports prescrits par la présente loi, qui a adopté ou permis l'usage de livres de classe non autorisés, ou qui a refusé ou négligé d'observer quelque une des dispositions de la loi ou des règlements concernant l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 16.

Enquêtes. **16.** Le surintendant peut faire ou déléguer les pouvoirs de faire des enquêtes, dont il peut, en cas de non-paiement, recouvrer les frais de la partie qui a été condamnée. Si l'enquête est faite à la demande d'un ou de plusieurs contribuables, le surintendant peut exiger de la partie qui la requiert le dépôt d'un montant suffisant pour couvrir les frais.

Attributions. He shall be *ex officio* a member of the Council of Education, and of each committee thereof, but shall have a right to vote only in the committee of the religious belief to which he belongs. R. S. 1925, c. 133, s. 12; 18 Geo. V, c. 47, s. 4.

Powers. **13.** The Superintendent shall possess all the rights and powers, and be subject to all the duties and obligations conferred and imposed upon him by this act.

Compliance with directions. The Superintendent, in the exercise of his functions, shall comply with the directions of the Council of Education or with those of the Roman Catholic and Protestant Committees, as the case may be.

Delegation of powers. In case the Superintendent be absent from the Province or in case of prolonged illness, he may delegate his powers to one of the secretaries of the Department. R. S. 1925, c. 133, ss. 13 and 14.

Custody of documents. **14.** The Superintendent shall be the custodian of all documents relating to matters concerning the Department of Education, and may deliver copies or extracts thereof, on payment of the fee fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Authenticity of documents. Every document, whether an original or a copy, signed by the Superintendent or by one of the secretaries of the Department of Education, shall be authentic. R. S. 1925, c. 133, s. 15.

Withholding of grant from municipality. **15.** The Superintendent may withhold the grant of any municipality or educational institution which has not forwarded to him the returns prescribed by this act, which has adopted or allowed the use of any unauthorized text-books, or which has refused or neglected to comply with any provision of law or of the regulations respecting education. R. S. 1925, c. 133, s. 16.

Inquiries. **16.** The Superintendent may hold or delegate his power to hold inquiries, the cost whereof, in case of non-payment, he may recover from the losing party. If the inquiry be held upon the application of one or more ratepayers, the Superintendent may exact from the applicant the deposit of a sum sufficient to cover the costs.

Témoins.	Pour les fins de ces enquêtes, le surintendant ou le délégué peut faire venir devant lui et assermenter et entendre les témoins et les parties en casue, et les contraindre de produire tous les livres, documents et papiers se rapportant à l'affaire.	For the purposes of such inquiries, the Superintendent, or the person so delegated, may summon, swear and hear witnesses and the parties to the case, and compel them to produce all books, papers and documents, connected with such inquiry.	Witnesses.
Pouvoirs.	Le surintendant ou son délégué possède, de plus, les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 14 de la Loi des commissions d'enquêtes (chap. 9).	The Superintendent, or the person so delegated, shall possess, in addition, the powers conferred upon him by section 14 of the Public Inquiry Commission Act (Chap. 9).	Powers.
Dispositions applicables.	Le lieutenant-gouverneur peut aussi, par arrêté en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos dans l'intérêt public, rendre applicables au surintendant ou à son délégué et aux enquêtes qu'il préside, toutes les ou quelques-unes des dispositions des articles 15, 16, 17, 18 et 19 de la dite Loi des commissions d'enquêtes. S. R. 1925, c. 133, a. 17.	The Lieutenant-Governor in Council may also, by order-in-council, whenever he deems necessary in the public interest, make applicable to the Superintendent, or the person so delegated, and to the inquiries he may hold, all or any of the provisions of sections 15, 16, 17, 18 and 19 of the said Public Inquiry Commission Act. R. S. 1925, c. 133, s. 17.	Provisions applicable.
Devoirs du surintendant.	<b>17.</b> Il est particulièrement du devoir du surintendant:	<b>17.</b> It shall be the duty of the Superintendent:	Duties:
Distribution des subventions;	1° De recevoir du trésorier de la province et de distribuer, conformément aux dispositions de la loi, les subventions destinées aux écoles publiques et à toutes autres institutions d'éducation y ayant droit;	1. To receive from the Provincial Treasurer and distribute, according to law, the grants intended for public schools, and for all other educational institutions entitled thereto;	To distribute grants;
Préparation du budget;	2° De préparer un état détaillé des sommes requises pour l'instruction publique, qu'il soumet chaque année à la Législature;	2. To prepare a detailed statement of the sums required for education, which he shall submit annually to the Legislature;	To prepare estimates;
Publication des statistiques;	3° De recueillir et publier des statistiques et des renseignements sur toutes les institutions d'éducation, bibliothèques publiques, sociétés artistiques, littéraires et scientifiques, et en général sur tout ce qui a rapport au mouvement littéraire et intellectuel;	3. To compile and publish statistics and information respecting educational institutions, public libraries, and art, literary and scientific societies, and in general respecting all subjects connected with literary and intellectual progress;	To compile statistics;
Rapport annuel à la Législature;	4° De communiquer annuellement à la Législature un rapport détaillé sur l'état de l'éducation dans la province, avec des statistiques sur le nombre des écoles et autres institutions d'éducation, des enfants qui les fréquentent, et autres sujets qui s'y rattachent. Ces statistiques lui sont fournies, dans le cours du mois de juillet de chaque année, par les commissaires et syndics d'écoles et toutes les institutions d'éducation, d'après des formules préparées à cette fin par le comité du conseil de l'instruction publique de la croyance religieuse de ces écoles ou institutions d'éducation;	4. To communicate annually to the Legislature a detailed statement upon the state of education in the Province, with statistics, upon the number of schools and other educational institutions, the children attending the same and other matters connected therewith. Such statistics shall be furnished to him, during the month of July in each year, by the school commissioners and trustees and all educational institutions, in accordance with the forms for that purpose prepared by the Committee of the Council of Education of the religious belief of such schools or educational institutions;	To communicate annual statement to Legislature;

Contenu du rapport;	5° D'indiquer, dans son rapport annuel à la Législature, l'emploi qui a été fait des subventions accordées à l'enseignement, pendant la période à laquelle le rapport s'applique;	5. To indicate in his annual report to the Legislature what has been done with the grants for education, during the period to which such report relates;	To report on grants;
Tenue de livres;	6° De tenir des livres et un état détaillé de tout ce qui est soumis à sa surveillance et à son contrôle, de manière à fournir au gouvernement et à la Législature les renseignements requis;	6. To keep books and statements in detail of everything under his supervision and control, so as to be able to furnish any required information to the Government and Legislature;	To keep books, etc.;
Vérification de comptes;	7° D'examiner et de contrôler les comptes de toutes les personnes, corporations ou associations, responsables de deniers publics affectés et distribués en vertu de quelque une des dispositions de la présente loi, et de faire rapport si ces deniers ont été employés conformément aux fins pour lesquelles ils ont été accordés;	7. To verify and check the accounts of all persons, corporations or associations, accountable for any public moneys appropriated and distributed under this act, and to report whether the said moneys were applied for the purposes for which they were granted;	To verify accounts;
Rédaction d'instructions;	8° De rédiger et faire imprimer des recommandations et des conseils pour la régie des écoles, tant pour les commissaires et les syndics d'écoles que pour les secrétaires-trésoriers et les instituteurs;	8. To prepare and cause to be printed recommendations and advice on the management of schools, for school commissioners and trustees, and for secretary-treasurers and teachers;	To prepare recommendations;
Rédaction de formules.	9° De rédiger, faire imprimer et distribuer toutes les formules nécessaires. S. R. 1925, c. 133, a. 18.	9. To prepare and cause all necessary forms to be printed and distributed. S. R. 1925, c. 133, s. 18.	To prepare forms.
Pouvoirs spéciaux.	<b>18.</b> Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, le surintendant peut:	<b>18.</b> He may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council:	Special powers:
Sociétés artistiques;	1° Etablir et aider des sociétés artistiques, littéraires ou scientifiques, musées ou galeries de peintures fondés par ces sociétés, par le gouvernement ou par des institutions recevant une subvention du gouvernement;	1. Establish and assist art, literary or scientific societies, museums or picture galleries founded by such societies, by the Government or by institutions receiving a government grant;	Art societies;
Concours;	2° Etablir des concours et distribuer des diplômes, médailles ou autres marques de distinction, pour des travaux ou ouvrages scolaires, artistiques, littéraires ou scientifiques;	2. Establish competitions and distribute diplomas, medals or other marks of distinction for scholastic, artistic, literary or scientific works;	Competitions;
Écoles d'adultes;	3° Etablir des écoles d'adultes pour l'instruction de la classe ouvrière;	3. Establish schools for adults for the instruction of the labouring classes;	Schools for adults;
Progrès.	4° Faire tout ce qui, en général, a rapport à l'encouragement et à l'avancement de l'instruction publique, des arts, des lettres et des sciences. S. R. 1925, c. 133, a. 19.	4. In general, do everything concerning the encouragement and advancement of education, arts, letters and sciences. S. R. 1925, c. 133, s. 19.	Advancement of education.
Écoles indépendantes.	<b>19.</b> Aucune personne, sauf les ministres du culte et les membres d'une corporation instituée pour fins d'enseignement, ne peut ouvrir ou diriger une école indépendante ou privée sans avoir, au préalable, produit une déclaration à cet effet au	<b>19.</b> No person, except a minister of religion or a member of a corporation created for educational purposes, may open or direct an independent or private school without having previously filed a declaration to that effect with the Su-	Private schools.

En-  
quêtes.

surintendant. Ce dernier peut, en tout temps, faire enquête au sujet d'une telle école et faire rapport au conseil de l'instruction publique.

Examen  
médical.

Nul ne peut enseigner dans une école indépendante ou privée s'il ne s'est conformé aux dispositions de l'article 231. S. R. 1925, c. 133, aa. 19a et 19b; 24 Geo. V, c. 39, a. 1; 5 Geo. VI, c. 47, a. 1.

perintendent. The latter may, at any time, make an investigation respecting any such school and report to the Council of Education.

Investiga-  
tion.

No person may teach in an independent or private school unless he has complied with the provisions of section 231. R. S. 1925, c. 133, ss. 19a and 19b; 24 Geo. V, c. 39, s. 1; 5 Geo. VI, c. 47, s. 1.

Medical  
examina-  
tion.

## SECTION III

DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DE  
SES COMITÉS§ 1.—*Du conseil de l'instruction publique*Compo-  
sition du  
conseil.

**20.** Le conseil de l'instruction publique est composé de membres catholiques romains et de membres protestants. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres sont sujets aux ordres et aux instructions que leur adresse le lieutenant-gouverneur en conseil.

Comités.

Le conseil est divisé en deux comités, l'un composé des membres catholiques romains, et l'autre des membres protestants. S. R. 1925, c. 133, a. 20.

Comité  
catholique:  
Évêques;

**21. 1.** Le comité catholique romain est composé:

Des évêques ordinaires ou administrateurs des diocèses et des vicariats apostoliques catholiques romains situés, en tout ou en partie, dans la province, lesquels en font partie de droit;

Laiques.

D'un nombre égal de laïques catholiques romains, lesquels sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir.

Quatre  
fonction-  
naires.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en outre, adjoindre à ce comité quatre fonctionnaires de l'enseignement, dont deux prêtres, principaux d'écoles normales de cette province, et deux laïques, fonctionnaires de l'enseignement primaire; ces nominations étant faites pour un terme n'excédant pas trois ans.

Comité  
protes-  
tant:  
Mem-  
bres.

**2.** Le comité protestant est composé:

D'un nombre de membres protestants égal à celui des membres laïcs catholiques romains, qui sont aussi nommés, durant

## DIVISION III

COUNCIL OF EDUCATION AND COMMITTEES  
THEREOF§ 1.—*Council of Education*

**20.** The Council of Education shall consist of Roman Catholic and Protestant members, who, in the performance of their duties, shall be subject to the orders and instructions of the Lieutenant-Governor in Council.

Compo-  
sition of  
Council.

The Council shall be divided into two committees, one consisting of Roman Catholic members, and the other of Protestant members. R. S. 1925, c. 133, s. 20.

Com-  
mittees.

**21. 1.** The Roman Catholic Committee shall consist of:

Roman  
Catholic  
Com-  
mittee:  
Bishops;

The bishops, ordinaries or administrators of the Roman Catholic dioceses and apostolic vicariates, situated either wholly or partly in the Province, who shall be members *ex officio*;

An equal number of Roman Catholic laymen appointed by the Lieutenant-Governor in Council during pleasure.

Laymen.

The Lieutenant-Governor in Council may add to the said committee four members of the teaching profession, two of whom, being priests, shall be principals of normal schools in this Province, and two of whom shall be laymen, officers of primary education; such appointment being made for a term of not more than three years.

Ad-  
ditional  
members.

**2.** The Protestant Committee shall consist of:

Prot-  
estant  
Com-  
mittee.

A number of Protestant members, equal to the number of Roman Catholic lay members, and appointed by the Lieu-

- bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- Membres adjoints.** Le comité protestant peut s'adjoindre six personnes, et l'association provinciale des instituteurs protestants peut, à son assemblée annuelle, élire un de ses membres pour être aussi membre adjoint de ce comité pendant l'année qui suit.
- Pouvoirs de ces membres.** Ces membres adjoints ne font pas partie du conseil de l'instruction publique, mais ils ont, dans le comité protestant, les mêmes pouvoirs que les membres de ce comité. S. R. 1925, c. 133, a. 21.
- Attributions du conseil.** **22.** Les questions scolaires dans lesquelles les intérêts des catholiques romains et des protestants se trouvent collectivement concernés sont de la compétence du conseil de l'instruction publique et sont décidées par lui. S. R. 1925, c. 133, a. 22.
- Jurisdiction des comités.** **23.** Les questions scolaires dans lesquelles les intérêts des catholiques romains ou des protestants sont exclusivement concernés sont décidées par celui des deux comités qui représente la croyance religieuse que professe la partie y concernée. S. R. 1925, c. 133, a. 23.
- Président.** **24.** Le surintendant est le président du conseil. S. R. 1925, c. 133, a. 24.
- Secrétaires.** **25.** Les deux secrétaires du département de l'instruction publique sont les secrétaires conjoints du conseil.
- Devoirs.** Ils tiennent ses comptes et inscrivent ses délibérations dans un registre tenu à cette fin.
- Directeur de l'enseignement protestant.** Le secrétaire protestant du département de l'instruction publique est en même temps directeur de l'enseignement protestant dans la province, sous la direction et le contrôle du surintendant.
- Pouvoirs.** Ses pouvoirs et devoirs sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 133, a. 25.
- Dépenses du conseil.** **26.** Les dépenses du conseil sont payées par le surintendant sur le fonds voté à cette fin par la Législature. S. R. 1925, c. 133, a. 26.
- tenant-Governor in Council during pleasure.
- The Protestant Committee may associate with themselves six persons, and the Provincial Association of Protestant Teachers may, each year, at their annual meeting, elect one of their members to be an associate member of the Protestant Committee, for the following year.
- The persons so added shall not form part of the Council of Education, but shall have, in the Protestant Committee, the same powers as the members of such Committee. R. S. 1925, c. 133, s. 21.
- 22.** School questions affecting the joint interests of Roman Catholics and Protestants shall be under the jurisdiction of the Council of Education, and shall be decided by it. R. S. 1925, c. 133, s. 22.
- 23.** School questions exclusively affecting the interests of Roman Catholics or Protestants shall be decided by the committee which represents the religious belief which the party concerned professes. R. S. 1925, c. 133, s. 23.
- 24.** The Superintendent shall be President of the Council. R. S. 1925, c. 133, s. 24.
- 25.** The two secretaries of the Department of Education shall be joint secretaries of the Council.
- They shall keep the accounts of the Council, and enter the minutes in a book kept for that purpose.
- The Protestant Secretary of the Department of Education shall, under the supervision and control of the Superintendent, be at the same time Director of Protestant Education in the Province.
- His powers and duties shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 133, s. 25.
- 26.** The expenses of the Council shall be paid by the Superintendent out of the funds voted for that purpose by the Legislature. R. S. 1925, c. 133, s. 26.

§ 2.—*Des comités du conseil de l'instruction publique*

§ 2.—*Committees of the Council of Education*

Séances  
des  
comités.

**27.** Chacun des deux comités du conseil de l'instruction publique a ses sessions distinctes. Il nomme son président et son secrétaire. S. R. 1925, c. 133, a. 27.

**27.** Each committee of the Council of Education shall sit separately, and shall appoint its chairman and its secretary. R. S. 1925, c. 133, s. 27.

Classi-  
fication  
des écoles.

**28.** Il est du devoir de chacun des deux comités de faire des règlements, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour déterminer ce qui constitue chacune des écoles mentionnées au paragraphe 12° de l'article 2 et aussi ce qui constitue une école maternelle. S. R. 1925, c. 133, a. 28.

**28.** Each committee shall make regulations, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, to determine what constitutes each one of the schools mentioned in paragraph 12 of section 2, and also what constitutes an infant school. R. S. 1925, c. 133, s. 28.

Classifi-  
cation of  
schools.

Règle-  
ments.

**29.** Les comités catholiques romain ou protestant selon le cas, suivant que les dispositions qui les concernent l'exigent, peuvent, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil faire des règlements:

**29.** The Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, and as the provisions which concern them require, may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, make regulations:

1° Pour l'organisation, l'administration et la discipline des écoles publiques;

1. For the organization, administration and discipline of public schools;

2° Pour diviser la province en districts d'inspection et établir la délimitation de ces districts;

2. For the division of the Province into inspection districts, and for establishing the boundaries of such districts;

3° Pour la régie des écoles normales;

3. For the government of normal schools;

4° Pour la régie des bureaux d'examineurs;

4. For the government of boards of examiners;

5° Pour l'examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles;

5. For the examination of candidates for the office of school inspector;

6° Pour déterminer les jours de congé qui doivent être donnés dans les écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 29.

6. For determining the holidays to be given in schools. R. S. 1925, c. 133, s. 29.

Livres de  
classe.

**30.** Chacun des deux comités doit approuver les livres de classe, cartes, globes, modèles, ou objets quelconques utiles à l'enseignement pour l'usage des écoles de sa croyance religieuse, et, quand il le juge à propos, il peut retirer l'approbation qu'il a donnée. S. R. 1925, c. 133, a. 30.

**30.** Each committee shall approve the text-books, maps, globes, models or other articles for use in the schools of its religious belief, and when it thinks fit may withdraw such approval. R. S. 1925, c. 133, s. 30.

Text-  
books.

Révoca-  
tion de  
brevets  
d'institu-  
teurs.

**31.** Chacun des deux comités peut révoquer le brevet de capacité de tout instituteur ou institutrice de sa croyance religieuse convaincu de mauvaise conduite, d'immoralité, d'ivrognerie ou d'infraction grave dans l'exécution de ses devoirs, en procédant de la manière suivante;

**31.** Each committee may revoke the diploma of any teacher of its religious belief convicted of bad conduct, immorality, drunkenness, or grave neglect of duty, by proceeding as follows:

Revoca-  
tion of  
teachers'  
diplomas.



Avis à l'instituteur.

1° Quand une accusation est portée devant un comité du conseil de l'instruction publique, par écrit, contre un instituteur par l'inspecteur d'écoles, ou par une ou plusieurs personnes, le surintendant fait signifier par un huissier, à l'instituteur accusé, une copie de cette plainte ou de ce rapport, ainsi que l'ordre de lui répondre, sous quinze jours, par lettre recommandée, ou de comparaître devant lui, au département de l'instruction publique, à Québec, ou en tout autre lieu qu'il lui désigne, pour déclarer s'il admet ou nie les accusations portées contre lui.

Comparution.

Si l'instituteur comparaît, le surintendant doit alors recevoir son admission ou sa dénégation qui doit être faite par écrit.

Examen de la plainte.

2° Le surintendant doit soumettre les documents ci-dessus mentionnés à la session suivante du comité.

Procédure.

3° Si, après avoir pris communication de ces documents, le comité décide qu'une enquête doit être faite, il entend les témoins, qui sont assermentés par son président, ou, s'il décide qu'il n'y a pas lieu à enquête, il renvoie la plainte.

Renvoi à un sous-comité.

4° La plainte et les documents qui s'y rapportent peuvent être soumis à un sous-comité, spécial ou permanent, qui possède les mêmes pouvoirs que le comité qui l'a nommé.

Enquête par commissaire.

5° Si le comité, ou le sous-comité spécial ou permanent, suivant le cas, décide que l'enquête doit être tenue sur les lieux ou dans un endroit plus rapproché des parties ou des témoins, il peut nommer un ou plusieurs commissaires-enquêteurs pour recevoir les dépositions des témoins.

Nomination.

6° La nomination des commissaires-enquêteurs est signée par le secrétaire du comité du conseil de l'instruction publique d'où elle émane.

Convocation.

7° Le commissaire ou les commissaires-enquêteurs doivent convoquer les parties en cause au moins huit jours avant l'époque où elles auront à comparaître.

Témoins.

8° Le ou les commissaires doivent assermenter les témoins, prendre leurs témoignages et les transmettre ensuite au secrétaire qui les communique au comité.

Procédure par défaut.

9° Si l'instituteur néglige de comparaître ou ne répond pas à l'accusation, le

1. When a charge in writing is laid before a committee of the Council of Education, against any teacher, by the school inspector or by one or more persons, the Superintendent shall cause to be served, by a bailiff, upon the accused teacher, a copy of such charge or of such report, as well as an order to reply thereto within fifteen days by registered letter, or to appear before him at the Department of Education, in Quebec, or in any other place indicated by him, to declare whether he admits or denies the charge.

Service of charge and notice.

If the teacher appears, the Superintendent shall then take his admission or denial, which must be in writing.

Appearance.

2. The Superintendent shall submit the above-mentioned documents at the next meeting of the committee.

Documents to be submitted.

3. If, after having taken communication thereof, the committee decides that an investigation should be held, it shall hear the witnesses, who shall be sworn by the chairman, or, if it decides that an inquiry is not necessary, it shall dismiss this charge.

Proceedings.

4. The complaint and the documents connected therewith may be submitted to a special or permanent sub-committee, which shall have the same powers as the committee which appointed it.

Submission to sub-committee.

5. If the committee or the special or permanent sub-committee, as the case may be, decides that the investigation should be held in the locality or in the immediate neighborhood of the locality of the persons interested and of the witnesses, it may appoint one or more commissioners to take evidence.

Commissioners to take evidence.

6. The appointment of such commissioners shall be signed by the secretary of the committee of the Council of Education from which it emanates.

Appointment.

7. The commissioner or commissioners shall give the parties at least eight days notice of the time when they must appear.

Notice to parties.

8. The commissioner or commissioners shall swear the witnesses, and the evidence shall be taken and afterwards transmitted by him or them to the secretary, who shall lay it before the committee.

Witnesses.

9. If the teacher does not appear, or if he neglects to answer the charge, the

Proceedings by default.

comité ou le sous-comité, suivant le cas, procède par défaut contre lui et prend ou fait prendre les témoignages.

committee or sub-committee, as the case may be, shall proceed against him by default, and shall take the evidence, or cause it to be taken.

**Décision.** 10° Le comité doit renvoyer la plainte si l'accusation n'est pas prouvée, et, si elle est prouvée, il doit révoquer le brevet de capacité de l'instituteur condamné et faire rayer son nom de la liste des instituteurs.

**Decision.** 10. If the charge be not proved, the committee shall dismiss it, and, if it be proved, the committee shall revoke the diploma of such teacher, and cause his name to be struck from the book containing the names of teachers.

**Frais.** 11° Les frais de l'enquête, en cas de non-paiement, peuvent être recouvrés par action en justice, portée par le surintendant, contre celle des parties qui a été condamnée.

**Costs of inquiry.** 11. The costs of the inquiry, if not paid, may be recovered by action at law against the losing party, brought by the Superintendent.

**Certificat de frais.** 12° Le certificat des commissaires-enquêteurs, fixant le montant de ces frais, est une preuve suffisante qu'ils sont dus.

**Certificate as to costs.** 12. The certificate of the commissioners establishing the amount of such costs shall be sufficient proof that they are due.

**Réinstallation.** 13° Deux ans après la révocation de son diplôme, tout instituteur, après avoir établi, à la satisfaction de celui des deux comités qui l'a révoqué, que sa conduite a été irréprochable et qu'il a rempli les conditions qui ont pu lui être imposées par la décision rendue contre lui, peut être relevé de la sentence qui l'a frappé et rétabli dans ses fonctions.

**Reinstatement.** 13. After two years from the revocation of his diploma, any teacher who establishes to the satisfaction of the committee which revoked it that his conduct has been irreproachable, and that he has completely satisfied the judgment to which he has been condemned, may be relieved of the sentence and reinstated.

**Révocation nouvelle du brevet.** 14° Le brevet de capacité peut être révoqué de nouveau pour les raisons plus haut mentionnées, mais alors cette seconde révocation est finale, et l'instituteur ainsi privé de son brevet ne peut plus ensuite se livrer à l'enseignement. S. R. 1925, c. 133, a. 31.

**Second revocation.** 14. A diploma may be revoked a second time for the causes above-mentioned; but such second revocation shall be final, and no such teacher may teach thereafter. R. S. 1925, c. 133, s. 31.

**Enquête au sujet d'un inspecteur.** 32. Chacun des deux comités peut aussi, pour l'une des causes mentionnées à l'article 31, après avoir observé, en tant qu'elles sont applicables, les formalités prescrites par ledit article, procéder ou faire procéder à une enquête contre tout inspecteur d'écoles, et, après l'enquête, transmettre, s'il y a lieu, au lieutenant-gouverneur en conseil le dossier qui concerne l'inspecteur inculpé, en recommandant la révocation de sa commission.

**Inquiry into conduct of school inspector.** 32. Each committee may also, for any cause mentioned in section 31, after observing, insofar as applicable, the formalities prescribed in the said section, hold or cause to be held an inquiry into the conduct of any school inspector, and after such inquiry shall, if need be, forward all the documents to the Lieutenant-Governor in Council, recommending the cancellation of his commission.

**Destitution.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut alors révoquer la commission de cet inspecteur, et l'inspecteur destitué ne peut plus ensuite occuper cette charge. S. R. 1925, c. 133, a. 32.

**Cancelling commission.** The Lieutenant-Governor in Council may then cancel such commission, and no inspector so dismissed may afterwards hold such office. R. S. 1925, c. 133, s. 32.

**Devoirs du secrétaire.** 33. Le secrétaire de chaque comité doit:

**Duty of secretary.** 33. It shall be the duty of the secretary of each committee:

Procès-verbaux; 1° Insérer, dans un registre, les procès-verbaux des sessions de son comité;

Communications; 2° Communiquer à son comité et au surintendant tous les documents qui lui sont remis, ainsi que tout ce qui vient à sa connaissance des sujets qui sont de la juridiction de ce comité;

Archives; 3° Déposer dans les archives du département de l'instruction publique le registre des délibérations de son comité, sa correspondance et tous les documents qu'il a en sa possession;

Registre des brevets. 4° Incrire, dans un registre tenu à cette fin, les nom et prénoms de chaque personne qui a obtenu un brevet de capacité d'un bureau d'examineurs ou d'une école normale, la classe et le degré de son brevet de capacité, la langue dans laquelle ce brevet lui permet d'enseigner et la date à laquelle il a été accordé. S. R. 1925, c. 133, a. 33.

Comité peut posséder. 34. Chacun des comités du conseil peut recevoir, par dons, legs, ou autrement à titre gratuit, des biens meubles ou immeubles dont il peut disposer à sa discrétion, pour des fins d'éducation.

Corporation. Ils constitue une corporation pour toutes les fins pour lesquelles il est autorisé à acquérir ou à posséder en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 34.

Legs sans indication. 35. Tout legs fait au conseil de l'instruction publique sans que le testateur ait désigné le comité auquel il est destiné, doit appartenir au comité de la religion que le testateur professait lors de son décès. S. R. 1925, c. 133, a. 35.

Partage de certains legs. 36. Si le testateur n'était ni catholique romain, ni protestant, le legs doit être partagé entre les deux comités, d'après le chiffre respectif de la population catholique romaine et protestante de la province. S. R. 1925, c. 133, a. 36.

Deniers non dépensés. 37. Les deniers affectés aux catholiques romains ou aux protestants, pour les fins de l'instruction publique, qui n'ont pas été dépensés à la fin d'un exercice

1. To keep in a register a record of the Minutes; proceedings of his own particular committee;

2. To report to his own committee and Reports to committee; to the Superintendent all documents coming into his hands or matters within his knowledge, which lie within the jurisdiction of his particular committee;

3. To deposit such record of proceedings, such correspondence and all documents in his possession, among the archives of the Department of Education; Correspondence;

4. To enter in a book kept for that purpose the name in full of each person Names of persons receiving diplomas. who has received a diploma from a board of examiners or from a normal school, indicating the class and grade of the diploma and the language which the holder is authorized to teach, together with the date at which such diploma has been granted. R. S. 1925, c. 133, s. 33.

34. Each committee of the Council Powers of committees as to gifts. may receive by gift, legacy, or other gratuitous title, money or other property, moveable or immoveable, and may dispose thereof, in its discretion, for the purposes of education.

Each committee shall constitute a corporation as to all purposes for which it is authorized to acquire or to hold property in virtue of this act. R. S. 1925, c. 133, s. 34. Corporation.

35. Every legacy made to the Council Legacies of Education, without indication by the testator of the committee for which he intended the same, shall be the property of the committee of the religion to which the testator belonged at the time of his death. R. S. 1925, c. 133, s. 35. without indication.

36. If the testator was neither a Roman Catholic nor a Protestant, the legacy shall be divided between the two committees, in the proportion of the Roman Catholic and Protestant populations of the Province. R. S. 1925, c. 133, s. 36. Division of certain legacies.

37. The money granted to Roman Catholics or Protestants for education, and not expended at the end of any fiscal year, shall be placed to the credit of the Unexpended grants.

financier, doivent être placés au crédit du surintendant et payés par lui, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du comité de la croyance religieuse à laquelle ces fonds avaient été affectés.

État  
annuel à  
la Lé-  
gisla-  
ture.

Chaque année, le surintendant doit fournir à la Législature un état des montants desdits dépôts, ainsi que des sommes retirées pour chacun des deux comités. S. R. 1925, c. 133, a. 37.

§ 3.—*Dispositions applicables au conseil de l'instruction publique et aux deux comités*

Quorum  
et pro-  
cédure.

**38.** Le conseil de l'instruction publique et chacun des deux comités peuvent fixer la date de leurs sessions, le chiffre de leur quorum et régler le mode de procédure qui doit y être observé. S. R. 1925, c. 133, a. 38.

Vote pré-  
pondé-  
rant.

**39.** Le président du conseil et celui de chaque comité ont, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un second vote ou vote prépondérant. S. R. 1925, c. 133, a. 39.

Sessions  
spéciales.

**40.** Des sessions spéciales du conseil et de chacun de ses comités peuvent être convoquées par leur président ou le surintendant.

Convoca-  
tion.

La convocation de ces sessions spéciales se fait par un avis donné au moins huit jours avant celui fixé pour ces sessions à chacun des membres qui les composent. S. R. 1925, c. 133, a. 40.

Convoca-  
tion par  
deux  
membres.

**41.** Quand deux membres au moins du conseil ou d'un des comités demandent, par écrit, à leur président ou au surintendant de convoquer une session spéciale, celui-ci doit convoquer cette session de la manière prescrite par l'article 40. S. R. 1925, c. 133, a. 41.

Délégués.

**42.** S'il ne peut assister aux séances du conseil ou du comité dont il fait partie, tout évêque, vicaire apostolique ou administrateur d'un diocèse catholique romain, peut s'y faire représenter par un délégué qui jouit de tous les droits et exerce tous les pouvoirs de celui qui l'a nommé; et tout autre membre peut se faire représen-

Superintendent, and paid out by him, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the committee of the religious belief to which the money had been assigned.

The Superintendent shall every year furnish to the Legislature a statement of the amount of the said deposits, as well as of the sums withdrawn for each of the two committees. R. S. 1925, c. 133, s. 37.

§ 3.—*Provisions applicable to the Council of Education and to the two Committees*

**38.** The Council of Education and each committee may fix the date of its sessions, and quorum, and regulate the manner of proceeding at its meetings. R. S. 1925, c. 133, s. 38.

**39.** The president of the council and the chairman of each committee shall, on all questions, in case of a tie, have a second or casting vote. R. S. 1925, c. 133, s. 39.

**40.** Special meetings of the council and of each committee may be called by its president or by the Superintendent.

Such special meetings shall be called by a notice, given at least eight days before that fixed for the meeting, to each member thereof. R. S. 1925, c. 133, s. 40.

**41.** When at least two members of the council or of one of the committees require, in writing, their president or the Superintendent to call a special meeting, such officer shall call such meeting in the manner prescribed by section 40. R. S. 1925, c. 133, s. 41.

**42.** Each Roman Catholic bishop, vicar apostolic, or administrator of a Roman Catholic diocese, if unable to be present at the meetings of the council, or at those of the committee of which he is a member, may appoint a delegate to represent him, and such delegate shall have all the rights of the person appoint-

ter aux mêmes fins et avec les mêmes résultats par un de ses collègues qui, dans ce cas, peut voter à sa place. S. R. 1925, c. 133, a. 42.

ing him; and any other member may cause himself to be represented, for the same purposes and with the same effect, by one of his colleagues, who, in such case, may vote in his stead. R. S. 1925, c. 133, s. 42.

En-  
quêtes.

**43.** Le conseil de l'instruction publique et l'un ou l'autre des comités peuvent faire et ordonner des enquêtes sur toutes les questions concernant l'instruction publique qui tombent sous leur contrôle respectif. S. R. 1925, c. 133, a. 43.

**43.** The Council of Education and either committee may hold or cause to be held inquiries into all questions concerning education which come under their jurisdiction. R. S. 1925, c. 133, s. 43.

Sous-  
comités.

**44.** Le conseil et chacun de ses comités peuvent nommer des sous-comités, ou un ou des délégués, pour examiner toutes les affaires de leur juridiction.

**44.** The Council and each committee may appoint subcommittees, or one or more delegates, for the examination of all matters within their jurisdiction.

Rap-  
ports.

Ces sous-comités ou délégués doivent faire rapport de leurs procédures au conseil ou au comité qui les a nommés. S. R. 1925, c. 133, a. 44.

Every such subcommittee or delegate shall report its proceedings to the Council or to the committee which appointed it. R. S. 1925, c. 133, s. 44.

Inspection  
médicale.

**45.** Le conseil de l'instruction publique et l'un ou l'autre de ses comités sont autorisés à donner aux commissaires ou aux syndics d'écoles, chaque fois qu'ils le jugent à propos, les instructions nécessaires pour leur permettre de pourvoir, à la satisfaction du conseil et de l'un ou l'autre de ses comités, à l'inspection médicale de leurs élèves et de leurs écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 45.

**45.** The Council of Education or either committee are authorized to give to the school commissioners or trustees, whenever they deem it expedient, the instructions necessary to allow them to provide for the medical inspection of their pupils and schools, to the satisfaction of the Council or of either committee. R. S. 1925, c. 133, s. 45.

#### SECTION IV

##### DES VISITEURS D'ÉCOLES

Surin-  
tendant  
visiteur.

**46.** Le surintendant est visiteur de toutes les écoles de la province. S. R. 1925, c. 133, a. 46.

**46.** The Superintendent shall be a visitor of every school in the Province. R. S. 1925, c. 133, s. 46.

Visite des  
écoles.

**47.** Toute école publique dans les villes ou les campagnes peut être visitée par les personnes ci-après désignées, aussi souvent que celles-ci le jugent nécessaire; mais ces personnes ne peuvent visiter que les écoles de leur croyance religieuse. S. R. 1925, c. 133, a. 47.

**47.** Any public school established in town or in the country may be visited by the persons hereinafter mentioned, as often as they deem necessary; but each such person shall visit only the schools of his own religious belief. R. S. 1925, c. 133, s. 47.

Visiteurs.

**48.** 1. Sont visiteurs pour toutes les écoles de la province:

a) Les membres des deux comités du conseil de l'instruction publique;

b) Les juges de la Cour suprême du Canada demeurant dans la province, les

**48.** 1. The following persons shall be school visitors for the whole Province:

a. Members of the two Committees of the Council of Education;

b. Judges of the Supreme Court of Canada residing in the Province, judges

juges de la Cour du banc du roi et les juges de la Cour supérieure;

c) Les membres du Parlement fédéral, demeurant dans la province;

d) Les membres de la Législature;

e) Les secrétaires du département de l'instruction publique;

f) Les principaux et les professeurs des écoles normales.

2. Le maire peut visiter les écoles de la municipalité où il réside. S. R. 1925, c. 133, a. 48; 17 Geo. V, c. 37, a. 1.

of the Court of King's Bench, and judges of the Superior Court;

c. Members of the Federal Parliament, residing in the Province;

d. Members of the Legislature;

e. The secretaries of the Department of Education;

f. The principals and the professors of normal schools.

2. The mayor may visit the schools of the municipality in which he resides. R. S. 1925, c. 133, s. 48; 17 Geo. V, c. 37, s. 1.

Prêtres  
et mi-  
nistres.

**49.** Les prêtres catholiques romains et les ministres protestants peuvent visiter les écoles de toute municipalité scolaire ou partie de municipalité scolaire où ils exercent leur ministère. S. R. 1925, c. 133, a. 49.

**49.** Roman Catholic priests and Protestant ministers may visit the schools of any school municipality or part of a school municipality in which they exercise their ministry. R. S. 1925, c. 133, s. 49.

Examen  
des règle-  
ments,  
etc.

**50.** Les visiteurs d'écoles ont le droit d'avoir communication des règlements et autres documents relatifs à chaque école et d'obtenir les renseignements qui peuvent la concerner. S. R. 1925, c. 133, a. 50.

**50.** School visitors shall be entitled to have communication of all regulations and other documents relative to each school, and to obtain any information concerning it. R. S. 1925, c. 133, s. 50.

## SECTION V

### DES INSPECTEURS D'ÉCOLES

Nomina-  
tion des  
inspec-  
teurs  
d'écoles.

**51.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des inspecteurs pour les écoles publiques, choisis parmi les personnes qui possèdent les qualités prescrites à l'article 53, et dont le traitement est fixé suivant les dispositions de la Loi du service extérieur (chap. 12). S. R. 1925, c. 133, a. 51; 16 Geo. V, c. 14, a. 27.

**51.** The Lieutenant-Governor in Council may appoint public school inspectors, selected from the persons who are qualified under section 53, whose salary shall be determined according to the provisions of the Outside Service Act (Chap. 12). R. S. 1925, c. 133, s. 51; 16 Geo. V, c. 14, s. 27.

Traite-  
ment.

Rési-  
dence.

**52.** Tout inspecteur pour les écoles publiques doit résider dans les limites de son district d'inspection, à la discrétion du surintendant.

**52.** Every public school inspector shall reside within his inspection district, at the discretion of the Superintendent.

Instruc-  
tions.

Dans l'exercice de ses fonctions, il doit suivre les instructions qui lui sont données par le surintendant et se conformer aux règlements du comité du conseil de l'instruction publique de la croyance religieuse à laquelle il appartient.

In the performance of his duties, each school inspector shall comply with the instructions given to him by the Superintendent, and conform to the regulations adopted by the committee of the Council of Education of the religious belief to which he belongs.

Inha-  
bilité.

Il ne peut occuper aucune fonction sous le contrôle des commissaires ou des syndicats d'écoles d'une municipalité de son district d'inspection. S. R. 1925, c. 133, a. 52.

He may hold no office under the control of the school commissioners or trustees of any municipality in his inspection district. R. S. 1925, c. 133, s. 52.

Qualités  
requisies.**53.** Pour être nommé inspecteur d'écoles, il faut:

1° Être âgé d'au moins trente ans;  
2° Avoir obtenu un diplôme d'école primaire supérieure ou de *high school*;

3° Avoir enseigné au moins pendant cinq ans;

4° Ne pas avoir quitté l'enseignement depuis plus de cinq ans;

5° Avoir subi avec succès un examen, conformément aux règlements adoptés à ce sujet par l'un ou l'autre des comités du conseil de l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 53; 3 Geo. VI, c. 68, a. 1.

**53.** To be appointed school inspector, it shall be necessary: Qualifications.

1. To be at least thirty years of age;  
2. To have obtained a diploma for a primary superior school, or for a high school;

3. To have taught school for at least five years;

4. Not to have discontinued teaching for more than five years;

5. To have successfully passed an examination in accordance with the regulations of the proper committee of the Council of Education. R. S. 1925, c. 133, s. 53; 3 Geo. VI, c. 68, s. 1.

Excep-  
tion.

**54.** Les inspecteurs des écoles catholiques pour les districts d'inspection du Saguenay et des Iles de la Madeleine, et les inspecteurs des écoles protestantes pour les districts d'inspection de Gaspé, Saguenay et des Iles de la Madeleine, peuvent être exemptés des formalités ci-dessus prescrites. S. R. 1925, c. 133, a. 54; 24 Geo. V, c. 39, a. 2.

**54.** The inspectors of Roman Catholic schools for the inspection districts of Saguenay and the Magdalen Islands, and the inspectors of Protestant schools for the inspection districts of Gaspé, Saguenay and the Magdalen Islands, may be exempted from the above prescribed formalities. R. S. 1925, c. 133, s. 54; 24 Geo. V, c. 39, s. 2. Exemption.

Devoirs  
des ins-  
pecteurs.**55.** Les principaux devoirs des inspecteurs pour les écoles publiques sont:

1° De visiter les écoles publiques de chaque municipalité scolaire de leur district d'inspection;

2° D'examiner les registres des commissaires ou des syndics d'écoles et les registres de présence des élèves aux classes des écoles de chaque municipalité scolaire sous leur contrôle;

3° D'examiner les comptes des secrétaires-trésoriers des municipalités scolaires sous leur contrôle, et de s'assurer si la procédure prescrite par les articles 346 et suivants a été observée;

4° De constater si les dispositions de la loi et des règlements scolaires sont suivies et observées;

5° De se conformer aux dispositions de la loi et des règlements scolaires qui les concernent. S. R. 1925, c. 133, a. 55.

**55.** The principal duties of a public school inspector shall be: Duties of inspectors.

1. To visit the public schools of each school municipality in his inspection district;

2. To examine the registers of the school commissioners or trustees and the attendance roll of the schools of each school municipality under his control;

3. To examine the accounts of the secretary-treasurers of the school municipalities under his control, and to ascertain whether the procedure prescribed by sections 346 and following has been observed;

4. To ascertain whether the provisions of the school law and regulations are carried out and obeyed;

5. To confirm to the provisions of the school law and regulations which apply to him. R. S. 1925, c. 133, s. 55.

Examen  
de docu-  
ments.

**56.** L'inspecteur d'écoles peut obliger les secrétaires-trésoriers et les instituteurs sous son contrôle de lui communiquer les documents confiés à leur garde se rapportant à leurs fonctions, sous peine d'une

**56.** Any school inspector may oblige secretary-treasurers and teachers under his control, under a penalty of eight dollars for every refusal or neglect, to exhibit to him all the documents in their charge Inspection of documents.

amende de huit dollars pour chaque refus ou négligence. S. R. 1925, c. 133, a. 56.

relating to their offices. R. S. 1925, c. 133, s. 56.

Visite dans un autre district.

**57.** Sur l'ordre du surintendant, tout inspecteur d'écoles peut visiter les écoles d'un district d'inspection autre que le sien. S. R. 1925, c. 133, a. 57.

**57.** Upon the order of the Superintendent, any school inspector may visit the schools in an inspection district other than his own. R. S. 1925, c. 133, s. 57. Visits in another district.

Dépenses de voyage.

**58.** Quand un inspecteur d'écoles est chargé par le surintendant de faire une inspection, une enquête ou un examen, à moins que cette inspection, cette enquête ou cet examen n'ait lieu lors de sa visite ordinaire aux écoles de la municipalité, ses frais de voyage et ses autres déboursés peuvent lui être payés sur la recommandation du surintendant.

**58.** Whenever an inspector is appointed by the Superintendent to make an inspection, inquiry or investigation, unless such inspection, inquiry or investigation takes place at the time of his ordinary visit to the schools of the municipality, his travelling and other disbursements may be paid him upon the recommendation of the Superintendent. Costs of inspection, etc.

Rémunération.

Le paiement de toute autre rémunération est sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 133, a. 58; 16 Geo. V, c. 14, a. 28.

The payment of any other remuneration shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 133, s. 58; 16 Geo. V, c. 14, s. 28. Remuneration.

## SECTION VI

### DU BUREAU CENTRAL D'EXAMINATEURS

Un bureau pour chaque croyance religieuse.

**59.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation des comités catholique ou protestant, selon le cas, établir, par proclamation, un bureau central d'examineurs catholique et un bureau central d'examineurs protestant pour l'examen des candidats à l'enseignement de chacune des deux croyances religieuses.

**59.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, appoint by proclamation a Roman Catholic Central Board of Examiners and a Protestant Central Board of Examiners for the examination of candidates of each of the two religious beliefs for teachers' diplomas. Board for each religious belief.

Brevets de capacité.

Ces bureaux donnent des brevets de capacité valables pour les écoles sous le contrôle du comité qui en a recommandé la formation, et conformément aux règlements de chaque comité.

Every such board may, in accordance with the regulations of each Committee, issue diplomas for the schools under the control of the Committee which recommended its appointment. Diplomas.

Diplômes.

Les diplômes décernés jusqu'ici par le bureau central des examinateurs catholiques pour les écoles élémentaires et modèles confèrent le droit d'enseigner dans toute école primaire élémentaire, et les diplômes décernés pour une école académique confèrent le droit d'enseigner dans toute école primaire complémentaire.

The diplomas awarded heretofore by the Central Board of Catholic Examiners for the elementary and model schools shall entitle the holders thereof to teach in every primary elementary school, and the diplomas awarded for academies shall entitle the holders thereof to teach in every primary complementary school. Rights of holder of diploma.

Droits conférés par certains diplômes.

Les diplômes d'écoles modèles, ci-devant accordés par le bureau central des examinateurs protestants, confèrent aux porteurs de ces diplômes le droit d'enseigner dans les écoles intermédiaires, et les diplômes d'écoles académiques confèrent

The diplomas heretofore awarded by the Protestant Central Board of Examiners for model schools shall entitle the holders thereof to teach in intermediate schools, and the diplomas awarded for academies shall entitle the holders thereof



aux porteurs de ces diplômes le droit d'enseigner dans les *high schools*. S. R. 1925, c. 133, a. 59.

to teach in high schools. R. S. 1925, c. 133, s. 59.

Composition du bureau.

**60.** Le bureau central d'examineurs doit être composé de pas moins de cinq membres ni de plus de dix membres et d'un secrétaire, lesquels sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du comité catholique ou protestant, selon le cas, et ledit bureau choisit son président. S. R. 1925, c. 133, a. 60.

**60.** The central board of examiners shall consist of not less than five nor more than ten members, and a secretary, appointed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be; and the said board shall select its chairman. R. S. 1925, c. 133, s. 60.

Régie.

**61.** Le bureau central d'examineurs est régi par les dispositions de la présente loi et les règlements du comité qui en a recommandé l'établissement.

**61.** The central board of examiners shall be governed by the provisions of this act and the regulations of the committee which recommended its appointment.

Honoraires.

Les honoraires exigés des candidats sont employés au paiement des dépenses de ce bureau, lequel fixe le traitement de son secrétaire. S. R. 1925, c. 133, a. 61.

The fees exacted from the candidates shall be used to pay the expenses of the board, which shall fix the salary of its secretary. R. S. 1925, c. 133, s. 61.

Devoirs du bureau.

**62.** Le bureau central d'examineurs doit :

1° Préparer ou faire préparer les questions d'examen sur les différents sujets du programme;

2° Nommer des examinateurs-délégués chargés de surveiller l'examen et leur faire parvenir les questions qui seront posées aux aspirants;

3° Faire un examen attentif des réponses données par les candidats et délivrer, à tous ceux qui les ont mérités, des brevets de capacité, qui doivent être signés par le président et le secrétaire et sur lesquels doit être apposé le sceau du département de l'instruction publique;

4° Faire inscrire, dans un registre tenu à cette fin, les nom et prénoms de chaque instituteur admis, la classe et le degré de son brevet, la langue ou les langues dans lesquelles ce brevet donne le droit d'enseigner, et la note obtenue;

5° Avoir un registre où sont inscrits les procès-verbaux de chaque séance, lesquels doivent être signés par le président et le secrétaire;

6° Faire enregistrer, par son secrétaire, les certificats d'âge, de moralité et de capacité qui ont été produits par les candidats admis. Le secrétaire doit, en outre, préparer et adresser les certificats de capacité,

**62.** The central board of examiners shall:

1. Prepare or cause to be prepared the examination questions upon the various subjects;

2. Appoint deputy-examiners to supervise the examination, and cause the questions to be sent to them;

3. Carefully examine the answers given by the candidates, and deliver, to those deserving the same, diplomas, which shall be signed by the president and secretary, and sealed with the seal of the Department of Education;

4. Cause to be entered, in a register to be kept for the purpose, the name in full of each teacher admitted, the class and degree of his diploma, the language or languages which such diploma gives the right to teach, and the standing obtained;

5. Have a minute-book in which the proceedings of each session are entered, which shall be signed by the chairman and the secretary;

6. Cause to be registered, by its secretary, the certificates of age, morality and capacity which have been presented by the successful candidates. The secretary shall also prepare and address the diplo-

et faire tout ce qui est compatible avec les devoirs de sa charge;

7° Faire usage des formules de brevets de capacité qui lui sont fournies par le surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 62.

mas, and perform all the duties which his office requires;

7. Make use of the forms of diploma which shall be supplied by the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 62.

Pro-  
gramme.

**63.** Les aspirants aux différents brevets doivent se conformer, pour subir l'examen, aux exigences du programme que l'un ou l'autre des comités du conseil de l'instruction publique, selon le cas, peut établir en tout temps et à différentes reprises, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 133, a. 63.

**63.** Candidates for the various diplomas must, previous to the examination, comply with the requirements of the regulations which either committee of the Council of Education, as the case may be, may, from time to time, make with the approval of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 133, s. 63. Com-  
pliance  
with reg-  
ulations.

Liste des  
admis-  
sions.

**64.** Le secrétaire du bureau central d'examineurs doit, dans les soixante jours qui suivent l'examen, transmettre au surintendant une liste des candidats admis, en mentionnant la classe et le degré de leur brevet, la langue ou les langues dans lesquelles il donne droit d'enseigner, et la note obtenue. S. R. 1925, c. 133, a. 64.

**64.** The secretary of the central board of examiners shall, during the sixty days following the examination, transmit to the Superintendent of Education a list of the candidates who have passed, mentioning the class and degree of each diploma, the language or languages which it gives the right to teach, and the standing obtained. R. S. 1925, c. 133, s. 64. List of  
successful  
can-  
didates.

État  
annuel.

**65.** Le bureau central d'examineurs adresse, chaque année, au surintendant de l'instruction publique un état détaillé des recettes et des dépenses pour chacune de ses sessions. S. R. 1925, c. 133, a. 65.

**65.** The central board of examiners shall each year send to the Superintendent of Education a detailed statement of the receipts and expenditure for each sitting. R. S. 1925, c. 133, s. 65. Annual  
state-  
ment.

Inspec-  
tion.

**66.** Le surintendant, ou toute personne déléguée par lui, peut faire l'inspection des registres, livres et de tous les autres documents des bureaux d'examineurs. S. R. 1925, c. 133, a. 66.

**66.** The Superintendent, or any person delegated by him, may examine the registers, books and all other documents of boards of examiners. R. S. 1925, c. 133, s. 66. Examina-  
tion of  
register.

Modifica-  
tion des  
devoirs  
du bu-  
reau.

**67.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de l'un ou l'autre des comités du conseil de l'instruction publique, suivant le cas, peut modifier les détails des devoirs imposés aux bureaux d'examineurs. S. R. 1925, c. 133, a. 67.

**67.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of either committee of the Council of Education, as the case may be, modify the details of the duties imposed upon boards of examiners. R. S. 1925, c. 133, s. 67. Duties  
may be  
modified.

Brevet  
obliga-  
toire.

**68.** A moins d'avoir obtenu un diplôme en vertu de quelque disposition de la présente loi, toute personne, pour enseigner dans une école sous le contrôle des commissaires ou syndics d'écoles, doit être pourvue d'un brevet de capacité conféré par un bureau d'examineurs, sauf, cependant, les ministres du culte et les mem-

**68.** Unless he has obtained a diploma in virtue of some provision of this act, no person shall teach in any school under the control of school commissioners or trustees, without being provided with a diploma from a board of examiners, with the exception, however, of ministers and members of either sex of a religious corpo- Teachers  
to hold  
diplomas.  
  
Ex-  
ception.

**Excep-  
tion.** bres d'une corporation religieuse, de l'un ou l'autre sexe, instituée pour les fins de l'enseignement, qui en sont exemptés.

**Suppres-  
sion d'ex-  
emption.** Cependant, le comité protestant du conseil de l'instruction publique peut, par résolution, déclarer que les personnes de sa croyance religieuse qui sont ainsi exemptées ne jouiront plus du bénéfice de cette exemption; et, à partir de la date de cette résolution, le privilège accordé par le présent article n'existe plus pour ces personnes. S. R. 1925, c. 133, a. 68.

### TROISIÈME PARTIE

DES MUNICIPALITÉS ET DES ARRONDISSEMENTS SCOLAIRES—DES DISSIDENTS—DES CORPORATIONS SCOLAIRES—DES COMMISSAIRES ET DES SYNDICS D'ÉCOLES—DES AVIS—DES SYNDICS DES ÉCOLES DISSIDENTES—DES SECRÉTAIRES—TRÉSORIER DES COMMISSAIRES ET DES SYNDICS D'ÉCOLES

#### SECTION I

DES MUNICIPALITÉS ET DES ARRONDISSEMENTS SCOLAIRES

##### § 1.—*Des municipalités scolaires*

**Obliga-  
tion d'éta-  
blir écoles  
publiques.** **69.** Chaque municipalité scolaire de la province doit contenir une ou plusieurs écoles publiques, régies par des commissaires ou des syndics d'écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 69.

**Juridic-  
tion des  
commis-  
saires et  
des  
syndics.** **70.** Les habitants de chaque municipalité scolaire, à moins qu'il ne soit prescrit autrement par des lois spéciales, sont, pour les fins de la présente loi, soumis à la juridiction des commissaires ou des syndics d'écoles élus ou nommés pour cette municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 70.

**Erection  
de muni-  
cipalités  
scolaires.** **71.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande des intéressés et sur la recommandation du surintendant, ériger des municipalités scolaires, diviser ces municipalités et changer les limites de celles déjà existantes.

**Majorité  
requis.** Toute érection ou tout changement en vertu du présent article ne peut être accordé qu'à la demande de la majorité des électeurs propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité, ou la division, ou l'annexion à une municipalité existante est demandée.

ration constituted for educational purposes, who shall be exempt.

The Protestant Committee of the Council of Education may, however, by resolution, declare that the persons of its religious belief, so exempted, shall no longer enjoy such exemption; and after the date of such resolution such exemption shall cease. R. S. 1925, c. 133, s. 68.

Powers of  
Prot-  
estant  
Com-  
mittee.

### PART III

SCHOOL MUNICIPALITIES AND DISTRICTS—DISSENTIENTS—SCHOOL CORPORATIONS—SCHOOL COMMISSIONERS AND TRUSTEES—NOTICES—TRUSTEES OF DISSENTIENT SCHOOLS—SECRETARY—TREASURERS OF SCHOOL COMMISSIONERS AND TRUSTEES

#### DIVISION I

SCHOOL MUNICIPALITIES AND DISTRICTS

##### § 1.—*School Municipalities*

**69.** Each school municipality in the Province shall contain one or more public schools, under the control of school commissioners or trustees. R. S. 1925, c. 133, s. 69.

School in  
each mu-  
nicipa-  
lity.

**70.** The inhabitants of each school municipality, unless it be otherwise specially provided, shall be, for the purposes of this act, under the jurisdiction of school commissioners or trustees elected or appointed for such municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 70.

Inha-  
bitants  
under  
com-  
missioners  
or  
trustees.

**71.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon application by the interested parties and upon the recommendation of the Superintendent, erect school municipalities, divide the same, or alter the boundaries thereof.

Erection  
of school  
municipa-  
lities.

No erection or change under this section shall be granted except upon the application of the majority of the electors who are owners of real estate situated within the territory whereof the erection into a municipality, or the division, or the annexation to an existing municipality, is applied for.

Applica-  
tion to  
majority.

Terri-  
toires non  
organisés.

Cependant, quand il s'agit d'un territoire non organisé pour fins scolaires, l'érection d'une nouvelle municipalité ou tout changement prévu au présent article peut être accordé dès qu'une requête, à cet effet, a été signée par des propriétaires de biens-fonds compris dans ledit territoire, en nombre jugé suffisant, par le surintendant, pour justifier l'érection ou le changement demandé.

Annexions  
dans cer-  
tains dis-  
tricts élec-  
toraux.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, dans les districts électoraux d'Abitibi et de Témiscamingue, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du surintendant, annexer à une municipalité scolaire voisine ou ériger en municipalité scolaire distincte, tout territoire non organisé en municipalité scolaire. Il peut en outre, dans ces districts électoraux, modifier les limites d'une municipalité scolaire existante par l'annexion d'un territoire à une autre municipalité. Dans les cas prévus au présent alinéa, avis du décret doit être donné par le surintendant dans la *Gazette officielle de Québec* en la manière prescrite par l'article 73.

Avis.

Rectifica-  
tion d'er-  
reurs.

Cependant le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en vertu du présent article, rectifier certaines erreurs ou omissions, concernant la forme et la désignation, commises lors de l'érection d'une municipalité scolaire ou de l'annexion d'un certain territoire à une autre municipalité scolaire déjà existante. S. R. 1925, c. 133, a. 71; 21 Geo. V, c. 60, a. 1; 24 Geo. V, c. 39, a. 3; 3 Geo. VI, c. 68, a. 2; 4 Geo. VI, c. 49, a. 3; 5 Geo. VI, c. 47, a. 2.

Modifi-  
cation  
restreinte  
d'une  
moyenne.

**72.** Les érections, divisions ou changements de limites de municipalités scolaires peuvent ne concerner que les catholiques ou les protestants compris dans leurs territoires. Dans ce cas, l'avis qui doit être donné par le surintendant dans la *Gazette officielle de Québec*, comme il est dit dans l'article 73, doit en faire mention. S. R. 1925, c. 133, a. 72.

Avis des  
demandes  
d'érec-  
tion, etc.

**73.** Quand une demande d'érection, de division ou de changement de limites de municipalité lui est adressée, le surintendant doit en informer les corporations concernées, en leur demandant de lui faire connaître, sans délai, leurs objections, si

However, in the case of territory not organized for school purposes, the erection of a new municipality or any change contemplated in this section may be granted whenever a petition to that effect has been signed by owners of real estate situated in the said territory, in such number as is deemed sufficient by the Superintendent to justify the erection or change applied for.

Unor-  
ganized  
territory.

Notwithstanding the above provisions, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent, may, in the electoral districts of Abitibi and Temiscamingue, annex to a neighboring school municipality or erect as a separate school municipality any territory not organized as a school municipality. He may also, in the said electoral districts, change the boundaries of an existing school municipality by the annexation of territory to another municipality. In the cases contemplated in this paragraph, notice of the order must be given by the Superintendent in the *Quebec Official Gazette* in the manner prescribed by section 73.

Annexing  
of certain  
territory.

Notice.

Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may, under this section, rectify errors or omissions, with respect to form and designation, made at the time of the erection of a school municipality or of the annexation of territory to an already-existing school municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 71; 21 Geo. V, c. 60, s. 1; 24 Geo. V, c. 39, s. 3; 3 Geo. VI, c. 68, s. 2; 4 Geo. VI, c. 49, s. 3; 5 Geo. VI, c. 47, s. 2.

Rectifica-  
tion of  
errors.

**72.** Any erection of school municipalities, division of same, or alteration of the boundaries thereof may apply only to the Roman Catholics or the Protestants, within such territory. In such case, the notice to be given by the Superintendent in the *Quebec Official Gazette*, as stated in section 73, shall mention the fact. R. S. 1925, c. 133, s. 72.

To whom  
erection  
applies.

**73.** When the application for the erection of a municipality, the division of same, or the alteration of the boundaries thereof, is addressed to him, the Superintendent shall so inform the corporations concerned, requiring them without delay to make

Notice of  
applica-  
tion, etc.

elles en ont, et, quinze jours après avoir donné cette information, il doit, si l'érection, la division ou le changement demandé lui paraît opportun, publier un avis concernant cette demande dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec*; mais ce changement, cette division ou cette érection d'une municipalité scolaire ne s'applique pas à la minorité dissidente qui existe dans toute municipalité affectée par le changement, la division ou l'érection, à moins que les syndics n'y aient consenti.

Change-  
ment de  
nom.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête de toute corporation scolaire et sur la recommandation du surintendant, après avis et pour des raisons jugées avantageuses, changer le nom de toute municipalité scolaire. Ledit changement prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 133, a. 73; 24 Geo. V, c. 39, a. 4.

their objections, if any, and, fifteen days after having given such information, he shall, if the erection, division, or alteration prayed for seems to him to be expedient, publish a notice respecting such application in two consecutive numbers of the *Quebec Official Gazette*; but no such alteration, division or erection of a school municipality shall apply to the dissentient minority in any municipality affected thereby unless the trustees have consented thereto.

The Lieutenant-Governor in Council, on the application of any school corporation and on the recommendation of the Superintendent, may, after a notice and for reasons deemed advantageous, change the name of any school municipality. The said change shall take effect eight days after the publication of such notice in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 133, s. 73; 24 Geo. V, c. 39, s. 4.

Délai.

**74.** Les érections, changements de limites ou divisions de municipalités scolaires ne peuvent être accordés que quinze jours après la dernière publication de l'avis mentionné dans l'article 73. Ils ne prennent effet qu'au 1er juillet qui suit la date de l'arrêté en conseil qui les a accordés.

**74.** No erection of a school municipality, division of the same, nor alteration in the boundaries thereof, may be granted until fifteen days after the last publication of the notice mentioned in section 73. It shall not take effect until the 1st of July following the date of the order-in-council granting it.

Excep-  
tion.

Cependant toute érection de nouvelle municipalité scolaire, entièrement comprise dans un territoire non encore organisé pour les fins scolaires, prend effet quinze jours après la date de l'arrêté en conseil qui l'a accordée.

Nevertheless the erection of any new school municipality, composed entirely of territory not already organized, for school purposes, shall take effect fifteen days after the date of the order-in-council granting it.

Avis.

Avis des érections, changements de limites ou divisions de municipalités doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 133, a. 74; 24 Geo. V, c. 39, a. 5.

Notice of erections, alterations in the boundaries of or divisions of municipalities shall be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 133, s. 74; 24 Geo. V, c. 39, s. 5.

Garantie  
des frais.

**75.** Le surintendant peut exiger que les frais relatifs à une érection, à un changement de limites ou à une division de municipalité lui soient garantis par les personnes qui lui en font la demande. S. R. 1925, c. 133, a. 75.

**75.** The Superintendent may require that the costs incurred by the erection, alteration of the boundaries, or the division of a municipality, be guaranteed by the persons applying for the same. R. S. 1925, c. 133, s. 75.

Frais  
d'an-  
nexion.

**76.** Les frais nécessités par l'annexion d'un territoire quelconque à une municipalité scolaire sont à la charge de la mu-

**76.** The costs occasioned by the annexation of any territory to a school municipality shall be at the charge of the

nicipalité à laquelle ce territoire est annexé. S. R. 1925, c. 133, a. 76.

municipality to which such territory is annexed. R. S. 1925, c. 133, s. 76.

Cotisations imposées.

**77.** Les contribuables dont les propriétés sont détachées d'une municipalité pour former une municipalité nouvelle ou pour être annexées à une autre, sont tenus au paiement de toute cotisation spéciale imposée dans la municipalité dont ils faisaient partie avant la demande qu'ils ont faite pour être détachés de ladite municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 77.

**77.** The ratepayers, whose properties are detached from one municipality to form a new municipality or to be annexed to another, shall pay all special taxes that have been imposed in the municipality in which such properties were situated before the application made by them to be detached from the said municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 77. Taxes imposed; how payable.

Partage.

**78.** Quand une municipalité est démembrée par suite de la formation d'une nouvelle municipalité ou de l'annexion d'une partie de son territoire à une municipalité existante, la dette ou l'actif, selon le cas, est divisé au prorata de l'évaluation de la propriété foncière.

**78.** When a municipality is divided owing to the formation of a new municipality or the annexation of part of its territory to an existing municipality, the debts or assets, as the case may be, shall be divided proportionately to the valuation of the real estate. Division of debts and assets.

Dissidence.

La même règle est suivie quand la minorité religieuse se déclare dissidente. S. R. 1925, c. 133, a. 78.

The same rule shall apply when the religious minority declares itself dissident. R. S. 1925, c. 133, s. 78. Rule as to minority.

Première élection.

**79.** Quand une municipalité est érigée, les contribuables de cette municipalité doivent, le premier lundi ou, en cas d'empêchement, l'un des autres lundis juridiques du mois de juillet qui suit l'avis annonçant cette érection dans la *Gazette officielle de Québec*, élire leurs commissaires, suivant le mode prescrit par les articles 127 et suivants. Sinon, ces commissaires sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant.

**79.** When a new municipality has been erected, the ratepayers thereof shall, upon the first Monday, or, if that be impossible, upon another juridical Monday, of the month of July following the publication of the notice of such erection in the *Quebec Official Gazette*, elect their school commissioners in the manner prescribed in sections 127 and following. Otherwise, such school commissioners shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent. First election.

Territoire nouvellement organisé.

Cependant les contribuables des municipalités érigées de la manière décrite dans le deuxième alinéa de l'article 74, doivent, le deuxième lundi ou, en cas d'empêchement, l'un des deux autres lundis juridiques qui suivent l'avis annonçant cette érection dans la *Gazette officielle de Québec*, élire leurs commissaires, suivant le mode prescrit par les articles 127 et suivants. Sinon, ces commissaires sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 79.

Nevertheless the ratepayers of any municipality, erected in the manner provided by the second paragraph of section 74, shall, on the second Monday, or, if that be impossible, on one of the two juridical Mondays next following the publication of the notice of such erection in the *Quebec Official Gazette*, elect their school commissioners in the manner prescribed by sections 127 and following. Otherwise such school commissioners shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 79. Newly organized territory.

Élection ordonnée par le lt-gouv.

**80.** Au lieu de faire la nomination des commissaires ou des syndics d'écoles, tel

**80.** Instead of appointing school commissioners or trustees, as provided by sec- Election ordered by Lt-Gov.

que prévu par l'article 79, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner une élection suivant le mode prescrit par les articles 127 et suivants ou 152 et suivants, selon que les uns ou les autres de ces articles sont applicables à la municipalité scolaire.

Date et  
président.

Dans le cas où les articles 127 et suivants sont applicables, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une personne pour présider l'élection et fixe le jour et l'heure de l'assemblée à laquelle la votation doit avoir lieu.

Dans le cas où les articles 152 et suivants sont applicables, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une personne comme officier-rapporteur et fixe le jour de la présentation des candidats et le jour de la votation.

L'élection, dans l'un et l'autre cas, se fait en suivant les prescriptions des lois applicables.

Nomina-  
tion par le  
lt-gouv.

À défaut par les intéressés de faire, en temps utile, les élections ordonnées par le lieutenant-gouverneur en conseil, les commissaires ou les syndics sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 80.

Enquête.

**81.** Quand, par l'érection d'une ou de plusieurs municipalités, la municipalité ou les municipalités dont elles ont été distraites cessent d'exister, ou si une ou plusieurs municipalités sont abolies par leur annexion à une ou à plusieurs municipalités voisines, ou par la réunion de deux ou plusieurs municipalités, si la demande lui en est faite par cinq contribuables intéressés, dans les six mois qui suivent ces annexions ou abolitions de municipalités, le surintendant, ou toute autre personne nommée par lui à cette fin, doit prendre connaissance de l'état des affaires des municipalités abolies. S. R. 1925, c. 133, a. 81.

Avis.

**82.** La personne chargée de l'enquête ci-dessus prescrite doit, par un avis donné au moins huit jours avant celui fixé pour cette enquête, informer les commissaires ou les syndics d'écoles des municipalités anciennes et nouvelles intéressées, du lieu, du jour et de l'heure où elle procédera à

tion 79, the Lieutenant-Governor in Council may order an election to be held in the manner set forth in sections 127 and following, or sections 152 and following, according as such sections respectively may be applicable to the school municipality in question.

In case section 127 and following are applicable, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint a person to preside over the election, and shall fix the day and hour of the meeting at which the voting shall take place.

In case sections 152 and following are applicable, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint a person as returning-officer, and shall fix the nomination day and election day.

The election in either case shall be held in accordance with the provisions of the law applicable.

In case of failure on the part of the interested parties to hold, in proper time, any election ordered by the Lieutenant-Governor in Council, the school commissioners or trustees shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 80.

**81.** When, by the erection of one or more municipalities, the municipality or the municipalities from which they have been detached cease to exist, or if one or more municipalities are abolished by their annexation to one or more neighboring municipalities, or by the union of two or more municipalities, the Superintendent, or any other person, appointed by him for the purpose, if an application be made to him by five interested ratepayers during the six months which follow such annexations or abolitions of municipalities, may inquire into the state of affairs of the abolished municipalities. R. S. 1925, c. 133, s. 81.

**82.** The person charged with the said inquiry shall give at least eight days' notice to the school commissioners or trustees, as the case may be, of the old and new municipalities interested, of the place where and of the day and hour when the examination in question will be proceeded

Presiding  
officer and  
date.

Appoint-  
ment by  
Lt-Gov.

Inquiry.

Notice.

l'examen en question, pour qu'ils puissent être présents ou s'y faire représenter.

Pouvoirs  
de l'en-  
quêteur.

Pour les fins de cette enquête, la personne qui la fait a tous les pouvoirs que l'article 16 confère au surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 82.

Décision  
du surin-  
tendant.

**83.** Le surintendant, après avoir entendu les intéressés, ou, sur le rapport de la personne qu'il a déléguée à cette fin, doit rendre sa décision, laquelle a l'effet d'une sentence arbitrale finale et sans appel. S. R. 1925, c. 133, a. 83.

Status  
des muni-  
cipalités  
dans l'in-  
tervalle.

**84.** Jusqu'à ce que le surintendant ait rendu la sentence arbitrale ci-dessus mentionnée, les municipalités scolaires intéressées demeurent dans le même état qu'avant le démembrement, et les commissaires ou les syndics qui en avaient l'administration restent investis des droits et pouvoirs qu'ils avaient avant l'abolition et l'annexion, quant à la régie des écoles; mais ils ne peuvent contracter aucune dette ou obligation nouvelle. S. R. 1925, c. 133, a. 84.

Muni-  
cipalité  
abolie.

**85.** Si le surintendant décide que les commissaires ou les syndics d'écoles de la municipalité abolie doivent payer une partie de leurs dettes, ou faire quoi que ce soit qui nécessite la continuation de l'existence de leur municipalité scolaire, il doit le déclarer expressément dans sa sentence arbitrale. Dans ce cas, la municipalité ou les municipalités scolaires en question, pour tout ce qui concerne la mise à exécution de cette sentence, continuent d'exister comme si l'abolition de ladite municipalité et l'annexion de son territoire n'avaient pas eu lieu, et peuvent prélever des taxes, jusqu'à ce que la sentence arbitrale soit complètement exécutée, et ce, sans préjudice des droits que la nouvelle ou les nouvelles municipalités scolaires ont de prélever et de recouvrer leurs cotisations, suivant les dispositions de la loi, sur les contribuables sous leur contrôle. S. R. 1925, c. 133, a. 85.

Rapport  
annuel.

**86.** La municipalité ou les municipalités scolaires qui doivent ainsi continuer leur existence légale pour la mise à exécution de la sentence arbitrale doivent, tous

with, so that they may be present or be represented thereat.

For the purposes of the inquiry, the persons holding it shall have all the powers vested by section 16 in the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 82.

Powers of  
investi-  
gator.

**83.** The Superintendent, after having heard the interested parties, or upon the report of the person whom he has appointed for that purpose, shall give his decision, which shall have the effect of an award of arbitrators, and shall be final and without appeal. R. S. 1925, c. 133, s. 83.

Decision  
of  
Superin-  
tendent.

**84.** Until the Superintendent has made his award, the school municipalities interested shall remain in the same state, and the commissioners or trustees shall retain the same rights and powers, as before the abolition and annexation, as regards the management of the schools; but they may not contract any new debt or obligation. R. S. 1925, c. 133, s. 84.

Statu  
quo  
pending  
award.

**85.** If the Superintendent decides that the school commissioners or trustees of the abolished municipality shall pay a part of their debts, or do anything requiring the continuation of the existence of their school municipality, he shall expressly so declare in his award. In such case, the school municipality or municipalities in question shall, for the purpose of carrying out the award, continue to exist as if the abolition and annexation of territory had never taken place, and may levy taxes until the award is completely carried out, without prejudice to the right of the new school municipality or municipalities to levy and recover taxes, according to law, from the ratepayers under their control. R. S. 1925, c. 133, s. 85.

Contin-  
uation  
until  
award  
carried  
out.

**86.** The school municipality or municipalities, which so continue their legal existence for the purpose of carrying out the award, shall every year, on or before

Report to  
Superin-  
tendent.



les ans, le ou avant le 1er juillet, faire rapport au surintendant de ce qui a été fait en exécution de sa sentence, jusqu'à ce que celui-ci déclare que ses ordres ont été exécutés.

Déclaration.

A compter du jour de la publication de cette déclaration dans la *Gazette officielle de Québec*, cette municipalité ou ces municipalités scolaires abolies par le démembrement cessent d'exister. S. R. 1925, c. 133, a. 86.

the first day of July, report to the Superintendent all that has been done in carrying out the award, until the Superintendent declares the award completely carried out.

From the day of the publication of such declaration in the *Québec Official Gazette*, such school municipality or municipalities so abolished shall cease to exist. R. S. 1925, c. 133, s. 86.

Effect of notice.

Taxe spéciale.

**87.** Le surintendant peut aussi décréter, par sa sentence arbitrale, que la nouvelle ou les nouvelles municipalités scolaires auront le droit de prélever, sur le territoire dont elles ont été détachées ou sur le territoire de la municipalité ou des municipalités abolies, une taxe spéciale, en sus de la taxe scolaire ordinaire, pendant une ou plusieurs années; et alors cette taxe peut être recouvrée en même temps, de la même manière et avec les mêmes droits et privilèges que la taxe scolaire ordinaire, soit que la nouvelle ou les nouvelles municipalités scolaires soient régies par une loi spéciale ou non.

Preuve.

Dans toute procédure pour le recouvrement de cette taxe spéciale, un extrait de la sentence arbitrale, revêtu du certificat du président de la municipalité scolaire intéressée ou du greffier ou secrétaire-trésorier de la corporation chargée de sa perception, fait preuve de l'existence de la taxe en question. S. R. 1925, c. 133, a. 87.

**87.** The Superintendent may, in the award, order that the new school municipality or municipalities shall have the right to levy, upon the territory from which they have been detached, or upon the abolished municipality or municipalities, a special tax in addition to the ordinary school tax, during one or more years; and then the tax so levied may be recovered at the same time and in the same manner and with the same rights and privileges as the ordinary school taxes, whether the new school municipality or municipalities are governed by a special act or not.

Special tax.

In all proceedings for the recovery of such special tax, an extract from the award, with the certificate of the chairman of the school municipality interested, or of the clerk or secretary-treasurer of the corporation charged with the collection, shall be proof of the existence of the tax in question. R. S. 1925, c. 133, s. 87.

Evidence.

## § 2.—Des arrondissements scolaires

## § 2.—School Districts

Arrondissements.

**88.** Les commissaires et les syndics d'écoles doivent partager leurs municipalités respectives en arrondissements d'école qu'ils désignent par des numéros.

Changements.

Ils peuvent aussi, quand ils le jugent à propos, changer, par résolution, les limites des arrondissements existants et en établir de nouveaux ou les diviser. S. R. 1925, c. 133, a. 88.

**88.** The school commissioners and trustees shall divide their respective municipalities into school districts designated by numbers.

They may also, whenever they deem expedient, alter, by resolution, the boundaries of existing districts and erect or divide new districts. R. S. 1925, c. 133, s. 88.

Alteration of boundaries.

Cités et villes.

**89.** Les commissaires ou les syndics d'écoles ne sont pas tenus de diviser en arrondissements les cités, villes ou villages qui sont érigés en municipalités scolaires. Si cette division a déjà eu lieu, ils peuvent, par résolution, l'annuler, et alors ces mu-

**89.** School commissioners or trustees need not divide, into school districts, cities, towns or villages, erected into school municipalities. If such division has already taken place, they may, by resolution, cancel it, in which case the whole of

Cities and towns.

municipalités scolaires ne forment qu'un seul arrondissement. S. R. 1925, c. 133, a.89.

such school municipality shall form one school district. R. S. 1925, c. 133, s. 89.

Enregis-  
trement.

**90.** La désignation des limites assignées à chaque arrondissement doit être consignée au registre des délibérations de la corporation scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 90.

**90.** A description of the boundaries assigned to each district shall be entered in the minutes of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 90. Entry in minutes.

Nombre  
d'enfants  
requis.

**91.** Pour être établi, un arrondissement doit contenir au moins vingt enfants âgés de cinq à seize ans.

**91.** A school district shall not be established unless it contain at least twenty children from five to sixteen years of age. Number of children required.

Excep-  
tion.

Pour des raisons spéciales, les commissaires ou les syndics peuvent, néanmoins, établir un arrondissement renfermant un nombre d'enfants moindre.

The commissioners or trustees may, however, for special reasons, establish a school district containing fewer children. Ex-ception.

Ferme-  
ture  
d'une  
école.

Lorsque, dans le cours d'une année scolaire, la moyenne des enfants qui fréquentent l'école d'un arrondissement est inférieure à dix élèves ayant l'âge d'assister à l'école, la commission scolaire peut fermer l'école de cet arrondissement et, si la chose est nécessaire, faire transporter les enfants gratuitement à une ou plusieurs des écoles de sa municipalité. Elle peut aussi, en ce cas, annexer l'arrondissement à un autre ou à d'autres arrondissements, temporairement ou permanemment, à sa discrétion, sans que sa décision soit sujette à appel en vertu de l'article 508.

If, in any school year, the average number of children attending the school of a district be less than ten children of school age, the school board may close such school, and, if necessary, may have the children conveyed free of charge to one or more schools of their municipality. They may also, in such case, annex the district to one or more districts, temporarily or permanently in their discretion, and their decision thereupon shall not be subject to appeal under section 508. Closing of school.

Trans-  
port des  
enfants.

Lorsque la commission scolaire a décidé de réunir deux écoles ou plus et de transporter les élèves à une école centrale, elle peut assumer, à sa discrétion, toute dépense nécessaire, y compris l'achat de véhicules convenables à l'usage des personnes qui prennent l'entreprise de ces transports. Le contrat pour le transport des enfants le long des routes, qui sont indiquées, est donné par soumission, après avis public spécifiant toutes les conditions du service à faire et le montant maximum qui pourrait être accordé. La plus basse soumission ne doit pas excéder le prix qui a été fixé par la commission scolaire et, si le contrat n'est pas accepté à ce prix, tout membre de la commission scolaire peut, en vertu d'un vote unanime des autres membres, accepter le contrat au prix fixé. Le contrat, en ce cas, ne doit être que pour un an et peut être renouvelé aux mêmes conditions, et après que des soumissions ont été demandées.

When the school board have decided to unite two or more schools, and to convey the children to a central school, they may, in their discretion, assume all the necessary expenses, including the purchase of suitable vehicles for the use of the persons undertaking such conveyance. The contract for the conveyance of the children along the route to be indicated shall be given by tender after public notice, specifying all the conditions of such contract, including an upset price therefor. The lowest tender shall not exceed the price fixed by the school board, and if the contract be not accepted at such price, any member of the school board may, on the unanimous vote of the other members, accept the contract at the price fixed. The contract, in such case, shall be for one year only, and may be renewed on the same terms, after tenders have been called for. Con-veyance of children.

Contrat pour plus d'un an.

Néanmoins, dans les cas où la commission scolaire ne fournit pas les véhicules servant au transport des élèves, les soumissions et contrats ci-dessus mentionnés pour le transport des élèves peuvent être faits pour plus d'un an, mais ne peuvent excéder trois ans. S. R. 1925, c. 133, a. 91; 24 Geo. V, c. 39, a. 6.

Nevertheless, in those cases where the school board does not provide the school vans, the above-mentioned tenders and contracts for the conveyance of the pupils may be made for more than one year, but for not more than three years. R. S. 1925, c. 133, s. 91; 24 Geo. V, c. 39, s. 6.

Contract for more than one year.

Étendue des arrondissements.

**92.** Aucun arrondissement ne doit excéder cinq milles en longueur ou en largeur, à moins que les commissaires ou syndics d'écoles n'aient pourvu aux moyens de transport des enfants à l'école, conformément aux dispositions de l'article 94. S. R. 1925, c. 133, a. 92.

**92.** No district shall exceed five miles in length or breadth, unless the school commissioners or trustees have provided means for conveying children to the school, in conformity with section 94. R. S. 1925, c. 133, s. 92.

Size of districts.

Une école par arrondissement.

**93.** Les commissaires ou les syndics d'écoles doivent, autant que possible, maintenir une école dans chaque arrondissement, mais ils peuvent néanmoins, s'ils le jugent nécessaire, réunir deux ou plusieurs arrondissements pour une même école et les séparer de nouveau.

**93.** The school commissioners or trustees shall take care that there be, if possible, a school in each district; but they may, when they deem it necessary, unite two or more districts for the same school, and again separate them.

One school by district.

Avis.

Dans l'un et l'autre de ces cas, le surintendant doit être informé des changements. S. R. 1925, c. 133, a. 93.

The Superintendent shall, in either case, be notified of any such changes. R. S. 1925, c. 133, s. 93.

Notification.

Transport des enfants.

**94.** Dans le cas où ils réunissent deux ou un plus grand nombre d'arrondissements pour une même école, ou quand un arrondissement est trop étendu, les commissaires ou les syndics peuvent prendre des arrangements pour faire transporter à cette école et en ramener en voiture les élèves éloignés. S. R. 1925, c. 133, a. 94.

**94.** When the commissioners or trustees unite two or more school districts to maintain one school, or when a district is too extended, they may make arrangements for the conveyance to and from school of the pupils living at a distance. R. S. 1925, c. 133, s. 94.

Conveyance of pupils.

Plus d'une maison d'école par arrondissement.

**95.** Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, avec l'autorisation du surintendant, construire et entretenir deux maisons d'école ou plus dans chacun des arrondissements de leur municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 95.

**95.** The school commissioners or trustees may, with the authorization of the Superintendent, build and maintain two or more school-houses in each district in their municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 95.

Two or more schools in one district.

Fréquentation de l'école de l'arrondissement.

**96.** Les enfants domiciliés dans un arrondissement où il y a une école en activité ne peuvent fréquenter l'école d'un autre arrondissement de la municipalité, sans une permission spéciale des commissaires ou des syndics d'écoles, selon le cas. Mais tout contribuable d'un arrondissement où il n'y a pas d'école en activité peut envoyer ses enfants à l'école d'un arrondissement voisin du sien, situé dans les limites de sa municipalité, en payant

**96.** Children domiciled in a district, in which there is a school in operation, may not attend the school in another district in the municipality, unless with special permission of the school commissioners or trustees, as the case may be. But any ratepayer in a district, in which there is no school in operation, may send his children to the school in a neighbouring district in the same municipality, upon payment of the monthly fee charged for children of

Attendance at district school.

la rétribution mensuelle exigée pour les enfants de cet arrondissement. S. R. 1925, c. 133, a. 96.

Fréquentation de certaines écoles.

**97.** Tout enfant peut fréquenter l'école primaire complémentaire ou, suivant le cas, l'école intermédiaire ou *high school* de sa municipalité, mais nul enfant résidant hors de l'arrondissement où est située telle école ne peut la fréquenter s'il n'a les connaissances requises pour en suivre les cours. S. R. 1925, c. 133, a. 97.

**97.** Any child may attend the primary complementary school, or, as the case may be, the intermediate school or high school in his municipality, but no child residing outside the district in which such school is situated may attend the same if he have not the attainments required for following the courses thereof. R. S. 1925, c. 133, s. 97.

Right to attend certain schools.

Certaines écoles réputées un arrondissement.

**98.** Les écoles primaires complémentaires et les écoles intermédiaires ou *high schools*, ainsi que celles établies en vertu des articles 283 et 284, comptent chacune pour un arrondissement scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 98.

**98.** Every primary complementary school and every intermediate school or high school, as well as every school established in virtue of sections 283 and 284, shall be considered a school district. R. S. 1925, c. 133, s. 98.

Certain schools considered a school district.

## SECTION II

### DES DISSIDENTS

Déclaration de dissidence.

**99.** Dans toute municipalité scolaire, un nombre quelconque de propriétaires, occupants, locataires ou contribuables, professant une croyance religieuse différente de celle de la majorité des contribuables de la municipalité, peuvent signifier, par écrit, au président des commissaires d'écoles ou à leur secrétaire un avis par lequel ils lui font part de leur intention de se soustraire au contrôle de sa commission scolaire, afin de former une corporation séparée, sous l'administration de syndics d'écoles. (*Voir formule 6*). S. R. 1925, c. 133, a. 99.

**99.** In any school municipality, any number of property-owners, occupants, tenants or ratepayers, professing a religious belief different from that of the majority of the ratepayers of such municipality, may give to the chairman of the school commissioners or to their secretary, a notice in writing informing him of their intention to withdraw from the control of the school commissioners in order to form a separate corporation under the administration of school trustees. (*Form 6*). R. S. 1925, c. 133, s. 99.

Declaration of dissent.

Forme et signification de l'avis.

**100.** L'avis de la dissidence doit être fait en triplicata et signifié au président des commissaires, ou à leur secrétaire, et au surintendant avant le 1er mai et doit être signé par tous les contribuables qui veulent être dissidents.

**100.** The notice of dissent shall be made in triplicate, and shall, before the 1st of May, be served upon the chairman of the commissioners or upon their secretary and upon the Superintendent, and shall be signed by all the ratepayers who wish to be dissentients.

Form of notice.

Dépôt.

Une copie de cet avis doit être déposée et conservée dans les archives des syndics. (*Voir formule 6*). S. R. 1925, c. 133, a. 100.

One copy of such notice shall be deposited and kept in the archives of the trustees. (*Form 6*). R. S. 1925, c. 133, s. 100.

Copy in archives.

Quand la dissidence prend effet.

**101.** La dissidence ne prend effet que le 1er juillet qui suit la date de la signification de l'avis mentionné dans l'article 100, excepté dans le cas de l'érection d'une

**101.** The dissent shall take effect only on the 1st of July following the date of the service of the notice mentioned in section 100, except in the case of the erection of a

When dissent takes effect.

nouvelle municipalité mentionné à l'article 107. S. R. 1925, c. 133, a. 101.

new school municipality as provided in section 107. R. S. 1925, c. 133, s. 101.

Élection  
de  
syndics.

**102.** Lorsqu'un avis de la dissidence est signifié conformément aux articles 99 et 100, l'état où la municipalité se trouvait avant l'avis de dissidence est maintenu jusqu'à l'époque ordinaire des élections annuelles, et, à cette date, les dissidents doivent élire trois syndics d'écoles, suivant le mode prescrit par les articles 131 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 102.

**102.** When a notice of dissent is served in conformity with sections 99 and 100, the same conditions as before the service of such notice shall be maintained until the ordinary time for the annual elections, and the dissentients shall then elect three trustees, as prescribed by sections 131 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 102.

Election  
of  
trustees.

Contri-  
buables  
consi-  
dérés dis-  
sidents.

**103.** Dès que ces syndics sont élus, tout contribuable de la municipalité appartenant à la dénomination religieuse des dissidents et qui a donné l'avis mentionné dans les articles 99 et 100, ou qui plus tard donne un avis par écrit au président de la commission scolaire et au surintendant qu'il se soustrait au contrôle de la commission scolaire, doit être considéré comme dissident et est, pour les fins scolaires, sous le contrôle des syndics d'écoles.

**103.** As soon as such trustees are elected, every ratepayer of the municipality belonging to the religious denomination of the dissentients, and who has either given the notice mentioned in sections 99 and 100, or who thereafter gives a notice in writing to the chairman of the school commissioners and to the Superintendent that he withdraws from the control of the school commissioners, shall be deemed to be a dissentient, and shall, for school purposes, be under the control of the trustees.

Rate-  
payers  
deemed  
dis-  
sidentients.

Idem.

Dès que les contribuables qui ont signé un des avis mentionnés dans le premier alinéa du présent article forment les deux tiers des contribuables de la municipalité professant une religion autre que celle de la majorité des habitants de cette municipalité, tous les contribuables de la municipalité professant la religion des dissidents qui n'ont pas donné tel avis et qui n'envoient pas leurs enfants à une école sous le contrôle des commissaires d'écoles, sont aussi considérés comme dissidents.

So soon as the ratepayers who have signed one of the notices mentioned in the first paragraph of this section shall amount to two-thirds of the ratepayers of the municipality professing a religion different from that of the majority of the inhabitants thereof, then all the ratepayers of the municipality of the religious denomination of such dissentients, who have not given such notice, and who do not send their children to a school under the control of the school commissioners, shall also be deemed dissentients.

Idem.

Applica-  
tion.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux cas où les syndics d'écoles sont élus en vertu des articles 105, 109 ou 112. S. R. 1925, c. 133, a. 103.

This section shall apply to cases where school trustees are elected under the provisions of sections 105, 109 or 112. R. S. 1925, c. 133, s. 103.

Scope of  
section.

Dissidents  
devenus  
en  
majorité.

**104.** Quand, dans une municipalité, les contribuables appartenant à la dénomination religieuse des dissidents deviennent en majorité, ils peuvent se constituer en corporation de commissaires.

**104.** When, in any municipality, the ratepayers who belong to the religious denomination of the dissentients become the majority, they may organize themselves as a corporation of school commissioners.

Minority  
becoming  
the ma-  
jority.

Avs.

Ils doivent donner, à cette fin, un avis fait et signé en triplicata, lequel, comme l'avis de dissidence, doit être signifié au président des commissaires, ou à leur se-

For such purpose, they shall give a notice in triplicate, like the notice of dissent, which shall be served upon the chairman of the commissioners or upon

Notice.

crétaire, et au surintendant, le ou avant le 1er mai. (*Voir formule 8*).

their secretary and upon the Superintendent, on or before the 1st of May. (*Form 8*).

Election  
de com-  
missaires.

La situation actuelle et sans changement est maintenue jusqu'au mois de juillet suivant, époque à laquelle on doit procéder, suivant le mode ordinaire, à l'élection de cinq commissaires d'écoles, soit pour tous les contribuables, si l'ancienne majorité devenue minorité ne s'est pas déclarée dissidente, conformément à l'article 105, soit pour la majorité religieuse des contribuables, si la minorité s'est déclarée dissidente. S. R. 1925, c. 133, a. 104.

The existing conditions shall be maintained up to the month of July following, and at that date an election shall be held in the usual way for the election of five school commissioners, either for all the ratepayers if the former majority which has become the minority has not declared itself dissentient in accordance with section 105, or for the religious majority if the minority has declared itself dissentient. R. S. 1925, c. 133, s. 104.

Election  
of commis-  
sioners.

Avis de  
dissi-  
dence de  
l'an-  
cienne  
majorité.

**105.** Lorsque les dissidents ont déclaré leur intention de se constituer en corporation de commissaires d'écoles, conformément aux dispositions de l'article 104, l'ancienne majorité devenue minorité peut se déclarer immédiatement dissidente, en en donnant avis au surintendant et au président des syndicats ou à leur secrétaire. (*Voir formule 7*).

**105.** When the dissentients have declared their intention to organize themselves as a corporation of school commissioners, in accordance with section 104, the former majority, which has become the minority, may at once declare itself dissentient, by giving notice to the Superintendent and to the chairman of the trustees or to their secretary. (*Form 7*).

Declara-  
tion of  
dissent by  
former  
majority.

Délai.

Pour que la dissidence, dans ce cas, ait effet la même année, l'avis doit être signifié le ou avant le 15 juin.

The notice of dissent must, in such case, in order to have effect the same year, be served on or before the 15th of June. Delay.

Élection  
de  
syndics.

Dans le mois de juillet suivant, les nouveaux dissidents élisent leurs syndicats d'écoles d'après le mode ordinaire.

In the month of July following, the new dissentients shall elect their school trustees in the usual manner. Election  
of  
trustees.

Défaut  
d'avis.

Si l'avis de dissidence n'est pas signifié avant le 15 juin, la minorité est régie par les commissaires d'écoles jusqu'à ce qu'elle se déclare dissidente, de la manière prescrite par l'article 99 et les suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 105.

If the notice of dissent be not served before the 15th of June, the minority shall be governed by the school commissioners until it declares itself dissentient, as prescribed by sections 99 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 105. Default  
of notice.

Taxes  
payables  
par les  
dissidents.

**106.** Les dissidents ne sont assujettis à aucune cotisation ou taxe scolaire qui peut être imposée par les commissaires d'écoles, sauf à la cotisation de l'année alors courante, ou à celle imposée en vertu de l'article 265 ou au paiement de dettes précédemment encourues, pourvu toutefois que ces cotisations soient imposées dans les six mois qui suivent la date de la signification de la dissidence. S. R. 1925, c. 133, a. 106.

**106.** Dissentients shall not be liable for any taxes or school-rates imposed by the school commissioners, except for the assessments for the then current year or those imposed under section 265, or for the payment of debts previously incurred, provided always that such assessments are imposed within six months from the date of the receipt of the declaration of dissent. R. S. 1925, c. 133, s. 106. Liability  
of dis-  
sidentients  
for taxes.

Exonéra-  
tion com-  
plète.

**107.** Dans le cas de municipalités nouvellement érigées, si la déclaration de dissidence est signifiée au président des commissaires, ou à leur secrétaire, dans les trente jours qui suivent l'organisation de

**107.** In newly-organized municipalities, if the declaration of dissent be served upon the chairman of the school commissioners or upon their secretary within thirty days after the organization of the

Dissen-  
tientients  
not  
liable.

la corporation scolaire, les dissidents ne sont responsables d'aucune taxe imposée par les commissaires.

Élection  
de  
syndics.

Dans les trente jours qui suivent la signification de la déclaration de dissidence, les dissidents élisent leurs syndics suivant le mode prescrit par les articles 127 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 107.

school corporation, the dissentients shall not be liable for any taxes imposed by the school commissioners.

During the thirty days which follow the service of the declaration of dissent, the dissentients shall elect their trustees as prescribed by sections 127 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 107.

Election  
of  
trustees.

Union des  
dissidents.

**108.** Dans toute municipalité, les dissidents qui en cette qualité forment une corporation scolaire peuvent, sur leur demande et avec l'approbation du surintendant, s'unir à une municipalité scolaire voisine, de leur croyance religieuse, soit par une union pure et simple, soit seulement dans le but d'y envoyer leurs enfants à l'école.

Union  
pure et  
simple.

Dans le cas d'une union pure et simple, le fonds scolaire de la municipalité dissidente, qui a demandé l'union, doit être remis à la municipalité à laquelle elle a été unie, et le territoire compris dans cette municipalité doit faire partie, pour toutes les fins scolaires, de celle à laquelle elle a été unie.

Union  
pour cer-  
taines  
fins.

Quand il s'agit d'une union ayant pour but seulement de permettre aux enfants des dissidents de fréquenter les écoles d'une municipalité scolaire voisine, les syndics d'écoles de la municipalité qui a demandé l'union continuent à percevoir de leurs contribuables les taxes scolaires, dont ils sont tenus de remettre le montant à la corporation scolaire à laquelle ils se sont unis, dans les soixante jours après que les cotisations sont dues et payables.

Taux des  
taxes.

Dans l'un et l'autre des cas ci-dessus spécifiés, le taux des taxes scolaires doit être le même pour les deux municipalités.

Révoca-  
tion  
d'union.

Ces unions peuvent être révoquées par le surintendant sur la requête de l'une ou l'autre municipalité scolaire, douze mois après la publication d'un avis à cet effet, publié dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 133, a. 108.

**108.** The dissentients in any municipality, who, as such, form a school corporation, may, upon their application, with the approval of the Superintendent, unite with a neighboring school municipality of their religious belief, either completely or only for the purpose of sending their children to school.

Union of  
dissent-  
ing mu-  
nicipali-  
ties.

In the case of a complete union, the school funds of the dissentient municipality which applied for the union shall be remitted to the school municipality to which it has been united, and the territory comprised in such municipality shall form part of the municipality to which it has been united for all school purposes.

Complete  
union.

If the union be only for the purpose of sending the children of dissentients to the schools of a neighboring school municipality, the school trustees of the municipality who have applied for the union shall continue to collect the school taxes from the ratepayers bound to pay the same, but shall remit the amount to the school municipality to which they are united, within sixty days after the taxes have become due.

Union for  
special  
purpose.

In both cases above-mentioned, there shall be but one rate of taxation for school purposes for the two municipalities.

Rate of  
taxation.

Such union may be cancelled by the Superintendent upon the petition of either school municipality after twelve months' notice to that effect published in two consecutive numbers of the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 133, s. 108.

Cancellat-  
ion of  
union.

Avis de  
dissi-  
dence, lo-  
calité di-  
visée en  
plusieurs  
municipi-  
alités  
scolaires.

**109.** Un nombre quelconque de propriétaires, occupants, locataires ou contribuables d'un canton ou d'une paroisse, divisé en deux ou plusieurs municipalités scolaires, professant une religion autre que celle de la majorité de ce canton ou de cette paroisse, peuvent devenir dissidents

**109.** Any number of the property-owners, occupants, tenants and ratepayers of a township or parish, divided into two or more school municipalities professing a religion different from that of the majority of the said township or parish, may dissent and maintain one or

Notice of  
dissent  
locality  
divided  
into two  
or more  
school  
municipi-  
palities.

et maintenir une ou plusieurs écoles dissidentes situées dans ce canton ou cette paroisse, en en donnant avis, par écrit, au président des commissaires d'écoles ou au secrétaire de leurs municipalités respectives, suivant le mode prescrit par l'article 99 et les suivants.

**Élection de syndics.**

Au mois de juillet qui suit la date où l'avis plus haut mentionné a été donné, ces dissidents doivent élire trois syndics d'écoles.

**École.**

Ces syndics doivent entretenir sous leur contrôle immédiat ou subventionner une école de leur croyance religieuse située dans ce canton ou cette paroisse. S. R. 1925, c. 133, a. 109.

**Suppression de syndics.**

**110.** Quand les syndics d'une municipalité dissidente ont laissé écouler une année sans avoir d'écoles en activité dans leur propre municipalité ou conjointement avec d'autres syndics ou commissaires d'écoles de leur croyance religieuse dans une municipalité voisine, ou s'il est démontré qu'ils ne prennent aucune mesure pour établir et maintenir des écoles de leur croyance religieuse, le surintendant, après avoir publié un avis à cet effet dans trois numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec*, peut, trois mois après la première publication de cet avis, recommander au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir la corporation de ces syndics d'écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 110.

**Effet de la suppression.**

**111.** Quand l'abolition d'une corporation de syndics est accordée, un avis à cet effet doit être publié par le surintendant dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à partir de la publication de cet avis, les contribuables qui ont été jusqu'alors sous le contrôle des syndics sont obligés au paiement de toutes les taxes et cotisations imposées par les commissaires d'écoles, et ils sont, de plus, tenus de payer à ces derniers une somme égale à leur part proportionnelle de toutes les taxes scolaires et cotisations imposées pendant tout le temps que les syndics dissidents ont négligé d'avoir une ou plusieurs écoles en activité.

**Frais d'avis.**

La publication de l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* est faite aux frais de la commission scolaire qui a demandé l'abo-

more dissentient schools in the said township or parish, by giving notice in writing to the chairman or to the secretary of the school commissioners of their respective municipalities, as prescribed by sections 99 and following.

In the month of July following the date upon which the said notice was given, such dissentients shall elect three school trustees. **Élection of trustees.**

The trustees shall maintain under their immediate control, or subsidize, a school of their own religious belief situated in the said township or parish. R. S. 1925, c. 133, s. 109. **Schools.**

**110.** Whenever the trustees of a dissentient school municipality shall have been a year without schools, either in their own municipality or jointly with other school commissioners or trustees of their own religious belief in an adjoining municipality, or when it is shown that they are taking no steps toward obtaining and maintaining schools of their religious belief, the Superintendent, after giving three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette* to that effect, may, three months after the publication of the first of the said notices, recommend the Lieutenant-Governor in Council to abolish such corporation of trustees. R. S. 1925, c. 133, s. 110. **Abolition of corporation of trustees.**

**111.** When the abolition of a corporation of trustees is granted, a notice to that effect shall be published by the Superintendent in the *Quebec Official Gazette*, and, after the publication of the notice, the ratepayers who were up to that time under the control of the trustees, shall then be subject to all taxes and assessments levied by the school commissioners, and shall also pay to the latter a sum equal to their share of all school taxes and assessments levied by the commissioners while such dissentient trustees neglected to keep one or more schools in operation. **Effect of abolition.**

The publication of the notice in the *Quebec Official Gazette* shall be at the expense of the school board that has **Expenses of publication.**



lition de la corporation des dissidents. S. R. 1925, c. 133, a. 111.

applied for the dissolution of the dissentient school corporation. R. S. 1925, c. 133, s. 111.

Rétablissement  
après dissolution.

**112.** Une année après la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis annonçant l'abolition de la corporation des dissidents, un nombre quelconque de propriétaires, locataires, occupants ou contribuables, professant une croyance religieuse autre que celle de la majorité des habitants de la municipalité, peut former une nouvelle corporation dissidente, conformément aux dispositions des articles 99 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 112.

**112.** One year after the publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice of the dissolution of such dissentient school corporation, any number of property-owners, tenants, occupants or ratepayers, professing a religious faith other than that of the majority of the residents of such municipality, may again form a new dissentient corporation, as provided by sections 99 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 112.

New corporation of the dissolution.

Contribution  
à une école  
voisine.

**113.** Tout chef de famille ayant des enfants en âge de fréquenter l'école et professant une croyance religieuse autre que celle de la majorité des habitants de la municipalité où il est domicilié, et dans laquelle il n'y a pas d'école dissidente, peut déclarer, par écrit, au président des commissaires d'écoles, ou à leur secrétaire, en observant les formalités prescrites par les articles 99 et suivants, son intention de contribuer au soutien d'une école située dans une municipalité voisine, pourvu que ses enfants fréquentent cette école. S. R. 1925, c. 133, a. 113.

**113.** Whenever there is no dissentient school in a municipality, any residents head of a family professing a religious belief other than that of the majority of the residents in the said municipality, and having children of school age, may declare, in writing, to the chairman of the school commissioners, or to their secretary, observing the formalities prescribed by sections 99 and following, that he intends to support a school in a neighboring municipality, provided that his children attend such school. R. S. 1925, c. 133, s. 113.

Contribution to school in adjoining municipality.

Taxes payables  
en ce cas.

**114.** A partir du 1er juillet qui suit la date de la signification de la déclaration mentionnée dans l'article 113, ce chef de famille doit payer ses taxes aux commissaires ou aux syndics qui régissent l'école au soutien de laquelle il contribue; mais les rapports de la commission scolaire sous le contrôle de laquelle se trouve cette école doivent faire une mention spéciale des enfants appartenant à cette municipalité voisine, et il ne doit être tenu aucun compte de ces enfants dans la répartition des allocations scolaires entre les commissaires et les syndics. S. R. 1925, c. 133, a. 114.

**114.** From the 1st of July following the service of the declaration mentioned in section 113, such head of a family shall pay his taxes to the commissioners or trustees by whom the school to which he contributes is maintained; but the reports of the school board, under whose control such school is, shall make special mention of children belonging to such neighboring municipality, and such children shall not be taken into account in apportioning the school grants between the commissioners and trustees. R. S. 1925, c. 133, s. 114.

Taxes payable in such case.

École dans un autre arrondissement.

**115.** Lorsque, dans un arrondissement, les enfants des dissidents ne sont pas assez nombreux pour qu'il y ait lieu d'y établir une école, ils peuvent en fréquenter une de leur croyance religieuse

**115.** Whenever the children of the dissentients are not sufficiently numerous in any district to establish a school, children from such district may attend another school in another district of their

Children from other districts.

située dans un autre arrondissement de leur municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 115.

municipality of the same religious belief. R. S. 1925, c. 133, s. 115.

Dissident  
peut  
cesser de  
l'être.

**116.** Sujet aux dispositions de l'article 106, tout dissident peut cesser de l'être en donnant un avis, simultanément, au président des commissaires et au président des syndics d'écoles ou à leurs secrétaires et au surintendant, avant le 1er mai, qu'il professe la religion de la majorité et qu'il désire en conséquence se mettre sous le contrôle des commissaires d'écoles de la municipalité. S. R. 1925, c. 133 a. 116.

**116.** Subject to the provisions of section 106, any dissident may cease to be such, upon giving notice, simultaneously, to the chairman or secretary of the commissioners, and to the chairman or secretary of the trustees, and to the Superintendent, before the 1st of May, that he professes the religion of the majority, and that he therefore desires to be under the control of the school commissioners of such municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 116.

How  
dissen-  
tients  
may  
cease to  
be such.

Déclara-  
tion.

**117.** La réception, par le président des commissaires et le président des syndics ou par leurs secrétaires, de l'avis qui doit être donné en vertu de l'article 116, suffit pour placer le contribuable qui l'a signifié sous le contrôle des commissaires, à partir du 1er juillet qui suit la date de la signification de cet avis. S. R. 1925, c. 133, a. 117.

**117.** The receipt, by the chairman of the commissioners and by the chairman of the trustees, or by their secretaries, of the notice, which must be given under section 116, shall be sufficient to place the ratepayer serving such notice under the control of commissioners, from the 1st of July after the service of such notice. R. S. 1925, c. 133, s. 117.

Declara-  
tion.

### SECTION III

#### DES CORPORATIONS SCOLAIRES

Nom des  
corpora-  
tions.

**118.** Les commissaires et les syndics d'écoles forment, dans chaque municipalité, une corporation sous le nom de "Les commissaires (ou syndics) d'écoles pour la municipalité de \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_, ou dans les comtés de \_\_\_\_\_, si la municipalité fait partie de plusieurs comtés)".

Pouvoirs  
généraux.

Ils ont succession perpétuelle, sont habiles à ester en justice et font tous les actes qu'une corporation peut faire pour les fins pour lesquelles ils ont été constitués. S. R. 1925, c. 133, a. 118.

Indisso-  
lubilité.

**119.** Dans aucun cas une corporation scolaire ne s'éteint faute de commissaires ou de syndics; mais, quand il n'y a plus de commissaires ou de syndics, les pouvoirs de la corporation, relatifs à la possession de tous les meubles ou immeubles, sont conférés en fidéicommiss au surintendant, ou, à son défaut, au lieutenant-gouverneur en conseil, jusqu'à ce qu'une

### DIVISION III

#### SCHOOL CORPORATIONS

**118.** The school commissioners and trustees in each municipality shall be a corporation under the name of "The school commissioners (or trustees) for the municipality of \_\_\_\_\_ in the county of \_\_\_\_\_ (or in the counties of \_\_\_\_\_ if a municipality is situated partly in several counties)".

Name of  
corpora-  
tion.

They shall have perpetual succession, may sue and be sued, and shall generally have the same powers which any other corporation has with regard to the purposes for which they were constituted. R. S. 1925, c. 133, s. 118.

Rights  
and  
powers.

**119.** No school corporation shall cease for want of school commissioners or trustees; but when there are no longer any school commissioners or trustees, the powers of the corporation as regards the possession of any property, moveable or immovable, shall become vested, in trust, in the Superintendent, or, in his default, in the Lieutenant-Governor in Council,

Per-  
petuity.

commission scolaire soit réorganisée. S. R. 1925, c. 133, a. 119.

until a school board has been re-organized. R. S. 1925, c. 133, s. 119.

Résolutions.

**120.** Tous les actes administratifs des commissaires et des syndics d'écoles doivent être faits en vertu de résolutions adoptées à des sessions régulières de leur commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 120.

**120.** All administrative acts of school commissioners or trustees shall be done in virtue of resolutions adopted at regular sessions of their school board. R. S. 1925, c. 133, s. 120.

Administrative acts.

Pouvoirs des syndics.

**121.** Tout pouvoir conféré ou toute obligation imposée aux commissaires d'écoles s'appliquent également aux syndics des écoles dissidentes, en ce qui concerne les municipalités scolaires sous leur contrôle. S. R. 1925, c. 133, a. 121.

**121.** Any powers conferred or any obligation imposed upon any school commissioners shall also apply to trustees of dissentient schools in reference to the school municipalities under their control. R. S. 1925, c. 133, s. 121.

Powers of trustees.

#### SECTION IV

##### DES COMMISSAIRES ET DES SYNDICS D'ÉCOLES

§ 1.—*Des qualités requises pour être commissaires ou syndics d'écoles*

Éligibilité.

**122.** Les curés catholiques romains et les ministres du culte d'une autre croyance religieuse desservant une municipalité scolaire, bien que n'ayant pas qualité sous le rapport de la propriété, les contribuables du sexe masculin, et le mari d'une femme contribuable y résidant, sachant lire et écrire et habiles à voter en vertu de l'article 125, sont éligibles à la charge de commissaire ou de syndic d'écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 122.

Inéligibilité.

**123.** Dans toute municipalité où il y a une corporation de syndics d'écoles, les contribuables faisant partie de la minorité qui se sont déclarés dissidents ne peuvent être élus commissaires d'écoles, de même que ceux de la majorité ne peuvent être élus syndics d'écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 123.

Inhabilité.

**124.** Toute personne occupant une charge qui lui a été conférée par une commission scolaire en vertu de la présente loi ou qui a une entreprise pour cette corporation, ou qui se trouve dans le cas prévu par l'article 332, ne peut être membre de cette commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 124.

#### DIVISION IV

##### SCHOOL COMMISSIONERS AND TRUSTEES

§ 1.—*Qualifications required to be a School Commissioner or Trustee*

**122.** Every Roman Catholic *curé* and every minister of any other religious faith ministering in the school municipality, although not qualified with respect to property, every male resident, ratepayer, and every resident husband of a woman who is a ratepayer, able to read and write, qualified to vote under section 125, shall be eligible as school commissioner or trustee. R. S. 1925, c. 133, s. 122.

Qualifications.

**123.** In any municipality in which there is a corporation of school trustees, on dissentient shall be elected as school commissioner; and no person from among the majority shall be elected as school trustee. R. S. 1925, c. 133, s. 123.

Disqualification.

**124.** No person holding an office to which he has been appointed by a school board under this act, or who has a contract for such corporation, or to whom section 332 applies, shall be a member of such school board. R. S. 1925, c. 133, s. 124.

Inability.

§ 2.—*Des qualités requises pour être électeur*

Cens électoral.

**125.** Pour avoir droit de voter aux élections des commissaires ou des syndics d'écoles, il faut être majeur, propriétaire, ou mari d'une femme propriétaire de biens-fonds ou être propriétaire, ou mari d'une femme propriétaire d'un bâtiment construit sur un lot de terre appartenant à autrui, pourvu que le bien-fonds ou le bâtiment soit estimé au rôle d'évaluation en vigueur à au moins cinquante dollars pour les propriétaires résidant dans la municipalité et à au moins deux cents dollars pour les propriétaires résidant en dehors de la municipalité, être inscrit comme tel au rôle d'évaluation, et avoir acquitté toutes ses contributions scolaires.

Restriction.

Dans toute municipalité où il y a une corporation de syndics d'écoles, les électeurs faisant partie de la minorité qui se sont déclarés dissidents ne peuvent voter à l'élection des commissaires d'écoles, de même que ceux de la majorité ne peuvent voter à l'élection des syndics d'écoles.

Première élection.

S'il n'y a pas de rôle d'évaluation en vigueur lors de la première élection dans une municipalité scolaire nouvellement organisée, la qualification des électeurs et celles des candidats à la charge de membre de la commission scolaire sont établies, pour cette élection, de la manière déterminée par le surintendant de l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 125; 24 Geo. V, c. 39, a. 7; 25-26 Geo. V, c. 53, a. 1.

Vote illégal.

**126.** Quiconque vote sans avoir les qualités requises pour être électeur encourt une amende de vingt dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 126.

§ 3.—*De l'assemblée pour l'élection des commissaires et des syndics d'écoles*

Date de l'assemblée annuelle.

**127.** A moins qu'il ne soit statué autrement par quelque disposition spéciale de la présente loi, il doit être tenu dans chaque municipalité, le premier lundi juridique du mois de juillet de chaque année, une assemblée générale de tous les contribuables habiles à voter pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles.

Exception.

Néanmoins, dans les municipalités scolaires du comté de Saguenay situées à

§ 2.—*Qualifications required for an elector*

**125.** To have a right to vote at any election of school commissioners or trustees, it shall be necessary to be of the age of majority, to be the owner or husband of a woman who is the owner of real estate, or to be the owner or husband of a woman who is the owner of a building erected upon land belonging to another, provided that the real estate or the building be valued on the valuation roll in force at not less than fifty dollars for owners residing in the municipality and at not less than two hundred dollars for owners residing outside of the municipality to be entered as such upon the valuation roll, and to have paid all school contributions.

In any municipality in which there is a corporation of school trustees, no dissident shall vote at the election of school commissioners; and no person from among the majority shall vote at the election of school trustees.

If, at the time of the first election in a newly organized school municipality, there be no valuation roll in force, the qualification of the electors and of the candidates for office as members of the school board shall be established for such election in the manner fixed by the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 125; 24 Geo. V, c. 39, s. 7; 25-26 Geo. V, c. 53, s. 1.

**126.** Any person who votes without having the qualifications of an elector, shall incur a penalty of twenty dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 126.

§ 3.—*Meeting for the Election of School Commissioners or Trustees*

**127.** Unless otherwise provided by some special provision of this act, a general meeting of all the ratepayers qualified to vote shall be held in each municipality on the first juridical Monday in July of each year, for the election of school commissioners or trustees.

Nevertheless, in every school municipality in the county of Saguenay, situated to

l'est de la rivière Portneuf, cette assemblée doit avoir lieu le premier lundi juridique du mois d'avril. S. R. 1925, c. 133, a. 127.

the east of the river Portneuf, such meeting shall be held on the first juridical Monday of the month of April. R. S. 1925, c. 133, s. 127.

Convocation.

**128.** Le secrétaire-trésorier des commissaires ou des syndics d'écoles est tenu de convoquer l'assemblée annuelle, ou toute assemblée spéciale, pour l'élection des commissaires ou des syndics, par avis public donné de la manière prescrite par les articles 291 et suivants, sept jours francs au moins avant le jour fixé pour l'assemblée; dans le cas où il néglige de le faire, il est passible d'une amende de pas moins de cinq ni de plus de vingt dollars.

**128.** The secretary-treasurer of the school commissioners or trustees shall call the annual meeting, or any special meeting, for the election of commissioners or trustees, by public notice given as prescribed by section 291 and following, seven clear days at least before the day fixed for the meeting; and if he neglect so to do, he shall be liable to a fine of not less than five nor more than twenty dollars.

Calling of meetings.

Heure et lieu.

Ces assemblées doivent être convoquées pour dix heures du matin et sont tenues à un endroit central de la municipalité, ou à l'endroit fixé par résolution des commissaires ou des syndics dans une municipalité de cité, de ville ou de village voisine, si telle municipalité voisine fait partie de la même paroisse ou du même canton. S. R. 1925, c. 133, a. 128.

Every such meeting shall be called for ten o'clock of the forenoon, and shall be held at some central place in the municipality, or at the place fixed by resolution of the commissioners or trustees in a neighbouring city, town or village municipality, if such neighbouring municipality be part of the same parish or township. R. S. 1925, c. 133, s. 128.

Time and place.

Absence du sec.-trés.

**129.** Dans le cas d'une assemblée annuelle, s'il n'y a point de secrétaire-trésorier, ou s'il est absent de la municipalité ou incapable d'agir, l'assemblée doit être convoquée par le président de la commission scolaire, et, à défaut de l'un et de l'autre, par le plus ancien membre de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 129.

**129.** An annual meeting, if there be no secretary-treasurer or if he be absent from the municipality or incapable of acting, shall be called by the chairman of the school board, and, in default of both, by the senior member of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 129.

Absence of secretary-treasurer.

Président de l'assemblée.

**130.** Le président de l'assemblée annuelle pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles doit être choisi parmi les contribuables de la municipalité scolaire, sachant lire et écrire, et nommé à cette fin par une résolution des commissaires ou des syndics, selon le cas. Il peut être choisi parmi les membres de la commission scolaire qui ne doivent pas sortir de charge cette année-là.

**130.** The chairman of each annual meeting for the election of school commissioners or trustees shall be chosen from among the ratepayers of the school municipality, able to read and write, and appointed for that purpose by a resolution of the commissioners or trustees, as the case may be. He may be chosen from the members of the school board who do not go out of office that year.

Chairman of meeting.

Absence du prés.

Si la nomination d'un président n'a pas été faite, ou si la personne choisie pour remplir cette charge est absente ou incapable d'agir, le secrétaire-trésorier de la corporation scolaire doit présider l'assemblée. S. R. 1925, c. 133, a. 130.

If no chairman have been appointed, or if the person appointed to perform that duty be absent or unable to act, the secretary-treasurer of the school board shall preside over the meeting. R. S. 1925, c. 133, s. 130.

Absence of chairman.

Nombre à élire.

**131.** A l'assemblée ci-dessus mentionnée, les contribuables habiles à voter

**131.** At such meeting the ratepayers qualified to vote in virtue of section 125, Number of members to be elected.

en vertu de l'article 125 doivent élire cinq commissaires ou trois syndics d'écoles, selon le cas, sachant lire et écrire, ou le nombre de commissaires ou de syndics nécessaires pour remplir les vacances causées par la retraite des commissaires ou des syndics qui sont sortis de charge ou doivent en sortir. S. R. 1925, c. 133, a. 131.

shall elect five school commissioners or three school trustees, as the case may be, who are able to read and write, or the number of commissioners or trustees necessary to fill the vacancies caused by the retirement of the commissioners or trustees who have gone or are to go out of office. R. S. 1925, c. 133, s. 131.

Remise de  
l'assem-  
blée.

**132.** Quand l'assemblée générale annuelle pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles n'a pu avoir lieu le premier lundi juridique de juillet, ou d'avril dans les municipalités scolaires du comté de Saguenay situées à l'est de la rivière Portneuf, cette assemblée et l'élection peuvent être remises à l'un des lundis juridiques du même mois, en observant les mêmes formalités. S. R. 1925, c. 133, a. 132.

**132.** When the annual general meeting for the election of school commissioners or trustees cannot be held on the first juridical Monday in July, or in April for every school municipality in the county of Saguenay, situated to the east of the river Portneuf, such meeting and election may be postponed to any juridical Monday in the same month, by observing the same formalities. R. S. 1925, c. 133, s. 132.

Adjourn-  
ment of  
meeting.

Première  
assem-  
blée:

**133.** Si l'assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles est la première tenue dans la municipalité, elle doit être convoquée par un juge de paix y résidant, et, à défaut de juge de paix, par trois propriétaires de biens-fonds, en observant la procédure prescrite par l'article 128. S. R. 1925, c. 133, a. 133.

**133.** If the meeting be the first held in the municipality for the election of a board of school commissioners or trustees, it shall be called by a resident justice of the peace, or, in default of a justice of the peace, by any three property-owners, by observing the formalities prescribed by section 128. R. S. 1925, c. 133, s. 133.

Calling of  
first meet-  
ing.

Convoca-  
tion.

Prési-  
dence.

**134.** La première assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles est présidée par un contribuable de la municipalité, sachant lire et écrire, choisi par ceux qui composent l'assemblée. S. R. 1925, c. 133, a. 134.

**134.** The first meeting for the election of school commissioners or trustees shall be presided over by a ratepayer of the municipality, able to read and write, selected by those who compose the meeting. R. S. 1925, c. 133, s. 134.

Chair-  
man of  
first meet-  
ing.

§ 4.—*De l'élection des commissaires et des syndics d'écoles*

§ 4.—*Election of School Commissioners and Trustees*

Proposi-  
tions.

**135.** Le président de l'élection, après avoir ouvert l'assemblée, requiert les électeurs présents de proposer les personnes éligibles qu'ils veulent nommer commissaires ou syndics d'écoles.

**135.** The presiding officer, after having opened the meeting, shall request the electors present to propose such qualified persons they wish to choose as school commissioners or trustees.

Nomina-  
tions.

Candi-  
dates.

Il doit mettre en nomination toutes les personnes éligibles ainsi proposées, verbalement ou par écrit, par au moins deux électeurs présents. S. R. 1925, c. 133, a. 135.

He shall nominate as candidates all qualified persons whose names are submitted to him, whether verbally or in writing, by at least two electors present. R. S. 1925, c. 133, s. 135.

Cand-  
didates.

Présen-  
tation.

**136.** Aucune personne ne peut être mise en nomination à moins qu'il ne soit donné, en proposant sa candidature, ses

**136.** No one may be nominated for election unless, at the time, his name in full, as well as the names in full of the

Qualifi-  
cation.

nom et prénoms, ainsi que les noms et prénoms des électeurs qui la proposent. S. R. 1925, c. 133, a. 136.

electors who propose him, are given. R. S. 1925, c. 133, s. 136.

**Délai.** **137.** La nomination des candidats doit avoir lieu pendant la première heure qui suit l'ouverture de l'assemblée. S. R. 1925, c. 133, a. 137.

**137.** The nomination of candidates shall take place during the first hour after the opening of the meeting. R. S. 1925, c. 133, s. 137. Time.

**Acclamation du vote.** **138.** Une heure après l'ouverture de l'assemblée, le président proclame élu celui ou ceux des candidats qui n'ont pas d'opposant, et, lorsque deux ou plus de deux candidats sont proposés en opposition, il procède, sans délai, à l'enregistrement des votes des électeurs. S. R. 1925, c. 133, a. 138.

**138.** One hour after the opening of the meeting, the chairman shall proclaim elected the candidate or candidates who are unopposed, and, when two or more candidates are nominated in opposition, shall proceed without delay to record the votes of the electors. R. S. 1925, c. 133, s. 138. Proclamation or election.

**Registre des votes.** **139.** Lorsque la votation a lieu, le président doit inscrire ou faire inscrire, dans un registre tenu à cette fin, et dans l'ordre dans lequel ils sont donnés, les votes des électeurs, en indiquant les noms et qualités de chacun d'eux. S. R. 1925, c. 133, a. 139.

**139.** When voting takes place, the chairman shall enter or cause to be entered, in a register kept for that purpose, and in the order in which they are given, the votes of the electors, mentioning the name and calling of each. R. S. 1925, c. 133, s. 139. Entry of votes.

**Attestation.** **140.** Chaque page du registre de votation doit être numérotée en toutes lettres et paraphée par le président de l'élection. S. R. 1925, c. 133, a. 140.

**140.** Each page of the poll-book shall be numbered in writing and initialed by the person presiding over the election. R. S. 1925, c. 133, s. 140. Pages of book.

**Nombre de votes.** **141.** Tout électeur peut voter pour autant de candidats qu'il y a de commissaires ou de syndics d'écoles à élire dans la municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 141.

**141.** Every elector may vote for as many candidates as there are school commissioners or trustees to be elected in the municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 141. Number of votes.

**Serment.** **142.** Quiconque se présente pour voter doit, s'il en est requis par le président ou par un électeur, un candidat ou le représentant d'un candidat, faire la déclaration suivante devant le président:

**142.** Any person tendering his vote must make the following declaration before the presiding officer, if required so to do by him, by any elector, by any candidate, or by the representative of any candidate: Oath.

**Formule.** "Je jure (ou, si c'est une personne à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que je suis habile à voter à cette élection, que je suis âgé d'au moins vingt et un ans, que j'ai payé toutes les taxes scolaires que je devais, et que je n'ai pas déjà voté à cette élection. Ainsi Dieu me soit en aide!"

"I swear (or, if a person allowed by law to affirm in civil cases, do solemnly affirm) that I am qualified to vote at this election, that I am at least twenty-one years of age, that I have paid all school taxes due by me, and that I have not already voted at this election: So help me God." Form.

**Refus.** Si l'électeur refuse de prêter ce serment, son vote doit être refusé et alors il

If such elector refuses to take such oath, his vote must be refused, and he may Refusal.

n'a plus le droit de se présenter une seconde fois pour voter à cette élection. S. R. 1925, c. 133, a. 142.

not again present himself to vote at the election. R. S. 1925, c. 133, s. 142.

Mention  
au  
registre.

**143.** Si un électeur prête le serment requis, ou s'il refuse de le prêter, ou si objection est faite à son vote, mention de chacun de ces faits doit être indiquée dans le registre de votation dans les termes suivants: "Assermenté", "Refusé", "Objecté", selon le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 143.

**143.** If an elector takes the required oath, or refuses to take the same, or if objection is made to his vote, mention of each of these facts shall be made in the poll-book, as follows: "Sworn", "Refused" or "Objected to", as the case may be. R. S. 1925, c. 133, s. 143.

Inter-  
prête.

**144.** Lorsque le président ne comprend pas la langue parlée par un ou plusieurs électeurs, il doit nommer un interprète qui, avant d'agir comme tel, doit prêter devant lui le serment suivant:

**144.** Whenever the presiding officer does not understand the language spoken by one or more electors, he shall appoint an interpreter, who before acting shall take the following oath before the presiding officer:

Serment.

"Je jure que je traduirai fidèlement les serments, déclarations ou affirmations, questions et réponses, que le président m'enjoindra de traduire, concernant cette élection. Ainsi Dieu me soit en aide!" S. R. 1925, c. 133, a. 144.

"I swear that I will faithfully translate the oaths, declarations, affirmations, questions and answers which the presiding officer shall require me to translate respecting this election. So help me God." R. S. 1925, c. 133, s. 144.

Clôture  
de l'élec-  
tion.

**145.** Si, quand la votation est commencée, il s'écoule une heure sans qu'aucun vote ait été donné, le président doit clore l'élection. Néanmoins, si une déclaration sous serment est faite au président qu'un électeur a été empêché d'approcher du bureau de votation par violence, l'élection ne peut être close avant qu'une autre heure se soit écoulée après que cette violence a cessé. S. R. 1925, c. 133, a. 145.

**145.** If, at any time after the voting has commenced, one hour elapses without any votes having been polled, the presiding officer shall close the election. Nevertheless, if a declaration under oath be given to the presiding officer that an elector has been prevented by violence from approaching the poll, the election may not be closed until the expiration of one hour after such violence has ceased. R. S. 1925, c. 133, s. 145.

Vote pré-  
pondé-  
rant.

**146.** Quand plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de voix en leur faveur, le président doit voter immédiatement pour l'un ou l'autre de ces candidats, sous peine d'une amende de pas moins de vingt ni de plus de cinquante dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 146.

**146.** In case of an equal division of votes in favor of two or more of the candidates, the presiding officer shall vote immediately for one or other candidate, under a penalty of not less than twenty nor more than fifty dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 146.

Certificat  
et procla-  
mation.

**147.** A la clôture de l'élection, qui doit avoir lieu à cinq heures de l'après-midi, sauf le cas prévu par l'article 145, le président doit certifier, sous sa signature, sur le registre de votation, le nombre total des votes inscrits, depuis le premier jusqu'au dernier nom, ainsi que le nombre des votes donnés en faveur de chacun des candidats, et ensuite il proclame élus le ou les

**147.** At the close of the election, which shall be at five o'clock in the afternoon, except in the case provided for by section 145, the presiding officer shall certify, under his signature, in the poll-book, the total number of votes entered, from the first to the last entry in the book, and also the total number of votes given for each candidate, and he shall then declare such



candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. S. R. 1925, c. 133, a. 147.

of the candidates as have obtained the largest number of votes duly elected. R. S. 1925, c. 133, s. 147.

Charge  
obliga-  
toire.

**148.** Le commissaire ou le syndic d'écoles ainsi élu est tenu d'accepter la charge qui lui est conférée et ne peut s'en démettre avant l'expiration de son mandat.

**148.** The school commissioner or trustee so elected shall be bound to accept office, and may not retire before the expiration of his term. Office compulsory.

Excep-  
tion.

Cependant, les membres des clergés catholique ou protestant, les personnes âgées de plus de soixante ans et celles qui ont été commissaires ou syndics d'écoles depuis moins de quatre ans peuvent refuser d'accepter cette charge ou s'en démettre, plus tard, après l'avoir acceptée.

Nevertheless, members of the Roman Catholic or Protestant clergy, persons over sixty years of age, and all who have been school commissioners or trustees within four years may refuse to accept office, or, having accepted, may afterwards resign. Ex-ception.

Idem.

En outre, le surintendant aura le pouvoir d'accepter la démission d'un commissaire ou d'un syndic d'écoles, lorsqu'il jugera que cette décision est pour le bien général de la municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 148; 25-26 Geo. V, c. 53, a. 2.

Furthermore, the Superintendent shall have power to accept the resignation of a school commissioner or trustee, whenever he may deem such action to be for the general welfare of the municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 148; 25-26 Geo. V, c. 53, s. 2. Idem.

Rapport  
et avis.

**149.** Le président de l'assemblée générale pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles doit, dans les huit jours qui suivent cette élection, donner avis, par écrit, aux commissaires ou syndics élus, et faire un rapport au surintendant, mentionnant le jour et le lieu où l'assemblée a été tenue et les noms des personnes qui y ont été élues, sous peine d'une amende de cinq dollars. (Voir formules 4 et 5.)

**149.** The officer presiding over any general meeting for the election of school commissioners or trustees shall, within eight days thereafter, under a penalty of five dollars for failure so to do, notify in writing the school commissioners or trustees elected, and send a report to the Superintendent mentioning the date and the place at which the meeting was held and the names of the persons elected. (Forms 4 and 5.) Notification and report.

Défaut  
d'élection.

Si l'assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics n'a pas eu lieu, ou si, ayant eu lieu, il n'y a pas eu d'élection, le secrétaire-trésorier doit, sous les mêmes peines et dans le même délai, en informer le surintendant. S. R. 1925, c. 133, aa. 149-150.

If the meeting for the election of school commissioners or trustees has not been held, or if having been held, there has been no election, the secretary-treasurer shall within the same delay so inform the Superintendent, under the same penalties. R. S. 1925, c. 133, ss. 149-150. If election not held.

Nomina-  
tion par  
lt-gouv.

**150.** Dans les municipalités où l'élection de commissaires ou de syndics n'a pas eu lieu pendant la période prescrite par la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du surintendant, nommer les commissaires ou les syndics d'écoles nécessaires.

**150.** For municipalities in which no election of commissioners or trustees has taken place within the time prescribed by law, the Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Superintendent, appoint the school commissioners or trustees required. Appointment by Lt-Gov.

Election  
ordonnée.

Il est cependant loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, nonobstant la disposition du premier alinéa du présent article, d'ordonner une élection suivant le mode prescrit par l'article 80.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, notwithstanding the provisions of the first paragraph of this section, order an election according to the manner set forth in section 80. Election may be ordered.

Nomina-  
tion par  
lt-gouv.

A défaut par les intéressés de faire, en temps utile, les élections ordonnées par le lieutenant-gouverneur en conseil, les commissaires ou les syndics sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 151.

In case of failure on the part of the interested parties to hold, in proper time, any election ordered by the Lieutenant-Governor in Council, the school commissioners or trustees shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 151.

Appoint-  
ment by  
Lt-Gov.

Change-  
ment du  
mode de  
voter.

**151.** La commission scolaire peut, par résolution, ordonner que la votation aux élections se fasse au scrutin secret, au lieu d'être faite de vive voix; elle peut aussi, de la même manière, rétablir le vote de vive voix.

Toute telle modification doit être faite au moins six mois avant la date des élections auxquelles elle s'appliquera. S. R. 1925, c. 133, a. 151a; 18 Geo. V, c. 44, a. 2.

**151.** The school commission may, by resolution, order that the voting at elections shall be effected by ballot in place of by word of mouth; it may also, in the same manner, reestablish the method of voting by word of mouth.

Every such change must be made at least six months before the date of the election at which it is to apply. R. S. 1925, c. 133, s. 151a; 18 Geo. V, c. 44, s. 2.

Change in  
mode of  
voting.

§ 5.—*Du scrutin secret pour l'élection des commissaires et des syndics d'écoles dans certaines municipalités*

§ 5.—*Vote by Ballot at Elections of School Commissioners and Trustees in certain Municipalities*

Vote au  
scrutin  
secret.

**152.** Dans toute municipalité scolaire où l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles est faite au scrutin secret, si, lors de l'assemblée tenue pour cette élection, il doit y avoir votation, cette votation a lieu conformément aux dispositions du présent paragraphe 5.

Le présent article ne s'applique pas aux municipalités scolaires qui, le 29 décembre, 1922 (date de l'entrée en vigueur de la loi 13 George V, chapitre 41), étaient régies par une loi spéciale. S. R. 1925, c. 133, a. 152; 18 Geo. V, c. 44, a. 3.

**152.** In every school municipality where the election of school commissioners and trustees is held by ballot, if, at the meeting held for such election, a vote has to be taken, such voting shall be effected in conformity with the provisions of this subdivision 5.

This section shall not apply to any school municipality which, on the 29th of December, 1922 (the date of the coming into force of the act 13 George V, chapter 41), was governed by a special act. R. S. 1925, c. 133, s. 152; 18 Geo. V, c. 44, s. 3.

Voting by  
ballot.

Excep-  
tion.

Date du  
scrutin.

**153.** La votation doit avoir lieu le premier lundi suivant le jour de l'assemblée ou, si ce lundi est férié, le premier jour juridique suivant.

Elle dure de huit heures du matin à six heures du soir.

La personne qui a présidé l'assemblée doit, le lendemain, afficher un avis public indiquant:

1° Le lieu et le jour fixés pour la votation et l'heure à laquelle elle commencera;

2° Les noms, prénoms, résidences et professions ou occupations des candidats présentés, par ordre alphabétique. S. R. 1925, c. 133, a. 153.

**153.** The voting shall take place on the first Monday after the day of the meeting or, if such Monday be a holiday, on the first following juridical day.

It shall last from eight o'clock in the forenoon until six o'clock in the afternoon.

The person who presided over the meeting shall, the next day, post up a public notice indicating:

1. The place and day fixed for the voting and the hour at which it will begin;

2. The names in full, residences and professions or callings of the candidates nominated, in alphabetical order. R. S. 1925, c. 133, s. 153.

Date of  
voting.

Duration.

Public  
notice.

Durée.

Avis.

Bureau de  
scrutin.

**154.** Lors d'une élection, un seul bureau de votation doit être établi à un endroit central de la municipalité ou à un endroit fixé par résolution des commissaires ou des syndics d'écoles dans une municipalité de cité, de ville ou de village voisine, si cette municipalité voisine fait partie de la même paroisse ou du même canton. Toutefois, s'il y a plus de six cents électeurs portés sur le rôle d'évaluation, d'autres bureaux de votation peuvent être établis de manière à diviser également les électeurs. S. R. 1925, c. 133, a. 154.

Officier-  
rapporteur.  
Greffier.

**155.** Le président de l'assemblée agit comme officier-rapporteur.

Il nomme le greffier du bureau de votation, et, s'il doit y avoir plusieurs bureaux de votation, les sous-officiers-rapporteurs. Ces derniers choisissent leurs greffiers.

Sec.-trés.

Le secrétaire-trésorier de la municipalité peut être nommé greffier s'il n'agit pas comme président. S. R. 1925, c. 133, a. 155.

Boîtes de  
scrutin et  
bulletins.

**156.** Dans l'intervalle entre l'assemblée et la votation, le président se procure les boîtes de scrutin nécessaires, et fait imprimer en nombre suffisant des bulletins de vote, qui tous doivent être de la même forme et aussi semblables que possible, et sur lesquels les noms des candidats sont inscrits alphabétiquement avec les prénoms, résidences, adresses et professions ou occupations de chacun. S. R. 1925, c. 133, a. 156.

Confection  
des  
boîtes de  
scrutin.

**157.** Toute boîte de scrutin doit être construite avec des matériaux solides, être munie d'une serrure et d'une clef, et il doit y être ménagé, sur le dessus, une ouverture étroite de manière que les bulletins de vote puissent être introduits dans la boîte, mais n'en puissent être retirés sans qu'elle ait été ouverte. S. R. 1925, c. 133, a. 157.

Bulletins.

**158.** 1. Le bulletin de vote est un papier sur lequel sont imprimées les particularités indiquées dans l'article 156. Il doit être muni d'un talon avec ligne perforée entre le bulletin et le talon, le tout suivant la formule 25.

Papier.

2. Le bulletin de vote doit être imprimé sur papier à écrire suffisamment fort pour

Polling-  
stations.

**154.** At an election a single polling-station shall be established at a central point in the municipality, or at a point determined by resolution of the school commissioners or trustees in a neighboring city, town or village municipality, if such neighbouring municipality form part of the same parish or township. However, when there are more than six hundred electors on the valuation roll, other polling-stations may be established so as to make an equal division of the electors. R. S. 1925, c. 133, s. 154.

Return-  
ing-officer.

**155.** The officer who presides over the meeting shall act as returning-officer. He shall appoint the poll-clerk, and if there have to be several polling-stations, etc. the deputy returning-officers. The latter shall choose their clerks.

Poll-clerk,  
etc.

The secretary-treasurer of the municipality may be appointed clerk if he is not acting as presiding officer. R. S. 1925, c. 133, s. 155.

Sec.-  
treas.Ballot-  
boxes, etc.

**156.** In the interval between the meeting and polling, the presiding officer shall procure all necessary ballot-boxes, and cause a sufficient number of ballots to be printed, which must be all in the same form and as like each other as possible, and on which the names of the candidates shall be printed, in alphabetical order, with the name in full, residence, address and profession or occupation of each. R. S. 1925, c. 133, s. 156.

Construc-  
tion of  
ballot-  
boxes.

**157.** The ballot-box shall be made of some durable material, with lock and key, and with a slit or narrow opening in the top, and so constructed that the ballots may be introduced therein, but cannot be withdrawn therefrom unless the box be opened. R. S. 1925, c. 133, s. 157.

Ballots.

**158.** 1. The ballot shall be a printed paper, on which shall be printed the particulars set out in section 156. It shall also be provided with a counterfoil, with a line of perforations between the ballot and the counterfoil, the whole as set forth in form 25.

2. The ballot shall be printed upon writing paper sufficiently thick so that

Paper.

qu'une marque du crayon ne se distingue pas à travers.

Imprimeur.

3. Les bulletins de vote portent le nom de l'imprimeur qui en a fait l'impression.

Affidavit.

4. En délivrant les bulletins de vote au président de l'élection, l'imprimeur doit lui remettre une déclaration sous serment contenant la description des bulletins de vote qu'il a imprimés, le nombre de ces bulletins fournis au président de l'élection, et affirmant qu'il n'a pas fourni d'autres bulletins à qui que ce soit. S. R. 1925, c. 133, a. 158.

Désistement d'un candidat.

**159.** Si un candidat s'est désisté, mais trop tard pour que le président de l'élection ait pu faire imprimer de nouveaux bulletins de vote, et qu'il soit procédé à la votation pour d'autres candidats, le président se sert des bulletins qu'il a, après en avoir rayé visiblement et uniformément par un trait à l'encre le nom du candidat qui s'est désisté, et ces bulletins servent à toutes les fins de l'élection. S. R. 1925, c. 133, a. 159.

Propriété des boîtes de scrutin, etc.

**160.** La propriété des boîtes de scrutin, des bulletins de vote, des enveloppes et des instruments servant à marquer les bulletins fournis ou employés pour un scrutin, est attribuée aux commissaires d'écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 160.

Serment des agents.

**161.** L'un des agents de chaque candidat ou, en l'absence d'agent, l'un des électeurs représentant chaque candidat doit, lorsqu'il est admis au bureau de votation, prêter serment, suivant la formule 26, de garder le secret sur les noms des candidats en faveur de qui les votants marqueront leurs bulletins de vote en sa présence, ainsi que ci-après prescrit. S. R. 1925, c. 133, a. 161.

Examen des documents.

**162.** Les agents et électeurs autorisés à se tenir dans le bureau de votation durant le scrutin, ont droit de se faire soigneusement compter en leur présence les bulletins de vote qui doivent servir au scrutin, avant l'ouverture du bureau, et ils ont droit d'examiner ces bulletins et tous autres papiers, formules et documents qui se rapportent au scrutin; pourvu qu'ils soient présents au moins un quart d'heure

the pencil mark shall not appear through it on the back.

3. Every ballot shall bear the name of the printer by whom it was printed.

4. The printer shall, upon delivering the ballots to the presiding officer, file in his hands a sworn declaration setting forth the description of the ballots so printed by him, the number of ballots supplied to such officer, and the fact that no other ballots have been supplied by him to any one else. R. S. 1925, c. 133, s. 158.

**159.** If a candidate retire too late to allow of the printing of new ballots, and polling is proceeded with for other candidates, the presiding officer must make use of the ballots on hand, after plainly striking out, in a uniform manner by a line in ink, the name of the candidate who has retired, and such ballots shall serve for all the purposes of the election. R. S. 1925, c. 133, s. 159.

**160.** The ownership of the ballot-boxes, ballots, envelopes and marking instruments, procured for or used at any election, shall be in the school commissioners. R. S. 1925, c. 133, s. 160.

**161.** One of the agents of each candidate, or, in the absence of such agent, one of the electors representing each candidate, must, on being admitted to the polling-station, take an oath, as set forth in form No. 26, to keep secret the name of the candidate for whom any of the voters has marked his ballot in his presence, as hereinafter required. R. S. 1925, c. 133, s. 161.

**162.** Agents and electors entitled to be present in the polling-station, during polling hours, are entitled to have the ballots intended for use thereat carefully counted in their presence before the opening of the poll, and to inspect such ballots, and all other papers, forms and documents relating to the poll; provided that such agents or electors be in attendance at least fifteen minutes before the

avant l'heure fixée pour l'ouverture du bureau. S. R. 1925, c. 133, a. 162.

hour fixed for opening the poll. R. S. 1925, c. 133, s. 162.

Ouverture  
du bureau  
de scrutin.

**163.** A l'heure fixée pour le commencement de la votation, le président et le greffier doivent, en présence des candidats, des agents de candidat et des électeurs qui sont présents, ouvrir la boîte du scrutin et constater qu'elle ne renferme ni bulletin de vote, ni aucun autre papier. Le président ferme ensuite la boîte à clef et il en garde la clef. S. R. 1925, c. 133, a. 163.

**163.** At the hour fixed for opening the poll, the presiding officer and poll-clerk must, in the presence of the candidates, their agents and such of the electors as are present, open the ballot-box and ascertain that there are no ballots or other papers therein. Thereupon the box shall be locked by the presiding officer, who shall keep the key thereof. R. S. 1925, c. 133, s. 163.

Opening  
the poll.

Appel des  
électeurs.

**164. 1.** A huit heures précises du matin, immédiatement après avoir ainsi fermé la boîte du scrutin, le président invite les électeurs à voter.

**164. 1.** At exactly eight o'clock in the morning, immediately after the ballot-box is locked, the presiding officer shall call upon the electors to vote.

Calling  
the elec-  
tors.

Protec-  
tion des  
votants.

**2.** Le président doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation, et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur non plus qu'aux abords du bureau. S. R. 1925, c. 133, a. 164.

**2.** The presiding officer shall secure the admittance of every elector into the polling-station, and shall see that he is not impeded or molested at or about the polling-station. R. S. 1925, c. 133, s. 164.

Pro-  
tection of  
voters.

Votants.

**165.** Il ne doit jamais y avoir, dans le bureau de votation plus de votants qu'il n'y a de compartiments.

**165.** Not more than one elector for each compartment shall, at any one time, enter the polling-station.

Voters.

Nom.

En entrant dans le bureau de votation, le votant doit décliner son nom et dire sa profession ou occupation.

Upon entering the polling-station, each elector shall declare his name and profession or occupation.

Name.

Entrée au  
registre.

Le greffier du bureau de votation entre ces détails dans le registre du scrutin, en ayant soin d'inscrire un numéro d'ordre avant le nom de la personne qui demande à voter.

The poll-clerk shall enter such particulars in the poll-book, a serial number being prefixed to the name of every person claiming the right to vote.

Poll-  
book.

Formule.

Le registre de scrutin est tenu suivant la formule 27. S. R. 1925, c. 133, a. 165.

The poll-book shall be kept in the manner set forth in form 27. R. S. 1925, c. 133, s. 165.

Idem.

Secret.

**166.** Les votes sont donnés au scrutin secret.

**166.** The votes shall be given by secret ballot.

Secret  
ballot.

Initiales  
du pré-  
sident.

Avant de remettre un bulletin à une personne qui a droit de voter, le président doit apposer les initiales de ses nom et prénoms sur le dos de ce bulletin, ainsi que sur le dos du talon de ce bulletin, de manière que ces initiales restent visibles lorsque le bulletin de vote est plié. S. R. 1925, c. 133, a. 166.

Before giving a ballot-paper to any person entitled to vote at his polling-station, the presiding officer must put his initials upon the back thereof and upon the back of the counterfoil, in such a way that when the ballot-paper is folded they shall remain visible. R. S. 1925, c. 133, s. 166.

Ballot-  
paper to  
be initial-  
ed.

Rensei-  
gnements  
au votant.

**167.** Seul le président peut, et il doit le faire s'il en est requis, renseigner le votant sur la manière de marquer son bulletin. Il doit le faire ouvertement, sincèrement, et sans la moindre indication de

**167.** Only the presiding officer may, and he shall, when required so to do, give to an elector the information necessary to show him how to mark his ballot. He must do so sincerely and openly, and

Informa-  
tion to  
voters.

préférence ni la moindre suggestion. S. R. 1925, c. 133, a. 167.

without the slightest indication of preference or suggestion. R. S. 1925, c. 133, s. 167.

Vote.

**168.** Le votant, en recevant son bulletin de vote, doit se rendre immédiatement dans l'un des compartiments du bureau. Là, il marque son bulletin en y faisant, avec un crayon de mine de plomb noire, une croix dans l'espace blanc qui contient le nom du candidat en faveur de qui il veut voter; puis, il le plie de manière que les initiales que le président y a apposées au verso et sur le talon puissent se voir sans qu'on ait à déplier le bulletin. Il rapporte ensuite son bulletin au président.

**168.** The voter, on receiving the ballot, shall forthwith proceed into one of the compartments of the polling-station. He shall there mark his ballot-paper, making a cross with a black lead-pencil within the white space containing the name of the candidate for whom he intends to vote; he shall then fold up the ballot-paper so that the initials on the back of it and on the counterfoil, affixed by the presiding officer, can be seen without opening it. He shall then hand it to the presiding officer.

Mode of voting.

Dépôt du bulletin dans la boîte.

Celui-ci, sans le déplier, vérifie d'abord, par l'examen de ses initiales, que ce bulletin est bien celui qu'il a fourni au votant; puis, à la vue de tous ceux qui sont présents, y compris le votant, il détache le talon du bulletin, détruit ce talon et dépose le bulletin dans la boîte du scrutin, qui doit être sur la table et bien à la vue de toutes les personnes présentes. S. R. 1925, c. 133, a. 168.

The latter shall, without unfolding it, ascertain, by examining his initials, that it is the same which he furnished to the voter; and shall then, in full view of those present, including the voter, remove the counterfoil and destroy it and place the ballot-paper in the ballot-box, which box shall be placed on the table in full view of those present. R. S. 1925, c. 133, s. 168.

Duty of presiding officer.

Bulletin maculé.

**169.** Tout votant qui a par inadvertance marqué, maculé ou déchiré son bulletin de telle sorte qu'il ne puisse convenablement servir, peut, en le remettant au président, en obtenir un autre pour le remplacer.

**169.** A voter who has inadvertently marked, defaced or torn the ballot-paper given to him, in such manner that it cannot be conveniently used, may, on returning it to the presiding officer, obtain another ballot-paper in its place.

Spoiling of ballot-paper.

Annulation.

Le président doit annuler le premier en y inscrivant le mot "nul" avec les initiales de ses nom et prénoms. S. R. 1925, c. 133, a. 169.

The presiding officer shall cancel the first ballot-paper, by writing thereon the word "null", with his initials. R. S. 1925, c. 133, s. 169.

Cancellation.

Votant incapable de voter seul.

**170.** A la demande de tout votant qui ne sait pas lire ou qui, pour cause de cécité ou d'une autre infirmité corporelle, est incapable de voter de la manière prescrite par le présent paragraphe, le président doit, en la seule présence des agents assermentés ou des électeurs assermentés qui représentent les candidats dans le bureau aider ce votant en lui marquant son bulletin suivant que le votant le requiert.

**170.** The presiding officer, upon the application of any voter who is unable to read or is incapacitated by blindness or other physical cause from voting in the manner prescribed by this subdivision, shall assist such elector by marking his ballot-paper in the manner directed by such elector, in the presence of the sworn agents of the candidates, or of the sworn electors representing them in the polling-station, and of no other person.

Assistance to votes.

Serment.

Toutefois, le président doit, avant de lui permettre de voter, exiger du votant qui lui fait cette demande, qu'il atteste par serment suivant la formule 28, son incapacité à voter sans cette aide.

The presiding officer shall require the elector making such application, before voting, to make oath, in the form 28, of his incapacity to vote without such assistance.

Oath.

Mention  
au  
registre.

Lorsqu'un votant a fait marquer son bulletin, il en est fait mention au registre du scrutin, en regard de son nom, et il y est aussi fait mention de la raison pour laquelle le président a marqué ce bulletin. S. R. 1925, c. 133, a. 170.

Infrac-  
tions et  
peines.

**171.** Se rendent coupables d'une infraction punissable par voie sommaire et encourent les peines ci-après édictées:

1° Toute personne qui fabrique, contrefait, altère frauduleusement, mutile, ou détruit frauduleusement un bulletin de vote ou le paraphe que le président y a apposé;

2° Toute personne qui, sans en avoir l'autorité, fournit un bulletin de vote à qui que ce soit;

3° Toute personne qui dépose frauduleusement dans une boîte de scrutin un papier autre que le bulletin que la loi l'autorise à y déposer;

4° Toute personne qui emporte frauduleusement un bulletin de vote hors du bureau de votation;

5° Toute personne qui, sans y être dûment autorisée, détruit, emporte, ouvre ou viole de quelque autre manière une boîte de scrutin ou un paquet de bulletins de vote qui sert alors aux opérations électorales;

6° Le président ou tout sous-officier-rapporteur qui, par fraude, appose, autrement que ne l'autorise l'article 166, les initiales de ses nom et prénoms sur le dos d'un papier qui paraît être un bulletin de vote ou paraît être employé comme bulletin de vote dans une élection;

7° Toute personne qui, avec l'intention de frauder, imprime un bulletin de vote, ou un papier qui paraît être un bulletin de vote ou peut être employé comme bulletin de vote dans une élection;

8° Toute personne qui, autorisée par le président à imprimer les bulletins de vote nécessaires à cette élection, en imprime, dans l'intention de frauder, plus qu'elle n'est autorisée à en imprimer;

9° Toute personne qui tente de commettre une des infractions énoncées dans le présent article,—

Whenever a voter has been assisted in marking his ballot, mention thereof shall be made in the poll-book opposite his name, and mention shall also be made therein of the reason why such ballot was marked by the presiding officer. R. S. 1925, c. 133, s. 170.

**171.** Every one who,—

Offences.

1. Forges, counterfeits, fraudulently alters, defaces or fraudulently destroys a ballot-paper or the initials of the presiding officer signed thereon; or—

2. Without authority supplies a ballot-paper to any person; or—

3. Fraudulently puts into a ballot-box a paper other than the ballot-paper which he is authorized by law to put in; or—

4. Fraudulently takes a ballot-paper out of the polling-station; or—

5. Without due authority destroys, takes, opens or otherwise interferes with a ballot-box or packet of ballot-papers then in use for the purposes of the election; or—

6. Being the presiding officer or a deputy returning-officer, fraudulently puts, otherwise than as authorized by section 166, his initials on the back of any paper purporting to be or capable of being used as a ballot-paper at an election; or—

7. With fraudulent intent prints any ballot-paper or what purports to be or is capable of being used as a ballot-paper at an election; or—

8. Being authorized by the presiding officer to print the ballot-papers for an election, prints, with fraudulent intent, more ballot-papers than he is authorized to print; or—

9. Attempts to commit any offence specified in this section,—  
shall be guilty of an offence summarily triable, and liable to the penalties hereinafter set forth.

Si la personne qui se rend coupable de l'une des infractions susmentionnées, est le président de l'élection ou un officier d'élection, elle encourt une amende de cent à cinq cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de six mois à trois ans; et, si c'est une autre personne, une amende de cinquante à quatre cents dollars et, à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de six mois à deux ans. R. S. 1925, c. 133, a. 171.

If the person who commits any of the above-mentioned offences be the presiding officer or any election officer, he shall in that case be liable to a fine of not less than one hundred dollars nor more than five hundred dollars, and, on failure to pay such fine, to imprisonment for not less than six months, nor more than three years; and, if he be any other person, to a fine of not less than fifty dollars nor more than four hundred dollars, and, on failure to pay such fine, to imprisonment for not less than six months nor more than two years. R. S. 1925, c. 133, s. 171.

Dépouillement du scrutin et proclamation.

**172.** Immédiatement après la clôture du scrutin, le président, en présence des personnes mentionnées en l'article 163, compte les bulletins et additionne les votes donnés en faveur de chacun des candidats; puis il inscrit au registre du scrutin les détails mentionnés en l'article 147. Ensuite il proclame élus les candidats qui ont obtenu la majorité des votes. S. R. 1925, c. 133, a. 172.

**172.** Immediately after the close of the poll, the presiding officer, in the presence of the persons mentioned in section 163, shall count and add up the votes given in favour of each of the candidates; he shall then enter in the poll-book the details mentioned in section 147. He shall then proclaim elected the candidates who have obtained the majority of votes. R. S. 1925, c. 133, s. 172.

Bulletins non initialement.

**173.** Si, lors du dépouillement du scrutin, le président s'aperçoit, en comptant les bulletins pour les attribuer à chaque candidat, qu'il a omis, par mégarde ou oubli, de mettre ses initiales sur le dos de quelque bulletin ou de tous les bulletins, il peut alors réparer cette omission, en présence des personnes qui sont dans le bureau de votation, et, en même temps, l'indiquer par une note qu'il initiale dans le registre du scrutin.

**173.** When, at the counting of the ballots, the presiding officer notices in counting, for the purpose of assigning them to each candidate, that, by oversight or forgetfulness, he has omitted to initial any or all of the ballots on the back, he may then do so in the presence of the persons who are in the polling-station, and at the same time indicate it by a note initialed by him in the poll-book.

Serment.

Avant d'apposer ainsi ses initiales, le président doit écrire, signer et attester, sous serment, devant le greffier du bureau de votation, la déclaration suivante:

Before so affixing his initials, the presiding officer must write, sign and attest under oath, before the poll-clerk, the following declaration:

Formule.

"Je jure que c'est par oubli et mégarde que je n'ai pas apposé mes initiales sur (indiquer le nombre) bulletins, que je reconnais avoir fournis au cours du scrutin et que j'ai trouvés dans la boîte du scrutin. Ainsi Dieu me soit en aide!

"I swear that, through forgetfulness or oversight, I did not affix my initials on (state the number) ballots, which I acknowledge as having been supplied by me during the polling, and which I have found in the ballot-box. So help me "God.

A.F.

A. F.

Assermenté devant moi, à  
ce 19 .

"Sworn before me, at  
this day of 19 .

C. D.,  
Secrétaire d'élection."

"C. D.  
Election Clerk."



- Dépôt.** Cette déclaration doit être déposée avec les autres documents dans la boîte du scrutin. **Such declaration must be deposited with the other documents in the ballot-box.** Deposit.
- Bulletins comptés.** Ces bulletins sont alors comptés comme si toutes les formalités avaient été régulièrement remplies à leur égard. S. R. 1925, c. 133, a. 173. **Such ballots shall be then counted as if all formalities had been duly complied with in respect thereto. R. S. 1925, c. 133, s. 173.** Ballots counted.
- Décision finale du président.** **174.** La décision du président, quant à l'admission ou au rejet d'un bulletin de vote, est finale et ne peut être annulée que sur contestation de l'élection. S. R. 1925, c. 133, a. 174. **174.** The decision of the presiding officer with respect to the admission or rejection of a ballot shall be final, and may only be reversed upon contestation of the election. R. S. 1925, c. 133, s. 174. Decision of presiding officer final.
- Avis.** **175.** Les avis requis par l'article 149 doivent être donnés par l'officier-rapporteur, sous les mêmes peines, et dans les huit jours qui suivent celui où il a additionné les suffrages ou celui fixé pour la votation quand elle n'a pas eu lieu. S. R. 1925, c. 133, a. 175. **175.** The notices required by section 149 shall, under the same penalties, be given by the returning-officer, within eight days after the day of which he added the votes or that fixed for the voting, if no voting took place. R. S. 1925, c. 133, s. 175. Notices.
- Pouvoirs du président.** **176.** Le président de l'élection est un conservateur de la paix, depuis huit heures du matin du jour de la présentation des candidats jusqu'au lendemain de la clôture de la votation, à neuf heures du matin. Il possède, à cet égard, les mêmes pouvoirs qu'un juge de paix, et peut les exercer dans toute l'étendue de la municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 176. **176.** The presiding officer shall be a keeper of the peace from eight o'clock in the morning on the day of nomination of candidates, until nine o'clock in the morning on the day which follows the closing of the poll. He shall possess in this respect all the powers of a justice of the peace, and may exercise them throughout the municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 176. Presiding officer a keeper of the peace.
- Pouvoirs additionnels.** **177.** Le président de l'élection, à l'effet de maintenir la paix et le bon ordre, peut en outre;  
**1°** Assermenter autant de constables spéciaux qu'il le juge à propos;  
**2°** Requérir l'assistance de tout juge de paix, constable ou autre personne résidant dans la municipalité, par ordre verbal ou écrit;  
**3°** Commettre à vue, à la garde d'un constable ou de toute autre personne, durant quarante-huit heures au plus, quiconque trouble la paix ou le bon ordre;  
**4°** Faire emprisonner tel délinquant, après conviction sommaire, dans la prison commune du district ou dans toute maison ou autre lieu de détention établi dans les limites de la municipalité de comté, durant une période n'excédant pas dix jours. S. R. 1925, c. 133, a. 177. **177.** The presiding officer may, moreover, for the purpose of preserving peace and good order:  
**1.** Swear in as many special constables as he deems necessary;  
**2.** Call for the assistance of all justices of the peace, constables or other persons residing in the municipality, by verbal or written order;  
**3.** Commit, on view, to the custody of a constable or of any other person, for a period of not more than forty-eight hours, any one disturbing the public peace or good order;  
**4.** Cause such offender, upon summary conviction, to be imprisoned in the common gaol of the district, or in any house or other place of detention within the county municipality, for a period not exceeding ten days. R. S. 1925, c. 133, s. 177. Additional powers.

Fermeture des  
buvettes.

**178.** Il est défendu, durant les jours de votation pour l'élection des commissaires ou syndics d'écoles, dans toute municipalité régie par les dispositions du présent paragraphe, de tenir ouverts une buvette d'hôtel, une taverne, une auberge ou boutique, ou un magasin, sous licence ou non, où il se vend ordinairement des liqueurs alcooliques; il est également défendu à toute personne quelconque, dans les dits établissements, de vendre, échanger, prêter, livrer ou donner gratuitement aucune telle liqueur.

Peine.

Toute infraction à l'une des dispositions du présent article rend celui qui en est coupable passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement. S. R. 1925, c. 133, a. 178.

§ 6.—*De la durée du mandat des commissaires et des syndics d'écoles*

Durée du  
mandat.

**179.** Sauf dans les cas spécifiés à l'article 181 et à l'article 204, les commissaires et les syndics d'écoles restent en charge durant trois ans. S. R. 1925, c. 133, a. 179.

Serment  
d'office.

**180.** Nul ne peut exercer les fonctions de commissaire ou de syndic d'écoles avant d'avoir prêté serment de remplir fidèlement les devoirs de sa charge au meilleur de son jugement et de sa capacité, conformément à la formule 1.

Inscription.

Une entrée de la prestation de ce serment est faite dans le livre des délibérations. S. R. 1925, c. 133, a. 180.

Tirage au  
sort.

**181.** Les commissaires ou les syndics d'écoles faisant partie de la première commission élue, ou nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil après l'érection d'une municipalité scolaire, sont remplacés de la manière suivante: deux d'entre eux pour les commissaires et un d'entre eux pour les syndics, désignés par le sort, à la fin de la première année, et parmi ceux qui n'ont pas été remplacés, deux d'entre eux pour les commissaires et un d'entre eux pour les syndics, désignés de la même manière, à l'expiration de la seconde année, et celui qui reste, à la fin de la troisième année.

**178.** No hotel bar, tavern, inn, shop or store, whether licensed or otherwise, where alcoholic liquor is habitually sold, may be kept open on any day when voting takes place for the election of the school commissioners or trustees in any municipality governed by the provisions of this subdivision; and no person whosoever, in such establishment, may sell, exchange, lend, deliver, or give gratuitously any such liquor. Sale of liquor prohibited.

Every offence against any of the provisions of this section shall render the offender liable to a fine of not more than fifty dollars, and, on failure to pay such fine, to imprisonment for not more than three months. R. S. 1925, c. 133, s. 178. Offence and penalty.

§ 6.—*Term of Office of School Commissioners and Trustees*

**179.** Except in the cases specified in sections 181 and 204, school commissioners and trustees shall remain in office for three years. R. S. 1925, c. 133, s. 179. Term of office.

**180.** No one may exercise any of the powers of a school commissioner or trustee until he has made oath to well and faithfully discharge the duties of his office to the best of his judgment and ability, according to form 1. Oath.

An entry of the taking of the oath shall be made in the minute-book. R. S. 1925, c. 133, s. 180. Entry.

**181.** School commissioners or trustees, forming part of the first board elected or appointed by the Lieutenant-Governor in Council after the erection of a school municipality, shall be replaced as follows: two in the case of commissioners, and one in the case of trustees, determined by lot, shall retire from office at the end of the first year, and, from amongst those who have not been replaced, two in the case of commissioners, and one in the case of trustees, determined in the same manner, at the end of the second year, and the remaining commissioner or trustee, at the end of the third year. Retirement determined by lot.

Président.	Le président, comme les autres commissaires ou syndics, sort de charge s'il est désigné par le sort.	The chairman shall, like the other school commissioners or trustees, go out of office, if so determined by lot.
Délai.	Le tirage au sort doit se faire par le secrétaire-trésorier, en séance régulière des commissaires ou des syndics, au moins huit jours avant la publication de l'avis qui doit être donné pour convoquer l'assemblée de l'élection, ou pour annoncer l'élection quand il s'agit d'une municipalité régie par les articles 152 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 181.	The drawing of lots must be effected by the secretary-treasurer at a regular meeting of the board, at least eight days before the publication of the notice calling the meeting for the election or announcing the election, in the case of a municipality governed by sections 152 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 181.
Remplacement.	<b>182.</b> Les commissaires et les syndics sortant de charge sont remplacés par élection, et, à défaut de cette élection, par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant.	<b>182.</b> Commissioners and trustees going out of office shall be replaced by election, and, in default of an election, by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Superintendent.
Élection ordonnée.	Il est cependant loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, au lieu de nommer des commissaires ou des syndics, d'ordonner une élection suivant le mode prescrit par l'article 80.	The Lieutenant-Governor in Council may nevertheless, instead of appointing such commissioners or trustees, order an election to be held in the manner set forth in section 80.
Nomination par lt-gouv.	A défaut par les intéressés de faire, en temps utile, l'élection ordonnée par le lieutenant-gouverneur en conseil, les commissaires ou les syndics d'écoles sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 182.	In case of failure on the part of the interested parties to hold, in proper time, any election ordered by the Lieutenant-Governor in Council, the school commissioners or trustees shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 182.
§ 7.— <i>Des contestations d'élection des commissaires et des syndics d'écoles</i>		
Motifs de contestation.	<b>183.</b> Toute élection de commissaire ou de syndic d'écoles peut être contestée par un candidat ou par cinq électeurs, quand elle a été obtenue par violence, corruption ou fraude, ou par les votes de personnes n'ayant pas qualité d'électeurs pour cause d'incapacité légale, ou pour défaut d'observation des formalités requises. S. R. 1925, c. 133, a. 183.	<b>183.</b> The election of any school commissioner or trustee may be contested by any candidate or by five electors, when it has been obtained by violence, corruption or fraud, or by the votes of persons who have voted without being qualified as electors, on the ground of disability, or on the ground of the non-observance of the formalities required. R. S. 1925, c. 133, s. 183.
Compétence.	<b>184.</b> La connaissance et la décision d'une contestation d'élection de commissaire ou de syndic d'écoles sont du ressort de la Cour de circuit ou de la Cour de magistrat, à l'exclusion de tout autre tribunal. S. R. 1925, c. 133, a. 184.	<b>184.</b> Contestation of elections of school commissioners or trustees shall be tried and decided by the Circuit Court or by the Magistrate's Court, to the exclusion of every other court. R. S. 1925, c. 133, s. 184.

- Requête.** **185.** La contestation est portée devant le tribunal par une requête où sont relatés les faits et les moyens allégués à son appui.
- Conclusions.** Dans cette requête, les intéressés peuvent indiquer les personnes qui ont droit à la charge en question et énoncer les faits propres à établir ce droit.
- Présentation.** Cette requête est présentée au tribunal, séance tenante, accompagnée des rapports de significations préalables. S. R. 1925, c. 133, a. 185.
- Avis.** **186.** Une copie de la requête, avec un avis indiquant le jour où elle doit être présentée au tribunal, est signifiée à chacun des commissaires ou des syndics d'écoles dont l'élection est contestée, dans les quinze jours qui suivent la date de cette élection, sous peine de déchéance.
- Délai.** Cette requête ne peut être présentée ni reçue après la clôture du premier terme de la cour qui suit le jour où l'élection contestée a eu lieu.
- Extension.** Néanmoins, si l'élection a eu lieu dans les trente jours qui précèdent ce premier terme, la requête peut être présentée le premier jour du terme suivant. S. R. 1925, c. 133, a. 186.
- Cautionnement.** **187.** Les requérants en contestation d'élection doivent donner caution pour les frais, au moins dix jours avant la présentation de la requête au tribunal; sinon, cette requête ne peut être reçue. S. R. 1925, c. 133, a. 187.
- Réception.** **188.** Le cautionnement requis en vertu de l'article 187 est fourni au greffier du tribunal. S. R. 1925, c. 133, a. 188.
- Cautions.** **189.** Les cautions doivent être propriétaires de biens-fonds d'une valeur d'au moins deux cents dollars, en sus de toutes les charges dont ils peuvent être grevés.
- Une seule caution suffit si elle est propriétaire de biens-fonds pour le montant requis. S. R. 1925, c. 133, a. 189.
- Enquête et audition.** **190.** Si, après avoir entendu les parties, le tribunal est d'opinion que les faits et moyens articulés dans la requête sont
- 185.** The contestation shall be by Petition. petition setting forth the facts and reasons alleged in support thereof.
- The parties interested may also, in Prayer. their petition, indicate the persons who have a right to the office in question, and state the facts necessary to establish such right.
- Such petition shall be presented in open court, together with the returns of the preliminary services. R. S. 1925, c. 133, s. 185.
- 186.** A copy of the petition, with a Service and notice. notice stating the day on which the petition will be presented to the court, shall be served upon every school commissioner or trustee whose election is contested, within fifteen days from the date of such election; otherwise the right of contestation shall lapse.
- No such petition may be presented or received after the close of the first term of the court next following the day when the controverted election was held.
- Nevertheless, if the election was held within the thirty days preceding such first term, the petition may be presented on the first day of the following term. R. S. 1925, c. 133, s. 186.
- 187.** The petitioners shall give security for costs at least ten days before the petition is presented to the court; otherwise such petition shall not be received. R. S. 1925, c. 133, s. 187.
- 188.** The security required by section 187 shall be given before the clerk of the court. R. S. 1925, c. 133, s. 188.
- 189.** The sureties must be owners of real estate of the value of at least two hundred dollars, over and above any encumbrances thereon.
- One surety shall suffice, provided he be an owner of real estate of the required value. R. S. 1925, c. 133, s. 189.
- 190.** If, after having heard the parties, the court be of opinion that the grounds set forth in the petition are sufficient in
- Proof and hearing.**

suffisants en droit pour faire prononcer la nullité de l'élection, il ordonne la preuve et fixe un jour pendant le terme pour l'audition des parties intéressées. S. R. 1925, c. 133, a. 190.

law to have the election declared null, it shall order proof and hearing on a day in term. R. S. 1925, c. 133, s. 190.

**Procé- dure som- maire.** **191.** Le tribunal procède d'une ma- nière sommaire pour entendre et juger la contestation. S. R. 1925, c. 133, a. 191.

**191.** The court shall proceed in a Pro- ceedings summary manner to hear and decide the sum- mary. R. S. 1925, c. 133, s. 191.

**Preuve.** **192.** Les témoignages peuvent être pris verbalement ou par écrit, en tout ou en partie, selon l'ordre du tribunal. S. R. 1925, c. 133, a. 192.

**192.** The evidence may be taken oral- Taking of ly or in writing, wholly or in part, as the evidence. court shall order. R. S. 1925, c. 133, s. 192.

**Juge- ment.** **193.** Le tribunal peut confirmer ou annuler l'élection, ou déclarer une autre personne dîment élue. S. R. 1925, c. 133, a. 193.

**193.** The court may confirm or annul Judg- the election, or declare another person ment. duly elected. R. S. 1925, c. 133, s. 193.

**Dépens.** **194.** Le tribunal peut condamner l'une ou l'autre des parties aux dépens de la contestation, et ces dépens sont taxés et recouvrables tant contre les parties en cause que contre leurs cautions. S. R. 1925, c. 133, a. 194.

**194.** The court may condemn either Costs. party to pay the costs of the contestation, and such costs shall be taxed and be re- coverable as well against the parties as against their sureties. R. S. 1925, c. 133, s. 194.

**Exécu- tion.** **195.** Le jugement du tribunal, quant aux dépens, est exécutoire contre les cautions, quinze jours après qu'une copie leur en a été signifiée. S. R. 1925, c. 133, a. 195.

**195.** The judgment as to the costs Execu- shall be executory against the sureties, tion. fifteen days after a copy thereof has been served upon them. R. S. 1925, c. 133, s. 195.

**Significa- tion du juge- ment.** **196.** Le tribunal peut ordonner que son jugement soit signifié, aux frais de la partie condamnée, à toute personne à qui il juge à propos de le communiquer. S. R. 1925, c. 133, a. 196.

**196.** The court may order that its Service of judgment be served at the expense of the judgment. losing party upon any person to whom it may deem it proper to communicate it. R. S. 1925, c. 133, s. 196.

**Ajourne- ment.** **197.** Si l'instruction de la contesta- tion d'élection n'est pas terminée à la clôture du terme de la cour où la requête a été présentée, le juge siégeant doit la continuer sans interruption hors de terme et durant les vacances, en ajournant de jour en jour, jusqu'à ce qu'il ait prononcé un jugement final sur le fond de cette contestation. S. R. 1925, c. 133, a. 197.

**197.** If the trial be not concluded at Adjourn- the close of the term of the court during ment. which the petition was presented, the sitting judge shall continue it without interruption out of term and during the vacation, adjourning from day to day until he delivers final judgment upon the merits. R. S. 1925, c. 133, s. 197.

**Nouvelle élection.** **198.** Si le tribunal, par son jugement, annule l'élection des commissaires ou des syndics ou de quelqu'un d'entre eux, sans désigner les personnes qui doivent occuper ces charges, il doit, dans ce jugement, ordonner une nouvelle élection pour rem-

**198.** If the judgment annuls the New election. election of the commissioners or trustees or of any of them, without stating who should fill such offices, the court shall in such judgment order a new election to replace the persons whose elections are

placer ceux dont l'élection est annulée, nommer à cette fin une personne pour présider cette élection et fixer le jour et l'heure de l'assemblée où elle doit avoir lieu.

annulled, appoint for that purpose a person to preside at such election, and fix the day and hour for the meeting at which the election is to be held.

**Délai.** Ce jour ne doit pas être plus rapproché que quinze jours, ni plus éloigné que vingt jours de la date du jugement. S. R. 1925, c. 133, a. 198.

Such day must not be sooner than fifteen nor later than twenty days from the date of the judgment. R. S. 1925, c. 133, s. 198.

**Avis.** **199.** L'élection qui a lieu par ordre du tribunal doit être annoncée par un avis public donné par le président des commissaires ou des syndics, ou par le secrétaire-trésorier, s'il n'y a pas de président, ou si celui-ci est le commissaire ou le syndic dont l'élection a été annulée.

**199.** The election which is held by order of the court shall be announced by public notice given by the chairman of the commissioners or trustees, or, if there be no chairman in office, or if he be the commissioner or trustee whose election has been annulled, by the secretary-treasurer.

**Par qui donné.** S'il ne se trouve alors ni président ni secrétaire-trésorier, cet avis est donné par un juge de paix résidant dans la municipalité ou, à défaut de juge de paix, par trois des propriétaires de biens-fonds, aussitôt que la copie du jugement leur a été signifiée. S. R. 1925, c. 133, a. 199.

If there be neither a chairman nor a secretary-treasurer, the notice shall be given by a justice of the peace, residing in the municipality, or, in default of a justice of the peace, by three property-owners, as soon as a copy of the judgment has been served upon them. R. S. 1925, c. 133, s. 199.

**Omission.** **200.** L'omission de l'avis prescrit par l'article 199 empêche la tenue de l'assemblée des électeurs, et rend les personnes obligées de le donner passibles d'une amende de pas moins de cinq ni de plus de vingt dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 200.

**200.** The omission of the notice prescribed by section 199 shall prevent a meeting of the electors from being held, and render the persons, whose duty it is to give it, subject to a fine of not less than five nor more than twenty dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 200.

**Président.** **201.** Quand la personne nommée par le tribunal ne peut présider l'élection, elle est remplacée par le secrétaire-trésorier, et, à défaut de ce dernier, par un contribuable de la municipalité, sachant lire et écrire, choisi par les contribuables présents à l'assemblée.

**201.** In default of the person appointed by the court, the election shall be presided over by the secretary-treasurer, and, in default of that officer, by a ratepayer of the municipality, able to read and write, selected by the ratepayers present at the meeting.

**Procédure.** Cette élection se fait suivant le mode prescrit par les articles 127 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 201.

The election shall be held and conducted as prescribed in sections 127 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 201.

**Fonctions des élus.** **202.** Les commissaires ou les syndics d'écoles élus aux élections mentionnées aux articles 201 et 203 sont revêtus des mêmes droits et sujets aux mêmes obligations et pénalités que ceux nommés aux élections générales, et ne restent en charge que le temps pour lequel étaient nommées les personnes dont l'élection a été annulée. S. R. 1925, c. 133, a. 202.

**202.** The commissioners and trustees elected at the elections mentioned in sections 201 and 203 shall have the rights and be subject to the same obligations and penalties as those appointed at general elections, and shall remain in office only for the time for which the persons whose elections have been set aside were appointed. R. S. 1925, c. 133, s. 202.

Nouvelle  
élection.

**203.** Quand le tribunal annule l'élection des commissaires ou des syndics ou de quelqu'un d'entre eux, élus en vertu des articles 152 et suivants, sans désigner les personnes qui doivent occuper ces charges, il doit, dans son jugement, ordonner une nouvelle élection pour remplacer ceux dont l'élection est annulée, nommer à cette fin une personne comme officier-rapporteur, et fixer le jour de la présentation des candidats et le jour de la votation. Les dispositions de la présente loi applicables aux élections demeurent applicables aux élections ordonnées par le tribunal.

Officier  
rapporteur.

Si la personne désignée comme officier-rapporteur par le tribunal ne peut remplir les fonctions qui lui sont attribuées, elle est remplacée par le secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 203.

**203.** If the court annuls the election of the commissioners or trustees or of any of them, elected under the provisions of sections 152 and following, without stating who shall fill such offices, the courts shall in such judgment order a new election to replace the persons whose elections are annulled, appoint for that purpose a person to act as returning-officer, and fix a day for the nominations and also one for the polling. The provisions of this act applicable to elections shall remain applicable to elections ordered by the court.

If the person appointed by the court as returning-officer be unable to perform the services required of him, he shall be replaced by the secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, s. 203.

§ 8.—*Du remplacement des commissaires et des syndics d'écoles dans le cas de vacances pendant l'exercice de leur mandat*

§ 8.—*Replacing School Commissioners and Trustees when Vacancies occur during their Term of Office*

Remplacement  
au cas de  
vacance.

**204.** Les commissaires et les syndics d'écoles dont le siège est devenu vacant pour cause de décès, de changement de domicile, de défaut des qualités requises, de refus d'accepter la charge quand la loi autorise tel refus, de démission légalement donnée, ou en cas d'empêchement d'agir pendant trois mois consécutifs pour cause d'absence ou de maladie, sont remplacés par les commissaires ou les syndics restant en charge, dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la vacance s'est produite.

Avis.

Le secrétaire de la commission scolaire à laquelle cette nomination a eu lieu doit en informer le surintendant dans les quinze jours qui suivent celui où elle a été faite.

Démission.

Nonobstant les dispositions des articles 148 et 207, dans le cas d'absence ou de maladie, un commissaire ou un syndic d'écoles peut légalement donner sa démission qui prend effet immédiatement après son approbation par le surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 204; 20 Geo. V, c. 55, a. 1.

**204.** In case of death, change of domicile, lack of qualification, refusal to accept office when the law authorizes such refusal, resignation legally given, or incapacity during three consecutive months by reason of absence or sickness, any school commissioner or trustee shall be replaced by the school commissioners or trustees remaining in office, within the thirty days next after the date upon which the vacancy occurred.

The secretary of the school board in which such appointment is made shall notify the Superintendent thereof within fifteen days after the same is made.

Notwithstanding the provisions of sections 148 and 207, in case of absence or sickness, a school commissioner or trustee may lawfully tender his resignation which shall take effect immediately after its approval by the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 204; 20 Geo. V, c. 55, s. 1.

Nomination  
par  
lt-gouv.

**205.** Quand le remplacement mentionné dans l'article 204 n'a pas eu lieu

**205.** Whenever the replacing mentioned in section 204 has not been effected

Appoint-  
ment by  
Lieut.-  
Gov.

dans le délai prescrit, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du surintendant, nommer un commissaire ou un syndic d'écoles, selon le cas, pour remplir la vacance.

within the prescribed delay, the Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Superintendent, appoint a school commissioner or trustee, as the case may be, to fill such vacancy.

**Élection ordonnée.** Il est aussi loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner l'élection suivant le mode prescrit par l'article 80.

The Lieutenant-Governor in Council may also order an election to be held in the manner set forth in section 80. **Ordering of election.**

**Nomination par lt-gouv.** A défaut par les intéressés de faire, en temps utile, les élections ordonnées par le lieutenant-gouverneur en conseil, le commissaire ou le syndic d'écoles est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 205.

In case of failure on the part of the interested parties to hold, in proper time, any election ordered by the Lieutenant-Governor in Council, the school commissioner or trustee shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 205. **Appointment by Lieut.-Gov.**

**Durée des fonctions du remplaçant.** **206.** Les fonctions de tout commissaire ou syndic d'écoles, nommé par la commission scolaire en vertu de l'article 204 ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou élu conformément à l'article 205 pour remplir une charge devenue vacante, cessent à l'époque où le mandat de celui qu'il remplace devait expirer. S. R. 1925, c. 133, a. 206.

**206.** A school commissioner or a trustee who has been appointed by the school board under section 204, or by the Lieutenant-Governor in Council, or elected under the provisions of section 205, to fill a vacancy, shall cease to hold office at the date when the term of the person whom he replaces would have expired. R. S. 1925, c. 133, s. 206. **Term of office.**

**Maladie.** **207.** Quand des commissaires ou des syndics d'écoles sont empêchés de remplir leurs fonctions en cas de maladie, aucune nomination pour les remplacer n'a lieu, à moins qu'un certificat de médecin, attesté sous serment devant un juge de paix, constatant cette incapacité, n'ait été remis au secrétaire-trésorier de la commission scolaire.

**207.** When school commissioners or trustees are prevented from performing their duties owing to sickness, no election or appointment to fill the said office shall take place, unless such incapacity has been established by the certificate of a physician, sworn to before a justice of the peace and deposited with the secretary-treasurer of the school board. **Sickness.**

**Vacance.** La vacance provenant de cette incapacité date du jour de la remise du certificat secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 207.

The vacancy arising from such incapacity shall date from the day of the deposit of such certificate with the secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, s. 207. **Vacancy.**

§ 9.—Des sessions des commissions scolaires et des syndics d'écoles

§ 9.—Meetings of School Boards

**Élection du président.** **208.** Le premier lundi qui suit l'organisation d'une municipalité scolaire, et, pour les années subséquentes, le premier lundi qui suit la signification de l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles, ou, dans le cas où l'élection n'a pas eu lieu, le premier lundi qui suit l'avis de la nomination donné à ceux qui sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ces commissaires ou syndics d'écoles doivent

**208.** On the first Monday following the organization of a school municipality, and in subsequent years on the first Monday following the notice of the election of school commissioners or trustees, or, when no election has been held, on the first Monday following the notice given to those appointed by the Lieutenant-Governor in Council, the school commissioners or trustees shall meet to elect their **Election of chairman.**



s'assembler pour élire leur président, qui doit être choisi parmi eux et rester en charge jusqu'à la nomination de son successeur.

**Engagement du sec.-trés.** A cette session doit aussi se faire l'engagement du secrétaire-trésorier, quand il y a lieu.

**Remise.** Si cette session ne peut avoir lieu le jour prescrit, elle doit se tenir un des autres jours de la même semaine. S. R. 1925, c. 133, a. 208; 24 Geo. V, c. 39, a. 8.

**Président de la première séance.** **209.** La première séance des commissaires ou des syndics d'écoles est présidée par l'un d'entre eux, jusqu'à la nomination du président pour l'année scolaire courante. S. R. 1925, c. 133, a. 209.

**Nomination par lt.-gouv.** **210.** Si la nomination du président n'a pas eu lieu à la première session de la commission scolaire ou dans les quinze jours qui ont suivi cette session, elle peut être faite par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 210.

**Président temporaire.** **211.** Dans le cas d'absence de leur président, les commissaires ou les syndics d'écoles nomment un d'entre eux président temporaire; celui-ci a les mêmes pouvoirs et est assujéti aux mêmes obligations que le président ordinaire. S. R. 1925, c. 133, a. 211.

**Réunions régulières.** **212.** Les commissaires et les syndics d'écoles doivent, par résolution, fixer la date de leurs réunions régulières.

**Convocation.** Le président peut faire convoquer les membres de la commission scolaire en session spéciale, au moyen d'un avis que le secrétaire-trésorier doit leur donner par écrit, au moins deux jours avant celui fixé pour cette session. S. R. 1925, c. 133, a. 212; 3 Geo. VI, c. 68, a. 3.

**Présence de tous les membres.** **213.** Le défaut des formalités requises pour la convocation d'une session de commissaires ou de syndics d'écoles ne peut être invoqué quand tous les membres présents dans la municipalité y ont assisté. S. R. 1925, c. 133, a. 213.

**Demande de convocation.** **214.** L'inspecteur d'écoles, deux commissaires, un syndic ou cinq contribuables peuvent requérir, par un avis écrit, le

chairman, who must be chosen from amongst themselves and who shall remain in office until the appointment of a successor.

At such meeting, the secretary-treasurer shall also be engaged, if necessary. **Sec.-treasurer.**

If such meeting cannot be held on the day fixed, it may be held on any other day of the same week. R. S. 1925, c. 133, s. 208; 24 Geo. V, c. 39, s. 8. **Postpone-ment.**

**209.** Until the appointment of the chairman for the current school year, the first session of the school commissioners or trustees shall be presided over by one of them. R. S. 1925, c. 133, s. 209. **Chair-man of first session.**

**210.** If the appointment of a chairman be not made at the first meeting of the school board or within fifteen days thereafter, it may be made by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 210. **Appoint-ment by Lieut.-Gov.**

**211.** In case of the absence of the chairman, the school commissioners or trustees shall appoint one of themselves as chairman for the time being, and he shall then have the same powers and obligations as the regular chairman. R. S. 1925, c. 133, s. 211. **Absence of chair-man.**

**212.** The school commissioners and trustees must fix, by resolution, the date for their regular meetings. **Date of regular meetings.**

The chairman may call a special meeting of the school board, by a notice in writing signed by the secretary-treasurer which shall be given at least two days before the time fixed for such meeting. R. S. 1925, c. 133, s. 212; 3 Geo. VI, c. 68, s. 3. **Special meetings.**

**213.** The omission of the necessary formalities for the calling of a meeting of school commissioners or trustees cannot be pleaded when all the members present in the municipality have actually attended. R. S. 1925, c. 133, s. 213. **Waiver of formal-ities.**

**214.** The school inspector, two commissioners, one trustee or five ratepayers, may, by written notice, call upon the **Calling of meeting.**

président ou, à son défaut, le secrétaire-trésorier des commissaires ou des syndics, selon le cas, de les convoquer en session.

**Sanction.** Le président ou le secrétaire-trésorier ayant reçu tel avis est alors tenu, sous peine d'une amende de dix dollars, de faire cette convocation. S. R. 1925, c. 133, a. 214.

**Publicité des séances.** **215.** Les sessions des commissaires et des syndics d'écoles sont publiques; mais ceux-ci peuvent référer les plaintes faites contre les instituteurs ou les élèves, ou les demandes d'emploi faites par les instituteurs ou tout autre sujet d'un caractère personnel, à un comité dont les réunions doivent être privées.

**Huis-clos.** Nul, sauf un commissaire ou un syndic d'écoles suivant le cas, ne peut prendre part aux délibérations des commissaires ou des syndics sans la permission du président. Celui-ci, pour assurer l'ordre et la paix, a tous les pouvoirs du président d'élection définis à l'article 177 de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 215; 3 Geo. VI, c. 68, a. 4.

**Lieu des séances.** **216.** Les commissaires ou les syndics d'écoles doivent, par résolution à cet effet, fixer le lieu de leurs réunions dans leur municipalité scolaire ou dans une cité, une ville ou un village adjacent à cette municipalité; mais dans aucun cas ces réunions ne sont tenues dans un hôtel ou autres lieux où l'on débite des liqueurs alcooliques. S. R. 1925, c. 133, a. 216; 3 Geo. VI, c. 68, a. 5.

**Jours non juridiques.** **217.** Les sessions des commissaires et des syndics d'écoles peuvent être tenues les jours non juridiques. S. R. 1925, c. 133, a. 217.

**Décisions.** **218.** Dans les séances des commissaires ou des syndics d'écoles, toutes les décisions sont adoptées à la majorité des voix des membres présents. Il n'est pas nécessaire que les résolutions proposées soient secondées. Celui qui préside doit voter sur chaque proposition, et, en cas de partage égal des votes, il est toujours obligé de donner sa voix prépondérante. S. R. 1925, c. 133, a. 218.

**Vote du président.**

chairman or, in his default, the secretary-treasurer of the commissioners or trustees, as the case may be, to call such meeting.

The chairman or secretary-treasurer, so notified, shall thereupon call such meeting under penalty of a fine of ten dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 214.

**215.** Meetings of school boards shall be public; but the board may refer to a committee, whose meetings shall be private, any complaints made against teachers or pupils, applications for employment by teachers or any other subject of a personal nature.

No person, except a school commissioner or trustee, as the case may be, may take part in the deliberations of the commissioners or of the trustees without permission from the chairman. The latter, for the preserving of peace and good order, shall have all the powers of the presiding officer at an election as defined in section 177 of this act. R. S. 1925, c. 133, s. 215; 3 Geo. VI, c. 68, s. 4.

**216.** Any school board must, by resolution to that effect, fix a place for its meetings in its school municipality or in an adjacent city, town or village; but in no case shall such meetings be held in a hotel or other place where alcoholic liquors are sold. R. S. 1925, c. 133, s. 216; 3 Geo. VI, c. 68, s. 5.

**217.** Meetings of school boards may be held on non-judicial days. R. S. 1925, c. 133, s. 217.

**218.** At meetings of school boards all questions shall be decided by the majority of votes of the members present. Motions need not be seconded. The chairman shall vote upon each question, and in case of a tie shall always give a casting-vote. R. S. 1925, c. 133, s. 218.

Procès-  
verbaux.

**219.** Le procès-verbal de chaque session doit être inscrit dans le registre des délibérations de la commission scolaire appelé "Livre des délibérations". Après avoir été lu et approuvé, au commencement de la séance suivante, il est signé par la personne qui préside et contresigné par le secrétaire-trésorier. (*Voir formule 10.*) S. R. 1925, c. 133, a. 219.

Mentions  
en marge.

**220.** Lorsqu'un règlement ou une résolution des commissaires ou des syndics d'écoles est amendé ou révoqué, mention en est faite à la marge du Livre des délibérations, en regard de ce règlement ou de cette résolution, en indiquant la date où cet amendement ou cette révocation a eu lieu. S. R. 1925, c. 133, a. 220.

**219.** The minutes of each meeting shall be entered in the register of proceedings of the school board known as the "Minutes of Proceedings". After having been read and approved at the beginning of the following meeting, they shall be signed by the chairman and countersigned by the secretary-treasurer. (*Form 10.*) S. R. 1925, c. 133, s. 219.

**220.** Whenever a by-law or a resolution of the school commissioners or trustees is amended or repealed, mention shall be made thereof in the margin of the Minutes of Proceedings, opposite such by-law or resolution, together with the date of its amendment or repeal. R. S. 1925, c. 133, s. 220.

§ 10.—*Des pouvoirs et des devoirs des commissaires et des syndics relativement à l'administration des écoles*

§ 10.—*Powers and Duties of School Commissioners and Trustees respecting the Management of Schools*

Devoirs:

**221.** Il est du devoir des commissaires et des syndics d'écoles:

Engage-  
ment des  
institu-  
teurs;

1° D'engager, pour enseigner dans les écoles sous leur contrôle, des instituteurs et des institutrices ayant les qualités requises par la loi;

Destitu-  
tion des  
institu-  
teurs;

2° De résilier l'engagement des instituteurs et institutrices pour cause d'incapacité, de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité, après mûre délibération, à une session convoquée à cette fin;

Cours  
d'études;

3° De prendre les mesures nécessaires pour que le cours d'études adopté par les comités catholique ou protestant, selon le cas, soit suivi dans chaque école;

Livres de  
classe;

4° D'exiger que, dans les écoles sous leur contrôle, on ne se serve que de livres autorisés qui doivent être les mêmes pour toutes les écoles de la municipalité. S'ils requièrent les services d'une congrégation catholique enseignante, il est loisible aux commissaires ou aux syndics d'écoles de faire un contrat avec elles relativement aux livres dont on se servira dans les écoles confiées à cette congrégation; pourvu, toutefois, que ces livres fassent partie de la série approuvée par le comité catholique du conseil de l'instruction publique. Le curé ou le prêtre desservant de l'église catholique romaine a le droit de faire le

**221.** It shall be the duty of school boards:

1. To engage teachers duly qualified to teach in the schools under their control;

Duties:  
Engage-  
ment of  
teachers;

2. After mature deliberation at a meeting called for that purpose, to cancel the engagements of teachers on account of incapacity, negligence in the performance of their duties, insubordination, misconduct or immorality;

Cancel-  
ing en-  
gage-  
ments;

3. To take the measures necessary to have the course of study authorized by the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, followed in each school;

Course of  
study;

4. To require that no books be used in the schools under their control other than those authorized, which must be the same for all schools in the municipality. If they apply for the services of a teaching Catholic congregation, the school commissioners or trustees may make a contract with such congregation respecting the books to be used in the school entrusted to such congregation; provided, however, that such books form part of the series approved by the Roman Catholic Committee of the Council of Education. The rector or priest in charge of a Roman Catholic church shall have the right to

School  
books;

choix des livres ayant rapport à la religion et à la morale pour l'usage des élèves de sa croyance religieuse, et le comité protestant a les mêmes pouvoirs en ce qui concerne les écoles protestantes.

choose the books relating to religion and morality, for the use of the pupils of his religious belief, and the Protestant Committee shall have the same powers as respects Protestant schools;

Régie des écoles; 5° De faire des règlements pour la régie de leurs écoles et de les communiquer, par écrit, aux instituteurs sous leur contrôle;

5. To make regulations for the management of their schools, and to communicate them in writing to the teachers under their control; Regulations for schools;

Examens; 6° De fixer l'époque où l'examen public annuel doit avoir lieu, et d'y assister;

6. To fix the time of the annual public examination, and to attend the same; Examinations;

Hygiène; 7° De faire et mettre à exécution des règlements concernant l'hygiène dans les écoles, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires à ceux décrétés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de l'hygiène publique de Québec (chap. 183);

7. To make and carry out such regulations respecting health in schools, as are not contrary to those made by the Lieutenant-Governor in Council under the Quebec Public Health Act (Chap. 183); Health;

Visite des écoles; 8° De nommer deux ou un plus grand nombre d'entre eux pour visiter chacune des écoles sous leur contrôle, au moins une fois tous les six mois, lesquels doivent faire rapport à la commission scolaire dont ils font partie sur l'état des maisons d'école, la manière dont les règlements scolaires sont observés, les progrès des élèves, le caractère et la capacité des instituteurs, et autres choses relatives à la régie des écoles;

8. To appoint two or more from among themselves to visit each school under their control at least once every six months, and to report to the corporation of which they are members, the state of the school, the manner in which the regulations are observed, the progress of the pupils, the character and capacity of the teachers, and every other matter relating to the management of the schools; Visitors;

Comptes; 9° De suivre, quant aux comptes et registres tenus par leur secrétaire-trésorier, les instructions générales ou particulières qui leur sont données par le surintendant;

9. To comply, as regards the accounts and register kept by their secretary-treasurer, with all instructions, whether special or general, given them by the Superintendent; Accounts;

Rapport annuel; 10° De faire faire, chaque année, avant le 15 juillet, un rapport au surintendant, d'après la formule qui leur est fournie par celui-ci;

10. To cause to be made each year, before the 15th of July, a report to the Superintendent upon a form which he shall furnish them; Annual report;

Procès-verbaux; 11° De faire inscrire, dans un registre affecté à cet objet, les procès-verbaux de leurs séances qui doivent être signés par le président et par leur secrétaire-trésorier, conformément aux dispositions de l'article 219; (Voir formule 10.);

11. To keep a register in which shall be entered the minutes of their meetings, which shall be signed by the chairman and by the secretary-treasurer, in accordance with the provisions of section 219; (Form 10); Minutes;

Livres de comptes; 12° De tenir des livres de comptes de la manière et suivant les formules déterminées par le surintendant;

12. To keep books of account in the manner and form indicated by the Superintendent; Books of account;

Différends; 13° De régler tous les différends qui peuvent s'élever, relativement aux écoles de leur municipalité, entre les parents ou les enfants et les instituteurs;

13. To settle all disputes arising in relation to the schools in their municipality between the parents or children and the teachers; Disputes;

Renvoi d'élèves; 14° De renvoyer de l'école les élèves habituellement insubordonnés ou dont

14. To dismiss from the school any pupil who is habitually insubordinate or of pupils; Dismissal of pupils;

la conduite est immorale en paroles ou en actions;

**Livres aux indigents;** 15° De fournir, s'il y a lieu, des livres de classe aux enfants des indigents qui fréquentent les écoles sous leur contrôle, ces livres devant être payés à même le fonds scolaire de la municipalité;

**Paiement des instituteurs.** 16° De payer leurs instituteurs à l'expiration de chaque mois d'enseignement.

**Certificat médical.** 17° D'exiger de toute personne laïque qui veut se livrer à l'enseignement un certificat médical satisfaisant. S. R. 1925, c. 133, a. 221; 23 Geo. V, c. 53, a. 1.

**Livres gratuits.** 222. Il est loisible aux commissaires ou aux syndicats d'écoles de fournir, en tout ou en partie, les livres de classe à tous les enfants qui fréquentent les écoles sous leur contrôle; ces livres sont payés à même le fonds scolaire de la municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 222.

**Surintendant, etc.** 223. Il est loisible aux commissaires ou aux syndicats d'écoles de nommer un surintendant, des surveillants ou des instituteurs spéciaux, soit seuls, soit conjointement avec d'autres bureaux scolaires, pour remplir les devoirs qui pourront leur être assignés aux fins de l'administration ou de l'enseignement. S. R. 1925, c. 133, a. 223.

§ 11.—*Des pouvoirs des commissaires et des syndicats d'écoles relativement à l'établissement de caisses d'économies scolaires*

**Caisses d'économies scolaires.** 224. Si les commissaires ou les syndicats d'écoles le jugent à propos, il leur est loisible d'établir des caisses de dépôt appelées "caisses d'économies scolaires", dans les limites de leurs municipalités.

**Règlements.** Le surintendant est autorisé à faire les règlements nécessaires pour le fonctionnement de ces caisses, et ces règlements entrent en vigueur quinze jours après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 133, a. 224.

§ 12.—*Des contributions pour fins patriotiques, nationales ou scolaires.*

**Souscriptions patriotiques, etc.** 225. Il est loisible à une commission scolaire de contribuer, à même ses deniers non autrement affectés et jusqu'à con-

whose conduct is immoral either in word or deed;

15. To furnish, if necessary, text-books to indigent children attending the schools under their control; such books to be paid for out of the school funds of the municipality;

16. To pay their teachers at the end of each month of teaching.

17. To exact from every lay person who wishes to devote himself to teaching, a satisfactory medical certificate. R. S. 1925, c. 133, s. 221; 23 Geo. V, c. 53, s. 1.

222. It shall be lawful for school commissioners or school trustees to supply, wholly or in part, text-books to any children who attend the schools under their control; and such books shall be paid for out of the school funds of the municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 222.

223. School commissioners or school trustees may appoint a superintendent, special supervisors or teachers, either alone or jointly with other school boards, to perform the duties which may be assigned to them for purposes of administration or teaching. R. S. 1925, c. 133, s. 223.

§ 11.—*Powers of School Commissioners or Trustees respecting the Establishment of School Savings' Banks*

224. The school commissioners or trustees may, if they think fit, establish savings' banks, called "school savings' banks", within their municipalities.

The Superintendent may make regulations necessary for the administration of such funds, and such regulations shall come into force fifteen days after publication thereof in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 133, s. 224.

§ 12.—*Contributions for Patriotic, National or School Purposes*

225. Any school commission may contribute, out of its funds not otherwise appropriated, and up to six per cent of its

Books for poor children;

Payment of teachers. Medical certificate.

Free text-books.

Superintendent.

School savings' banks.

Administration.

Patriotic, etc., contributions.

currence de six pour cent de son revenu brut, aux fonds de corporations ou d'autres personnes, souscrits par le public pour des fins patriotiques, nationales ou scolaires, et qui doivent être employés dans les limites de la province ou ailleurs.

gross revenue, to funds opened by corporations or other persons for public subscription for patriotic, national or school purposes, to be used within the Province or elsewhere.

Montant. Le montant de la contribution est fixé par résolution de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 135, aa. 2 et 3.

The amount of the contribution shall be fixed by resolution of the school commission. R. S. 1925, c. 135, ss. 2 and 3. Amount.

§ 13.—*Des devoirs des commissaires et des syndics d'écoles relativement aux instituteurs*

§ 13.—*Duties of School Commissioners and Trustees respecting Teachers*

Durée de l'engagement. **226.** L'engagement de tout instituteur doit être fait pour une année scolaire, sauf pour terminer une année déjà commencée ou pour plus d'une année scolaire dans des cas spéciaux laissés à l'approbation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 225.

**226.** The engagement of a teacher shall be for a school year, or to complete a year already begun, or for more than one school year in special cases approved by the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 225. Term of engagement.

Écrit. **227.** L'engagement est fait par écrit, en vertu d'une résolution adoptée par la commission scolaire.

**227.** The engagement shall be in writing in virtue of a resolution adopted by the school board.

Formule. L'acte d'engagement peut être rédigé suivant la formule 18.

The deed of engagement may be drawn up according to form 18. Form.

Signature. A l'acte d'engagement, la commission scolaire est représentée par son président ou, en son absence, par le secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, aa. 226-228.

In the deed of engagement the school board shall be represented by its chairman or in his absence by the secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, ss. 226-228. Signature.

Actes en triplicata. **228.** Les actes d'engagement des instituteurs sont faits en triplicata.

**228.** Engagements of teachers shall be made in triplicate. Engagements in triplicate.

Une copie en est transmise au surintendant dans les quinze jours qui suivent la passation de l'engagement, une autre est remise à l'instituteur et la troisième est déposée dans les archives de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 229.

Within fifteen days from the execution of the deed, a copy shall be sent to the Superintendent, another given to the teacher, and the third deposited in the archives of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 229.

Instituteur mineur. **229.** Quand un instituteur n'a pas atteint l'âge de la majorité, son engagement est néanmoins valable à toute fin, et il peut poursuivre et être poursuivi, comme s'il était majeur, pour tout ce qui concerne cet engagement. S. R. 1925, c. 133, a. 230.

**229.** The fact that a teacher is a minor shall not affect the validity of his engagement, and he may sue and be sued for any purpose connected with such engagement, as if he had attained his majority. R. S. 1925, c. 133, s. 230. Teachers under age.

Brevet requis. **230.** Sauf dans les cas spécifiés à l'article 68 ou dans les règlements des comités du conseil de l'instruction publique, les commissaires et les syndics d'écoles ne peuvent engager comme instituteurs que des personnes pourvues d'un brevet de

**230.** Except in the cases specified in section 68 or in the regulations of the committee of the Council of Education, school boards shall employ as teachers only those who are provided with diplomas, on penalty of losing their share of Diplomas required.

capacité, sous peine de perdre l'allocation du gouvernement. S. R. 1925, c. 133, a. 231.

the Government grant. S. R. 1925, c. 133, s. 231.

Certificats médicaux requis.

**231.** Nul ne peut occuper un emploi dans une école publique s'il ne produit, chaque année:

1° Un certificat de médecin attestant qu'il n'est atteint d'aucune infirmité ou maladie le rendant impropre à l'enseignement;

2° Un certificat d'un médecin phthisiologue attestant qu'un examen pulmonaire clinique et radiologue a démontré que cette personne est exempte d'affections tuberculeuses.

Date de l'examen médical.

Cet examen doit être fait dans les deux mois suivant l'engagement ou la nomination. Au cas de réengagement, l'examen radiologique n'est requis que si les commissaires l'exigent.

Résiliation d'engagement.

S'il est prouvé, par un certificat médical, qu'une personne occupant un emploi dans une école publique est atteinte d'une affection tuberculeuse, le contrat d'engagement est résilié sans indemnité et cette personne doit immédiatement cesser d'exercer ses fonctions. S. R. 1925, c. 133, a. 231a; 5 Geo. VI, c. 47, a. 3.

Décision de ne pas réengager. Avis.

**232.** Les commissaires et les syndics d'écoles, après avoir décidé, par résolution adoptée à une session régulière, de ne pas engager un instituteur pour l'année suivante, doivent, avant le 1er juin qui précède l'expiration de l'engagement de cet instituteur, lui signifier, par écrit, leur intention à cette fin; dans cet avis ils ne sont pas tenus de donner les raisons qui motivent leur décision. (*Voir formule 19.*) S. R. 1925, c. 133, a. 232.

Défaut d'avis.

**233.** 1. Les instituteurs qui n'ont pas reçu la notification mentionnée dans l'article 232 se trouvent engagés pour l'année scolaire suivante, pour la même école et aux mêmes conditions, à moins qu'une des causes spécifiées au paragraphe 2° de l'article 221 ne puisse être invoquée contre eux.

Libre choix.

2. Sauf le cas prévu par le paragraphe 1 du présent article, les commissaires ou les syndics d'écoles ne sont pas tenus d'accep-

**231.** No person may hold an engagement in a public school unless he produces, every year: Medical examination.

1. A physician's certificate stating that he suffers from no infirmity or disease which renders him unfit for teaching;

2. A certificate from a phthisiologist attesting that a clinical and radiological pulmonary examination shows that such person is free from tubercular disease.

Such examination must be made within two months following the engagement or appointment. In the case of re-engagement, the radiological examination shall not be required unless the commissioners exact it. Date.

If it be proved by a medical certificate that a person holding an employment in a public school is suffering from tubercular disease, the contract of engagement shall be rescinded without indemnification and such person must immediately cease to perform his duties. R. S. 1925, c. 133, s. 231a; 5 Geo. VI, c. 47, s. 3. Rescission of contract.

**232.** School boards, after having decided by resolution at a regular meeting not to re-engage for the following year a teacher already in their service, shall, before the 1st of June preceding the expiration of the engagement of such teacher, notify him in writing of their intention to terminate the said engagement; but need not in such notice assign any cause therefor. (Form 19.) R. S. 1925, c. 133, s. 232. Notification to teacher who is not to be re-engaged.

**233.** 1. Any teacher who has not received the notification mentioned in section 232 shall be deemed to be re-engaged for the following school year, for the same school and upon the same terms, unless one of the causes specified in paragraph 2 of section 221 may be invoked against him. Default of notice.

2. Except in the case provided for in subsection 1 of this section, no school board need employ a teacher whom they Decision free.

ter les services d'un instituteur qui ne leur convient pas. S. R. 1925, c. 133, a. 233.

deem unsuitable. R. S. 1925, c. 133, s. 233.

Avis collectifs.

**234.** Tout avis donné collectivement ou simultanément aux instituteurs par les commissaires ou les syndics, et toute convention faite avec eux, dans le but d'éluider quelqu'une des dispositions de la loi ou des règlements scolaires, sont nuls. Mais les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, par une même résolution, déclarer que les services de plusieurs de leurs instituteurs ne seront pas requis pour l'année scolaire suivante. S. R. 1925, c. 133, a. 234.

**234.** All notices given collectively or simultaneously to teachers by commissioners or trustees, and all agreements made with them, with the view of evading the provisions of the school law or regulations, shall be null. But the commissioners or trustees may, by one resolution, declare that the services of one or more of their teachers are not required for the following school year. R. S. 1925, c. 133, s. 234.

Collective notices void.

Avis par instituteur.

**235.** L'instituteur qui ne veut pas s'engager pour l'année suivante doit donner avis par écrit de son intention aux commissaires ou aux syndics d'écoles, suivant le cas, avant le 1er juin qui précède l'expiration de son engagement. S. R. 1925, c. 133, a. 235.

**235.** Every teacher who does not intend to continue his engagement for the following year must give his school board notice in writing of his intention, before the first of June preceding the expiration of his engagement. R. S. 1925, c. 133, s. 235.

Notification by teacher.

§ 14.—*Des devoirs des commissaires et des syndics relativement aux propriétés scolaires et aux emprunts*

§ 14.—*Duties of School Commissioners and Trustees respecting School Property and Loans*

Devoirs:

**236.** Il est du devoir des commissaires ou des syndics d'écoles, dans chaque municipalité:

**236.** It shall be the duty of the school boards in each municipality,—

Administration;

1° D'administrer les biens meubles et immeubles appartenant à leur corporation scolaire;

1. To administer the moveable and immoveable property belonging to their school corporation;

Acquisitions;

2° D'acquérir et de posséder, pour le compte de leur corporation, des biens meubles ou immeubles, sommes d'argent ou rentes, et d'en user suivant les fins de leur destination;

2. To acquire and hold for the corporation all moveable or immoveable property, moneys or income, and to apply the same for the purposes for which they are intended;

Maisons d'école et terrains;

3° De choisir et d'acquérir les terrains nécessaires pour les emplacements de leurs écoles, de bâtir, réparer, entretenir leurs maisons d'école et leurs dépendances, d'acheter ou réparer le mobilier scolaire, de louer temporairement ou accepter gratuitement l'usage de maisons ou autres bâtiments ayant les conditions requises par les règlements des comités, pour y tenir des écoles;

3. To select and acquire the land necessary for school sites; to build, repair, and keep in order all school-houses and their dependencies; to purchase or repair school furniture; to lease temporarily or accept the gratuitous use of houses or other buildings, fulfilling the conditions required by the regulations of the committees, for the purpose of keeping school therein;

Régisseurs;

4° De s'adjoindre, permanemment ou temporairement, des régisseurs pour les aider à administrer, bâtir, réparer, chauffer et nettoyer leurs maisons d'école, et tenir en bon état les biens meubles et

4. To associate with themselves, permanently or temporarily, managers to aid them in matters connected with the administration of school-houses, the erection and repair, heating and cleaning

School sites and school-houses;

Managers;



immeubles appartenant à leur corporation; (*Voir formule 11.*)

thereof, and the keeping in good order of the property, moveable and immovable, belonging to their corporation; (*Form 11.*)

**Assurance.** 5° De faire assurer, pour au moins la moitié de leur valeur, les bâtiments et les meubles appartenant à leur corporation scolaire.

5. To have the buildings and furniture belonging to their school corporation insured for at least half of their value. **Insurance.**

**Emprunt requis.** Mais si elles nécessitent un emprunt, les acquisitions, constructions ou réparations mentionnées dans les paragraphes 2° ou 3° du présent article ne peuvent être faites que si la corporation scolaire s'est, au préalable, conformée aux dispositions de la loi relative aux emprunts et a négocié les emprunts qu'elle a été autorisée à faire pour ces fins. S. R. 1925, c. 133, a. 236.

But if it necessitates a loan, no acquisition, construction or repair, mentioned in paragraph 2 or 3 of this section, may be carried out, unless the school corporation previously complies with the formalities of the law with respect to loans, and has negotiated a loan which it was authorized to make for such purposes. R. S. 1925, c. 133, s. 236. **If loans required.**

**Contrats interdits sans appropriation.** 237. Nulle corporation scolaire, sauf les corporations scolaires comprises en tout ou en partie dans la cité de Québec ou dans celle de Montréal, ne peut donner à l'entreprise des travaux de construction ou d'amélioration et passer un contrat à cette fin, à moins que la résolution qui autorise le contrat ou ordonne les travaux n'ait pourvu à l'appropriation des deniers nécessaires pour en payer le coût.

237. With the exception of those situated wholly or in part in the city of Quebec or Montreal, no school corporation may give out work for construction or improvement nor pass a contract to that effect, unless the resolution authorizing the contract or ordering the work has provided for the appropriation of the moneys required for paying the cost of the same. **No contract without appropriation.**

**Taxe spéciale ou emprunt.** Si la corporation n'a pas, dans ses fonds généraux non autrement appropriés, les sommes nécessaires à cette fin, la résolution doit pourvoir à l'imposition d'une taxe spéciale sur toute la municipalité ou sur les propriétaires obligés au coût des travaux, selon le cas, ou décréter un emprunt, et, dans ce cas, la résolution doit remplir toutes les conditions et formalités requises par la loi relative aux emprunts scolaires.

If the corporation have not in its general funds, not otherwise appropriated, the amounts required for this purpose, the resolution must provide for the imposing of a special tax upon the whole municipality or upon the property-owners liable for the cost of such works, as the case may be, or for a loan, and in such case the resolution must comply with all the conditions and formalities required by law regarding school loans. **Special tax.**

**Exception.** Cependant, lorsque la corporation est tenue, par la loi, d'obéir à une ordonnance rendue sous l'autorité de la Loi de l'hygiène publique de Québec (chap. 183), prescrivant l'exécution de certains travaux dans un délai déterminé, elle peut exécuter cette ordonnance et emprunter les deniers nécessaires sans observer les prescriptions du présent article; et, en général, le présent article ne s'applique pas dans les cas spéciaux autrement réglés par la loi.

Nevertheless when the corporation is bound by law to obey an order rendered under the authority of the Quebec Public Health Act (Chap. 183), requiring certain work to be done within a specified delay, it may carry out such order and borrow the necessary moneys without observing the prescriptions of this section; and as a rule this section shall not apply in special cases otherwise provided for by law. **Exception.**

**Nullité.** Les contrats passés contrairement aux dispositions qui précèdent sont nuls et ne lient pas la corporation, et tout contribuable peut obtenir un bref d'injonction

Contracts entered into contrary to the foregoing provisions shall be void and shall not bind the corporation, and any rate-payer may obtain a writ of injunction **Contracts in contravention, void.**

contre la corporation et l'entrepreneur pour empêcher l'exécution des travaux.

Responsa-  
bilité  
person-  
nelle.

Toute infraction aux dispositions du présent article rend chacun des membres de la commission scolaire en défaut personnellement responsable du paiement du coût total des travaux et, en outre, passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars.

Déroga-  
tions.

Il est cependant loisible au secrétaire de la province, sur la recommandation du surintendant, dans les cas urgents, de permettre à une corporation scolaire de déroger aux dispositions du présent article. S. R. 1925, c. 133, a. 237; 3 Geo. VI, c. 68, a. 6.

against the corporation and the contractor to prevent the execution of the work.

Any infringement of the provisions of this section shall render each member of the school board, at fault, personally responsible for the payment of the total cost of the work, and, in addition, liable to a fine of not more than five hundred dollars.

Personal  
liability.

In case of urgency, however, the Provincial Secretary, upon the recommendation of the Superintendent, may allow a school corporation to derogate from the provisions of this section. R. S. 1925, c. 133, s. 237; 3 Geo. VI, c. 68, s. 6.

Deroga-  
tion.

Conven-  
tions.

**238.** Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur la recommandation du surintendant, les commissaires et les syndicats peuvent conclure des conventions, pour des fins scolaires, avec toute personne, institution ou corporation. S. R. 1925, c. 133, a. 238.

**238.** With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, given upon the recommendation of the Superintendent, school boards may enter into agreements for school purposes with any person, institution, or corporation. R. S. 1925, c. 133, s. 238.

Agree-  
ments.

Maxi-  
mum des  
biens-  
fonds.

**239.** A moins d'une disposition spéciale de la loi, aucune corporation scolaire ne peut posséder des biens-fonds dont le revenu annuel excède trois mille dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 239.

**239.** No school corporation shall, unless otherwise specially provided by law, hold real estate the annual revenue whereof exceeds three thousand dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 239.

Holding  
of real  
estate  
limited.

Autorisa-  
tion  
d'aliéner.

**240.** Aucune corporation scolaire ne peut hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner ses biens ou emprunter sur ses biens, sans en avoir obtenu l'autorisation du surintendant.

**240.** No school corporation shall, without the approval of the Superintendent, hypothecate, or sell, exchange or otherwise alienate, the property belonging to it, or borrow money thereon.

Approval  
of aliena-  
tions.

Vente à  
l'enchère.

Toute vente de propriété scolaire autorisée en vertu du présent article doit être faite à l'enchère par le secrétaire-trésorier, après avis public, à moins que le surintendant ait permis de faire cette vente de gré à gré, pour un prix déterminé, de telle manière et après tels avis que ledit surintendant juge convenables.

All sales of school property authorized by this section shall be made by auction by the secretary-treasurer, after public notice, unless the Superintendent has permitted any such sale to be made by private agreement for a fixed sum in such manner and after such notices as the Superintendent may deem proper.

Sales by  
auction.

Valida-  
tion.

Toutes résolutions adoptées et toutes procédures faites par une corporation scolaire concernant telle vente de gré à gré, dans les trois mois précédant le 24 mars 1926, seront valides, si elles sont approuvées par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 240; 16 Geo. V, c. 40, a. 1; 1 Geo. VI, c. 51, a. 14; 3 Geo. VI, c. 68, a. 7.

All resolutions adopted and all proceedings had by a school corporation respecting such sale by private agreement within the three months preceding the 24th of March, 1926, shall be valid, if approved of by the Minister of Municipal Affairs upon the recommendation of the Superintendent of Education. R. S. 1925, c. 133, s. 240; 16 Geo. V, c. 40, s. 1; 1 Geo. VI, c. 51, s. 14; 3 Geo. VI, c. 68, s. 7.

Valida-  
tion.

Consolidation des dettes.

**241.** Toute corporation scolaire peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, et la recommandation du surintendant, consolider les dettes qu'elle a légalement contractées ou qu'elle doit contracter, et en stipuler le paiement par annuités, pour un terme n'excédant pas cinquante ans.

Annuités.

Ces annuités comprennent l'intérêt et la fraction de capital qui doivent être annuellement payés pour éteindre la dette à l'époque convenue.

Obligations pour annuités.

Cette corporation peut, avec l'autorisation du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, et sur la recommandation du surintendant, émettre, pour le paiement de ces annuités, des obligations échéant de six mois en six mois ou d'année en année, jusqu'à l'extinction de l'emprunt.

Consolidation des dettes flottantes.

Il est permis à toute corporation scolaire de consolider, au moyen d'un emprunt, les dettes flottantes par elle contractées antérieurement au 22 mars 1928, que les formalités exigées par la loi à l'époque à laquelle ces dettes ont été contractées aient été remplies ou non.

Formalités de l'emprunt.

Cet emprunt sera décrété par une résolution soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ainsi qu'à l'observance des autres formalités de la loi qui régit la corporation relativement aux emprunts. S. R. 1925, c. 133, aa. 241 et 248a; 18 Geo. V, c. 45, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

Emprunts et émissions d'obligations.

**242.** Toute corporation scolaire peut également, avec autorisation du secrétaire de la province et du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et la recommandation du surintendant, emprunter des deniers, et, à cette fin, émettre des obligations, mais seulement en vertu et sous l'autorité d'une résolution indiquant:

- 1° Les fins pour lesquelles l'emprunt doit être contracté;
- 2° Le montant total de l'émission;
- 3° Le terme de l'emprunt;
- 4° Le taux maximum de l'intérêt qui pourra être payé;
- 5° Tous les autres détails se rattachant à l'émission et à l'emprunt.

Consolidation of debts.

**241.** Any school corporation may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, upon the report of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the recommendation of the Superintendent, consolidate the debts by it lawfully contracted or to be contracted, and stipulate for the payment thereof by annuities covering a period of not more than fifty years.

Annuities.

Such annuities shall include the interest and the portion of the capital which is to be paid yearly to extinguish the debt at the date agreed upon.

Issue of debentures.

Such corporation may, with the authorization of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, and upon the recommendation of the Superintendent, issue, for the payment of such annuities, debentures maturing every six months or every year until the loan is paid off.

Consolidation of floating debts.

Any school corporation may, by means of a loan, consolidate the floating debts contracted by it before the 22nd day of March, 1928, whether the formalities required by law at the time when such debts were contracted have been complied with or not.

Loan by resolution.

Such loan shall be enacted by a resolution subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council as well as to the observance of the other formalities of the law governing the corporation with respect to loans. R. S. 1925, c. 133, ss. 241 and 248a; 18 Geo. V, c. 45, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Loans by school corporations.

**242.** Any school corporation may also, with the authorization of the Provincial Secretary and of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the recommendation of the Superintendent, borrow moneys and, for such purpose, issue bonds or debentures, but only in virtue and under the authority of a resolution indicating:

1. The objects for which the loan is to be contracted;
2. The total amount of the issue;
3. The term of the loan;
4. The maximum rate of interest that may be paid;
5. All other details relating to the issue and to the loan.

Ren-  
seigne-  
ments.

Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce peut exiger de la corporation scolaire tous autres renseignements qu'il juge à propos.

The Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, may require from the school corporation all other information he may deem proper.

Modifica-  
tion d'une  
résolution  
d'em-  
prunt.

Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce peut, sur la recommandation du surintendant, modifier une résolution d'emprunt soumise à son approbation, à la demande formulée par une résolution ultérieure de la corporation scolaire qui a passé ladite résolution et sans qu'il soit nécessaire de donner les avis publics prescrits par les articles 243 et 307, pourvu que les modifications ne changent pas l'objet de l'emprunt, qu'elles n'augmentent pas le montant de l'emprunt, qu'elles n'augmentent pas le taux de l'intérêt de plus de un pour cent du capital de l'emprunt, et qu'elles ne prolongent ni n'abrègent le terme de remboursement. S. R. 1925, c. 133, aa. 242 et 244a; 16 Geo. V, c. 41, a. 1; 20 Geo. V, c. 56, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17; 1 Geo. VI, c. 51, a. 15; 2 Geo. VI, c. 65, a. 1.

The Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce may, on the recommendation of the Superintendent, amend a loan resolution submitted for his approval, upon application therefor contained in a subsequent resolution of the school corporation which passed the said resolution and without the necessity of the giving of the public notices prescribed by section 243 and 307, provided that such amendments do not change the object of the loan and do not increase the amount of the loan and do not increase the rate of interest by more than one per cent of the capital of the loan, and that they neither extend nor shorten the term for reimbursement. R. S. 1925, c. 133, ss. 242 and 244a; 16 Geo. V, c. 41, s. 1; 20 Geo. V, c. 56, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17; 1 Geo. VI, c. 51, s. 15; 2 Geo. VI, c. 65, s. 1.

Avis  
public.

**243.** Aucune résolution relative à une émission d'obligations ou à un emprunt, ne peut être adoptée par les commissaires ou syndics d'écoles, si un avis public informant les contribuables de la prise en considération de telle résolution à une session qu'ils indiquent, n'a pas été donné conformément aux articles 291 à 299.

**243.** No resolution relating to an issue of bonds or a loan may be passed by the school commissioners or trustees unless a public notice, notifying the rate-payers that such resolution will be considered at a session therein specified, has been given in conformity with the provisions of sections 291 to 299.

Publica-  
tion dans  
les jour-  
naux.

Les commissaires ou syndics d'écoles d'une municipalité scolaire située, en tout ou en partie, dans les limites d'une cité ou d'une ville peuvent, par résolution, décréter que les avis nécessaires seront publiés dans les journaux conformément aux articles 295, 296 et 298. S. R. 1925, c. 133, a. 243.

The school commissioners or trustees of a school municipality situated, in whole or in part, within the boundaries of a city or town may, by resolution, order that the proper notices shall be published in the newspapers, in conformity with the provisions of sections 295, 296 and 298. R. S. 1925, c. 133, s. 243.

Taxe pour  
intérêts  
et amor-  
tisse-  
ment.

**244. 1.** Aucune émission d'obligations ne peut être faite et aucun emprunt ne peut être contracté, à moins qu'il ne soit imposé par la résolution qui les autorise, sur les biens imposables affectés au paiement de telles obligations ou de tel emprunt, une taxe annuelle suffisante pour payer l'intérêt de chaque année, et au moins un pour cent du montant de l'emprunt, à part l'intérêt, pour créer un fonds d'amortissement destiné à l'extinction de la dette.

**244. 1.** No issue of bonds may be made, nor loan contracted, unless, by the resolution authorizing the same, there be imposed, upon the taxable property held for the payment of such bonds or such loan, an annual tax sufficient for the payment of the interest each year, and at least one per cent of the amount of the loan, besides the interest, to create a sinking-fund for the extinction of the debt.

- Réserve. 2. Il est cependant loisible au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, sur la recommandation du surintendant, d'autoriser une commission scolaire à différer, pendant les deux premières années, le paiement de la taxe imposée pour le fonds d'amortissement.
- Rôle spécial de perception. 3. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de faire, chaque année, jusqu'au paiement ou au rachat des obligations ou de l'emprunt, un rôle spécial de perception répartissant, sur les biens immeubles imposables affectés au paiement des obligations ou de l'emprunt, le montant de la taxe imposée sur chacun d'eux pour l'intérêt et le paiement annuel du fonds d'amortissement.
- Emploi du fonds d'amortissement. 4. Les sommes d'argent destinées au fonds d'amortissement sont employées annuellement, ou, si l'emprunt est remboursable en entier à une date déterminée, sont déposées annuellement au bureau du trésorier de la province, à Québec, conformément à la section huitième de la Loi des dettes et emprunts municipaux (chap. 217).
- Poursuite. 5. Quand, en vertu de la loi, il est obligatoire de déposer ces deniers et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le contrôleur du revenu de la province, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur de bons, contribuable ou autre personne intéressée peuvent, par une poursuite judiciaire, forcer la municipalité à faire le dépôt et, lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la corporation, les dispositions concernant l'exécution des jugements contre les municipalités, contenues aux articles 432 à 454, sont applicables.
- Obligations à courte échéance. 6. Avec l'approbation du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, sur la recommandation du surintendant, toute corporation scolaire peut émettre des obligations pour des termes plus courts que le terme établi pour l'emprunt par la résolution, et peut former un fonds d'amortissement à un taux basé sur le terme de l'emprunt, pourvu que chaque émission, après la première, soit seulement pour la balance due sur l'emprunt. S. R. 1925, c. 133, aa. 244 et 247; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17; 3 Geo. VI, c. 68, a. 8.
2. The Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce may, however, upon the recommendation of the Superintendent, authorize a school board to defer the payment of the tax levied for the sinking-fund, for the first two years.
3. It shall be the duty of the secretary-treasurer to make, every year until the payment of the loan or the redemption of the bonds, a special collection roll, apportioning, upon the taxable immoveable property liable for the payment of such loan or such bonds, the amount of the tax imposed on each one for the payment of the interest and the annual payment into the sinking-fund.
4. The moneys intended for the sinking-fund shall be used yearly, or, in the case of a loan the whole of which is payable at a fixed date, deposited yearly in the office of the Provincial Treasurer, at Quebec, in conformity with the provisions of division VIII of the Municipal Debt and Loan Act (Chap. 217).
5. Whenever, according to law, it is obligatory to deposit such moneys, and the deposit is not made as prescribed, the Comptroller of Provincial Revenue, as well as any trustee, bondholder, rate-payer or other interested party, may by an action at law compel the municipality to make such deposit, and, in case a judgment to that effect is obtained against the corporation, the provisions of the law concerning the execution of judgments against municipalities, and contained in sections 432 to 454, shall apply.
6. With the approval of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, upon recommendation of the Superintendent, every school corporation may issue bonds or debentures for shorter terms than the term established for the loan by the resolution, and may create a sinking-fund at a rate based upon the term of the loan, provided that each issue, after the first, be only for the balance due upon the loan. R. S. 1925, c. 133, ss. 244 and 247; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17; 3 Geo. VI, c. 68, s. 8.

Proviso.

Special collection roll.

Use of sinking-fund.

Action.

Short term bonds.

Soumissions.	<b>245.</b> 1. A moins qu'une autre autorisation antérieure n'ait été accordée par le surintendant, aucune corporation scolaire ne peut vendre les obligations qu'elle est autorisée à émettre en vertu d'une résolution pour un emprunt excédant en totalité trois mille dollars, autrement que par soumission écrite, après un avis publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> , au moins quinze jours avant la date à laquelle les soumissions seront prises en considération, à une séance publique de la commission scolaire de la municipalité.	<b>245.</b> 1. Unless another prior authorization have been granted by the Superintendent, no school corporation may sell any bonds it is authorized to issue under any resolution for a loan, exceeding, in the aggregate, three thousand dollars, otherwise than by written tender, after the publication of a notice in the <i>Quebec Official Gazette</i> , at least fifteen days before the date set for considering the tenders at a public sitting of the school board of the municipality.	Tenders.
Avis.			Notice.
Dépôt avec soumission.	2. Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'est pas acceptée, leur sont remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre est acceptée lui est remis après l'exécution de son contrat.	2. Every tender must be accompanied by an accepted cheque for an amount equal to one per cent of the loan. After the examination of the tenders, the cheques deposited by every unsuccessful tenderer shall be returned to him forthwith; the cheque of the tenderer whose tender is accepted must be returned to him after the execution of his contract.	Accepted cheques.
Intérêts courus.	3. Toute soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.	3. Every tender must state whether or not the price offered includes the interest accrued on the bonds up to the time of delivery.	Accrued interests.
Ex-ception.	Cependant, une soumission qui ne contient pas telle mention peut être acceptée par la commission si elle lui paraît être la plus avantageuse, pourvu que, dans ce cas, l'acceptation de la soumission soit approuvée par le surintendant de l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 245.	However, a tender which does not contain such statement may be accepted by the board if it appears to be the most advantageous, provided that in such case the acceptance of the tender must be approved by the Superintendent of Education. R. S. 1925, c. 133, s. 245.	Ex-ception.
Certificat d'approbation.	<b>246.</b> Toute obligation doit, avant sa livraison, être revêtue du sceau du département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, et d'un certificat du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce ou d'une personne spécialement autorisée par ce dernier, attestant que la résolution qui autorise son émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, selon le cas, et que cette obligation est émise conformément à cette résolution.	<b>246.</b> Every bond or debenture, before delivery thereof, shall bear the seal of the Department of Municipal Affairs, Trade and Commerce and a certificate of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, or of any person specially authorized by the latter, establishing that the resolution authorizing the issue of such bond or debenture has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, or the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, as the case may be, and that such bond or debenture is issued in conformity with such resolution.	Certificate of approval.
Validité des obligations.	Toute obligation émise en vertu d'une résolution approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, selon le cas, et portant ce sceau	Every bond or debenture issued in virtue of a resolution approved by the Lieutenant-Governor in Council or the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, as the case may be, and bearing	Validity of issue.

et ce certificat, est valide, et sa validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque. S. R. 1925, c. 133, a. 246; 18 Geo. V, c. 45, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17; 1 Geo. VI, c. 51, a. 16.

such seal and such certificate shall be valid, and its validity shall not be contested for any reason whatsoever. R. S. 1925, c. 133, s. 246; 18 Geo. V, c. 45, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17; 1 Geo. VI, c. 51, s. 16.

Approba-  
tion par-  
tielle.

**247.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'une résolution d'emprunt est soumise à son approbation, de n'approuver cette résolution que pour partie, sur la recommandation du surintendant et sur rapport du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce. S. R. 1925, c. 133, a. 248*b*; 18 Geo. V, c. 45, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

**247.** The Lieutenant-Governor in Council, whenever a loan resolution is submitted for his approval, may approve such resolution in part only, on the recommendation of the Superintendent and upon report of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce. R. S. 1925, c. 133, s. 248*b*; 18 Geo. V, c. 45, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Approval  
in part.

Em-  
prunts  
tempo-  
raires.

**248.** Nonobstant les dispositions des articles 243 et 244, les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, en attendant la perception des taxes ou cotisations scolaires ou des rétributions mensuelles, sur simple résolution, et sans être tenus de se conformer auxdits articles 243 et 244, contracter des emprunts temporaires au moyen de billets, pour une période de temps n'excédant pas six mois et aux termes et conditions qu'ils jugent à propos, pour un montant n'excédant pas, en aucun temps, le huitième du revenu de la municipalité alors dû et exigible.

**248.** Notwithstanding the provisions of sections 243 and 244, the school commissioners or trustees may, pending the collection of the school taxes or assessments or monthly contributions, on mere resolution and without being bound to comply with the provisions of the said sections 243 and 244, contract temporary loans, by means of notes, for a period not exceeding six months, and on such terms and conditions as they may deem expedient, to an amount not exceeding at any time one-eighth of the revenue of the municipality then due and exigible.

Tempo-  
rary  
loans.

Maxi-  
mum.

Le montant ainsi emprunté ne doit cependant jamais être de plus de cinq mille dollars, sauf que, dans les municipalités scolaires situées dans les limites d'une cité ou d'une ville ayant une population d'au moins six mille âmes, les montants empruntés peuvent excéder un huitième du revenu alors dû et exigible, mais ne doivent pas excéder cinquante mille dollars. Dans ce dernier cas, lorsque le montant total emprunté dépasse cinq mille dollars, la résolution autorisant l'emprunt temporaire, doit être approuvée par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique.

The amount so borrowed, however, shall never exceed five thousand dollars, save for school municipalities situated within the limits of a city or town having a population of at least six thousand souls, and in such case the amount borrowed may exceed one-eighth of the revenue then due and exigible, but shall not exceed fifty thousand dollars. In the latter case, when the total amount borrowed exceeds five thousand dollars, the resolution authorising the temporary loan must be approved by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, upon the recommendation of the Superintendent of Education.

Borrow-  
ing ca-  
pacity.

Ex-  
ception.

Le présent article ne s'applique pas aux emprunts autorisés avant le 5 mars 1915. S. R. 1925, c. 133, a. 248; 19 Geo. V, c. 43, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

This section shall not apply to any loan authorized before the 5th of March, 1915. R. S. 1925, c. 133, s. 248; 19 Geo. V, c. 43, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Applica-  
tion.

§ 15.—*Des devoirs des commissaires et des syndics relativement aux taxes scolaires*

§ 15.—*Duties of School Commissioners and Trustees respecting School Taxes*

**Taxes.** **249.** Il est du devoir des commissaires et des syndics d'écoles d'imposer des taxes pour le maintien des écoles sous leur contrôle.

**Réparation.** Le taux de la cotisation scolaire est le même pour tous les biens imposables de la municipalité. La cotisation est basée sur l'évaluation de la propriété imposable et est payable par le propriétaire, l'occupant ou le possesseur de cette propriété. Faute de paiement, cette cotisation devient une charge spéciale portant hypothèque sur les propriétés foncières, sans qu'il soit besoin de l'enregistrement pour la conserver. S. R. 1925, c. 133, a. 249.

**Contribuable ayant des enfants d'une autre croyance.** **250.** Toute personne, contribuable d'une municipalité où il y a une corporation de commissaires et une corporation de syndics, ou d'une municipalité érigée pour l'une ou l'autre des deux dénominations religieuses, qui a des enfants de cinq à seize ans n'appartenant pas à la croyance religieuse qu'elle professe, doit payer sa cotisation à l'une et à l'autre de ces corporations scolaires au prorata du nombre de ces enfants de la croyance religieuse de chacune d'elles. S. R. 1925, c. 133, a. 250.

**Exemptions:** **251.** Sont exempts de payer les cotisations scolaires:

**Sa Majesté;** 1° Les propriétés appartenant à Sa Majesté ou tenues en fidéicommiss pour son usage, et celles possédées ou occupées par la corporation de la municipalité où elles sont situées, ainsi que les édifices où se tiennent les cours de justice et les bureaux d'enregistrement;

**Gouvernements;** 2° Les propriétés appartenant au gouvernement fédéral ou au gouvernement de la province, ou occupées par eux;

**Fabriques;** 3° Les propriétés appartenant à ou occupées gratuitement par des fabriques ou des institutions ou corporations religieuses, de charité ou d'éducation légalement constituées, pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, et non possédées par elles pour en retirer un revenu;

**249.** The school commissioners and trustees shall cause to be levied by taxation the taxes necessary for the support of the schools under their control.

The rates of school assessments shall be uniform upon all taxable property in the school municipality. The assessment shall be based upon the valuation of such taxable property, and shall be payable by the owner, occupant, or possessor of such property. If not paid, such assessment shall be a special hypothecary charge upon such property, not requiring registration. R. S. 1925, c. 133, s. 249.

**250.** Every person, being a rate-payer in a municipality in which there is a corporation of commissioners and also a corporation of trustees, or in a municipality erected for either of the two religious denominations, who has children of from five to sixteen years of age not belonging to the religious belief which he professes, shall pay his taxes to both corporations in proportion to the number of such children of the religious faith of each. R. S. 1925, c. 133, s. 250.

**251.** The following properties shall be exempt from the payment of school assessment:

1. All property belonging to His Majesty, or held in trust for His use; and that owned or occupied by the municipal corporation in which it is situated, as well as buildings in which courts of justice are held and registry offices are situated;

2. All property occupied by or belong to either the Federal Government or the Government of the Province;

3. Property belonging to or gratuitously occupied by *fabriques*, or religious, charitable, or educational institutions or corporations legally constituted, for the purposes for which they have been established, and not held by them for purposes of revenue;



Cime-  
tières;

4° Les cimetières, les évêchés, les presbytères, les maisons curiales et leurs dépendances;

Presby-  
tères;

Les presbytères et maisons curiales ci-dessus mentionnés comprennent toute maison occupée comme résidence par le prêtre ou le ministre chargé d'une église quelconque, que cette maison soit la propriété de la fabrique ou de l'institution ou corporation religieuse propriétaire de l'église, ou qu'elle soit occupée par le prêtre ou ministre en qualité de locataire, pourvu qu'un seul presbytère, maison curiale ou résidence pour chaque église bénéficie de l'exemption accordée par le présent article;

Maisons  
d'édu-  
cation;

5° Les maisons d'éducation privées qui ne reçoivent aucune subvention de la municipalité où elles sont situées, ainsi que les terrains sur lesquels elles sont érigées et leurs dépendances; mais toute maison d'éducation privée qui désire profiter de cette exemption doit, après avoir produit au département de l'instruction publique les titres constituant ses droits, faire chaque année au surintendant, suivant une formule qui lui est fournie à cet effet, un rapport établissant qu'elle contient au moins dix élèves et le nombre d'élèves qui fréquentent cette école, et tout renseignement qui peut être requis par le surintendant;

Sociétés  
d'agri-  
culture.

6° Les propriétés appartenant aux sociétés d'agriculture et d'horticulture ou spécialement employées par ces sociétés pour des fins d'exposition.

Restriction.

Les exemptions mentionnées dans le paragraphe 1° et dans le paragraphe 2° ci-dessus ne s'appliquent pas aux personnes qui occupent, en vertu d'un titre autre que celui de propriétaire, des immeubles appartenant à Sa Majesté ou aux gouvernements fédéral ou provincial, lesquelles sont taxées comme si elles étaient les véritables propriétaires de ces immeubles et sont tenues au paiement des taxes foncières générales et spéciales proportionnellement au prix du loyer. S. R. 1925, c. 133, aa. 251 et 251a; 21 Geo. V, c. 60, a. 2.

Cotisa-  
tion diffé-  
rente.

**252.** Le surintendant peut autoriser les commissaires et les syndics d'écoles d'une municipalité dans laquelle se trouve compris un village ou une ville, à prélever,

4. Cemeteries, bishops' palaces, presbyteries, parsonages and their dependencies;

Ceme-  
teries,  
etc.;

The presbyteries and parsonages, above mentioned, include any house occupied as a residence by the priest or the minister in charge of any church, whether such house be the property of the *fabrique* or of the religious institution or corporation, the owner of the church, or whether it be occupied by the priest or minister as a tenant, provided that only one presbytery, parsonage or residence for each church shall benefit from the exemption granted by this section;

Presby-  
teries,  
etc.;

5. Every private educational institution receiving no grant from the municipality in which it is situated, and the land on which it is erected, and its dependencies; but every such institution wishing to take advantage of this exemption shall be obliged, after having its title to such rights filed in the Department of Education, to make each year to the Superintendent, according to a form to be furnished for such purpose, a report establishing the fact that it has at least ten pupils, and the number of pupils attending such school, and all information required by the Superintendent;

Private  
educa-  
tional in-  
stitu-  
tions;

6. All property belonging to or used specially for exhibition purposes by agricultural or horticultural societies.

Agricul-  
tural  
societies.

The exemptions mentioned in the above paragraphs 1 and 2 shall not apply to persons occupying, under any title other than that of owner, immovable property belonging to His Majesty or to the Federal or Provincial Government, who shall be assessed as if they were the actual owners of such immovables, and be liable for the payment of general and special real estate taxes proportionately to the rental price. R. S. 1925, c. 133, ss. 251 and 251a; 21 Geo. V, c. 60, s. 2.

When ex-  
emptions  
not ap-  
plicable.

**252.** The Superintendent may authorize the school commissioners and trustees of a municipality in which a town or village is comprised, to levy, upon the

Taxes  
upon out-  
side prop-  
erty.

sur les biens-fonds de cette ville ou de ce village, une cotisation différente de celle qu'ils prélèvent sur les biens-fonds situés en dehors de ses limites; mais, dans ce cas, la cotisation sur les biens-fonds situés en dehors des limites de cette ville ou de ce village ne peut être moindre que la moitié de celle imposée sur les biens-fonds du village ou de la ville. S. R. 1925, c. 133, a. 252.

real estate of such town or village, a tax different from that which they levy upon the real estate outside such limits, but in such case the tax upon real estate situate outside such town or village shall not be less than one-half of that imposed upon the real estate of the said town or village. S. R. 1925, c. 133, s. 252.

Mini-  
mum de  
taxes  
requis.

**253.** Les commissaires ou syndics d'écoles doivent percevoir des contribuables de leur municipalité une somme suffisante pour acquitter le traitement des instituteurs qu'ils doivent payer à l'expiration de chaque mois d'enseignement, ce dont ils doivent faire mention dans leur rapport au surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 253.

**253.** The school commissioners or trustees shall collect from the rate-payers in their municipality, a sum sufficient to pay the salaries of the teachers at the expiration of each month of teaching, and their report to the Superintendent shall show that this has been done. R. S. 1925, c. 133, s. 253.

Modifica-  
tions au  
rôle d'éva-  
luation.

**254.** Les commissaires ou les syndics d'écoles doivent évaluer et cotiser toute partie d'un terrain séparé d'une propriété déjà évaluée et cotisée, ou sur laquelle un ou plusieurs bâtiments ou maisons ont été construits depuis la publication du rôle d'évaluation en vigueur, et faire à ce rôle d'évaluation et au rôle de perception les changements qui ont été rendus nécessaires par la séparation de cette partie de terrain ou la construction de ces bâtiments ou maisons. Cependant les commissaires ou syndics ne sont pas obligés de faire une nouvelle évaluation, lorsque les changements qui doivent en résulter sont de peu d'importance. S. R. 1925, c. 133, a. 254.

**254.** The school commissioners or trustees shall value and tax any parcel of land separated from any land already valued and taxed, or upon which one or more buildings have been erected since the publication of the valuation roll then in force, and make, in such valuation roll and in the collection roll, such alterations as become necessary because of the separation of such parcel, or the erection of such building. The commissioners or trustees need not, however, make such valuation when the alteration are unimportant. R. S. 1925, c. 133, s. 254.

Forma-  
lités.

**255.** Tous les changements aux rôles d'évaluation et de perception doivent être faits et publiés de la manière prescrite pour la préparation et la publication des rôles d'évaluation et de perception des municipalités scolaires. S. R. 1925, c. 133, a. 255.

**255.** All alterations in the valuation and collection roll shall be made and published in the manner prescribed for the making and publishing of the valuation and collection rolls in any school municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 255.

Exemp-  
tions.

**256.** Les commissaires ou les syndics d'écoles, selon le cas, peuvent aussi, chaque année, avec l'autorisation ou sur l'ordre du surintendant, exempter des contributions scolaires tout contribuables demeurant à plus de cinq milles de l'école de sa croyance religieuse la plus rapprochée, pourvu qu'il n'y envoie pas ses

**256.** The school commissioners or trustees, as the case may be, may also, every year, with the authorization or upon the order of the Superintendent, exempt from school contributions any rate-payer living more than five miles from the nearest school of his religious belief, provided he does not send children to

enfants. Cette disposition ne s'applique pas aux propriétaires de lots non occupés. S. R. 1925, c. 133, a. 256.

such school. This provision shall not apply to the owners of unoccupied lots. R. S. 1925, c. 133, s. 256.

§ 16.—*Des devoirs et des pouvoirs des commissaires et des syndics relativement à la rétribution mensuelle*

§ 16.—*Duties and Powers of School Commissioners and Trustees respecting Monthly Fees*

Rétribution mensuelle.

**257.** Les commissaires et les syndics d'écoles doivent fixer, en même temps que le taux de la cotisation scolaire, celui de la rétribution mensuelle.

**257.** School commissioners and trustees shall fix a monthly fee when they determine the school tax. Monthly fees.

Taux uniforme.

Cette rétribution doit être uniforme pour toutes les écoles élémentaires ou primaires élémentaires d'une même municipalité.

Such fee shall be uniform for all elementary or primary elementary schools in the same municipality. Fees to be uniform.

Paiement.

Elle est payable au secrétaire-trésorier par les pères ou mères de famille, tuteurs, curateurs ou gardiens, pour tous les enfants âgés de sept à quatorze ans en état de fréquenter l'école, pour les mois scolaires pendant lesquels l'école de leur arrondissement est en activité.

It shall be payable to the secretary-treasurer by the father, mother, tutor, curator or guardian for each of such children from seven to fourteen years of age able to attend school, for the months during which the school in the district is in operation. Payment of fee.

Perception.

Les commissaires et les syndics peuvent aussi, à leur discrétion, requérir les instituteurs et les institutrices de percevoir la rétribution mensuelle dans leur école respective, au commencement de chaque mois, et, dans ce cas, les reçus signés par les instituteurs ou les institutrices auront la même valeur légale que s'ils portaient la signature du secrétaire-trésorier. Les instituteurs et les institutrices chargés de cette perception doivent à la fin de chaque mois faire remise au secrétaire-trésorier des sommes perçues ainsi que d'une liste de tous les élèves qui ont acquitté la rétribution mensuelle. S. R. 1925, c. 133, a. 257; 21 Geo. V, c. 60, a. 3.

The commissioners and the trustees may also, at their discretion, require the teachers to collect the monthly fee in their respective schools, at the beginning of each month, and, in such case, the receipts signed by the teachers shall have the same legal value as if they bore the signature of the secretary-treasurer. The teachers charged with the collection shall, at the end of each month, remit to the secretary-treasurer the sums collected and a list of all the pupils who have paid the monthly fee. R. S. 1925, c. 133, s. 257; 21 Geo. V, c. 60, s. 3. Collection of fee.

Maximum et minimum.

**258.** Pour les écoles élémentaires ou primaires élémentaires, la rétribution ne doit, en aucun cas, excéder cinquante centins par mois, mais elle ne doit pas être moindre que cinq centins par mois.

**258.** In the elementary or primary elementary schools, the fees shall in no case exceed fifty cents per month, nor be less than five cents per month. Maximum and minimum fees.

Exception.

Elle peut être plus élevée pour les écoles primaires complémentaires, les écoles intermédiaires ou les *high schools*. S. R. 1925, c. 133, a. 258.

They may be higher for a primary complementary school, an intermediate school or a high school. R. S. 1925, c. 133, s. 258. Exceptions.

Enfants pour lesquels la rétribution est due.

**259.** La rétribution mensuelle est exigible pour tout enfant de sept à quatorze ans qui assiste ou non à l'école, à moins qu'il n'en soit exempt en vertu de l'article 261, ainsi que pour tout enfant de cinq à

**259.** The monthly fee shall be exigible for each child from seven to fourteen years of age, whether he attends school or not, unless exempted in virtue of section 261, and for each child of from five to seven Children for whom fee is exigible.

sept ans et de quatorze à seize ans qui fréquente l'école, et pour celui de seize à dix-huit ans qui suit les cours primaires complémentaires ou les cours intermédiaires ou de *high schools* d'une école de sa municipalité.

**Renvoi interdit.** Mais aucun enfant de sept à quatorze ans ne peut être renvoyé de l'école pour défaut du paiement de cette contribution. S. R. 1925, c. 133, a. 259.

**Perception de la rétribution.** **260.** La rétribution mensuelle comporte les mêmes privilèges et hypothèques que la cotisation scolaire; elle peut être perçue de la même manière et en même temps que celle-ci, ou être exigée d'avance chaque mois, excepté dans les municipalités où le mode de perception de cette rétribution est réglé par une loi spéciale ou un règlement de la corporation scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 260.

**Exemptions de la rétribution.** **261.** La rétribution mensuelle ne peut être exigée:  
1° Des indigents;  
2° Pour les enfants aliénés, sourds, muets ou aveugles;  
3° Pour les enfants incapables de fréquenter l'école à cause de maladie grave et prolongée;  
4° Pour les enfants absents de la municipalité scolaire pour faire leur éducation, ou pour ceux qui suivent les cours, comme pensionnaires, demi-pensionnaires ou externes, d'un collège ou d'une autre institution d'éducation constituée en corporation ou recevant une allocation spéciale de deniers publics et indépendante des commissaires ou des syndic d'écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 261.

**Rapport au surintendant.** **262.** Dans le rapport qu'ils sont tenus de transmettre au surintendant, les commissaires ou les syndic d'écoles doivent indiquer le taux de la rétribution mensuelle fixé pour la municipalité et le montant qui en a été perçu. S. R. 1925, c. 133, a. 262.

**Suppression de la rétribution.** **263.** Les commissaires ou les syndic d'écoles peuvent, par résolution, décréter l'abolition de la rétribution mensuelle.  
**Durée.** Cette résolution a force et effet tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas annulée

years, and from fourteen to sixteen years of age who attends the school, and for any pupil from sixteen to eighteen years of age who attends a primary complementary school, an intermediate school or a high school in his municipality.

But no child from seven to fourteen years of age shall be excluded from school for non-payment of monthly fees. R. S. 1925, c. 133, s. 259.

**260.** The monthly fee shall be secured by the same privileges and hypothecs as the school assessment. It may be collected in the same manner and at the same time as the school assessment, or may be exacted monthly and in advance, except in municipalities in which the collection of such fee is governed by a special act or by a by-law of the school corporation. R. S. 1925, c. 133, s. 260.

**261.** No school fees may be exacted:  
1. From indigent persons;  
2. For insane, deaf, dumb or blind children;  
3. For children who are unable to attend school owing to serious and prolonged illness;  
4. For children who are absent from the school municipality for the purpose of receiving their education, or for children who follow the course as boarders, part boarders, or day pupils in a college or other incorporated educational institution, or one receiving a special grant from the public funds, and independent of school commissioners or trustees. R. S. 1925, c. 133, s. 261.

**262.** School boards, in the report which they are bound to send to the Superintendent, shall state the amount of monthly fees fixed for the municipality, and the amount of such fees actually collected. R. S. 1925, c. 133, s. 262.

**263.** School commissioners or trustees may, by resolution, abolish the monthly fee.

Such resolution shall remain in force until set aside by another resolution

No exclusion from school.

Collection of fees.

Exemptions from fees.

Statement as to fees.

Abolition of fees.

Duration.

par une autre résolution, à l'effet de rétablir la rétribution mensuelle. S. R. 1925, c. 133, a. 263.

establishing a monthly fee. R. S. 1925, c. 133, s. 263.

§ 17.—*Des devoirs des commissaires et des syndics relativement aux maisons d'école et à leurs emplacements*

§ 17.—*Duties of School Commissioners and Trustees respecting School-Houses and School-Lots*

Plans et devis.

**264.** Les maisons d'école doivent être construites conformément aux plans et devis approuvés ou fournis par le surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 264.

**264.** School-houses shall be built in accordance with plans and specifications approved or furnished by the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 264.

Cotisation spéciale.

**265.** S'il devient nécessaire d'acquérir ou d'agrandir l'emplacement d'une maison d'école, de construire, de reconstruire, d'agrandir ou de réparer une ou plusieurs maisons d'école ou leurs dépendances, et d'acheter ou réparer le mobilier ou le matériel scolaire, les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent imposer, pour cette fin, soit l'arrondissement en particulier, soit la municipalité entière, suivant que l'un ou l'autre mode est déjà en vigueur dans la municipalité.

**265.** If it be necessary to purchase or enlarge a school site, to build, rebuild, enlarge or repair one or more school-houses or dependencies, or to purchase or repair school furniture or equipment, the school commissioners or trustees may, for such purpose, tax either the particular district or the whole municipality, according as one or the other plan has already been adopted in the municipality.

Annuités.

La cotisation ainsi imposée peut être payable par annuités pour un espace de temps qui ne doit pas excéder cinq années.

Such tax may be payable by annuities for a term of years not to exceed five.

Modification du mode de cotiser.

Le mode adopté dans les cas ci-dessus ne peut être changé que par une résolution de la commission scolaire, approuvée par le surintendant, six mois après qu'un avis à cette fin a été donné aux contribuables, conformément aux dispositions de l'article 307. S. R. 1925, c. 133, a. 265.

The plan adopted in the above cases may be changed only by resolution of the school board, approved by the Superintendent, six months after a notice to that effect has been given to the rate-payers in conformity with section 307. R. S. 1925, c. 133, s. 265.

Cotisation pour *high school*, etc.

**266.** S'il s'agit d'une cotisation pour une école primaire complémentaire ou pour une école intermédiaire ou une *high school*, l'arrondissement où cette école est située, s'il est tenu de supporter les dépenses spécifiées dans l'article 265, est d'abord imposé pour le montant qui aurait été nécessaire pour une école élémentaire ou une école primaire élémentaire, selon le cas.

**266.** If the assessment be for a primary complementary school or for an intermediate school or a high school, the district in which the said school is situated, if it be obliged to bear the tax provided for in section 265, shall be first assessed for an amount which would have been necessary for an elementary school or a primary elementary school, as the case may be.

Surplus.

Le surplus nécessaire doit alors être imposé sur toute la municipalité, l'arrondissement payant sa quote-part comme les autres.

The additional sum required shall then be levied on the whole municipality, the district also paying its share.

Avis.

Les avis doivent être donnés comme pour l'article 265. S. R. 1925, c. 133, a. 266.

The notices required shall be given as specified in section 265. R. S. 1925, c. 133, s. 266.

Appel.

**267.** Quand une cotisation spéciale est imposée sur un arrondissement scolaire en particulier, ou sur toute la municipalité, pour l'achat d'un emplacement d'école ou la construction, la reconstruction, l'agrandissement ou la réparation d'une maison d'école ou de ses dépendances, tout contribuable peut, après l'imposition de cette cotisation, en appeler à la Cour de circuit du comté ou du district ou à la Cour de magistrat, qui ont juridiction dans la municipalité, en vertu des articles 508 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 267.

**267.** In the case of a special assessment imposed upon one school district, or upon the whole municipality, for the purchase, building, rebuilding, enlarging or repairing of a school-house, or its dependencies, any rate-payer may, after the imposition of such assessment, appeal therefrom, in virtue of sections 508 and following, to the Circuit Court of the county or district or to the Magistrate's Court, having jurisdiction in the municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 267.

Expropriation.

**268.** Quand un terrain a été choisi pour l'emplacement ou l'agrandissement de l'emplacement d'une maison d'école, si les commissaires ou les syndics, selon le cas, ne peuvent s'entendre avec le propriétaire sur le prix de ce terrain, ou si celui-ci refuse de le livrer dans les huit jours qui suivent la demande écrite qui lui en est faite, le différend doit être réglé par expropriation. S. R. 1925, c. 133, a. 268; 21 Geo. V, c. 60, a. 4; 4 Geo. VI, c. 71, a. 1.

**268.** If, after having selected a lot of land as a site for a school-house, or for enlarging the same, the school board cannot agree with the owner respecting the price of the site, or if the owner refuses to deliver possession of the land required, within the eight days next after application in writing has been made to him, the matter shall be settled by expropriation proceedings. S. R. 1925, c. 133, s. 268; 21 Geo. V, c. 60, s. 4; 4 Geo. VI, c. 71, s. 1.

Propriétés exemptes d'expropriation.

**269.** Aucune des propriétés exemptes des cotisations scolaires, en vertu de l'article 251, ne peut être expropriée pour les fins ci-dessus mentionnées. S. R. 1925, c. 133, a. 274.

**269.** No property exempt from paying school assessments in virtue of section 251 may be expropriated for the purposes hereinabove mentioned. R. S. 1925, c. 133, s. 274.

Division d'arrondissement.

**270.** Lorsqu'un arrondissement est divisé par suite de la formation d'un nouvel arrondissement ou d'une nouvelle municipalité, ou par l'annexion d'une partie de son territoire à une municipalité ou à un arrondissement existant, la partie où est située la maison d'école en garde la propriété, mais elle doit faire à l'autre une remise dont le montant est établi au prorata de l'évaluation foncière des propriétés qui ont été taxées pour la construire.

**270.** When a school district is divided by the formation of a new district or of a new municipality, or by the annexation of a part of its territory to an existing municipality or district, the part in which the school-house is situated shall retain the ownership thereof, but shall refund to the other an amount to be established proportionately to the valuation of the real estate which was taxed for its erection.

Dissidence.

La même règle est suivie lorsque, dans une municipalité, la minorité religieuse se déclare dissidente, la majorité gardant la maison d'école, à moins d'une entente contraire avec la minorité, moyennant une remise fixée comme il est dit ci-dessus. S. R. 1925, c. 133, a. 275.

The same rules shall be followed when in any municipality the religious minority declare themselves dissentient; and unless an understanding to the contrary be come to with the minority, the majority shall keep the said school-house on payment of an amount determined as above. R. S. 1925, c. 133, s. 275.

Arbitrage à défaut d'entente.

**271.** Dans l'un et l'autre des cas mentionnés dans l'article 270, la maison

**271.** In either of the cases mentioned in section 270, the school-house and the

d'école et le terrain sur lequel elle est construite, sont, en cas de contestation, estimés à dire d'experts, comme suit: quand deux commissions scolaires sont intéressées, elles nomment chacune un expert, ou, s'il s'agit de deux écoles situées dans la même municipalité, la commission scolaire de cette municipalité nomme les deux experts. S'ils ne peuvent s'entendre, ces deux experts en nomment un troisième. S. R. 1925, c. 133, a. 276.

Nomina-  
tion  
d'experts  
par la  
Cour su-  
périeure.

**272.** A défaut par l'une des commissions scolaires intéressées de nommer son expert dans les trente jours qui suivent la mise en demeure de le faire par l'une des commissions scolaires intéressées, ou à défaut par la seule commission scolaire intéressée de nommer les deux experts dans les trente jours après la mise en demeure de le faire par un contribuable de l'arrondissement intéressé, ou, à défaut par les deux experts nommés dans l'un ou l'autre cas de s'accorder sur le choix du troisième expert, un juge de la Cour supérieure, exerçant ses fonctions dans le district judiciaire où est située l'école, peut, sur requête de l'une des commissions scolaires, ou de l'un des contribuables de l'arrondissement intéressé, nommer l'expert ou les experts, de la municipalité en défaut, ou le troisième expert suivant le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 277, par. 1.

Avis de  
requête.

**273.** Avis est donné aux parties intéressées du temps et du lieu de la présentation de la requête. S. R. 1925, c. 133, a. 277, par. 2.

Récusa-  
tion.

**274.** Les causes de récusation des experts sont celles énumérées en l'article 397 du Code de procédure civile. S. R. 1925, c. 133, a. 277, par. 3.

Serment  
des  
experts.

**275.** Les experts, avant d'agir, doivent, sous peine de nullité, signer une déclaration, attestée sous serment, devant toute personne autorisée par le Code de procédure civile, à l'effet qu'ils rempliront leurs fonctions avec impartialité et fidélité, et au meilleur de leur connaissance. S. R. 1925, c. 133, a. 277, par. 4.

Rempla-  
cement.

**276.** L'expert qui néglige, ou refuse de prêter serment ou d'agir, ou devient

site upon which it is built shall, in case of contestation, be valued by experts as follows: when two school boards are interested, each shall appoint an expert, or if two schools in the same municipality are interested, the school board of such municipality shall appoint the two experts. If the two experts cannot agree, they shall appoint a third. R. S. 1925, c. 133, s. 276.

**272.** Upon failure by one of the school boards interested to appoint its expert within a delay of thirty days after having been put in default so to do by one of the school boards interested, or upon failure by the only school board interested to appoint the two experts within thirty days after having been put in default so to do by a rate-payer of the district interested, or upon failure by the two experts appointed in either case to agree upon the choice of a third expert, a judge of the Superior Court, exercising his functions in the judicial district in which the school is situated, may, on petition by one of the school boards or by one of the rate-payers of the district interested, appoint the expert or experts of the party in default, or the third expert, as the case may be. R. S. 1925, c. 133, s. 277, subs. 1.

Appoint-  
ment of  
experts  
by judge.

**273.** Notice must be given to the interested parties of the time and place at which such petition will be presented. R. S. 1925, c. 133, s. 277, subs. 2.

Notice of  
petition.

**274.** The grounds for recusing an expert shall be those set forth in article 397 of the Code of Civil Procedure. R. S. 1925, c. 133, s. 277, subs. 3.

Grounds  
for  
recusing.

**275.** The experts, before proceeding to act, must, on pain of nullity, subscribe to a written declaration, attested under oath before any person authorized therefor by the Code of Civil Procedure, to perform their functions with fidelity and impartiality, and to the best of their ability. R. S. 1925, c. 133, s. 277, subs. 4.

Oath.

**276.** Any expert who neglects or refuses to take such oath or to act, or

Repla-  
cing of  
experts.

incapable d'agir par absence, maladie, décès ou toute autre cause d'incapacité ou d'inhabilité, est remplacé en suivant les mêmes formalités. S. R. 1925, c. 133, a. 277, par. 5.

becomes incapable, on account of absence, sickness, death or any other cause of incapacity or disqualification, shall be replaced in the same manner in which he was appointed. R. S. 1925, c. 133, s. 277, subs. 5.

**Avis aux parties.** **277.** Les experts donnent avis de huit jours aux parties du temps et du lieu fixés par eux pour procéder à l'expertise. S. R. 1925, c. 133, a. 277, par. 6.

**277.** The experts shall give eight days' notice to the parties of the time and place that they have fixed for proceeding with the valuation. R. S. 1925, c. 133, s. 277, subs. 6.

**Notice by experts.**

**Témoins.** **278.** Les experts nommés en vertu des articles qui précèdent ont tous les pouvoirs nécessaires pour assigner les témoins, les assermenter, les interroger, et les entendre. Leur sentence est finale; elle fixe la valeur de la maison d'école et du terrain, ainsi que le montant des frais de l'expertise et désigne la partie qui doit les payer. S. R. 1925, c. 133, a. 278.

**278.** The experts appointed in virtue of the preceding sections shall have all necessary powers to summon, swear and examine witnesses. Their award shall be final and shall fix the value of the school-house and the land, as well as the amount of the costs of the valuation, and designate the party who shall pay the same. R. S. 1925, c. 133, s. 278.

**Wit-nesses.**

**Sentence.** **Award.**

**Percep-tion du montant fixé.** **279.** Quand les experts ont rendu leur sentence, les commissaires ou les syndics d'écoles de la municipalité ou des municipalités concernées font, sans délai, entre qui de droit, une répartition de la somme à payer, perçoivent l'argent au plus tôt, par voie d'action ou de saisie, comme dans le cas de la perception des cotisations, et en rendent compte aux intéressés. S. R. 1925, c. 133, a. 279.

**279.** When the experts have given their award, the school board concerned shall, without delay, apportion between the proper persons the amount to be paid, collect the money as soon as possible by suit or seizure as in the case of the collection of taxes, and render an account to the persons interested. R. S. 1925, c. 133, s. 279.

**Colle-ction of amount.**

**École conjointe.** **280.** Deux municipalités scolaires ou plus peuvent s'unir pour construire ou entretenir une école, soit élémentaire intermédiaire ou une *high school*, soit primaire élémentaire ou primaire complémentaire, laquelle est alors sous le contrôle de la corporation scolaire de la municipalité où elle est située.

**280.** Two or more school municipalities may unite to build or maintain a school, whether elementary, intermediate or a high school, or primary elementary or primary complementary, which shall be then under the control of the school corporation of the municipality in which it is situated.

**Joint school.**

**Admi-nistration conjointe.** Les commissaires ou les syndics d'écoles de l'autre ou des autres municipalités qui se sont unies pour contribuer à la construction ou à l'entretien de cette école, ont le droit d'être représentés par un ou plusieurs d'entre eux, aux séances de la commission scolaire de la municipalité où celle-ci est située, de prendre part à la discussion et de voter sur toutes les questions se rapportant à l'administration de cette école.

The school commissioners or trustees of the other municipality or municipalities, which are united for the purpose of contributing to the erection or maintenance of such school, shall have the right to be represented by one or more of their number at all meetings of the school corporation of the municipality in which such school is situated, to take part in the discussions, and to vote upon all questions respecting the administration of the affairs of such school.

**Admin-istration.**



Séances  
con-  
jointes.

En l'absence de conventions contraires, le droit d'assister à ces séances de la commission scolaire s'étend à tous les commissaires ou syndics d'écoles desdites municipalités. S. R. 1925, c. 133, a. 280.

In the absence of an agreement to the contrary, the right to attend such meetings shall extend to all the school commissioners or trustees of the said municipalities. R. S. 1925, c. 133, s. 280. Atten-  
dance at  
meetings.

Coopéra-  
tion à la  
construc-  
tion  
d'écoles.

**281.** Toute corporation scolaire qui désire coopérer à la construction d'une maison d'école, dans les cas et de la manière spécifiés en l'article 280, doit adopter une résolution à cette fin et fixer le chiffre de la quote-part qu'elle doit fournir.

**281.** Every school corporation desiring to cooperate in the erection of a school-house, in the cases and in the manner set forth in section 280, shall pass a resolution to that effect, naming the amount which it will furnish as its share. Coopera-  
tion in the  
erection  
of school-  
houses.

Contri-  
bution.

Le montant de cette contribution peut être payé en une seule fois, mais un paiement au moins doit être fait, chaque année, jusqu'à ce que la dette soit éteinte.

Such sum may be paid in one amount, but at least one instalment shall be paid annually till the whole is paid. Payment  
of sum.

Entretien  
de l'école.

Toute corporation scolaire désirant participer seulement à l'entretien d'une de ces écoles, doit aussi par résolution, fixer le montant qui sera imposé, chaque année, dans ce but.

Every school corporation desiring to participate in the maintenance only of one of such schools shall also pass a resolution naming the amount to be levied annually for that purpose. Main-  
tenance.

Assem-  
blée de  
contri-  
buables.

La résolution adoptée dans l'un ou l'autre des cas plus haut mentionnés doit être soumise par la commission scolaire à une assemblée des contribuables de la municipalité, convoquée à cette fin de la manière ordinaire.

The resolution adopted in either of the cases above mentioned shall be submitted by the school board at a meeting of the rate-payers of the municipality, called for that purpose in the ordinary manner. Meeting  
of rate-  
payers.

Con-  
vocation.

L'avis de convocation de cette assemblée doit contenir une copie de la résolution proposée.

The notice calling such meeting shall contain a copy of the resolution to be submitted. Notice.

Vote.

A cette assemblée, les personnes habiles à voter doivent enregistrer leurs votes pour ou contre la résolution, en suivant le mode prescrit pour l'élection des commissaires et des syndics d'écoles.

At such meeting, the persons qualified to vote shall record their votes for or against the resolution in the manner provided for the election of school commissioners and trustees. Vote.

Décision.

Si la majorité de l'assemblée se prononce contre la résolution, celle-ci devient nulle; mais si elle l'accepte, la commission scolaire de cette municipalité doit prélever le montant spécifié dans la résolution et le remettre à la corporation de la municipalité où est située l'école.

If the majority vote against the resolution, the resolution shall become null; but if the majority are in favor of the resolution, the proper school board of the said municipality shall levy the amount named in the resolution, and shall pay such amount over to the board of the school municipality in which the school is situated. Effect of  
vote.

Durée.

Le montant spécifié pour l'entretien de l'école doit être payé, chaque année, jusqu'à ce qu'il soit décidé par un vote des contribuables d'en cesser le paiement. S. R. 1925, c. 133, a. 281.

The amount named for the maintenance of the school shall be paid over each year until it is decided by vote of the rate-payers to discontinue such payment. R. S. 1925, c. 133, s. 281. Duration.

Droit de  
fréquen-  
ter l'école  
conjointe.

**282.** Quand une corporation scolaire accepte de toute autre municipalité une contribution pour la construction ou l'entretien d'une des écoles plus haut mentionnées situées sur son territoire, les en-

**282.** When a school board accepts from another school municipality aid for the construction or maintenance of one of the above-mentioned schools situated in its territory, the children in the munic- Right to  
attend  
joint  
school.

fants de la municipalité qui a fourni cette contribution ont droit de suivre les cours de cette école, aux mêmes conditions que ceux de la municipalité dans laquelle l'école est située. S. R. 1925, c. 133, a. 282.

§ 18.—*Des pouvoirs des commissaires et des syndics relativement aux écoles de filles et aux écoles de garçons*

Écoles distinctes pour filles et garçons.

**283.** Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent établir dans leur municipalité des écoles exclusivement fréquentées soit par des filles, soit par des garçons, et chacune de ces écoles de filles ou de garçons est comptée comme un arrondissement. S. R. 1925, c. 133, a. 283.

Écoles sous contrôle.

**284.** Lorsqu'une communauté religieuse place une de ses écoles sous la régie des commissaires ou des syndics, elle a droit à tous les avantages accordés, en vertu de la présente loi, aux écoles publiques. S. R. 1925, c. 133, a. 284.

§ 19.—*Des devoirs des commissaires et des syndics relativement au recensement annuel des enfants*

Recensement annuel des enfants.

**285.** Le secrétaire-trésorier est tenu de faire le recensement des enfants de la municipalité scolaire, entre le premier jour de janvier et le premier jour de février de chaque année, et les commissaires et les syndics d'écoles doivent veiller à ce qu'il remplisse ce devoir. Dans ce recensement, il doit faire la distinction entre les enfants, garçons et filles séparément, de sept à treize ans révolus, de cinq et six ans, de quatorze et quinze ans, et de seize et dix-sept ans et indiquer le nombre de ceux qui, dans chacune de ces catégories, assistent à l'école en dehors de la municipalité.

Recensement par surintendant.

A défaut par le secrétaire-trésorier de faire tel recensement à la date susdite, le surintendant doit le faire préparer aux frais de la municipalité scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 285; 16 Geo. V, c. 40, a. 2; 18 Geo. V, c. 44, a. 4.

Recensement ordonné par lt-gouv.

**286.** Nonobstant les dispositions de l'article 285, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner qu'il soit fait un

ipality which has furnished such aid shall have the right to attend such school upon the same conditions as the children of the municipality in which such school is situated. R. S. 1925, c. 133, s. 282.

§ 18.—*Duties of School Commissioners and Trustees respecting Schools for Girls and Boys*

**283.** School commissioners or trustees may establish in their municipality girls' schools distinct from those for boys, and each of such schools for girls or for boys shall be considered as a district. R. S. 1925, c. 133, s. 283.

Distinct schools for girls and boys.

**284.** A religious community placing its school under the management of commissioners or trustees, shall be entitled to all the advantages granted by this act to public schools. R. S. 1925, c. 133, s. 284.

School under management.

§ 19.—*Duties of School Commissioners and Trustees respecting the annual Census of Children*

**285.** The secretary-treasurer shall make, between the first day of January and the first day of February of every year, a census of the children of the school municipality, and the school commissioners and trustees shall see that he performs such duty. In such census the secretary-treasurer shall distinguish as between the children, boys and girls separately, of seven to thirteen years of age past, those of five and six years of age, those of fourteen and fifteen years of age, and those of sixteen and seventeen years of age and shall indicate the number of them in each category, who attend school outside of the municipality.

Annual census of children.

If the secretary does not make such census at the said date, the Superintendent shall have it made at the expense of the school municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 285; 16 Geo. V, c. 40, s. 2; 18 Geo. V, c. 44, s. 4.

Census by Superintendent.

**286.** Notwithstanding the provisions of section 285, the Lieutenant-Governor in Council may order that a census of

Census ordered by Lt-Gov.

recensement des enfants d'une ou de plusieurs municipalités scolaires comprises en tout ou en partie dans les limites d'une cité ou d'une ville, aux conditions, à l'époque et aux endroits qu'il jugera convenables. S. R. 1925, c. 133, a. 286.

children of one or more school municipalities included wholly or in part within a city or town municipality, be taken in such a manner, upon such conditions, at such time and in such places as may be deemed advisable. R. S. 1925, c. 133, s. 286.

Recenseur.

**287.** Les commissaires et les syndics d'écoles peuvent charger toute personne, autre que le secrétaire-trésorier, de faire le recensement annuel des enfants de la municipalité scolaire et pourvoir à sa rémunération. Cette personne exerce alors les mêmes pouvoirs et est soumise aux mêmes obligations que le secrétaire-trésorier pour les fins de ce recensement et tel recensement a les mêmes valeur, force et effet que celui fait par le secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 287.

**287.** The school commissioners and trustees may entrust any person other than the secretary-treasurer with the making of the annual census of the children of the school municipality, and may provide for his remuneration. In such case such person shall, for the purpose of such census, have the same powers and be subject to the same obligations as the secretary-treasurer, and such census shall be of the same value, force and effect as if made by the secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, s. 287. Enumerator.

Rapport au surintendant.

**288.** Les commissaires et les syndics d'écoles doivent, dans leur rapport annuel, transmettre au surintendant le recensement annuel des enfants de leurs municipalités. S. R. 1925, c. 133, a. 288; 24 Geo. V, c. 39, a. 9.

**288.** School commissioners and trustees shall, in their annual report, send such census to the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 288; 24 Geo. V, c. 39, s. 9. Report to Superintendent.

Fausse déclaration ou refus.

**289.** Tout chef de famille, tuteur, curateur ou gardien, qui refuse de donner au secrétaire-trésorier les renseignements prescrits par l'article 285, ou qui fait une fausse déclaration, est passible d'une amende de pas moins de cinq ni de plus de vingt-cinq dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 289.

**289.** Every head of a family, tutor, curator or guardian who refuses to give to the secretary-treasurer the information prescribed by section 285, or who makes a false declaration, shall be liable to a fine of not less than five nor more than twenty-five dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 289. False declaration or refusal to answer.

§ 20.—*Des devoirs des commissaires et des syndics relativement à l'inspection médicale des élèves et des écoles*

§ 20.—*Duties of School Commissioners and Trustees respecting Medical Inspection for Pupils and Schools*

Inspection médicale.

**290.** Les commissaires et les syndics d'écoles sont autorisés à pourvoir à l'inspection médicale de leurs élèves et de leurs écoles, sous la direction du conseil de l'instruction publique et de l'un ou de l'autre de ses comités, et à faire les dépenses occasionnées par cette inspection.

**290.** School commissioners and trustees are authorized to provide for the medical inspection of their pupils and schools, under the superintendence of the Council of Education and either committee, and to make the disbursements occasioned by such inspection. Medical inspection.

Union de commissions.

Deux ou plusieurs commissions scolaires peuvent s'unir pour réaliser cette inspection, après en avoir obtenu l'autorisation du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 290.

Two or more school boards may unite to effect such inspection, after having obtained authorization therefor from the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 290. Union of boards.

SECTION V

DIVISION V

DE L'AVIS PUBLIC—DE L'AVIS SPÉCIAL—DES AVIS  
QUI DOIVENT ÊTRE DONNÉS POUR CERTAINS  
ACTES DES COMMISSAIRES ET DES SYNDICS  
D'ÉCOLES

PUBLIC NOTICES—SPECIAL NOTICES—NOTICES TO  
BE GIVEN RESPECTING CERTAIN ACTS OF  
SCHOOL COMMISSIONERS AND TRUSTEES

§ 1.—*De l'avis public*

§ 1.—*Public Notices*

- Affichage.** **291.** La publication d'un avis public pour des fins scolaires se fait en affichant une copie de cet avis à deux endroits différents de la municipalité, fixés par une résolution des commissaires ou des syndics d'écoles, selon le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 291.
- Défaut d'endroits fixés.** **292.** A défaut d'endroits fixés par la commission scolaire, l'avis public doit être affiché à la porte principale d'au moins un édifice destiné au culte de la croyance religieuse des commissaires ou syndics concernés, si tel édifice existe, et à un autre lieu public dans cette municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 292.
- Municipalité voisine.** **293.** La commission scolaire peut aussi, par résolution, fixer un ou plusieurs endroits dans la municipalité, ou dans une municipalité de cité, de ville ou de village voisine, si cette municipalité de cité, de ville ou de village fait partie de la même paroisse ou du même canton où doit être affiché l'avis. S. R. 1925, c. 133, a. 293.
- Lecture.** **294.** La publication des avis publics doit être faite à l'un des endroits où doit se faire l'affichage en vertu des articles 291, 292 et 293, par lecture à haute et intelligible voix, le dimanche qui suit le jour où ces avis ont été rendus publics, à l'issue du service divin du matin, si tel service y a été célébré.
- Omission de la lecture.** L'omission de cette lecture n'invalide pas la publication de l'avis, mais rend passible d'une amende de pas moins de deux, ni de plus de dix dollars, les personnes qui devaient la faire. S. R. 1925, c. 133, a. 294.
- Avis dans les journaux.** **295.** Tout avis qui doit être publié dans les journaux ne peut être inséré que dans ceux qui paraissent au moins une fois par semaine dans le comté, ou, s'il n'y
- Posting of notices.** **291.** The publication of a public notice for school purposes shall be made by posting up a copy of such notice at two different places in the municipality, indicated by resolution of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 291.
- If no places fixed.** **292.** In default of localities indicated by the school corporation, the public notice shall be posted upon the principal door of at least one place of public worship of the religious belief to which the commissioners or trustees concerned belong, if such place exists, and at some other public place in such municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 292.
- Neighbouring municipality.** **293.** The school corporation may also, by resolution, fix one or more places in the municipality or in a neighboring city, town or village municipality, if such city, town or village municipality forms part of the same parish or of the same township, where such notices are to be posted. R. S. 1925, c. 133, s. 293.
- Reading.** **294.** The publication of a public notice shall be made at one of the places where the posting must be done under sections 291, 292 and 293, by reading it aloud, in a distinct manner, on the Sunday next following the day on which the same was published, at the close of divine service in the morning, if such service has been held.
- Reading omitted.** The omission to read such notice shall not invalidate the publication of the notice, but the persons who were bound to read it shall incur a penalty of not less than two nor more than ten dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 294.
- Notices in newspapers.** **295.** Every notice which should be published in the newspapers, shall be inserted in those published at least once a week in the county, or, if there be none

en a pas dans le comté, dans le district où est située la municipalité d'où émane tel avis, ou dans le district voisin, s'il n'en est pas publié dans tel district.

La même règle s'applique quand l'avis doit être publié dans deux journaux rédigés en langues différentes. S. R. 1925, c. 133, a. 295.

in the county, in the district in which the municipality giving the same is situate, or in the neighboring district if none are published in such district.

The same rule shall apply when such notice must appear in two newspapers published in different languages. R. S. 1925, c. 133, s. 295.

Res-  
triction.

**296.** Aucun avis ne peut être publié en anglais et en français dans un journal imprimé dans une seule de ces langues. S. R. 1925, c. 133, a. 296.

**296.** No notice shall be inserted in English and in French in a newspaper published in one of such languages only. R. S. 1925, c. 133, s. 296.

Délai  
d'avis.

**297.** Tout avis public convoquant une assemblée publique, ou donné pour tout autre objet, doit être publié au moins sept jours francs avant celui fixé pour cette assemblée ou autre objet, à moins qu'il ne soit statué autrement par quelque autre disposition de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 297.

**297.** Every public notice calling any public meeting or given for any other object shall be given and published seven clear days before the day appointed for such meeting or other object, except in cases otherwise provided for by this act. R. S. 1925, c. 133, s. 297.

Calcul du  
délai.

**298.** Pour l'avis publié dans un journal le délai compte du jour de la première insertion, et, si l'avis est publié dans plusieurs journaux à des jours différents, le délai court du jour de la première insertion dans le journal qui l'a publié en dernier lieu. S. R. 1925, c. 133, a. 298.

**298.** The delay upon a notice published in a newspaper shall count from the day of the first insertion of the notice in the paper, and, if the notice be published in several papers on different days, the delay shall count from the first insertion in the newspaper which last published the same. R. S. 1925, c. 133, s. 298.

Effet des  
avis.

**299.** A moins de dispositions contraires, les avis publics obligent les propriétaires ou contribuables domiciliés en dehors de la municipalité de la même manière que ceux qui y résident. S. R. 1925, c. 133, a. 299.

**299.** Except in cases otherwise provided for, public notices shall be binding upon property-owners or rate-payers domiciled out of the municipality, in the same manner as upon residents. R. S. 1925, c. 133, s. 299.

## § 2.—De l'avis spécial

## § 2.—Special Notices

Langue.

**300.** Tout avis spécial doit être rédigé, par écrit, dans la langue parlée par la personne à laquelle il est adressé, à moins que cette personne ne parle une autre langue que le français ou l'anglais. S. R. 1925, c. 133, a. 300.

**300.** Every special notice shall be drawn up in writing in the language of the person to whom it is addressed, unless such person speaks a language other than English or French. R. S. 1925, c. 133, s. 300.

Idem.

**301.** L'avis spécial adressé à une personne qui ne parle ni la langue française ni la langue anglaise, ou qui les parle toutes les deux, lui est donné dans l'une ou l'autre de ces langues. S. R. 1925, c. 133, a. 301.

**301.** The special notice addressed to any person who speaks neither English nor French or who speaks both languages, may be given to him in either language. R. S. 1925, c. 133, s. 301.

Signification.

**302.** La signification d'un avis spécial se fait en en laissant une copie à la personne à laquelle il est adressé, ou à une personne raisonnable à son domicile ou à sa place d'affaires, sauf le cas où cette signification est faite par la poste en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 302.

Agent.

**303.** Tout avis spécial adressé à un propriétaire ou contribuable absent, qui a un agent résidant dans la municipalité, doit être signifié à cet agent.

Dépôt à la poste.

Si la personne absente à qui l'avis est destiné n'a pas d'agent dans la municipalité, la signification se fait en déposant une copie de cet avis au bureau de poste de la localité, sous enveloppe cachetée et recommandée, à l'adresse du propriétaire ou contribuable absent. S. R. 1925, c. 133, a. 303.

Adresse requise.

**304.** Rien n'oblige de donner un avis spécial à un contribuable absent qui n'a pas nommé un agent pour le représenter dans la municipalité, à moins que ce contribuable n'ait laissé son adresse, par écrit, au bureau du secrétaire-trésorier de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 304.

Heures.

**305.** La signification de l'avis spécial peut être faite entre sept heures du matin et sept heures de l'après-midi, tous les jours de l'année et même les jours non juridiques.

Place d'affaires.

Mais elle ne peut être faite à une place d'affaires que les jours juridiques et entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après-midi. S. R. 1925, c. 133, a. 305.

Portes fermées.

**306.** Si les portes du domicile ou de la place d'affaires où doit être faite la signification d'un avis spécial sont fermées, ou s'il ne s'y trouve aucune personne raisonnable, la signification se fait en affichant la copie de l'avis sur l'une des portes du domicile ou de la place d'affaires. S. R. 1925, c. 133, a. 306.

**302.** A special notice shall be served by leaving a copy of the notice with the individual to whom it is addressed in person, or with a reasonable person at his domicile or at his place of business, except in cases where the service is made by mail in virtue of any provision of this act. R. S. 1925, c. 133, s. 302.

**303.** Every special notice addressed to an absent property-owner or rate-payer, who has appointed an agent residing in the municipality, shall be served on such agent.

If no agent residing in the municipality has been appointed by such absent rate-payer, every such notice shall be served by lodging in the post-office of the locality a copy thereof in a sealed and registered envelope, addressed to the absent property-owner or rate-payer. R. S. 1925, c. 133, s. 303.

**304.** No one need give a special notice to any absent rate-payer who has not appointed an agent, unless such rate-payer has filed his address in writing in the office of the secretary-treasurer of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 304.

**305.** A special notice may be served between seven o'clock in the morning and seven o'clock in the afternoon, every day in the year, and even on non-judicial days.

It may not be served at a place of business except on juridical days and between nine o'clock in the morning and four o'clock in the afternoon. R. S. 1925, c. 133, s. 305.

**306.** If the doors of the domicile or place of business, where service of a special notice in writing should be made, be closed, or if there be no reasonable person therein, service shall be effected by affixing a copy of the notice to one of the doors of such domicile or place of business. R. S. 1925, c. 133, s. 306.

§ 3.—*Des avis qui doivent être donnés pour certains actes des commissaires et des syndics d'écoles*

Résolutions dont il doit être donné avis.

**307.** 1. Le secrétaire-trésorier de la commission scolaire doit, sous peine d'une amende de dix dollars, lire et afficher, conformément aux dispositions des articles 291 et suivants, dans les quinze jours qui suivent leur adoption, les résolutions adoptées dans les cas qui suivent:

a) Quand les commissaires ou les syndics d'écoles établissent des arrondissements nouveaux, changent les limites d'arrondissements déjà établis, réunissent deux arrondissements ou plus ou séparent ces mêmes arrondissements, fixent l'emplacement d'une maison d'école, décident d'acquérir un emplacement de maison d'école ou de construire, d'agrandir ou de réparer une maison d'école ou ses dépendances, d'hypothéquer, de vendre, d'échanger ou autrement aliéner un immeuble, ou de faire des emprunts autres que ceux prévus par l'article 248;

b) Quand les commissaires ou les syndics d'écoles ont imposé une cotisation spéciale pour l'achat de l'emplacement d'une maison d'école, pour la construction, l'agrandissement, la réparation ou l'entretien d'une maison d'école et de ses dépendances, ou pour l'acquisition et la réparation du mobilier scolaire;

c) Quand les commissaires ou les syndics d'écoles ont changé le mode de cotisation en usage dans la municipalité pour les fins mentionnées dans le sous-paragraphe b du paragraphe 1 du présent article. (*Voir formule 20.*)

Entrée en vigueur de ces résolutions.

2. Toute résolution, adoptée en vertu des dispositions des sous-paragraphe a, b et c du paragraphe 1 du présent article, n'entre en vigueur que trente jours après la publication de l'avis ci-dessus mentionné. S. R. 1925, c. 133, a. 307.

## SECTION VI

## DES SYNDICS DES ÉCOLES DISSIDENTES

Corporation.

**308.** Les syndics d'écoles forment une corporation pour les fins des écoles dissidentes de leur municipalité. Ils sont assujettis aux mêmes devoirs et exercent les mêmes pouvoirs que les commissaires d'écoles pour l'administration de la muni-

§ 3.—*Notices respecting certain Acts of School Commissioners and Trustees*

**307.** 1. The secretary-treasurer of a school board shall, under penalty of a fine of ten dollars, read and post up, in accordance with sections 291 and following, during the fifteen days following their adoption, the resolutions adopted in the following cases:

Resolutions of which notice is required.

a. When the school board establish new school districts, alter the limits of districts already established, unite two or more districts or separate such districts, fix the location of a school-house, decide to acquire a site for a school-house, or to build, enlarge or repair a school-house or its dependencies, or to hypothecate, sell, exchange or otherwise alienate any immoveable property or make loans other than those provided for in section 248;

b. When the school board have imposed a special assessment for the purchase of land for a school-house, for the building, enlarging, repair or maintenance of a school-house and its dependencies, or for the acquisition and repair of school furniture;

c. When the school board have changed the system of assessment followed in the municipality for the purposes mentioned in paragraph b of this subsection 1. (*Form 20.*)

2. No resolution passed under the provisions of paragraphs a, b or c of subsection 1 of this section shall come into force before thirty days after the publication of the above-mentioned notice. R. S. 1925, c. 133, s. 307.

Coming into force of such resolutions.

## DIVISION VI

## TRUSTEES OF DISSIDENT SCHOOL SCHOOLS

**308.** School trustees shall form a corporation for the purposes of the dissident schools of their municipality. They shall be subject to the same duties and exercise the same powers as school commissioners, for the administration of

Corporation.

cipalité scolaire sous leur contrôle. S. R. 1925, c. 133, a. 308. the school municipality under their control. R. S. 1925, c. 133, s. 308.

Part du  
fonds des  
écoles pu-  
bliques.

**309.** Les syndics d'écoles doivent recevoir une part du fonds des écoles publiques, dans la même proportion par rapport au montant entier de la subvention accordée à la municipalité, que le nombre des enfants fréquentant les écoles dissidentes est par rapport au nombre total des enfants assistant à l'école dans toute la municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 309.

**309.** The school trustees shall receive a share of the general school fund, bearing the same proportion to the whole sum allotted to such municipality as the number of children attending such dissentient schools bears to the entire number of children attending school in the whole municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 309. Share of  
school  
fund.

Taxes.

**310.** Les syndics des écoles dissidentes ont seuls le droit d'imposer et de percevoir les taxes qui doivent être prélevées sur les dissidents. S. R. 1925, c. 133, a. 310.

**310.** Trustees of dissentient schools shall alone have the right to impose and collect the taxes to be levied upon the dissentient inhabitants. R. S. 1925, c. 133, s. 310. Taxation.

Union de  
municipi-  
alités.

**311.** Les syndics d'écoles de deux municipalités adjacentes, incapables d'entretenir une école dans chacune de ces municipalités, peuvent s'unir, et établir et maintenir, sous leur administration collective, une école située aussi près que possible des limites des deux municipalités, de manière qu'elle soit accessible aux deux.

**311.** Whenever the school trustees in two adjoining municipalities are unable to support a school in each municipality, they may unite, and establish and maintain, under their joint management, a school situated as near both municipalities as possible, so as to be accessible to both. Union of  
municipi-  
alités.

Rapport.

En ce cas, ces syndics doivent faire un rapport conjoint de leur décision à cet effet au surintendant, qui doit remettre la part de l'allocation pour les écoles publiques qui leur revient au secrétaire-trésorier de celle des deux municipalités qui lui est indiquée dans ce rapport comme devant la recevoir. S. R. 1925, c. 133, a. 311.

In such case, the trustees shall jointly report their decision to the Superintendent, who shall remit the share of the public school grant to the secretary-treasurer of the municipality indicated in the report as the person who should receive it. R. S. 1925, c. 133, s. 311. Report.

Copies de  
docu-  
ments.

**312.** Les syndics ont le droit d'obtenir une copie du rôle de perception en vigueur, de la liste des enfants en état d'assister à l'école, et de tous autres documents les concernant qui sont entre les mains des commissaires d'écoles ou de leur secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 312.

**312.** The trustees shall have the right to obtain a copy of the collection roll in force, of the list of children capable of attending school, and of all other documents in the hands of the school commissioners or of their secretary-treasurer, which concern them. R. S. 1925, c. 133, s. 312. Copies of  
papers.

Absence  
de rôle.

**313.** S'il n'existe aucun rôle de perception, ou si la cotisation imposée ne leur convient pas, les syndics peuvent, dans les deux mois qui suivent leur élection ou leur nomination, imposer sur les dissidents une cotisation nouvelle en suivant la procédure prescrite par les

**313.** If there be no collection roll, or if the assessment imposed does not appear to them a proper one, the trustees may, during the two months following their election, or their appointment, impose a new assessment upon the dissentient inhabitants according to the procedure When no  
collection  
roll.



articles 388 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 313.

prescribed by sections 388 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 313.

Arron-  
disse-  
ments.

**314.** Les syndics peuvent établir des arrondissements d'écoles distincts et séparés de ceux établis par les commissaires. S. R. 1925, c. 133, a. 314.

**314.** Trustees may constitute school districts, distinct and separate from the school districts established by the school commissioners. R. S. 1925, c. 133, s. 314.

## SECTION VII

DES SECRÉTAIRES-TRÉSORIERS DES COMMISSAIRES  
ET DES SYNDICS D'ÉCOLES

### § 1.—Dispositions générales

Nomina-  
tion.

**315.** Toute commission scolaire doit avoir un officier désigné sous le nom de secrétaire-trésorier, qu'elle nomme et peut révoquer à volonté, et dont elle fixe le traitement par résolution.

Destitu-  
tion.

Une résolution pour destituer le secrétaire-trésorier ou pour diminuer son traitement ne peut être adoptée que par le vote affirmatif de la majorité absolue des commissaires ou syndics. S. R. 1925, c. 133, a. 315; 5 Geo. VI, c. 47, a. 4.

Municipa-  
lité nou-  
velle.

**316.** Dans toute municipalité nouvelle, le secrétaire-trésorier doit être nommé dans les trente jours qui suivent l'élection ou la nomination des membres de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 316.

Serment.

**317.** Le secrétaire-trésorier ne peut entrer en fonction qu'après avoir prêté serment de remplir fidèlement les devoirs de sa charge. (Voir formule 1). S. R. 1925, c. 133, a. 317; 21 Geo. V, c. 60, a. 5.

Rési-  
dence et  
bureau.

**318.** Le secrétaire-trésorier peut résider hors de la municipalité, mais il doit y tenir son bureau à l'endroit où ont lieu les sessions de la commission scolaire ou à tout autre endroit fixé par résolution de la commission scolaire, pourvu que ce ne soit pas dans un hôtel, dans une taverne, dans une auberge ou dans tout autre lieu où l'on vend des liqueurs alcooliques. S. R. 1925, c. 133, a. 318.

Heures de  
bureau.

**319.** La commission scolaire doit fixer, par résolution, les jours et heures auxquels le bureau du secrétaire-trésorier est ouvert au public. S. R. 1925, c. 133, a. 319.

## DIVISION VII

SECRETARY-TREASURER OF SCHOOL  
COMMISSIONERS OR TRUSTEES

### § 1.—General Provisions

**315.** Every school board shall have an officer called the secretary-treasurer, whom it shall appoint and may dismiss at pleasure, and whose remuneration it shall fix by resolution.

No resolution to dismiss a secretary-treasurer or to reduce his remuneration may be adopted except by the affirmative vote of the absolute majority of the commissioners or trustees. R. S. 1925, c. 133, s. 315; 5 Geo. VI, c. 47, s. 4.

**316.** In every newly-formed municipality, the secretary-treasurer shall be appointed within thirty days after the election or the appointment of the members of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 316.

**317.** Every secretary-treasurer, before acting as such, shall make oath faithfully to discharge the duties of his office. (Form 1.) R. S. 1925, c. 133, s. 317; 21 Geo. V, c. 60, s. 5.

**318.** The secretary-treasurer may reside outside the municipality, but he must have his office in the place where the sittings of the school board are held, or in any other place fixed by resolution of the school board, provided the same be not in a hotel, tavern, inn, or in any other place where alcoholic liquors are sold. R. S. 1925, c. 133, s. 318.

**319.** The school board shall also fix by resolution the days and hours during which the office of the secretary-treasurer shall be open to the public. R. S. 1925, c. 133, s. 319.

Assis-  
tant.

**320.** Le secrétaire-trésorier peut nommer un assistant-secrétaire-trésorier, qui a les mêmes droits, pouvoirs et obligations que lui-même.

Fonc-  
tions.

Cet assistant entre en fonction dès qu'il reçoit avis, par écrit, de sa nomination; il peut être destitué à volonté par le secrétaire-trésorier. Il n'est pas tenu de donner un cautionnement, et, dans l'exercice de ses fonctions, il agit sous la responsabilité du secrétaire-trésorier qui l'a nommé et sous celle des cautions de celui-ci. S. R. 1925, c. 133, a. 320.

**320.** The secretary-treasurer may appoint an assistant secretary-treasurer, with the same rights, powers and obligations as the secretary-treasurer himself.

Assistant.  
Tenure of  
office.

The assistant secretary-treasurer shall enter into office as soon as he has received written notice of his appointment, and he may be removed at pleasure by the secretary-treasurer. He shall not be bound to give security, and, in the exercise of his functions, he shall act under the responsibility of the secretary-treasurer who appointed him, and under that of the sureties of that office. R. S. 1925, c. 133, s. 320.

Inha-  
bilité.

**321.** Le secrétaire-trésorier et l'assistant-secrétaire-trésorier ne peuvent être un des membres de la corporation scolaire, ni un des instituteurs qu'elle emploie. S. R. 1925, c. 133, a. 321.

**321.** Neither the secretary-treasurer nor the assistant secretary-treasurer may be either a member of the school board or a teacher employed by it. R. S. 1925, c. 133, s. 321.

Disqua-  
lification.

§ 2.—*Du cautionnement des secrétaires-trésoriers*

§ 2.—*Secretary-Treasurer's Security*

Caution-  
nement.

**322.** Le secrétaire-trésorier est tenu de donner aux commissaires ou syndics d'écoles un cautionnement par nantissement de deniers ou d'obligations (*debentures*), ou un cautionnement par police de garantie.

**322.** Every secretary-treasurer shall give security to the school commissioners or trustees by a pledge of money or debentures or by guarantee policy.

Security.

Montant.

Le montant de ces divers cautionnements est déterminé par la commission scolaire, mais ne doit, dans aucun cas, être inférieur à mille dollars.

The amount of any such security is fixed by the school board; but must in no case be less than one thousand dollars.

Amount.

Délai.

Tel cautionnement doit être donné par le secrétaire-trésorier dans les trente jours qui suivent sa nomination.

Such security must be given by the secretary-treasurer within thirty days after his appointment.

Delay.

Défaut.

Néanmoins, le défaut de donner le cautionnement n'empêche en aucune manière le secrétaire-trésorier de remplir les devoirs de sa charge; mais les membres de la commission scolaire qui permettent au secrétaire-trésorier d'agir comme tel sans cautionnement, deviennent conjointement et solidairement responsables avec lui envers la corporation, pour l'accomplissement fidèle de ses fonctions et pour le paiement de tous les deniers dont il peut être redevable dans l'exercice de sa charge, en capital, intérêts, frais, amendes ou dommages-intérêts.

Nevertheless, the lack of security shall in nowise prevent the secretary-treasurer from performing the duties of his office; but the members of the school board who permit the secretary-treasurer to act as such without security shall be jointly and severally liable with him towards the corporation for the due performance of his duties and for the payment of all moneys for which he may be accountable in the exercise of his office, whether of principal, interest, costs, fines or damages.

When  
security  
not fur-  
nished.

Respon-  
sabilité.

La responsabilité indiquée dans le présent article est celle à laquelle s'obligent, conjointement et solidairement avec le

The liability referred to in this section is that to which the sureties of the secretary-treasurer oblige themselves, jointly

Liability.

secrétaire-trésorier, les cautions de ce dernier. S. R. 1925, c. 133, a. 322; 21 Geo. V, c. 60, a. 6. and severally with him. R. S. 1925, c. 133, s. 322; 21 Geo. V, c. 60, s. 6.

Nantissement.

**323.** Le cautionnement par nantissement consiste dans le dépôt d'une somme de deniers ou d'obligations (*debentures*) approuvées par la commission scolaire et jusqu'à concurrence du montant requis. Ce dépôt doit être fait entre les mains du trésorier de la province et ne peut être retiré sans l'autorisation du surintendant de l'instruction publique. Le secrétaire-trésorier ou toute caution pour lui peut faire ce dépôt.

Reçu.

Le trésorier de la province après avoir reçu ce dépôt doit transmettre, sans délai, au surintendant de l'instruction publique, un double du reçu qu'il en a donné. S. R. 1925, c. 133, a. 323; 21 Geo. V, c. 60, a. 7.

**323.** The security by pledge consists in the deposit of a sum of money or of debentures approved by the school board and to the amount required. Such deposit must be made with the Provincial Treasurer and cannot be withdrawn without the authorization of the Superintendent of Education. The secretary-treasurer or any surety for him may make this deposit.

The Provincial Treasurer upon receiving such deposit shall forthwith transmit to the Superintendent of Education a duplicate of the receipt given therefor. R. S. 1925, c. 133, s. 323; 21 Geo. V, c. 60, s. 7.

Receipt.

Intérêts.

**324.** Dans le cas d'un cautionnement par nantissement, tous les intérêts provenant des deniers ou des obligations (*debentures*) donnés en gage appartiennent et sont remis à la personne qui a fourni ce cautionnement, tant qu'il n'y a pas eu de violation d'icelui.

**324.** In the case of security by pledge, all interest arising from the moneys or debentures deposited as security shall belong and be paid to the person who has given such security, so long as there is no violation thereof.

Interest.

Insaisissabilité.

Les deniers et les obligations donnés en gage ne sont pas, pendant la durée du cautionnement, sujets à la saisie. S. R. 1925, c. 133, a. 324; 21 Geo. V, c. 60, a. 8.

The moneys and debentures given as security shall not, while such security lasts, be liable to seizure. R. S. 1925, c. 133, s. 324; 21 Geo. V, c. 60, s. 8.

Security not seizable.

Police de garantie.

**325.** Le cautionnement par un contrat ou police de garantie doit être fait en faveur des commissaires ou des syndicats d'écoles, par une compagnie d'assurance de garantie légalement constituée, et acceptée par résolution des commissaires ou des syndicats d'écoles. S. R. 1925, c. 133, a. 325 (*partie*); 21 Geo. V, c. 60, a. 9.

**325.** The security by guarantee policy or contract shall be made in favor of the school board, by a guarantee insurance company lawfully constituted, and accepted by resolution of the said school board. R. S. 1925, c. 133, s. 325 (*part*); 21 Geo. V, c. 60, s. 9.

Guarantee policy.

Primes.

**326.** Les primes sur la police de garantie sont à la charge de la municipalité scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 325 (*partie*); 21 Geo. V, c. 60, a. 9.

**326.** The premiums on the guarantee policy shall be borne by the school municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 325 (*part*); 21 Geo. V, c. 60, s. 9.

Premiums.

Envoi au surintendant.

**327.** Si le cautionnement est par police de garantie, le secrétaire-trésorier doit transmettre, sans délai, au surintendant de l'instruction publique la police de garantie ainsi que copie d'une résolution des commissaires ou des syndicats ac-

**327.** If the pledge is by guarantee policy, the secretary-treasurer shall, forthwith, transmit to the Superintendent of Education the guarantee policy and also a copy of a resolution of the school board accepting such policy as security. The

Transmission to Supt.

ceptant cette police comme cautionnement. Le montant, le numéro et la date de la police doivent être mentionnés dans ladite résolution et celle-ci devra être précédée de l'en-tête du procès-verbal des délibérations. S. R. 1925, c. 133, a. 325 (*partie*); 21 Geo. V, c. 60, a. 9.

Renou-  
velle-  
ment.

**328.** Le ou avant le dernier jour d'août de chaque année, le secrétaire-trésorier doit transmettre au surintendant de l'instruction publique le reçu du renouvellement de la police de garantie ou la nouvelle police qui la remplace, suivant le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 326; 21 Geo. V, c. 60, a. 10.

Contra-  
vention  
et peine.

**329.** Toute corporation scolaire qui, trente jours après la réception d'un avis par lettre du surintendant de l'instruction publique l'informant que le secrétaire-trésorier de la corporation scolaire qu'elle emploie ne s'est pas conformé aux dispositions des articles 322 et 328, continue à maintenir en fonction tel secrétaire-trésorier, en plus de la responsabilité édictée à l'égard des membres de la commission scolaire par l'article 322, est passible, en sus des frais, d'une amende de pas moins de dix dollars et de pas plus de vingt dollars, et cette amende peut être imposée pour chaque jour qu'elle continue ainsi à employer ce secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 326a (*partie*); 21 Geo. V, c. 60, a. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, a. 3.

Présomp-  
tion.

**330.** Le secrétaire-trésorier n'est présumé s'être conformé aux prescriptions des articles 322 et 328 que lorsque la police de garantie ou le reçu de renouvellement de la police de garantie qui doivent être transmis au surintendant de l'instruction publique ont été acceptés par ce dernier ou, si le cautionnement est sous forme de nantissement, lorsque le trésorier de la province a transmis le double du reçu mentionné à l'article 323. S. R. 1925, c. 133, a. 326a (*partie*); 21 Geo. V, c. 60, a. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, a. 3.

Pour-  
suites.

**331.** La poursuite sous l'autorité de l'article 329 est prise sur l'autorisation du surintendant de l'instruction publique, au nom du percepteur du revenu du district, devant un juge de paix, un juge

amount, number and date of the policy shall be stated in such resolution and the latter must be preceded by the heading of the minutes of the meeting. R. S. 1925, c. 133, s. 325 (*part*); 21 Geo. V, c. 60, s. 9.

**328.** On or before the last day of August of each year, the secretary-treasurer shall transmit to the Superintendent of Education the renewal receipt of the guarantee policy or the new policy replacing it, as the case may be. R. S. 1925, c. 133, s. 326; 21 Geo. V, c. 60, s. 10.

**329.** Every school board, which, thirty days after the receipt of a notice by letter from the Superintendent of Education informing it that the secretary-treasurer employed by it has not complied with the provisions of sections 322 and 328, continues to maintain such secretary-treasurer in office, shall, in addition to the responsibility enacted with respect to members of the school board by section 322, be liable to a fine of not less than ten dollars nor more than twenty dollars, in addition to the costs, and such fine may be imposed for each day the board so continues to employ such secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, s. 326a (*part*); 21 Geo. V, c. 60, s. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, s. 3.

**330.** The secretary-treasurer shall not be deemed to have complied with the provisions of sections 322 and 328, until the guarantee policy or the receipt for the renewal of the guarantee policy which must be transmitted to the Superintendent of Education has been accepted by the latter, or, in the case of security by pledge, when the Provincial Treasurer has transmitted the duplicate receipt mentioned in section 323. R. S. 1925, c. 133, s. 326a (*part*); 21 Geo. V, c. 60, s. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, s. 3.

**331.** Suits under section 329 shall be taken, on the authorization of the Superintendent of Education, in the name of the collector of revenue for the district, before a justice of the peace, a judge of

des sessions, un magistrat de police ou un magistrat de district, et est régie par la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29). S. R. 1925, c. 133, a. 326a (*partie*); 21 Geo. V, c. 60, a. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, a. 3.

the sessions, a police magistrate or a district magistrate, and shall be governed by Part I of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29). R. S. 1925, c. 133, s. 326a (*part*); 21 Geo. V, c. 60, s. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, s. 3.

§ 3.—*Des cautions des secrétaires-trésoriers*

§ 3.—*Secretary-Treasurer's Sureties*

Inhabilité  
des cau-  
tions.

**332.** Les cautions d'un secrétaire-trésorier ne peuvent être membres de la commission scolaire dont ce secrétaire-trésorier est ou a été l'employé, avant d'être déchargées de toute obligation provenant de l'acte de cautionnement. S. R. 1925, c. 133, a. 327.

**332.** No surety of a secretary-treasurer may be a member of the school board whereof such secretary-treasurer is or was the employee, before being discharged from all obligations arising out of the security bond. R. S. 1925, c. 133, s. 327.

Disqual-  
ification  
of  
sureties.

§ 4.—*Des devoirs généraux des secrétaires-trésoriers*

§ 4.—*General Duties of Secretary-Treasurer*

Devoirs.

**333.** Le secrétaire-trésorier, moyennant la rémunération qu'il reçoit, doit remplir tous les devoirs que lui imposent les dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 333.

**333.** The secretary-treasurer, in consideration of the remuneration which he receives, shall perform all the duties imposed upon him by this act. R. S. 1925, c. 133, s. 333.

Garde des  
registres,  
etc.

**334.** Le secrétaire-trésorier a la garde des registres, livres, plans, cartes et autres documents qui sont produits, déposés et conservés dans son bureau.

**334.** The secretary-treasurer shall be the custodian of the registers, books, plans, maps, and other documents produced, filed and kept in his office.

Custody  
of books.

Dessai-  
sissement.

Il ne peut se dessaisir d'aucun des documents contenus dans les archives de la commission scolaire qu'avec la permission de cette commission, ou sur l'ordre d'un tribunal compétent ou du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 334.

He cannot divest himself of the custody of any documents contained in the archives of the school board, except with the permission of such board or under the order of a court of competent jurisdiction, or of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 334.

Per-  
mission  
required.

Présence  
aux  
séances.

**335.** Le secrétaire-trésorier doit assister aux séances de sa commission scolaire et dresser, conformément à l'article 219, des procès-verbaux de tous ses actes et délibérations, dans le registre tenu pour cet objet. S. R. 1925, c. 133, a. 335.

**335.** The secretary-treasurer shall attend all meetings of his school board, and, in accordance with section 219, shall draw up minutes of all the acts and proceedings thereof, in the book kept for that purpose. R. S. 1925, c. 133, s. 335.

Meetings.

Authen-  
cité de  
copies.

**336.** Les copies et extraits de registres, livres et autres documents, certifiés par le secrétaire-trésorier, sont considérés comme authentiques. S. R. 1925, c. 133, a. 336.

**336.** Copies and extracts, certified by the secretary-treasurer, from all books, registers, archives, and other documents, shall be authentic. R. S. 1925, c. 133, s. 336.

Certified  
copies  
and  
extracts.

Percep-  
tion des  
deniers.

**337.** Le secrétaire-trésorier perçoit tous les deniers payables à la corporation scolaire et il les dépose, au nom et au

**337.** The secretary-treasurer shall collect all the moneys payable to the school corporation and shall deposit them,

Collec-  
tion of  
moneys.

crédit de la corporation, dans une banque légalement constituée et ayant un bureau dans la municipalité; et, s'il n'y a pas de telle banque, il les garde à titre de dépositaire, à moins que la corporation scolaire n'en ordonne autrement. S. R. 1925, c. 133, a. 337; 18 Geo. V, c. 44, a. 5.

in the name and to the credit of the corporation, in a chartered bank having an office in the municipality; and, if there be no such bank, he shall keep them as depositary, unless the school corporation orders otherwise. R. S. 1925, c. 133, s. 337; 18 Geo. V, c. 44, s. 5.

Païement  
des dettes.

**338.** Le secrétaire-trésorier doit payer, sur le fonds de la corporation scolaire, toute somme due par elle; mais il ne doit faire aucun paiement à moins d'y être autorisé par une résolution adoptée à cette fin.

**338.** The secretary-treasurer shall pay, out of the funds of the school corporation, all sums of money due by it; but he shall not make any payments except when authorized by resolution of the school board.

Autorisa-  
tion.

Cependant, si la somme à payer n'excède pas dix dollars, l'autorisation du président suffit.

If, however, the sum to be paid does not exceed ten dollars, the authorization of the chairman shall be sufficient.

Chèques.

Tous tels paiements, dans le cas où les deniers sont déposés dans une banque, doivent être faits au moyen de chèques signés par le président et contresignés par le secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 338; 18 Geo. V, c. 44, a. 6.

Every such payment, in the case of moneys deposited in a bank, shall be made by cheque signed by the chairman and countersigned by the secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, s. 338; 18 Geo. V, c. 44, s. 6.

Païement  
de man-  
dats.

**339.** Le secrétaire-trésorier peut, sans l'autorisation de la commission scolaire ou de son président, solder tout ordre ou mandat tiré sur lui ou toute somme réclamée par quiconque est autorisé à le faire en vertu de la loi ou des règlements scolaires.

**339.** In the absence of authorization from the school board or from its chairman, the secretary-treasurer may pay, out of the funds of the corporation, any draft or order drawn upon him, or any sum demanded by any one empowered so to do by the provisions of the school laws or regulations.

Condi-  
tion.

Mais nul ordre ou mandat ne peut être valablement acquitté à moins qu'il n'indique l'emploi qui doit être fait de la somme y mentionnée. S. R. 1925, c. 133, a. 339.

No draft or order shall, however, be legally paid, unless it specifies the use of the sum therein mentioned. R. S. 1925, c. 133, s. 339.

Infrac-  
tions.

**340.** Le secrétaire-trésorier ne peut, sous peine d'une amende de vingt dollars pour chaque infraction:

**340.** No secretary-treasurer shall, under a penalty of twenty dollars for each infraction:

1° Donner des quittances aux contribuables ou autres personnes endettées envers la corporation scolaire, sans avoir reçu le montant mentionné dans ces quittances;

1. Grant a discharge to any rate-payer, or other person indebted to the school corporation, without having received the amount mentioned in such discharge;

2° Prêter, directement ou indirectement, des deniers appartenant à la corporation scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 340.

2. Lend, directly or indirectly, money belonging to the school corporation. R. S. 1925, c. 133, s. 340.

Livres de  
comptes.

**341.** Le secrétaire-trésorier doit tenir, suivant les formalités prescrites, des livres de comptes dans lesquels il inscrit, par ordre de date, chaque article de recette et de dépense, en y mentionnant le nom de

**341.** The secretary-treasurer shall keep, in the form prescribed, books of account, in which he shall enter, in order of date, each item of receipt and expenditure, mentioning therein the names of all

toute personne qui a versé des deniers entre ses mains ou qui en a reçu de lui. S. R. 1925, c. 133, a. 341.

persons who have paid money to him or to whom he has made any payment. R. S. 1925, c. 133, s. 341.

Pièces  
justifica-  
tives.

**342.** Le secrétaire-trésorier doit conserver, dans les archives de la corporation scolaire, toutes les pièces justificatives de ses dépenses. S. R. 1925, c. 133, a. 342.

**342.** The secretary-treasurer shall keep, among the archives of the school corporation, all vouchers for his expenditure. R. S. 1925, c. 133, s. 342. Vouchers.

Réper-  
toire.

**343.** Le secrétaire-trésorier doit tenir un répertoire dans lequel sont indiqués sommairement et par ordre de date tous les rapports, actes de répartitions, rôles d'évaluation, rôles de perception, jugements, états, avis, lettres, cartes, plans et autres documents qu'il a faits ou qui lui sont remis pendant l'exercice de sa charge. S. R. 1925, c. 133, a. 343.

**343.** The secretary-treasurer shall keep a repertory, in which he shall mention, in a summary manner and in the order of date, all reports, acts of apportionment, valuation rolls, collection rolls, judgments, statements, notices, letters, maps, plans and other documents that he makes or that are in his possession while in office. R. S. 1925, c. 133, s. 343. Re-  
pertory.

Examen  
des  
archives.

**344.** Les livres de comptes du secrétaire-trésorier, les pièces justificatives de ses dépenses, et tous les registres ou documents dont il a la garde, peuvent être consultés et examinés par toutes personnes intéressées ou leurs procureurs, pendant les heures de bureau.

**344.** The secretary-treasurer's books of account and vouchers for his expenditure, together with all the registers or documents in the archives of the school board, shall be open for inspection and examination by any interested party, or his agents, during office hours. Inspection of  
books.

Copies.

Ces personnes, ou leurs procureurs, peuvent prendre les notes ou copies qui leur sont nécessaires. S. R. 1925, c. 133, a. 344.

Such persons, either themselves or by their agents, may take all notes or copies which they may require. R. S. 1925, c. 133, s. 344. Copies.

Livraison  
de copies.

**345.** Le secrétaire-trésorier doit livrer, à quiconque en fait la demande, sur paiement de ses honoraires, qui sont de dix centins par cent mots, des copies ou des extraits de tout registre, livre, rôle ou autre document qui fait partie de ses archives.

**345.** The secretary-treasurer, upon payment of a fee of ten cents per hundred words, shall deliver to any person applying for the same, copies of or extracts from any book, roll, register, document, or other paper which forms part of the archives. Delivery  
of copies.

Copies  
gratuites.

Néanmoins, les copies ou extraits demandés par le lieutenant-gouverneur, le surintendant, le conseil de l'instruction publique et ses comités, ou par la corporation scolaire, doivent être donnés gratuitement. S. R. 1925, c. 133, a. 345.

He shall, nevertheless, furnish, free of charge, any copy or extract required by the Lieutenant-Governor, the Superintendent, the Council of Education or one of its committees, or by the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 345. Free  
copies.

§ 5.—*De la production des comptes des secrétaires-trésoriers*

§ 5.—*Accounting by Secretary-Treasurer*

État  
annuel.

**346.** A moins de dispositions spéciales contraires, tout secrétaire-trésorier est tenu de préparer et de soumettre aux commissaires ou aux syndics d'écoles, dans la première semaine du mois de juillet de chaque année, un état détaillé et dûment

**346.** Unless otherwise specially provided, every secretary-treasurer shall prepare and submit to his school board, during the first week of the month of July in each year, a detailed statement, duly audited, of the receipts and expend- Detailed  
state-  
ment of  
accounts.

apuré des recettes et des dépenses de la municipalité, pour l'année finissant le 30 juin précédent. S. R. 1925, c. 133, a. 346.

itures of the municipality for the year ending on the preceding 30th of June. R. S. 1925, c. 133, s. 346.

Nomina-  
tion de  
vérifica-  
teurs.

**347.** A chaque année, à la première séance suivant la date des élections des commissaires ou des syndics tenues dans la municipalité, les commissaires ou les syndics d'écoles, selon le cas, nomment, pour la période se terminant le trente juin suivant, un ou des vérificateurs pour la vérification des comptes de la corpora-  
tion.

**347.** Each year, at the first meeting following the date of the holding of the elections of the school commissioners or of the school trustees in the municipality, the school commissioners or trustees, as the case may be, shall appoint, for the period terminating on the 30th of June following, one or more auditors to audit the accounts of the corporation.

Destitu-  
tion.

Le ou les vérificateurs ainsi nommés ne peuvent être destitués avant le trente juin de chaque année sans le consente-  
ment de la Commission municipale de Québec.

The auditor or auditors so appointed cannot be dismissed prior to the 30th of June of each year except with the consent of the Quebec Municipal Commission.

Serment.

Avant d'entrer en fonctions, ces véri-  
ficateurs doivent prêter serment de rem-  
plir consciencieusement les devoirs de  
leur charge. S. R. 1925, c. 133, a. 347;  
2 Geo. VI, c. 65, a. 2.

Before entering into office, such au-  
ditors shall take an oath to conscientious-  
ly perform the duties of their office. R.  
S. 1925, c. 133, s. 347; 2 Geo. VI, c. 65, s. 2.

Bilan.

**348.** Aussitôt que ces comptes ont été  
vérifiés de la manière prescrite par l'article  
347, le secrétaire-trésorier doit préparer  
un résumé des recettes et des dépenses  
ainsi que de l'actif et du passif, qu'il  
soumet ensuite aux contribuables de la  
municipalité, à une assemblée qu'il doit  
convoquer à cette fin de la même manière  
que l'assemblée pour l'élection des com-  
missaires ou des syndics. S. R. 1925, c.  
133, a. 348.

**348.** As soon as his accounts have  
been audited under the provisions of sec-  
tion 347, the secretary-treasurer shall  
prepare a summary of receipts and ex-  
penditure, as well as of assets and liabil-  
ities, which he shall afterwards submit to  
the ratepayers of the municipality at a  
meeting called by him for the purpose,  
which he shall call in the same manner as  
a meeting for the election of commissioners  
or trustees. R. S. 1925, c. 133, s. 348.

Affichage.

**349.** Le dimanche qui précède l'as-  
semblée qu'il doit convoquer en vertu de  
l'article 348, le secrétaire-trésorier affiche  
le résumé de son état de comptes de la  
manière prescrite par les articles 291 et  
suivants, ou il le fait insérer dans un  
journal, au moins huit jours avant cette  
assemblée, conformément aux dispositions  
de l'article 295.

**349.** On the Sunday preceding the  
meeting which he shall call in virtue of  
section 348, the secretary-treasurer shall  
post the summary of his statement of  
accounts in the manner prescribed by  
sections 291 and following, or he shall  
cause the same to be inserted in a news-  
paper at least eight days before such  
meeting, in conformity with section 295.

Copies  
aux con-  
tribua-  
bles.

Il doit fournir, à tout contribuable qui  
en fait la demande, une copie de ce ré-  
sumé, moyennant le paiement de la somme  
de vingt-cinq centins, ou une copie de  
l'état tel qu'approuvé par la commission  
scolaire, sur paiement de dix centins par  
cent mots, pour chaque copie. S. R.  
1925, c. 133, a. 349.

He shall furnish to every ratepayer  
applying therefor a copy of such summary,  
on payment of the sum of twenty-five  
cents, or a copy of the statement as  
approved by the school board, on payment  
of ten cents per hundred words for each  
copy. R. S. 1925, c. 133, s. 349.



§ 6.—*De la vérification des comptes des secrétaires-trésoriers*

Vérification spéciale.

**350.** Chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, ou s'ils en sont requis par une demande écrite qui leur est adressée par au moins cinq contribuables ou par le secrétaire-trésorier lui-même, les commissaires ou les syndics d'écoles doivent ordonner la vérification des comptes du secrétaire-trésorier en charge ou sorti de charge, pour l'année terminée le premier du mois de juillet précédent, ou pour toute autre des cinq années antérieures, par un ou des vérificateurs qu'ils nomment à cette fin, et ce, dans le cas même où ces comptes auraient déjà été vérifiés conformément aux dispositions de l'article 347.

Frais.

Les frais de cette vérification sont supportés par le secrétaire-trésorier, s'il est trouvé reliquataire et en défaut, sinon ils sont à la charge des personnes qui l'ont demandée si elle ne profite pas à la municipalité scolaire intéressée. S. R. 1925, c. 133, a. 350.

Avis.

**351.** Dans le cas d'une vérification ordinaire ou spéciale des comptes du secrétaire-trésorier, le ou les vérificateurs doivent donner à celui-ci, au moins cinq jours avant celui fixé pour cette vérification, un avis spécial, conformément aux dispositions de la présente loi, ou un avis écrit par le ministère d'un huissier qui en dresse procès-verbal, lui enjoignant d'y assister pour y fournir toutes les explications et tous les documents qui peuvent lui être demandés. S. R. 1925, c. 133, a. 351.

Vérificateurs.

**352.** Tout vérificateur nommé pour faire une vérification ordinaire ou spéciale des comptes d'une corporation scolaire peut être un particulier ou une société et il peut charger ses employés de faire son travail, mais alors sa responsabilité est la même que si ce travail avait été entièrement exécuté par le vérificateur lui-même. Lorsqu'une société agit comme vérificateur, la prestation du serment d'office de l'un des associés est suffisante.

Rapport et copie.

Le vérificateur doit, en même temps qu'il transmet son rapport à la corporation scolaire, en faire tenir une copie certifiée au président des commissaires ou des

§ 6.—*Examination of the Accounts of a Secretary-Treasurer*

Special auditing.

**350.** Whenever they deem it necessary, or upon a written application addressed to them by at least five ratepayers, or by the secretary-treasurer himself, the school commissioners or trustees shall order an audit of the accounts of the secretary-treasurer in office or out of office for the year ending on the 1st of July preceding, or for any of the five previous years, by one or more auditors appointed by them for that purpose, even when the accounts have already been audited in conformity with section 347.

Costs.

The costs of such audit shall be payable by the secretary-treasurer if there be a deficiency in his accounts; if not they shall be chargeable to the persons who have applied for it, if it did not benefit the school municipality concerned. R. S. 1925, c. 133, s. 350.

Notice.

**351.** In the case of any regular or special audit of the accounts of the secretary-treasurer, the auditor or auditors shall, at least five days before the date fixed for the audit, give special notice to the secretary-treasurer in conformity with this act, or a written notice served upon him by a bailiff who shall make a return of such service, requiring such secretary-treasurer to attend, so as to give all explanations and produce all documents that may be required of him. R. S. 1925, c. 133, s. 351.

Auditors.

**352.** The auditor appointed to make a regular or special audit of the accounts of a school corporation may be an individual or a partnership and may entrust the work to his or its employees, but then the responsibility of the auditor shall be the same as if such work had been entirely performed by such auditor. In the case of a partnership acting as auditor, the taking of the oath of office by one of the partners shall be sufficient.

Report and copy.

The auditor must, at the same time as he forwards his report to the school corporation, cause a certified copy thereof to be delivered to the chairman of the commis-

syndics, selon le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 351a; 2 Geo. VI, c. 65, a. 3.

sioners or trustees, as the case may be. R. S. 1925, c. 133, s. 351a; 2 Geo. VI, c. 65, s. 3.

Absence  
du sec.-  
trés.

**353.** Si le secrétaire-trésorier refuse ou néglige de se rendre à l'injonction qui lui a été faite en vertu de l'article 351, le ou les vérificateurs n'en procèdent pas moins à la vérification de ses comptes, et transmettent aux commissaires ou aux syndics, selon le cas, leur rapport, auquel doit être annexé un compte de leurs frais et déboursés. En séance régulière, les commissaires ou les syndics adoptent ce rapport, en tout ou en partie, certifient le montant dû aux vérificateurs, s'il y a lieu, et font signifier au secrétaire-trésorier, par un huissier, une copie de la résolution qu'ils ont adoptée concernant ce rapport. R. S. 1925, c. 133, a. 352.

**353.** If the secretary-treasurer refuses or neglects to comply with the order served upon him under section 351, the auditor or auditors shall, nevertheless, proceed to the examination and auditing of the accounts, and shall make and forward their report to the school board, together with a statement of the amount of their costs and expenses. The school board shall, at a regular meeting, adopt the said report, wholly or partly, shall certify the amounts, if any, to which the auditors are entitled for expenses, and shall cause a copy of the resolutions, adopted by them respecting the report, to be served upon the secretary-treasurer by a bailiff. R. S. 1925, c. 133, s. 352. Auditing in absence of sec.-treas.

Déficit.

**354.** Si le rapport des vérificateurs établit qu'il y a un déficit dans ses comptes, le secrétaire-trésorier doit acquitter, dans les quinze jours qui suivent cette signification, le montant dont il a été trouvé reliquataire.

**354.** If the auditor's report establishes a deficiency in the accounts, the secretary-treasurer shall, within fifteen days after service, pay the amount found deficient. Deficiency.

Pour-  
suite.

Si le secrétaire-trésorier refuse ou néglige de se conformer aux prescriptions du présent article, il peut être poursuivi par la commission scolaire ou par tout contribuable intéressé, devant la Cour de circuit du comté ou du district ou devant la Cour de magistrat et être condamné à payer le montant dont il s'est reconnu ou dont il sera déclaré reliquataire par le tribunal, et, en sus, toute autre somme que le tribunal peut lui imposer, ainsi que les frais de la poursuite.

If the secretary-treasurer refuses or neglects to comply with the present section, he may be sued by the school board or by any interested rate-payer before the Circuit Court or before the Magistrate's Court, and may be condemned to pay the amount which he has admitted or which the Court has adjudged him to owe, together with all such other sums as the court may order him to pay, including the costs of the prosecution. Or Recovery by suit.

Con-  
trainte  
par corps.

Cette condamnation entraîne la contrainte par corps, si elle est demandée dans l'action. S. R. 1925, c. 133, aa. 353 et 354.

Such judgment shall involve coercive imprisonment if the same has been prayed for in the action. R. S. 1925, c. 133, ss. 353 and 354. Coercive imprisonment.

Pres-  
cription.

**355.** Toute action ou réclamation contre le secrétaire-trésorier, résultant de sa gestion, se prescrit par cinq ans à compter du jour où telle action ou réclamation a pris naissance. S. R. 1925, c. 133, a. 355.

**355.** Every action or claim against the secretary-treasurer resulting from his administration shall be prescribed by five years from the day on which such action or claim originated. R. S. 1925, c. 133, s. 355. Prescription.

#### § 7.—Des inspecteurs-vérificateurs

#### § 7.—Examining-Auditors

Visite des  
bureaux.

**356. 1.** Les inspecteurs-vérificateurs nommés en vertu de l'article 8 de la Loi du

**356. 1.** The examining-auditors, appointed under section 8 of the Municipal Visit of the offices.

département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, (chap. 206), sont tenus, en sus des devoirs qui leur sont imposés et sans autre rémunération, de visiter, sous la direction du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, à la demande du secrétaire de la province, les bureaux des commissions scolaires de la province.

Ex-  
ception.

2. Les mots "commissions scolaires" ou "commission scolaire" dans le présent paragraphe, signifient et comprennent les corporations scolaires visées par les articles 118 et 308, à l'exception des corporations scolaires suivantes: la Commission des écoles catholiques de Montréal, le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec. S. R. 1925, c. 133, a. 356; 16 Geo. V, c. 40, a. 3; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

Ins-  
pection.

**357.** 1. Chaque inspecteur-vérificateur est tenu de faire la visite des bureaux des commissions scolaires mentionnées dans l'article 356 qui lui sont désignés par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce afin de s'assurer:

a) Que les livres, registres et archives de ces bureaux sont tenus correctement et suivant la loi;

b) Que le cautionnement du secrétaire-trésorier est valable et suffisant;

c) Que les deniers publics sont administrés suivant la loi;

d) Que les lois relatives aux revenus et aux dépenses des commissions scolaires sont observées.

Sugges-  
tions.

2. Chacun de ces officiers doit de plus faire aux commissions scolaires toutes les suggestions propres à leur faire adopter un système de comptabilité uniforme et, pour cette fin, leur fournir gratuitement tous les renseignements nécessaires.

Divi-  
sion.

3. Chacun de ces officiers peut agir séparément. S. R. 1925, c. 133, a. 357; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

Rapport.

**358.** Chaque inspecteur-vérificateur doit faire, en duplicata, au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du

Affairs, Trade and Commerce Department Act (Chap. 206) shall, in addition to the duties with which they are charged and without further remuneration, visit, under the direction of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce at their request of the Provincial Secretary, the offices of the school boards of this Province.

Ex-  
ception.

2. The words "school board" or "school boards", in this subdivision, mean and include the school corporations contemplated by sections 118 and 308, with the exception of the following school corporations: the Montreal Catholic School Commission; the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal; the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec and the Protestant Board of School Commissioners of the City of Quebec. R. S. 1925, c. 133, s. 356; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Object of  
visit.

**357.** 1. Each examining-auditor shall be obliged to visit the offices of the school boards mentioned in section 356, indicated to him by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce in order to ascertain whether:

a. The books, registers and archives of such offices are kept correctly and in accordance with the law;

b. The security furnished by the secretary-treasurer is valid and sufficient;

c. The public moneys are administered according to law;

d. The laws respecting the revenues and expenses of school boards are observed.

Sugges-  
tions.

2. Each such officer shall further make to the school boards all suggestions of a nature to induce them to adopt a uniform system of accountancy, and, for such object, shall supply them gratuitously with all necessary information.

3. Each such officer may act separately. Acting R. S. 1925, c. 133, s. 357; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Report.

**358.** Each examining-auditor shall make a complete report in duplicate, to the Minister of Municipal Affairs, Trade

commerce, un rapport complet de chacune de ses inspections, et consigner dans ce rapport toutes les observations qu'il juge à propos au sujet du bureau en question, et spécialement les changements qui lui paraissent nécessaires pour obtenir l'uniformité dans la comptabilité des bureaux, et toutes recommandations concernant la garde en sûreté des deniers de la commission scolaire et l'accomplissement des devoirs du secrétaire-trésorier et des autres officiers. L'un des doubles est transmis au secrétaire de la province. S. R. 1925, c. 133, a. 358; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

and Commerce, of each of his inspections, and insert in such report all the remarks he may deem expedient regarding the office in question and particularly the changes which seem to him necessary in order to obtain uniformity in the accountancy of the offices, and all recommendations as to the safe-keeping of the funds of the school board and the accomplishment of the duties of the secretary-treasurer and of the other officers. One of such duplicates shall be transmitted to the Provincial Secretary. R. S. 1925, c. 133, s. 358; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Instruc-  
tions.

**359.** Sur réception du rapport d'un inspecteur-vérificateur, le secrétaire de la province peut donner à la commission scolaire intéressée telles instructions qu'il juge être dans l'intérêt de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 359.

**359.** Upon receipt of the report from an examining-auditor, the Provincial Secretary may give to the school board interested such instructions as he may deem to be in the interest of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 359.

Instruc-  
tions.

Trans-  
mission  
des ins-  
tructions.

**360.** Ces instructions du secrétaire de la province sont transmises, par lettre recommandée, au président et au secrétaire-trésorier de la commission scolaire, et le président et le secrétaire-trésorier sont tenus d'en saisir les commissaires ou les syndicats d'écoles à leur première assemblée générale ou spéciale tenue après leur réception.

**360.** The Provincial Secretary's instructions shall be sent by registered letter to the chairman and secretary-treasurer of the school board, and the chairman and secretary-treasurer must acquaint the school commissioners or trustees therewith at the first general or special meeting held after the receipt thereof.

Trans-  
mission of  
instruc-  
tions.

Devoirs  
des com-  
missai-  
res.

A cette assemblée les commissaires ou les syndicats doivent prendre connaissance de ces instructions, et ils peuvent édicter les mesures qu'ils croient nécessaires pour les mettre à exécution. S. R. 1925, c. 133, a. 360.

The school commissioners or trustees shall, at such meeting, take cognizance of such instructions, and may order the steps they deem necessary to carry them out. R. S. 1925, c. 133, s. 360.

Duties of  
commis-  
sioners.

En-  
quêtes.

**361.** Tout inspecteur-vérificateur doit également, sur instructions du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce données à la suite d'une demande du secrétaire de la province, faire une enquête sur la conduite de tout officier de la municipalité scolaire, lorsqu'il est de l'intérêt public que cette enquête ait lieu; et il a, relativement à cette enquête, tous les pouvoirs que possède un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquêtes (chap. 9). S. R. 1925, c. 133, a. 361; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

**361.** Every examining-auditor shall likewise, upon instructions from the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, given at the request of the Provincial Secretary, hold an inquiry into the conduct of any officer of the school municipality, when it is in the public interest that such inquiry be held; and he shall have, with respect to such inquiry, all the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 9). R. S. 1925, c. 133, s. 361; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

Inquiry.

Pro-  
duction  
des livres,  
etc.

**362.** Tout secrétaire-trésorier ou toute autre personne qui tient les livres de comptes ou les registres des procès-verbaux d'une commission scolaire, doit, chaque fois que le lui demande un inspecteur-vérificateur, produire et exhiber à cet inspecteur-vérificateur, pour examen et inspection, tous rôles, livres, comptes, pièces justificatives et documents dont il a la possession, la garde ou le contrôle. S. R. 1925, c. 133, a. 362.

Peine au  
cas de  
refus.

**363.** Tout secrétaire-trésorier ou toute autre personne qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de l'article 362, est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars, recouvrable par conviction sommaire. S. R. 1925, c. 133, a. 363.

Pouvoirs  
des sous-  
ministres.

**364.** Le sous-ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et le sous-secrétaire de la province possèdent d'office tous les droits et pouvoirs conférés par le présent paragraphe aux inspecteurs-vérificateurs. S. R. 1925, c. 133, a. 364; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 17.

Frais.

**365.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine le montant qui est payé aux inspecteurs-vérificateurs pour défrayer les frais encourus par eux lorsqu'ils voyagent à l'occasion de l'exécution des devoirs qui leur sont imposés par le présent paragraphe. S. R. 1925, c. 133, a. 365.

Paiement  
des dé-  
penses.

**366.** Les dépenses encourues pour la mise à exécution du présent paragraphe sont payées sur le fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 133, a. 366.

**362.** Every secretary-treasurer or other person who keeps the account books or the registers of the *procès-verbaux* of a school board must, whenever asked to do so by an examining-auditor, produce and show to such examining-auditor, for examination and inspection, all rolls, books, accounts, vouchers and documents in his possession, keeping or control. R. S. 1925, c. 133, s. 362.

**363.** Every secretary-treasurer or other person who neglects or refuses to comply with the provisions of section 362 shall be liable, for each offence, to a fine of not less than twenty-five dollars nor more than two hundred dollars, recoverable on summary conviction. R. S. 1925, c. 133, s. 363.

**364.** The Deputy-Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Assistant Provincial Secretary shall *ex officio* have all the rights and powers conferred by this subdivision upon the examining-auditors. R. S. 1925, c. 133, s. 364; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 17.

**365.** The Lieutenant-Governor in Council shall determine the sum to be paid to examining-auditors in order to defray the costs incurred by them in travelling in the execution of the duties with which they are charged under this subdivision. R. S. 1925, c. 133, s. 365.

**366.** The expenses incurred in the carrying out of this subdivision shall be paid out of the consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 133, s. 366.

## QUATRIÈME PARTIE

DE L'ÉVALUATION DE LA PROPRIÉTÉ—DES  
TAXES SCOLAIRES

### SECTION I

DE L'ÉVALUATION DE LA PROPRIÉTÉ

Base des  
cotisa-  
tions.

**367.** L'évaluation des propriétés qui a été faite par ordre des autorités municipales doit servir de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires.

## PART IV

VALUATION OF PROPERTY  
—SCHOOL TAXES

### DIVISION I

VALUATION OF PROPERTY

**367.** The valuation of property, which has been made by order of the municipal authorities, shall serve as the basis of the assessments to be imposed by school corporations.

Valeur  
réelle por-  
tée au  
rôle.

Néanmoins, lorsqu'une municipalité locale, en vertu d'un pouvoir spécial qui lui a été accordé pour cet objet, évalue une propriété à un montant inférieur à sa valeur réelle, comme devant servir de base aux taxes municipales, il est du devoir des autorités municipales de porter au rôle d'évaluation la valeur réelle de ces propriétés, mais les taxes doivent être imposées suivant le montant de l'évaluation autorisée en vertu de ce pouvoir spécial.

Taxe  
scolaire.

Cette valeur réelle servira cependant comme base des évaluations à être imposées après le 24 mars, 1926, par les corporations scolaires dans tous les cas où il n'y a pas eu d'évaluation spéciale autorisée avant ladite date. S. R. 1925, c. 133, a. 367; 16 Geo. V, c. 42, a. 1.

Copie du  
rôle d'é-  
valua-  
tion.

**368.** Dans toute municipalité où il y a un rôle d'évaluation fait par ordre des autorités municipales, le secrétaire-trésorier du conseil municipal ou toute autre personne qui en est dépositaire, doit, dans les quinze jours qui suivent la demande écrite qui lui en est faite par le président ou le secrétaire-trésorier de toute commission scolaire comprise, en tout ou en partie, dans les limites de cette municipalité, fournir une copie certifiée de ce rôle d'évaluation, ou de la partie de ce rôle qui peut lui être indiquée, et ce, sous peine d'une amende de vingt dollars en cas de refus ou de négligence. (*Voir formule 12.*) S. R. 1925, c. 133, a. 368.

Peine  
pour  
refus.

Copie  
partielle.

**369.** Quand le rôle d'évaluation du conseil municipal comprend une plus grande étendue de territoire que la municipalité scolaire, il suffit d'en fournir la partie qui a rapport à cette municipalité scolaire.

Hono-  
raire.

Pour chaque copie du rôle d'évaluation ou d'une partie de ce rôle ainsi fournie, la personne qui en est dépositaire a droit d'exiger dix centins par cent mots, et cinquante centins pour le certificat. S. R. 1925, c. 133, a. 369.

Avis des  
change-  
ments.

**370.** Le secrétaire-trésorier du conseil municipal est tenu de donner avis des changements qui sont faits au rôle d'évaluation aux secrétaires-trésoriers des commissions scolaires que ces changements

Nevertheless, whenever a local municipality, in virtue of any special power granted to it for that purpose, values any property at an amount below its real value, to serve as the basis for the municipal taxes, it shall be the duty of the municipal authorities to show on the valuation roll the real value of such property, but the taxes must be levied on the amount of the valuation authorized under this special power.

Real  
value  
inscribed  
on roll.

Such real value shall, however, serve as the basis of the assessments to be imposed after the 24th of March, 1926, by school corporations in all cases where no special valuation has been authorized previous to the said date. R. S. 1925, c. 133, s. 367; 16 Geo. V, c. 42, s. 1.

Proviso.

**368.** In every municipality where a valuation roll has been made by order of the municipal authorities, the secretary-treasurer of the municipal council or any other custodian thereof, shall, within fifteen days after application in writing from the chairman or the secretary-treasurer of any school municipality wholly or in part within such municipality, furnish a certified copy of the valuation roll or of that part of it which may be indicated to him, under penalty of a fine of twenty dollars in the case of refusal or neglect. (*Form 12.*) R. S. 1925, c. 133, s. 368.

Copy of  
municipal  
valuation  
roll.

Penalty  
for  
refusal.

**369.** Whenever the valuation roll of the municipal council comprises more territory than the school municipality, a copy of so much thereof as relates to such school municipality shall be sufficient.

Copy of  
part.

For every copy of the valuation roll or part thereof thus supplied, the custodian thereof shall be entitled to receive ten cents per hundred words and fifty cents for the certificate. R. S. 1925, c. 133, s. 369.

Fee.

**370.** The secretary-treasurer of the municipal council shall give notice of any change that may have been made in the valuation roll, to the secretary-treasurer of every school board which such change

Notice of  
change.

concernent, dans les quinze jours qui suivent la date où ces changements ont été faits. S. R. 1925, c. 133, a. 370.

Absence  
de rôle  
d'évalua-  
tion.

**371.** S'il n'y a pas d'évaluation faite par ordre des autorités municipales, ou si le rôle de cette évaluation n'a pu être obtenu dans le délai prescrit par l'article 368, la commission scolaire doit, sans délai, faire faire une évaluation des biens-fonds de la municipalité, par trois personnes compétentes qui résident dans la municipalité. S. R. 1925, c. 133, a. 371.

Évalua-  
teurs nom-  
més par  
surinten-  
dant.

**372.** Si, dans le cas mentionné à l'article 371, les commissaires ou syndics ne font pas procéder à une évaluation des propriétés de leur municipalité, le surintendant peut nommer trois personnes compétentes, résidant dans la municipalité, pour faire cette évaluation. S. R. 1925, c. 133, a. 372.

Si le ter-  
ritoire  
comprend  
plusieurs  
municipi-  
alités.

**373.** Les commissaires ou les syndics d'une municipalité scolaire, dont le territoire couvre, en tout ou en partie, celui de plusieurs municipalités rurales, de ville ou de cité, doivent, avant de fixer le taux de leur cotisation annuelle, ou de toute cotisation spéciale, à une session convoquée à cet effet, après avis public, examiner et homologuer le rôle d'évaluation en vigueur, dans chacune de ces municipalités rurales ou de cité ou de ville, et, s'ils constatent que la propriété est évaluée à une plus forte somme dans l'une que dans l'autre, modifier ces différents rôles, de façon à rétablir sur une base égale l'évaluation des propriétés imposables de toutes les parties de la municipalité scolaire; et les rôles de perception desdits commissaires ou syndics d'écoles devront être faits suivant les rôles d'évaluation ainsi homologués ou modifiés, sous peine de nullité.

Pouvoir  
du surin-  
tendant.

Le surintendant, sur une plainte des contribuables, pourra, s'il le juge à propos, dans les quinze jours suivant l'homologation ou la modification de ces rôles comme susdit, ordonner une nouvelle évaluation par trois personnes compétentes désignées par lui. S. R. 1925, c. 133, a. 373; 17 Geo. V, c. 38, a. 1; 4 Geo. VI, c. 49, a. 4.

affects, within fifteen days after such change has been made. R. S. 1925, c. 133, s. 370.

**371.** If no valuation has been made by order of the municipal authorities, or if the valuation roll could not be obtained within the delay prescribed by section 368, the school board shall at once cause a valuation of the immoveable property of the municipality to be made by three competent persons who reside in the municipality. R. S. 1925, c. 133, s. 371.

When  
no roll  
board  
made.

**372.** If, in the case mentioned in section 371, the school board do not proceed to value the property of their municipality, the Superintendent may appoint three competent persons resident in the municipality to make such valuation. R. S. 1925, c. 133, s. 372.

Appoint-  
ment of  
assessors  
by Super-  
intend-  
ent.

**373.** The commissioners or trustees of a school municipality, the territory of which wholly or partly covers that of several rural, city or town municipalities, shall, before fixing the rate of their annual assessment or of any special assessment, at a meeting called for the purpose, after public notice, examine and homologate the valuation roll in force in each of such rural, city or town municipalities, and, if they find that property is assessed at an amount higher in one than in another, they shall amend the different rolls so as to establish an equal basis of valuation of the taxable property in all parts of the school municipality. The collection rolls of the said school commissioners or trustees shall be made in accordance with the valuation rolls so homologated or amended, unde pain of nullity.

Valuation  
rolls of  
several  
municipi-  
alities.

The superintendent, upon complaint by the rate-payers, may, if he deem it expedient, within fifteen days after the homologation or amending of such rolls as above, order a new valuation by three competent persons appointed by him. R. S. 1925, c. 133, s. 373; 17 Geo. V, c. 38, s. 1; 4 Geo. VI, c. 49, s. 4.

New  
valuation  
ordered.

Pouvoirs  
des éva-  
luateurs.

**374.** Les personnes autorisées à faire l'évaluation qui doit servir de base à la répartition ou cotisation dans la municipalité scolaire, ont le droit de se rendre, à toute heure convenable, chez les propriétaires ou occupants, pour faire l'examen de leurs propriétés, et peuvent en exiger tous les renseignements qui leur sont utiles. S. R. 1925, c. 133, a. 374.

**374.** The persons authorized to make the valuation upon which school taxes in any municipality are to be based, shall have the right to enter, at any reasonable time, in and upon any property, to inspect the said property, and to call for any useful information from the owner or occupant. R. S. 1925, c. 133, s. 374.

Powers of  
assessors.

Peine  
pour  
refus.

**375.** Toute personne qui empêche un estimateur d'exercer ses devoirs ou qui refuse de lui donner les renseignements qu'il demande se rend passible d'une amende de quatre dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 375.

**375.** Any person who interferes with an assessor in the exercise of his duties, or who refuses to give him the information which he calls for, shall be liable to a fine of four dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 375.

Penalty  
for inter-  
ference.

Dépôt du  
rôle.

**376.** Dès qu'ils ont terminé le rôle d'évaluation qu'ils ont reçu instruction de faire, les estimateurs, après l'avoir certifié devant un juge de paix, doivent le déposer au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation scolaire pour laquelle ils l'ont fait. S. R. 1925, c. 133, a. 376.

**376.** After the completion of the valuation roll which they were instructed to make, the assessors shall, after having certified to the same before a justice of the peace, deposit it in the office of the secretary-treasurer of the school board for which it is made. R. S. 1925, c. 133, s. 376.

Deposit of  
roll.

Avis.

**377.** Le secrétaire-trésorier de la corporation scolaire doit, sans délai, donner avis, suivant le mode prescrit par l'article 291, que le rôle d'évaluation a été déposé à son bureau, où il reste durant trente jours pour y être examiné par les intéressés. (Voir formule 13.) S. R. 1925, c. 133, a. 377.

**377.** The secretary-treasurer of the school board affected shall then, without delay, give notice, in the manner prescribed by section 291, that the valuation roll has been deposited in his office, where it will remain during thirty days for examination by those interested. (Form 13). R. S. 1925, c. 133, s. 377.

Notice of  
deposit.

Examen  
et cor-  
rection du  
rôle.

**378.** Les commissaires ou les syndics d'écoles doivent, dans les trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 377, même quand il n'y a pas eu de plaintes, faire l'examen du rôle d'évaluation, corriger les erreurs commises dans la transcription des évaluations ou des noms des personnes cotisées, dans la description des terrains portés au rôle et dans le calcul des cotisations, et retrancher ou inscrire les noms des personnes et les terrains qui sont inscrits ou omis par erreur. S. R. 1925, c. 133, a. 378.

**378.** The school commissioners or trustees shall, during the thirty days that follow the notice given in virtue of section 377, even when there have been no complaints, examine and amend the valuation roll, correct any errors made in entering valuations or the names of persons assessed, in the description of the lands included and in the calculation of the assessments, and strike out or insert the names of persons, and the description of lands entered on the roll or omitted, by error. R. S. 1925, c. 133, s. 378.

Examina-  
tion and  
correc-  
tion of  
the roll.

Plaintes.

**379.** Tout contribuable peut demander que le rôle d'évaluation soit amendé en produisant sa demande écrite au bureau du secrétaire-trésorier, le ou avant le jour fixé pour l'examen du rôle par la commission scolaire, ou en faisant verbalement sa

**379.** Any rate-payer may apply for an amendment to the valuation roll, either by making written application at the office of the secretary-treasurer, on or before the day fixed for the examination of the roll by the school board, or by making

Com-  
plaints.



plainte devant la commission scolaire, lors de cet examen. S. R. 1925, c. 133, a. 379.

verbal complaint before the school board at the time of the examination. R. S. 1925, c. 133, s. 379.

**380.** La commission scolaire, avant de procéder à l'examen du rôle d'évaluation prescrit par l'article 378, doit faire connaître aux contribuables de la municipalité, par avis public, le jour et l'heure auxquels se tiendra la session où elle doit commencer cet examen. S. R. 1925, c. 133, a. 380.

**380.** The school board shall, before examining the valuation roll as prescribed in section 378, inform the rate-payers of the municipality, by public notice, of the day and the hour of the sitting at which the examination will begin. R. S. 1925, c. 133, s. 380.

**381.** La commission scolaire, lors de l'examen du rôle d'évaluation, doit prendre connaissance des plaintes par écrit produites à son bureau et entendre toute partie intéressée présente ainsi que les témoins. S. R. 1925, c. 133, a. 381.

**381.** The school board, during the examination of the valuation roll, shall take cognizance of the written complaints filed at its office, and hear all interested parties present, as well as their witnesses. R. S. 1925, c. 133, s. 381.

**382.** Après l'expiration des trente jours mentionnés à l'article 378, les commissaires ou les syndics peuvent amender le rôle d'évaluation, quand ils le jugent à propos, après avoir, par un avis public à cette fin donné huit jours d'avance, indiqué le jour et l'heure où se tiendra la séance pendant laquelle ils feront cet amendement.

**382.** After the expiration of the thirty days mentioned in section 378, the school board may amend the valuation roll when they deem it expedient, after having by public notice to that effect given eight days in advance, indicated the day and the hour when they will hold the meeting at which the amendment will be made.

Le rôle est homologué de plein droit si les commissaires ou les syndics négligent ou refusent de l'examiner dans les trente jours mentionnés à l'article 378. S. R. 1925, c. 133, a. 382.

The roll shall be homologated *pleno jure* if the commissioners or trustees neglect or refuse to examine it during the thirty days mentioned in section 378. R. S. 1925, c. 133, s. 382.

**383.** Tout amendement fait au rôle d'évaluation doit être inscrit sur le rôle lui-même, ou sur un papier qui lui est annexé, et doit être parafé par le secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 383.

**383.** Every amendment made to the valuation roll shall be entered on the roll itself or on a sheet of paper annexed thereto, and must be initiated by the secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, s. 383.

**384.** Une déclaration portant la signature du président et du secrétaire-trésorier, attestant l'exactitude des amendements s'il y en a, et en déterminant le nombre ainsi que la date où ils ont été faits, doit être inscrite sur le rôle ou lui être annexée; ensuite le rôle est homologué de plein droit. S. R. 1925, c. 133, a. 384.

**384.** A declaration, bearing the signature of the chairman and of the secretary-treasurer, attesting the correctness of the amendments, if any, and stating their number and also the date on which they were made, shall be entered on the roll or be annexed thereto, whereupon the roll shall be *pleno jure* homologated. R. S. 1925, c. 133, s. 384.

**385.** Le rôle d'évaluation doit servir de base au rôle de perception des commissaires ou des syndics d'écoles, et il reste en vigueur jusqu'à ce que l'autorité muni-

**385.** The valuation roll shall serve as a basis for the collection roll of the school board, and shall remain in force until the municipal or school authorities have made

cipale ou scolaire en ait fait un autre, conformément aux dispositions de la loi. S. R. 1925, c. 133, a. 385.

an other according to law. R. S. 1925, c. 133, s. 385.

Modifications.

**386.** Le rôle d'évaluation ne peut être amendé que par l'autorité qui en a ordonné la confection.

**386.** The valuation roll may be amended only by the authority which ordered its preparation. Changes.

La répartition établie sur ce rôle d'évaluation ne peut cependant être amendée que par les commissaires ou les syndics d'écoles, selon le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 386.

The assessment based on such valuation roll shall be amended, however, only by the school board concerned. R. S. 1925, c. 133, s. 386.

Qualités requises des évaluateurs.

**387.** Les estimateurs pour les fins scolaires doivent posséder des biens immeubles dans la municipalité où ils sont appelés à agir, pour une valeur nette de quatre cents dollars, d'après le rôle d'évaluation de la municipalité; et quiconque agit comme estimateur sans posséder cette qualité, est passible d'une amende de dix dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 387.

**387.** Every assessor for school purposes shall hold immovable property in the municipality in which he is called upon to act, representing a net value of four hundred dollars according to the valuation roll of the municipality; and any one acting in such capacity without such qualification shall be liable to a fine of ten dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 387. Qualification of assessors.

## SECTION II

### DES TAXES SCOLAIRES

## DIVISION II

### SCHOOL TAXES

#### § 1.—De l'imposition des taxes scolaires

#### § 1.—Imposition of School Taxes

Époque de l'imposition.

**388.** La cotisation scolaire et la rétribution mensuelle doivent être imposées, par toute corporation scolaire de commissaires ou de syndics d'écoles, entre le premier jour de juillet et le premier jour de septembre de chaque année.

**388.** School assessment and monthly fees shall be imposed by all school corporations, between the first day of July and the first day of September in each year. Date of assessments.

Retard.

L'imposition de ces taxes ne doit pas être considérée comme nulle si elle a été faite après le délai fixé. S. R. 1925, c. 133, a. 388.

The imposition of such taxes shall not, however, be considered null if made after the delay fixed. R. S. 1925, c. 133, s. 388. Waiver.

Rôle de perception.

**389.** Après l'imposition de ces taxes, le secrétaire-trésorier doit, sans délai, faire un rôle de perception.

**389.** After the imposition of the taxes, the secretary-treasurer shall, without delay, make a collection roll. Collection roll.

Rôle spécial.

Il doit aussi faire un rôle spécial de perception chaque fois qu'une cotisation spéciale a été imposée après la confection du rôle général de perception, ou chaque fois qu'il en reçoit l'ordre de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 389.

He shall also make a special collection roll whenever a special assessment has been imposed after the making of the general collection roll, or whenever ordered so to do by the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 389. Special collection roll.

Mentions.

**390.** Si le rôle de perception est général, il doit mentionner en détail, dans autant de colonnes distinctes, toutes les

**390.** If the collection roll be general, it shall mention in detail, in as many distinct columns, all the taxes, both for Contents of collection roll.

taxes, tant pour les cotisations que pour la rétribution mensuelle. S. R. 1925, c. 133, a. 390. assessments and for the monthly fees. R. S. 1925, c. 133, s. 390.

Avis.

**391.** Le secrétaire-trésorier, après avoir complété un rôle de perception général ou spécial, doit annoncer par avis public donné conformément aux articles 291 et suivants, que ce rôle est déposé dans son bureau, où il peut être examiné par les intéressés, pendant les trente jours qui suivent celui où cet avis a été donné; qu'ensuite il sera homologué à une session de la commission scolaire, dont il indique la date, laquelle doit être dans le délai des dix jours mentionnés dans l'article 392 et que, dans les vingt jours qui suivront le délai de trente jours plus haut mentionné, tout contribuable devra payer ses taxes à son bureau, sans autre avertissement. (*Voir formule 14*).

Es-compte.

Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, toute corporation scolaire peut, sur simple résolution, allouer un escompte n'excédant pas cinq pour cent à tout contribuable qui paiera le montant de ses taxes dans les vingt jours mentionnés au paragraphe précédent. S. R. 1925, c. 133, a. 391; 1 Geo. VI, c. 64, a. 1.

Examen et correction du rôle.

**392.** Les commissaires ou les syndics, dans les dix jours qui suivent le délai de trente jours pendant lesquels le rôle reste dans le bureau du secrétaire-trésorier pour y être examiné par les intéressés, doivent, même quand il n'est pas porté de plainte, l'examiner et l'amender, corriger les erreurs qui peuvent avoir été commises dans la transcription des évaluations ou des noms des personnes, dans la description des terrains ou dans le calcul des taxes imposées, et l'homologuer. S. R. 1925, c. 133, a. 392.

Plaintes.

**393.** Tout contribuable peut demander que le rôle de perception soit amendé, en produisant une plainte par écrit le ou avant le jour fixé pour l'homologation du rôle ou verbalement, séance tenante. S. R. 1925, c. 133, a. 393.

Audition.

**394.** Les commissaires ou les syndics doivent prendre connaissance de toutes les

**391.** The secretary-treasurer, after having completed a general or special collection roll, shall announce, by public notice given in conformity with sections 291 and following, that the roll is deposited in his office, where it may be examined by those interested during the thirty days following the date of such notice, and that it will be homologated at a meeting of the school board, on a specified date, which must be within the delay of ten days mentioned in section 392, and that, during the twenty days following the thirty days' delay above mentioned, all rate-payers must pay their taxes at his office without further notice. (*Form 14*).

Notwithstanding any general law or special act to the contrary, every school corporation may, by mere resolution, allow a discount not exceeding five per cent to every rate-payer paying the amount of his taxes within the twenty days mentioned in the preceding paragraph. R. S. 1925, c. 133, s. 391; 1 Geo. VI, c. 64, s. 1.

**392.** The school board shall, during the ten days following the delay of thirty days during which the roll remains in the office of the secretary-treasurer for examination by the parties interested, even though no complaint has been made, examine and amend the collection roll, rectify the errors made in transcribing the valuations, the names of persons taxed, the descriptions of lands entered therein, or in the calculations of the taxes imposed, and homologate such roll. R. S. 1925, c. 133, s. 392.

**393.** Any rate-payer may apply for an amendment to the collection roll, either by producing a complaint in writing before or upon the day fixed for the homologation of the roll, or by stating his complaint orally at the examination. R. S. 1925, c. 133, s. 393.

**394.** The school board shall take into consideration all complaints made orally

plaintes faites par écrit ou verbalement et entendre toutes les parties intéressées présentes. S. R. 1925, c. 133, a. 394.

or in writing, and hear all interested persons present. R. S. 1925, c. 133, s. 394.

Inscription des amendements.

**395.** Tout amendement fait au rôle de perception doit être inscrit sur le rôle lui-même, ou sur un papier qui lui est annexé, et doit être parafé par le secrétaire-trésorier. S. R. 1925, c. 133, a. 395.

**395.** Every amendment made to the collection roll shall be entered on the roll itself, or on a sheet of paper annexed thereto, and must be initialed by the secretary-treasurer. R. S. 1925, c. 133, s. 395.

Entry of amendments.

Certificat.

**396.** Une déclaration indiquant les amendements, signée par le président et le secrétaire-trésorier, doit aussi être inscrite ou annexée au rôle de perception, après quoi ce rôle entre en vigueur et les taxes sont exigibles. (*Voir formule 14*). S. R. 1925, c. 133, a. 396.

**396.** A declaration indicating the amendments shall be entered upon or annexed to the collection roll, under the signatures of the chairman and the secretary-treasurer; after which the said roll shall come into force and the said taxes shall be exigible. (*Form 14*). R. S. 1925, c. 133, s. 396.

Certificate.

Intérêt sur taxes.

**397.** Les taxes scolaires portent intérêt à raison de cinq pour cent par an à dater du trentième jour qui suit celui où elles sont exigibles.

**397.** School taxes shall bear interest at the rate of five per cent per annum after thirty days from the date when they become exigible.

Interest on school taxes.

Remise.

Il n'est pas au pouvoir de la commission scolaire de faire remise de ces intérêts.

The school board shall not have power to remit such interest.

No remittance.

Réduction.

Toutefois, les commissaires ou les syndics peuvent décréter un taux d'intérêt inférieur à celui ci-dessus prévu.

The commissioners or the trustees may, however, enact a lower rate of interest than that above provided.

Lower rate.

Prescription.

Les taxes scolaires sont prescriptibles par trois ans. S. R. 1925, c. 133, a. 397; 24 Geo. V, c. 39, a. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, a. 4; 1 Geo. VI, c. 59, a. 3.

School taxes shall be prescribed by three years. R. S. 1925, c. 133, s. 397; 24 Geo. V, c. 39, s. 10; 25-26 Geo. V, c. 53, s. 4; 1 Geo. VI, c. 59, s. 3.

Prescription.

## § 2.—De la perception des taxes

## § 2.—Collection of Taxes

Perception par conseil local.

**398.** Le conseil local d'une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne, quand il en est requis par les commissaires ou les syndics d'écoles d'une municipalité scolaire située en tout ou en partie sur son territoire, doit faire percevoir les taxes de cette municipalité scolaire en même temps que les siennes. S. R. 1925, c. 133, a. 398.

**398.** The local council of any city, town, village or rural municipality, when required by the school board of a school municipality situate wholly or partly in its territory, shall collect the taxes of such school municipality at the same time as its own. R. S. 1925, c. 133, s. 398.

Collection by local council.

Ségrégation.

**399.** Le secrétaire-trésorier de ce conseil municipal doit inscrire dans un livre ou registre spécialement et exclusivement destiné à cette fin, les taxes scolaires ainsi perçues, lesquelles ne peuvent être employées par une corporation municipale pour quelque objet que ce soit.

**399.** The secretary-treasurer of such municipal council shall enter in a book or register, specially and exclusively intended for such purpose, the school taxes so collected, which taxes shall not be employed by a municipal corporation for any purpose whatsoever.

Special entry of school taxes.

Dépôt.

Le secrétaire-trésorier dudit conseil municipal est, en outre, tenu, au fur et à

The secretary-treasurer of the said municipal council is, in addition, bound,

Deposit.

mesure de la perception des taxes scolaires, d'en faire le dépôt au nom et au crédit de ladite commission, dans une banque légalement constituée, de la localité, ou, si telle banque n'y existe pas, de la localité la moins éloignée.

Infraction et peine.

Nonobstant toute disposition à ce contraire, est coupable d'une infraction et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, quiconque, directement ou indirectement, contrevient, aide à, tente de ou fait contrevenir aux prescriptions du présent article. S. R. 1925, c. 133, aa. 399 et 399a; 24 Geo. V, c. 40, a. 1.

Avis spécial.

**400.** Si les commissaires ou les syndics d'écoles ne se sont pas prévalus des dispositions de l'article 398, le secrétaire-trésorier de la commission scolaire, à l'expiration du délai de vingt jours prescrit par l'article 391, doit faire la demande du paiement de toutes les sommes portées au rôle de perception, et non encore perçues, aux personnes obligées de les payer, en leur signifiant ou faisant signifier un avis spécial à cette fin, accompagné d'un état détaillé des sommes qu'elles doivent. (*Voir formule 15.*) S. R. 1925, c. 133, a. 400.

Signification.

**401.** La signification prescrite par l'article 400 se fait au contribuable, résidant dans la municipalité, en remettant une copie de l'avis à lui-même ou à une personne raisonnable à son domicile ou à sa place d'affaires, ou en en déposant une copie au bureau de poste de la localité sous enveloppe cachetée et recommandée à l'adresse de la personne à qui l'avis doit être donné.

Non-résidents.

Elle se fait au contribuable ne résidant pas dans la municipalité, en lui adressant une copie de cet avis, dans une enveloppe scellée et recommandée, à son domicile, à sa place d'affaires, ou au bureau de poste le plus voisin. Mais tout contribuable ne résidant pas dans la municipalité ne peut se prévaloir de ce qu'il n'a pas reçu cet avis, s'il n'a pas un agent reconnu dans la municipalité ou s'il n'a pas laissé son

as the school taxes are collected, to deposit the same in the name and to the credit of the said board, in a lawfully incorporated bank in the locality, or, if there be no such bank therein, in the nearest locality thereto.

Notwithstanding any provision to the contrary, any person who directly or indirectly infringes or attempts to infringe or abets or procures any person to infringe the provisions of this section of this act shall be guilty of an offence and shall be liable, in addition to the costs, to a fine not exceeding two hundred dollars, and, in default of payment of such fine and costs, to an imprisonment not exceeding six months. R. S. 1925, c. 133, ss. 399 and 399a; 24 Geo. V, c. 40, s. 1.

Offences and penalties.

**400.** If the school board have not availed themselves of the provisions of section 398, the secretary-treasurer shall, at the expiration of the delay of twenty days prescribed by section 391, demand payment of all sums entered in the collection roll and remaining uncollected, from the persons liable for the same, by serving or causing to be served upon them a special notice to that effect, accompanied by a detailed statement of the sums due by them. (*Form 15.*) R. S. 1925, c. 133, s. 400.

Special notice.

**401.** The service prescribed by section 400 shall be effected, as respects ratepayers residing in the municipality, by leaving a copy of the special notice with the person to whom it is addressed, in person, or with a reasonable person at his domicile or place of business, or by leaving a copy thereof at the post-office of the locality in a sealed and registered envelope addressed to the person to whom such notice must be given.

Service.

As respects non-resident ratepayers, it shall be effected by depositing a copy thereof in a sealed and registered envelope, addressed to the person for whom it is intended at the place of his residence or business, or at the nearest post-office. But no non-resident ratepayer may plead that he has not received such notice, if he has not a known agent in the municipality, or if he has not left his address

Non-residents.

adresse, par écrit, au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation scolaire.

Hono-  
raires.

Les honoraires auxquels le secrétaire-trésorier a droit, pour l'avis et les frais de signification, sont fixés par une résolution de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, aa. 401-402.

in writing at the office of the secretary-treasurer of the school board.

The fees to which the secretary-treasurer is entitled for such special notice and for the costs of service shall be fixed by resolution of the school board. R. S. 1925, c. 133, ss. 401-402.

Subro-  
gation.

**402.** Quiconque, n'étant pas débiteur, paie une taxe scolaire due par un tiers avec le consentement écrit de ce dernier, est subrogé de plein droit aux privilèges de la municipalité sur les biens meubles et immeubles du débiteur et peut recouvrer de lui le montant des taxes qu'il a ainsi payé. Cette subrogation n'a d'effet que si le reçu donné par le secrétaire-trésorier de la municipalité qui est tenu d'émettre tel reçu comporte que le paiement a été fait par un tiers pour le débiteur.

Note.

Le nom de ce tiers devra être noté dans les livres de la corporation. S. R. 1925, c. 133, a. 402a; 19 Geo. V, c. 44, a. 1.

**402.** Any person, not being the debtor, who pays a school tax for a third party, with the consent in writing of the latter, is of right subrogated in the privileges of the municipality on the moveable and immovable property of the debtor and may recover from him the amount of taxes so paid. Such subrogation shall be of no effect unless the receipt given by the secretary-treasurer of the municipality who is bound to issue such receipts states that the payment was made by a third party for the debtor.

The name of such third party shall be noted in the books of the corporation. R. S. 1925, c. 133, s. 402a; 19 Geo. V, c. 44, s. 1.

§ 3.—*De la saisie des biens meubles*

Saisie et  
vente des  
meubles.

**403.** Quinze jours après la signification de l'avis prescrit par l'article 400, le secrétaire-trésorier peut percevoir, avec dépens, les sommes dues par les personnes inscrites au rôle de perception, au moyen de la saisie et de la vente de tous les biens meubles et effets leur appartenant, qui se trouvent dans la municipalité, sauf ceux qui sont exempts de saisie. S. R. 1925, c. 133, a. 403.

Mandat.

**404.** Cette saisie et cette vente sont faites en vertu d'un mandat signé par le président de la commission scolaire. (*Voir formule 16.*) S. R. 1925, c. 133, a. 404.

Exé-  
cution.

**405.** Le mandat émis pour la saisie et la vente est adressé à un huissier, qui doit l'exécuter sous son serment d'office de la même manière qu'un bref de saisie-exécution mobilière émané de la Cour de circuit.

Res-  
ponsa-  
bilité.

Le président de la commission scolaire, en émettant ce mandat, n'encourt personnellement aucune responsabilité; il agit sous celle de la corporation scolaire pour qui la saisie est faite. S. R. 1925, c. 133, a. 405.

§ 3.—*Seizure of Moveables*

**403.** Fifteen days after the service of the notice prescribed by section 400, the secretary-treasurer may levy, with costs, the sums due by the persons entered on the collection roll, by seizure and sale of all the goods and chattels belonging to them, which may be found within the municipality, saving those which are exempt from seizure. R. S. 1925, c. 133, s. 403.

**404.** Such seizure and sale shall be made under a warrant signed by the chairman of the school board. (*Form 16.*) R. S. 1925, c. 133, s. 404.

**405.** The warrant issued for the seizure and sale shall be addressed to a bailiff, who shall execute it under his oath of office and according to the same rules as a writ of execution against moveable property issued by the Circuit Court.

The chairman of the school board, in issuing such warrant, shall not incur any personal responsibility; he shall act under the responsibility of the school corporation in whose interest the distress is made. R. S. 1925, c. 133, s. 405.

- Avis de vente.** **406.** Le jour et le lieu de la vente des meubles et effets saisis doivent être annoncés par l'huissier chargé d'instrumenter, par un avis public donné de la manière ordinaire. **406.** The day and place of sale of the goods and chattels so seized shall be announced by the seizing bailiff by public notice in the ordinary manner. Notice of sale.
- Contenu.** Cet avis doit également mentionner le nom et qualités de la personne dont les biens et effets doivent être vendus. (*Voir formule 17.*) S. R. 1925, c. 133, a. 406. Such notice shall also state the name and occupation of the person whose goods and chattels are to be sold. (*Form 17.*) R. S. 1925, c. 133, s. 406. Contents.
- Portes fermées.** **407.** Si, lors de la saisie ou de la vente, le débiteur est absent ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes de la maison, les armoires, les coffres et autres endroits ou meubles fermés, ou s'il y a refus de les ouvrir, l'huissier peut, en vertu d'un ordre du président de la commission scolaire ou d'un juge de paix, les faire ouvrir par les moyens ordinaires, en présence de deux témoins, et en employant la force, si c'est nécessaire. S. R. 1925, c. 133, a. 407. **407.** If, at the time of the seizure or sale, the debtor be absent, or if there be no person to open the doors of the house, cupboards, chests or other closed places, or in the event of refusal to open the same, the bailiff may, by an order of the chairman of the school board, or of any justice of the peace, cause the same to be opened by the usual means in presence of two witnesses, with all necessary force. R. S. 1925, c. 133, s. 407. Opening of doors.
- § 4.—Des oppositions à la saisie et à la vente des biens meubles et des oppositions au paiement sur le produit de la vente** **§ 4.—Oppositions to the Seizure and Sale of Moveables and Oppositions for Payment**
- Motifs d'opposition.** **408.** Le saisi et celui qui a un droit de propriété ou de gage sur les effets saisis peuvent s'opposer à la saisie et à la vente pour chacune des raisons énumérées, le premier dans l'article 645, et le second dans l'article 646, du Code de procédure civile. S. R. 1925, c. 133, a. 408. **408.** The party seized upon and any person having a right of property or of pledge in the effects seized may oppose the seizure and sale, the former for any reason mentioned in article 645 of the Code of Civil Procedure, and the latter for any of the reasons mentioned in article 646 of the said Code. R. S. 1925, c. 133, s. 408. Reasons for opposition.
- Affidavit.** **409.** L'opposition doit être accompagnée d'un affidavit attestant que les allégations qu'elle contient sont vraies et qu'elle n'est pas faite dans le but de retarder injustement la vente, mais d'obtenir justice. Elle est signifiée à l'huissier chargé de l'exécution du mandat de saisie, et est rapportée au greffe de la Cour de circuit du comté ou du district ou de la Cour de magistrat dans les huit jours qui suivent la signification. S. R. 1925, c. 133, a. 409. **409.** The opposition must be accompanied by an affidavit attesting that the allegation therein contained are true, and that it is not made with intent to unjustly retard the sale, but with the view of obtaining justice. It shall be served upon the bailiff entrusted with the execution of the distress warrant and returned to the office to the Circuit Court of the county or district, or of the Magistrate's Court, within the eight days following the service thereof. R. S. 1925, c. 133, s. 409. Affidavit.
- Signification.** **410.** Sur la signification d'une opposition, l'huissier doit suspendre ses procédures et, dans les huit jours qui suivent cette signification, faire rapport de toutes **410.** On the service of an opposition, the bailiff must stay his proceedings, and, within the eight days following such service, make a return of all his proceed- Stay of proceedings.
- Sursis.**

ses procédures relativement au mandat de saisie, au greffe du tribunal mentionné dans l'opposition. S. R. 1925, c. 133, a. 410.

ings respecting the distress warrant, to the clerk of the court mentioned in the opposition. R. S. 1925, c. 133, s. 410.

Procédure.

**411.** L'opposition est subséquemment contestée, entendue et jugée selon les règles de procédure qui régissent les oppositions à la saisie et à la vente des biens meubles devant le tribunal où elle est portée. S. R. 1925, c. 133, a. 411.

**411.** The opposition shall subsequently be contested, heard and decided, according to the rules of procedure governing oppositions to the seizure and sale of moveables before the court before which it is brought. R. S. 1925, c. 133, s. 411.

Vente.

**412.** Quand l'opposition à la saisie ou à la vente est rejetée, le tribunal ordonne à l'huissier chargé de la saisie ou à tout autre huissier, de procéder sur le bref de saisie, et, sur la remise qui lui est faite du mandat et d'une copie du jugement, cet huissier procède à la vente des biens et effets saisis, après avis donné en la manière ordinaire. S. R. 1925, c. 133, a. 412.

**412.** When the opposition to the seizure and sale is dismissed, the court shall order the bailiff entrusted with making the same, or any other bailiff, to proceed with the distress warrant, and, upon the delivery to him of such warrant and of a copy of the judgment, the bailiff shall proceed with the sale of the goods and chattels seized, after notice given in the usual way. R. S. 1925, c. 133, s. 412.

Remise du produit.

**413.** S'il n'y a pas d'opposition à la distribution des deniers provenant de la vente des meubles et effets saisis, l'huissier fait rapport du bref et de ses procédures, et remet le produit de la vente, déduction faite des frais de saisie et de vente, au secrétaire-trésorier qui l'applique au paiement des taxes scolaires pour lesquelles le mandat de saisie a été émis. S. R. 1925, c. 133, a. 413.

**413.** When no opposition to the distribution of the proceeds of the sale of the moveables is made, the bailiff shall return the warrant and his proceedings thereon, and pay over the proceeds of the sale, after deducting the costs of seizure and sale to the secretary-treasurer, who shall apply such proceeds towards the payment of the school taxes for which the distress warrant was issued. R. S. 1925, c. 133, s. 413.

Opposition au paiement.

**414.** S'il est fait opposition au paiement du produit de la vente, l'huissier doit remettre les deniers en sa possession, déduction faite des frais de saisie et de vente, au secrétaire-trésorier qui les reçoit en dépôt, et faire rapport de toutes ses procédures, relativement à la saisie et à la vente, au tribunal mentionné dans l'opposition.

**414.** If opposition be made to the payment of the proceeds of the sale, the bailiff shall pay over the moneys in his hands, after deduction of the costs of seizure and sale, to the secretary-treasurer, who shall receive the same on deposit, and make a return of all his proceedings respecting the seizure and sale, to the court mentioned in the opposition.

Procédure.

L'opposition est ensuite contestée, entendue et décidée selon les règles de procédure qui régissent les oppositions au paiement devant le tribunal où elle est portée.

The opposition shall afterwards be contested, heard and decided according to the rules of procedure governing oppositions for payment before the court before which it is brought.

Distribution.

Le produit de la vente est distribué par le tribunal et est payé par le secrétaire-trésorier, conformément à l'ordre de ce tribunal. S. R. 1925, c. 133, a. 414.

The proceeds of the sale shall be distributed by the court, and paid by the secretary-treasurer according to its order. R. S. 1925, c. 133, s. 414.



Surplus.

**415.** S'il reste un surplus, il est remis par le secrétaire-trésorier au contribuable dont les biens et effets ont été vendus. S. R. 1925, c. 133, a. 415.

**415.** If there be any surplus, it shall be paid by the secretary-treasurer to the rate-payer whose goods and chattels were sold. R. S. 1925, c. 133, s. 415.

§ 5.—*De la vente des immeubles pour taxes*

§ 5.—*Sale of Immoveables for Taxes*

États à préparer.

**416.** Le secrétaire-trésorier doit préparer, dans le cours du mois de novembre de chaque année:

**416.** The secretary-treasurer shall prepare, in the month of November in every year: State-ments to be pre-pared.

1° Un état des cotisations scolaires et des rétributions mensuelles restant dues par les contribuables résidant dans la municipalité ou qui en sont absents;

1. A statement of the school assessments and monthly fees remaining due by rate-payers residing in the municipality and by those who are absent;

2° Un état des cotisations scolaires et des rétributions mensuelles dues par les contribuables résidant dans la municipalité ou qui en sont absents et à l'égard desquels il a été fait rapport que les montants des mandats de saisie ou des brefs d'exécution émis contre eux, ainsi que des frais encourus qui n'ont pas été payés.

2. A statement of the school assessments and monthly fees due by rate-payers residing in the municipality and by those who are absent, with respect to whom either a warrant of distress or a writ of execution has been returned unsatisfied, and of any costs incurred and unpaid.

Contenu.

L'état doit indiquer les noms et les qualités de ces contribuables, et la description des terrains sujets au paiement de ces taxes, d'après les rôles d'évaluation et de perception. S. R. 1925, c. 133, a. 416.

The statement must show the names and occupations of such rate-payers, and a description of the lands liable for the payment of such taxes, according to the valuation and collection rolls. R. S. 1925, c. 133, s. 416. Contents.

Appro-bation.

**417.** Ces états doivent être soumis aux commissaires ou aux syndics d'écoles, selon le cas, et approuvés par eux.

**417.** Such statements shall be submitted to the school board and be approved by them. Appro-val.

Trans-mission au conseil de comté.

Le secrétaire-trésorier doit, avant le vingtième jour de décembre, transmettre lesdits états au secrétaire-trésorier de la municipalité dans laquelle sont situés lesdits immeubles et au secrétaire-trésorier du conseil du comté, lequel doit procéder à la vente et à l'adjudication des terrains mentionnés dans ces états, de la même manière que dans le cas où un état des arrérages de cotisations municipales lui est transmis par le secrétaire-trésorier d'une municipalité locale.

The secretary-treasurer shall, before the 20th of December, send the said statements to the secretary-treasurer of the municipality within which are situated the said immoveables and to the secretary-treasurer of the county council, and the latter shall proceed to the sale and adjudication of the lands mentioned therein in the same manner as in the case of a statement of municipal tax arrears transmitted by the secretary-treasurer of a local municipality. Trans-mission to county council.

Retrait.

Les dispositions du Code municipal concernant le retrait des immeubles vendus pour arrérages de cotisations municipales, s'appliquent au retrait des immeubles vendus en vertu du présent article.

The provisions of the Municipal Code respecting the redemption of immoveables sold for arrears of municipal taxes shall apply to the redemption of immoveables sold in virtue of this section. Redemp-tion.

Paie-ment du montant perçu.

Le secrétaire-trésorier du conseil de comté doit, sans délai, payer les montants qu'il a recouverts au secrétaire-trésorier de la corporation scolaire pour laquelle il les

The secretary-treasurer of the county council shall, without delay, pay over the amounts recovered to the secretary-treasurer of the school corporation for which Payment of amounts collected.

a perçus. S. R. 1925, c. 133, aa. 417, 418, 419 et 420; 23 Geo. V, c. 54, a. 1.

he collected them. R. S. 1925, c. 133, ss. 417, 418, 419 and 420; 23 Geo. V, c. 54, s. 1.

Cités et villes.

**418.** Dans le cas où les taxes à percevoir sont dues sur des propriétés de cité ou de ville, la procédure prescrite dans les articles précédents peut être faite par les greffiers ou secrétaire-trésoriers des corporations municipales des cités ou villes, quand il n'est pas statué autrement par une loi spéciale. S. R. 1925, c. 133, a. 421.

**418.** Whenever the taxes to be collected are due upon town or city properties, the procedure prescribed in the preceding sections may be followed by the clerk or secretary-treasurer of the municipal corporation of the town or city, when not otherwise provided by special statute. R. S. 1925, c. 133, s. 421. Cities and towns.

Réclamations.

**419.** Lorsque le secrétaire-trésorier d'une corporation scolaire a reçu du secrétaire-trésorier de la corporation municipale un état des immeubles à être vendus par le secrétaire-trésorier du conseil de comté, pour taxes, le secrétaire-trésorier de la corporation scolaire doit, s'il ne l'a déjà fait en vertu de l'article 417, transmettre au secrétaire-trésorier du conseil de comté, avant le 31 décembre, un état indiquant le montant des cotisations scolaires et des rétributions mensuelles dues et affectant chacun de ces immeubles pour les fins scolaires; le secrétaire-trésorier du conseil de comté doit tenir compte de cette réclamation dans la préparation de sa liste, et ce montant est payé sur les deniers provenant de la vente faite par le secrétaire-trésorier du conseil de comté. S. R. 1925, c. 133, a. 418a; 23 Geo. V, c. 54, a. 2.

**419.** When the secretary-treasurer of a school corporation has received from the secretary-treasurer of the municipal corporation a statement of the immovable property to be sold by the secretary-treasurer of the county council for taxes, the secretary-treasurer of the school corporation must, if he has not already done so under section 417, transmit to the secretary-treasurer of the county council, before the 31st of December, a statement showing the amount of school taxes and monthly fees due and affecting each such immovable for school purposes; the secretary-treasurer of the county council must take such claim into account in preparing his list, and such amount shall be paid out of the proceeds of the sale made by the secretary-treasurer of the county council. R. S. 1925, c. 133, s. 418a; 23 Geo. V, c. 54, s. 2. Statement of taxes due.

Enchères aux ventes d'immeubles.

**420.** Lors de la vente des immeubles faite conformément aux articles 548 et suivants de la Loi des cités et villes (chap. 233) et aux articles 726 et suivants du Code municipal, la corporation scolaire peut enchérir et acquérir des immeubles par l'entremise du président ou d'une autre personne sur l'autorisation de ladite corporation, sans être tenue de payer immédiatement le montant de l'adjudication. Ladite corporation scolaire peut aussi enchérir et acquérir ces immeubles à toute vente de shérif ou à toute autre vente ayant l'effet d'une vente de shérif. L'enchère de la corporation scolaire ne doit, cependant, en aucun cas, dépasser le montant des taxes scolaires en capital, intérêts et frais, plus un montant suffisant pour satisfaire à toute dette privilégiée

**420.** The school corporation may, at the time of the sale of immoveables made in accordance with sections 548 and following of the Cities and Towns' Act (Chap. 233) and with articles 726 and following of the Municipal Code, bid for and acquire immoveables through the chairman or other person authorized by the said corporation, without being bound to pay the amount of adjudication forthwith. The said school corporation may also bid for and acquire such immoveables at any sheriff's sale or any other sale having the effect of a sheriff's sale. The school corporation's bid, however, must in no case exceed the amount of the school taxes in principal, interest and costs, with, in addition, a sufficient amount to satisfy any privileged claim of prior or equal rank Bidding at sales for taxes.

d'un rang supérieur ou égal à celui des taxes scolaires, mais elle doit, dans ce dernier cas, payer son adjudication de la même manière que tout autre enchérisseur. S. R. 1925, c. 133, a. 419a; 24 Geo. V, c. 41, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 53, a. 5.

to that of the school taxes; but, in the latter case, the corporation must pay the amount of the adjudication, in the same manner as any other bidder. R. S. 1925, c. 133, s. 419a; 24 Geo. V, c. 41, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 53, s. 5.

Taxation  
d'im-  
meubles  
acquis  
pour  
taxes.

**421.** La corporation scolaire fait inscrire en son nom, ces immeubles ainsi achetés sur les rôles d'évaluation et de perception et sur les rôles de répartition spéciale; et ces immeubles restent sujets aux taxes municipales et scolaires comme tout autre immeuble et sont de même imposés. Cependant, les taxes municipales ainsi imposées ne sont pas exigibles de la corporation scolaire.

**421.** The school corporation shall enter, in its own name, the immoveables so purchased, upon the valuation and collection rolls and upon the special apportionment rolls; such immoveables shall remain subject to municipal and school taxes like any other immoveables and shall be so assessed. The municipal taxes so imposed, however, shall not be collectable from the school corporation.

Taxation  
of immov-  
ables  
acquired  
for taxes.

Retrait.

Si le droit de retrait est exercé, le prix de rachat doit comprendre, en sus du montant payé par la corporation scolaire pour cet immeuble et de l'intérêt de dix pour cent sur ce montant, la somme des taxes municipales et scolaires générales ou spéciales imposées sur cet immeuble depuis la date de l'adjudication jusqu'à la date du rachat, ou les versements dus sur ces taxes si elles sont payables par versements, ainsi que les sommes d'argent dues pour taxes municipales et scolaires qui n'ont pas été payées par la distribution des deniers prélevés en vertu de la vente.

If the right of redemption be exercised, the redemption price must include, in addition to the amount paid by the school corporation for such immovable and interest thereon at ten per cent, the amount of the general or special municipal and school taxes imposed on such immovable from the date of the adjudication to the date of the redemption, or the instalments due upon such taxes if they are payable by instalments, and also the sums of money owing for municipal and school taxes which have not been paid in the distribution of the moneys levied by the sale.

Redemp-  
tion.

Verse-  
ments non  
échus.

Après le rachat, les versements non échus des taxes spéciales continuent à grever l'immeuble racheté et le propriétaire en est responsable.

After redemption, the unexpired instalments of special taxes shall continue to affect the immovable redeemed and the owner shall be liable therefor.

Unex-  
pired  
instal-  
ment.

Acte de  
vente.

Si le retrait n'est pas exercé dans le délai fixé par la loi, le secrétaire-trésorier, le shérif, le protonotaire ou le syndic, suivant le cas, dresse et signe un acte de vente en faveur de la corporation scolaire et le fait enregistrer.

If the redemption is not exercised within the period fixed by law, the secretary-treasurer, sheriff, prothonotary or trustee, as the case may be, shall draw up and sign a deed of sale in favour of the school corporation and have the same registered.

Deed of  
sale.

Vente des  
immeu-  
bles non  
rachetés.

Ces immeubles ainsi acquis par la corporation scolaire et qui n'ont pas été rachetés doivent être vendus, soit à l'enchère, soit par vente privée, selon que la corporation scolaire le décrète par résolution, dans l'année qui suit l'expiration du délai pendant lequel le retrait peut être exercé. Le surintendant peut cependant prolonger ce délai à la demande de la corporation scolaire pour des raisons qu'il

Immoveables so acquired by the school corporation, which have not been redeemed, must be sold, by auction or by private sale, as the school corporation may order by resolution, within the year following the expiration of the delay during which redemption may be exercised. The Superintendent may, however, extend such delay at the request of the school corporation for reasons which he deems

Sale of  
immov-  
ables  
not re-  
deemed.

juge satisfaisantes. S. R. 1925, c. 133, aa. 419b, 419c et 419d; 24 Geo. V, c. 41, a. 1.

satisfactory. R. S. 1925, c. 133, ss. 419b, 419c and 419d; 24 Geo. V, c. 41, s. 1.

§ 6.—*De la perception des cotisations des corporations et des compagnies légalement constituées*

§ 6.—*Collection of Taxes from Corporations and Incorporated Companies*

Taxes sur les corporations.

**422.** 1. Sujet aux dispositions de l'article 425, les commissaires ont seuls, dans une municipalité scolaire, le droit d'imposer et de percevoir des cotisations sur les biens immeubles des corporations et des compagnies légalement constituées; mais ils doivent remettre annuellement aux syndics, quand il y en a, une part du produit des cotisations ainsi imposées et perçues sur ces corporations et compagnies, dans la même proportion que l'allocation du gouvernement a été divisée entre eux et les syndics, pour la même année, suivant les dispositions de l'article 309.

Partage.

Taxes spéciales.

2. Dans une municipalité scolaire où il y a deux commissions scolaires, chaque commission, quand il s'agit de prélever une taxe spéciale, peut taxer les compagnies constituées en corporation, de la même manière que les autres contribuables sous son contrôle, pour un montant égal à celui auquel elle aurait droit si la taxe était une taxe ordinaire et répartie suivant les prescriptions du paragraphe 1 du présent article. S. R. 1925, c. 133, a. 422.

Perception des taxes sur les corporations.

**423.** Quand les biens immeubles des corporations ou des compagnies légalement constituées sont situés sur un territoire placé sous l'administration de deux corporations de commissaires d'écoles de croyances religieuses différentes, établies en vertu des dispositions de l'article 72, celle de ces deux corporations à laquelle appartient le plus grand nombre de contribuables inscrits au rôle d'évaluation doit prélever les cotisations et en faire la division au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans de chaque dénomination religieuse, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune d'elles. S. R. 1925, c. 133, a. 423.

Exemption.

**424.** Aucune institution ou corporation religieuse de charité ou d'éducation, ne doit être cotisée, en vertu d'une des

Taxes on corporations.

Apportionment.

Special taxes.

Collection of taxes on corporations.

Exempted property.

**422.** 1. Subject to section 425, the school commissioners for any school municipality shall alone have the power of levying assessments on the real estate of corporations and incorporated companies; but they shall annually pay over to the trustees, if any, a portion of all the assessments levied and collected by them from such corporations or companies, in the same proportion as the Government grant for the same year is divided between them and the said trustees, as provided by section 309.

2. In a school municipality in which there are two school boards, each board, in levying a special tax, may tax incorporated companies in the same way as other rate-payers under their control, to an amount equal to the amount such board would have been entitled to receive if such tax had been an ordinary tax apportioned in accordance with subsection 1 of this section. R. S. 1925, c. 133, s. 422.

**423.** When the immoveable property of such corporations and companies is within a territory placed under the administration of two corporations of school commissioners of different religious beliefs, established in virtue of section 72, the corporation which comprises the greatest number of rate-payers entered on the valuation roll, shall be bound to levy the taxes affecting such property, and to divide the same proportionately to the number of children from five to sixteen years of age of each religious denomination, respectively, residing in the territory common to both. R. S. 1925, c. 133, s. 423.

**424.** No religious, charitable or educational institution or corporation shall be assessed, under this act, on the property

dispositions de la présente loi, pour des propriétés qu'elle occupe pour les fins pour lesquelles elle a été établie. S. R. 1925, c. 133, a. 424.

occupied by it for the objects for which it was instituted. R. S. 1925, c. 133, s. 424.

**Propriétés possédées pour fins de revenu.** **425.** Les propriétés que les institutions ou corporations mentionnées dans l'article 424 possèdent pour en retirer des revenus sont cotisées par les commissaires ou les syndics, selon qu'elles appartiennent à la majorité ou à la minorité religieuse, au profit exclusif de telle majorité ou minorité, ou suivant la déclaration faite par elles à cette fin. S. R. 1925, c. 133, a. 425.

**425.** All property held by any of the institutions or corporations mentioned in section 424 for the purpose of deriving any income therefrom, shall be assessed by the school board of the religious majority or minority to which such corporation or institution belongs, and for the exclusive benefit of such majority or minority, or in conformity with the declarations which it may make to that effect. R. S. 1925, c. 133, s. 425.

**Croyance religieuse non définie.** **426.** Dans le cas où la dénomination religieuse à laquelle appartient une corporation ou institution n'est pas définie, ou si la déclaration ci-dessus mentionnée n'a pas été faite, les taxes auxquelles elles sont assujetties sont perçues de la même manière et ont la même destination que celles des propriétés des autres corporations ou compagnies légalement constituées, mentionnées dans l'article 422. S. R. 1925, c. 133, a. 426.

**426.** When the religious body to which such corporation or institution belongs, is not defined, or where no such declaration has been made, then the taxes to which it is liable shall be collected in the same manner and have the same destination as those of the properties of other corporations and incorporated companies mentioned in section 422. R. S. 1925, c. 133, s. 426.

§ 7.—*Des cotisations des contribuables ne résidant pas dans la municipalité*

§ 7.—*Assessment of Non-Resident Rate-Payers*

**Déclaration.** **427.** Tout propriétaire contribuable ne résidant pas dans une municipalité où est établie une corporation de syndics, peut déclarer, par écrit, aux commissaires et aux syndics, son intention de diviser ses cotisations entre les écoles sous leur contrôle respectif.

**427.** Any ratepayer, being a property-owner, who does not reside in a municipality in which a board of trustees is established, may declare in writing to the school commissioners and trustees his intention of dividing his assessments between the school under control of the commissioners and those under control of the trustees.

**Perception.** Dans ce cas, les commissaires d'écoles perçoivent les cotisations et payent aux syndics des écoles dissidentes la part proportionnelle qui leur a été indiquée par ce propriétaire. S. R. 1925, c. 133, a. 427.

In such case, the school commissioners shall collect such assessments, and shall pay over to the trustees such proportion thereof as such property-owner may direct. R. S. 1925, c. 133, s. 427.

§ 8.—*De l'annulation de la cotisation et des cotisations spéciales pour certaines fins*

§ 8.—*Amendments of Assessments, and Special Assessments for certain Purposes*

**Répartition nouvelle.** **428.** Si la cotisation générale ou spéciale, imposée par les commissaires ou les syndics dans une municipalité scolaire, est annulée, ces commissaires ou syndics font procéder immédiatement et sommaire-

**428.** Whenever a general or special assessment imposed by a school board in any school municipality, is annulled, such school board shall forthwith, in a summary manner, cause an assessment roll to be

ment à une nouvelle répartition, qui a le même effet pour tout le temps, passé ou à venir, pour lequel la cotisation annulée aurait été en vigueur si elle avait été valide. S. R. 1925, c. 133, a. 428.

made, which new assessment shall have effect in such municipality for the whole time, past and future, for which the assessment so annulled or set aside would have been in force if it had been valid. R. S. 1925, c. 133, s. 428.

Effet de l'annulation.

**429.** Toute cotisation annulée ne doit être déclarée invalide que pour l'avenir. Son annulation n'invalide pas les paiements déjà faits et n'affecte pas les jugements déjà rendus pour contraindre un contribuable à effectuer ces paiements. S. R. 1925, c. 133, a. 429.

**429.** Every assessment annulled shall be declared invalid for the future only. The fact that it is annulled shall not invalidate payments already made, nor shall it affect any judgment already rendered to compel a rate-payer to make any such payment. R. S. 1925, c. 133, s. 429. Annulment.

Cotisation spéciale pour certaines dettes.

**430.** Dans toute municipalité scolaire, les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent imposer, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, donnée sur la recommandation du surintendant, une cotisation spéciale pour le paiement de dettes contractées de bonne foi pour la construction de maisons d'école modèle ou élémentaire, pour un montant plus élevé que celui autorisé par l'article 2749 des Statuts refondus, 1909, avant son abrogation, le 5 mars 1915; et l'on ne peut opposer au prélèvement de cette cotisation spéciale aucun jugement annulant une cotisation antérieure, soit parce qu'elle excédait le montant accordé par la loi, soit par manque de certaines formalités.

**430.** In every school municipality, the school commissioners or trustees may levy special assessments with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, given on the recommendation of the Superintendent, for the payment of debts contracted in good faith, for the construction of model or elementary schools, for an amount greater than that authorized by article 2749 of the Revised Statutes (1909) before its repeal, on the 5th of March, 1915; and the collection of such special assessment cannot be opposed by any judgment annulling a previous assessment, either because it exceeded the amount permitted by law or because of the omission of certain formalities. Special assessment for certain debts.

Frais.

Cette cotisation spéciale peut aussi comprendre les frais encourus par les corporations scolaires pour poursuites au sujet de cotisations antérieures. S. R. 1925, c. 133, a. 430.

Such special assessment may also include the costs incurred by the school corporations for suits to recover assessments previously levied. R. S. 1925, c. 133, s. 430. Costs.

Annulation d'une cotisation spéciale.

**431.** Dans le cas où une cotisation spéciale est annulée, tel que mentionné dans les articles qui précèdent, les contribuables qui ont payé leur quote-part de cette cotisation n'ont pas le droit de se la faire rembourser; mais, dans toute cotisation subséquente imposée pour le même objet, il leur est donné crédit des montants payés sur la cotisation ainsi annulée. S. R. 1925, c. 133, a. 431.

**431.** If a special assessment be annulled as mentioned in the preceding sections, the rate-payers who have paid their share of such assessment shall not have the right to be reimbursed; but in any subsequent assessment imposed for the same purpose, they shall be credited with the sums paid on the assessment so annulled. R. S. 1925, c. 133, s. 431. Effect of annulment.

§ 9.—*De certaines procédures exécutoires contre les corporations scolaires endettées*

§ 9.—*Certain executory Proceedings against indebted School Corporations*

Cotisations spéciales.

**432.** Le surintendant peut autoriser ou ordonner l'imposition de cotisations

**432.** The Superintendent may authorize or order special assessments to be Special assess-

ciales  
pour  
dettes.

spéciales dans une municipalité ou un arrondissement, pour le paiement de dettes contractées par les commissaires ou les syndics d'écoles, dans les limites de leurs attributions, ou établies par un jugement du tribunal. S. R. 1925, c. 133, a. 432.

levied in any school municipality or district for the payment of the debts incurred by the school commissioners or trustees within the limits of their powers, or which have been adjudged by a court of justice to be due by such school municipality or district. R. S. 1925, c. 133, s. 432.

Division.

**433.** Les dettes contractées par une municipalité, subseqüemment divisée en plusieurs municipalités, ou dont les limites ont été changées, sont réparties par le surintendant entre les diverses municipalités qui en sont responsables. S. R. 1925, c. 133, a. 433.

**433.** Debts which have been contracted by a municipality, subsequently divided into several municipalities, or the limits of which have been subsequently altered, shall be apportioned by the Superintendent among the several municipalities liable for the same. R. S. 1925, c. 133, s. 433.

Juge-  
ment  
signifié.

**434.** Lorsqu'une copie d'un jugement, condamnant une corporation scolaire à payer une certaine somme, est signifiée au bureau du secrétaire-trésorier de cette corporation, ce dernier doit convoquer immédiatement en session la commission scolaire, qui doit alors ordonner le paiement du montant dû.

**434.** Whenever a copy of a judgment condemning a school corporation to pay a sum of money has been served at the office of the secretary-treasurer of such corporation, he must forthwith call a meeting of the school board, which shall then order the payment of the amount due.

Cotisa-  
tion spé-  
ciale.

Si la corporation scolaire n'a pas de fonds disponibles, ou si ceux dont elle peut disposer ne sont pas suffisants, elle doit demander au surintendant l'autorisation de percevoir une cotisation spéciale pour acquitter le montant fixé par le jugement. S. R. 1925, c. 133, a. 434.

If the school board has not sufficient funds at its disposal, it shall apply to the Superintendent for authorization to levy a special assessment to pay the amount of the judgment. R. S. 1925, c. 133, s. 434.

Rôle  
spécial.

**435.** Si, pour les raisons spécifiées à l'article 434, le surintendant autorise l'imposition d'une cotisation spéciale, la commission scolaire doit procéder, sans délai, à la confection d'un rôle de perception spécial suivant le mode prescrit pour la confection du rôle ordinaire de perception. S. R. 1925, c. 133, a. 435.

**435.** If, for the reasons specified in section 434, the Superintendent authorizes the levying of such special assessment, steps shall be taken without delay by the school board to prepare a special collection roll, in the manner and with the formalities required for completing an ordinary collection roll. R. S. 1925, c. 133, s. 435.

Emission  
d'un bref  
d'exécu-  
tion.

**436.** Le porteur d'un jugement contre une corporation scolaire peut obtenir l'émission d'un bref d'exécution contre cette corporation scolaire en produisant la copie de ce jugement et un ou plusieurs affidavits établissant à la satisfaction du tribunal ou du juge:

**436.** The creditor who has a judgment against a school corporation may obtain a writ of execution against such school corporation on production of a copy of the judgment and of one or more affidavits establishing to the satisfaction of the court or judge:

1° Que le surintendant n'a pas donné l'autorisation ou l'ordre d'imposer la cotisation spéciale dans les quinze jours qui ont suivi la demande qui lui en a été faite;

1. That the Superintendent has not given, within the fifteen days following the application therefor, any authorization or order to impose the special assessment;

2° Que la cotisation spéciale dont l'imposition a été ordonnée n'a pas été perçue;

3° Que les commissaires ou les syndics d'écoles n'ont pas procédé à la confection du rôle de perception dans la quinzaine qui a suivi le jour où le surintendant les a autorisés ou leur a ordonné d'imposer la cotisation spéciale;

4° Que les commissaires ou les syndics d'écoles refusent ou négligent de procéder à l'imposition de la cotisation spéciale, à la confection du rôle, ou à la perception de cette cotisation, en tout ou en partie. S. R. 1925, c. 133, a. 436.

2. That the special assessment which had been authorized has not been collected;

3. That the school commissioners or trustees have not proceeded to complete such roll within the fifteen days following the date when the Superintendent authorized or ordered them to impose the special assessment;

4. That the school commissioners or trustees refuse or neglect to proceed with the special assessment, the completion of the roll, or the collection of the assessment, wholly or in part. R. S. 1925, c. 133, s. 436.

Délais.

**437.** Le tribunal qui a rendu le jugement, ou un juge de ce tribunal, peut, sur la demande qui lui en est faite par requête, accorder au surintendant ou aux commissaires ou syndics les délais qu'il juge nécessaires pour faire le rôle de perception, pour le prélèvement des sommes y mentionnées ou pour tout autre objet se rapportant à ce rôle. S. R. 1925, c. 133, a. 437.

**437.** The court which has rendered the judgment, or a judge of such court, may, on petition, grant to the Superintendent, or to the commissioners or trustees, the delay deemed necessary by the court or judge for completing the collection roll, or for levying the sums of money specified therein, or for any other purpose connected with such roll. R. S. 1925, c. 133, s. 437.

Bref d'exécution.

**438.** Le bref d'exécution émis en vertu de l'article 436 est adressé au shérif du district dans lequel se trouve la municipalité scolaire, à qui il enjoint:

1° De percevoir sans délai, de la corporation scolaire, le montant de la dette et des intérêts, ainsi que les frais du jugement et de l'exécution;

2° De saisir et de vendre, à défaut de paiement immédiat, les propriétés mobilières de la corporation scolaire, si elle en a, et les biens immobiliers lui appartenant et sur lesquels le porteur du jugement peut avoir privilège ou hypothèque et dont la saisie et la vente sont ordonnées par le jugement. S. R. 1925, c. 133, a. 438.

**438.** The writ of execution, issued under section 436, shall be addressed and delivered to the sheriff of the district in which the school municipality in question is situated, and shall order him:

Contents of writ of execution.

1. To levy upon the school corporation, without delay, the amount of the debt with interest and the costs of the judgment and of the execution;

2. In default of immediate payment by the school corporation, to seize and sell the moveable property of the school corporation, if any, and any immoveable property belonging to it upon which the judgment creditor may have a privilege or hypothec, and the seizure and sale of which are ordered by such judgment. R. S. 1925, c. 133, s. 438.

Second bref d'exécution.

**439.** Dans le cas où il n'y a aucune propriété mobilière ou immobilière à saisir et à vendre, appartenant à la corporation scolaire, ou si ces propriétés n'ont pas une valeur suffisante pour solder le montant du jugement, sur production, devant le tribunal, du rapport du shérif à cet effet, ou après l'homologation du jugement de distribution établissant cette insuffisance,

**439.** If there be no moveable or immoveable property belonging to the school corporation to be seized and sold, or if such property be insufficient to satisfy the judgment, on the production of the return of the sheriff to the court to that effect, or after the homologation of the judgment of distribution establishing its insufficiency, a second writ of execution

Alias writ of execution.



il peut être émis, contre la corporation scolaire en défaut, un second bref d'exécution adressé au shérif, auquel il enjoint :

1° De percevoir de la corporation scolaire le montant ou la balance, suivant le cas, de la dette, avec les intérêts et les frais, y compris ceux du jugement et les frais encourus subséquentement, en répartissant la somme réclamée sur toutes les propriétés immobilières imposables dans la municipalité scolaire obligée au paiement du jugement;

2° De percevoir la cotisation ainsi imposée et de faire rapport au tribunal aussitôt que le montant de la dette, des intérêts et des frais a été perçu, ou de temps en temps, selon que le tribunal l'ordonne. S. R. 1925, c. 133, a. 439.

may be issued against the school corporation in default, addressed to the sheriff and ordering him:

1. To levy upon the school corporation the whole, or the balance, as the case may be, of the debt, with interest and costs, including those of the judgment and the subsequent costs incurred, by apportioning the sum required on all the taxable immoveable property in the school municipality liable for the judgment;

2. To collect the assessment thus imposed and to report to the court as soon as the amount of the debt, interest and costs has been collected, or from time to time, as the court may order. R. S. 1925, c. 133, s. 439.

**440.** Le shérif doit, en payant les honoraires ordinaires au secrétaire-trésorier de la corporation municipale sur le territoire de laquelle se trouve la municipalité scolaire, se faire donner par celui-ci une copie du rôle d'évaluation en vigueur; et, en cas de refus ou de négligence de la part de ce secrétaire-trésorier, il peut se faire remettre le rôle d'évaluation et en prendre une copie.

**Idem.** Si une municipalité scolaire englobe le territoire de plusieurs corporations municipales, en tout ou en partie, le shérif a les mêmes pouvoirs contre le secrétaire-trésorier de chacune de ces corporations municipales.

**Évaluation.** Si le shérif ne peut se procurer le rôle d'évaluation, ou s'il n'en existe pas, il doit lui-même faire l'évaluation de la propriété imposable de la municipalité scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 440.

**440.** The sheriff shall, on payment of the usual fees to the secretary-treasurer of the municipal corporation in which the school municipality is situated, procure from him a copy of the valuation roll in force; and, on the refusal or neglect of such secretary-treasurer to furnish such copy, the sheriff shall be authorized to take possession of the valuation roll and to make a copy thereof.

**Idem.** If any school municipality cover the territory of several municipal corporations, either altogether or in part only, the sheriff shall be vested with the same powers against the secretary-treasurer of each one of such municipal corporations.

If the sheriff cannot obtain the valuation roll, or if none exists, he shall make a valuation of the taxable property of the school municipality himself. R. S. 1925, c. 133, s. 440.

**Frais du shérif.** **441.** Les honoraires et les frais du shérif se rapportant au bref d'exécution, doivent être fixés par un ordre du tribunal ou d'un juge du tribunal; et ces honoraires et frais, ainsi que tous les déboursés légaux, sont ajoutés au montant à percevoir. S. R. 1925, c. 133, a. 441.

**441.** The fees and costs of the sheriff in connection with the writ of execution shall be taxed by an order of the court or of a judge thereof; and such fees and costs, with all lawful disbursements, shall be added to the amount to be levied. R. S. 1925, c. 133, s. 441.

**Répartition.** **442.** Le shérif doit répartir la somme à percevoir sur toutes les propriétés immobilières imposables dans la municipalité scolaire, proportionnellement à la valeur de la propriété, d'après le rôle d'évaluation en vigueur, ou à la valeur établie par

**442.** The sheriff shall apportion the sum to be levied on all the taxable immoveable property in the school municipality, in proportion to its value according to the valuation roll in force, or according to the valuation made by himself, as

lui-même, suivant le cas; et il fait un rôle de perception spécial d'après cette répartition. S. R. 1925, c. 133, a. 442.

the case may be, and shall make a special collection roll in accordance with such appointment. R. S. 1925, c. 133, s. 442.

Per-  
ception.

**443.** Le shérif, après avoir donné un avis comme celui prescrit par l'article 391, perçoit la cotisation en procédant de la même manière que le secrétaire-trésorier d'une corporation scolaire.

**443.** The sheriff, after having given a notice similar to that prescribed by section 391, shall collect the assessment, proceeding in the same way as the secretary-treasurer of a school corporation.

Paie-  
ment.

Cette cotisation spéciale est payable au bureau du shérif. S. R. 1925, c. 133, a. 443.

Such special assessment shall be payable at the office of the sheriff. R. S. 1925, c. 133, s. 443.

Produit  
de la  
vente.

**444.** Le produit de la vente provenant de toute saisie opérée en vertu d'un mandat émis par le shérif doit être remis au shérif lui-même, et non au secrétaire-trésorier de la commission scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 444.

**444.** The proceeds of the sale arising from any seizure in virtue of a warrant issued by the sheriff, shall be paid to the sheriff himself, and not to the secretary-treasurer of the school board. R. S. 1925, c. 133, s. 444.

Opposi-  
tion.

**445.** Tout contribuable ou toute autre personne ayant un droit de propriété ou un privilège sur les meubles et effets saisis peut faire opposition à cette saisie et à cette vente, ou au paiement du produit de la vente, pour les causes, de la manière et aux fins mentionnés dans les articles 408 et suivants. S. R. 1925, c. 133, a. 445.

**445.** Any rate-payer or other person having a right of property in or a privilege upon the moveables and effects seized, may oppose such seizure or sale or the payment of the proceeds thereof, for the causes, and in the manner mentioned in sections 408 and following. R. S. 1925, c. 133, s. 445.

Vente  
d'im-  
meubles.

**446.** Le shérif perçoit des contribuables qui résident ou ne résident pas dans la municipalité les cotisations non acquittées qu'il lui a été impossible de percevoir sur leurs biens meubles et effets, en vendant et adjugeant leurs propriétés immobilières pour les montants qui restent dus, le premier lundi de mars de chaque année, en procédant de la manière prescrite pour la vente des immeubles pour arrérages de cotisations municipales, après avoir fait ou fait faire les publications et donné les avis que le secrétaire-trésorier d'un conseil de comté est tenu de faire et de donner. S. R. 1925, c. 133, a. 446.

**446.** The sheriff shall collect the unpaid assessments of the resident and non-resident rate-payers, which he had been unable to collect from the sale of their chattels and effects, by the sale and adjudication made by him of their immoveable property for the amounts for which such property is liable, on the first Monday of March in any year, in the manner and according to the rules laid down for the sale of immoveable property for arrears of municipal assessments, after having given or caused to be made or given the publications and notices required to be made or given by the secretary-treasurer of a county council. R. S. 1925, c. 133, s. 446.

Réclama-  
tions.

**447.** Quand la vente d'un terrain est annoncée par le shérif et par le secrétaire-trésorier du comté comme devant avoir lieu le même jour, ce dernier ne doit pas faire la vente, mais transmettre immédiatement au shérif un état de sa réclamation et des frais; le shérif doit alors percevoir,

**447.** If any land advertised to be sold by the sheriff is advertised to be sold on the same day by the secretary-treasurer of the county, the latter shall not sell the land, but shall forthwith transmit to the sheriff a statement of his claim and costs, which the sheriff shall levy with

avec la cotisation spéciale, le montant spécifié dans cet état, et le remettre au secrétaire-trésorier de comté.

**Retrait.** Les dispositions du Code municipal concernant le retrait des immeubles vendus pour arrérages de cotisations municipales s'appliquent au retrait des immeubles vendus en vertu du présent article et des précédents. S. R. 1925, c. 133, a. 447.

**Titres.** **448.** Le shérif doit consentir un acte de rachat des terrains qu'il a vendus, et, si le rachat n'a pas lieu, il doit consentir et signer un acte de vente en faveur de l'adjudicataire. S. R. 1925, c. 133, a. 448.

**Copie du rôle aux commissaires.** **449.** Après avoir reçu tout le montant spécifié dans le second bref d'exécution avec les frais et les intérêts, le shérif doit transmettre aux commissaires ou aux syndics une copie du rôle de perception spécial, indiquant le montant perçu de chaque contribuable.

**Surplus.** S'il lui reste un surplus, le shérif doit le remettre à la corporation scolaire à qui il appartient. S. R. 1925, c. 133, a. 449.

**Arrérages.** **450.** Tous les arrérages appartiennent à la corporation scolaire, et peuvent être recouvrés de la même manière que les contributions ordinaires. S. R. 1925, c. 133, a. 450.

**Ordres du tribunal.** **451.** Le shérif peut obtenir du tribunal tout ordre de nature à faciliter et assurer l'exécution du bref d'exécution qui lui a été adressé. S. R. 1925, c. 133, a. 451.

**Honoraires du shérif.** **452.** Le shérif a droit, pour les avis spéciaux donnés aux contribuables, aux honoraires et déboursés qui sont fixés par un ordre du tribunal ou d'un juge de ce tribunal et, pour la vente et l'adjudication des terrains, aux mêmes honoraires et déboursés que le secrétaire-trésorier du comté. S. R. 1925, c. 133, a. 452.

**Partie de municipalité.** **453.** Quand un jugement est rendu contre une corporation scolaire, pour une dette résultant de la construction d'une

the special assessment, and shall hand over to the secretary-treasurer.

The provisions of the Municipal Code respecting the redemption of immoveables sold for arrears of municipal taxes shall apply to the redemption of immoveables sold in virtue of this and the preceding sections. R. S. 1925, c. 133, s. 447.

**448.** The title for lands sold by the sheriff which have been redeemed shall be transferred by him; and, if the redemption has not taken place, he shall execute a deed of sale in favour of the purchaser. R. S. 1925, c. 133, s. 448.

**449.** After having levied the whole amount set forth in the second writ of execution, with costs and interest, the sheriff shall transmit to the commissioners or trustees a copy of his special collection roll, shewing thereon what amounts have been collected from each rate-payer.

If any surplus remain in the hands of the sheriff, he shall pay it over to the school corporation to which it belongs. R. S. 1925, c. 133, s. 449.

**450.** All arrears shall belong to the school corporation, and may be recovered in the same manner as ordinary taxes. R. S. 1925, c. 133, s. 450.

**451.** The sheriff may obtain from the court any order calculated to facilitate and ensure the execution of the writ addressed to him. R. S. 1925, c. 133, s. 451.

**452.** The sheriff shall be entitled, with respect to the special notices to rate-payers, to such fees and disbursements as may be fixed by an order of the court or of a judge thereof, and, with respect to the sale and adjudication of lands, to the same fees and disbursements as the secretary-treasurer of the county. R. S. 1925, c. 133, s. 452.

**453.** When judgment is rendered against a school corporation for a debt due for the building of a school-house for

Redemp-  
tion.

Deeds.

Copy of  
roll for  
commis-  
sioners.

Surplus.

Arrears.

Orders of  
Court.

Fees of  
sheriff.

Portion of  
municipi-  
pality  
liable.

maison d'école dont une partie de la municipalité scolaire seulement est responsable, le jugement, le bref d'exécution et le second bref doivent en faire mention.

which a portion only of the school municipality is liable, the judgment, the writ of execution and the second writ of execution shall mention such fact.

Cotisation.

Dans ce cas, la cotisation est imposée seulement sur la propriété immobilière située dans la partie de la municipalité scolaire où elle est due. S. R. 1925, c. 133, a. 453.

The assessment, in such case, shall be imposed only upon the immoveable property situated in that part of the school municipality which is liable under the judgment. R. S. 1925, c. 133, s. 453.

Vente d'immeubles.

**454.** Quand la corporation scolaire contre laquelle un jugement ordonnant le paiement d'une certaine somme a été rendu, possède des propriétés immobilières, autres que des maisons d'écoles, n'étant pas affectées par privilège ou hypothèque en faveur du porteur du jugement, ces propriétés peuvent, avec l'autorisation du surintendant, être saisies et vendues suivant le mode prescrit par le Code de procédure civile.

**454.** When the school corporation, against which any judgment has been rendered ordering the payment of any sum of money, holds any immoveable property, other than school-houses, which is not affected by privilege or hypothec in favor of the judgment creditor, such property may, with the authorization of the Superintendent, be seized and sold in the manner prescribed by the Code of Civil Procedure.

Vente de meubles.

Les effets mobiliers de la corporation scolaire détenus par une tierce personne, ainsi que les dettes actives de cette corporation, peuvent être saisis et vendus de la même manière. S. R. 1925, c. 133, a. 454.

The moveable property of the school corporation in the possession of a third party, and the debts due to it, may also be attached and sold in the same manner. R. S. 1925, c. 133, s. 454.

## CINQUIÈME PARTIE

DU FONDS DES ÉCOLES PUBLIQUES—DU FONDS DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE—DU FONDS DES MUNICIPALITÉS PAUVRES—DU FONDS DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

### SECTION I

DU FONDS DES ÉCOLES PUBLIQUES

#### § 1.—*De l'emploi du fonds des écoles publiques*

Dépôt en banque.

**455.** L'allocation votée annuellement par la Législature pour les écoles publiques est payée à la demande du surintendant, qui doit en déposer le montant dans la banque que le lieutenant-gouverneur en conseil lui indique. S. R. 1925, c. 133, a. 455.

Distribution.

**456.** Le montant affecté aux écoles publiques est distribué par le surintendant, entre les municipalités scolaires, proportionnellement au nombre des enfants inscrits aux registres des écoles de chaque municipalité scolaire, tel que constaté par les rapports annuels des com-

## PART V

PUBLIC SCHOOL FUND—SUPERIOR EDUCATION FUND—POOR MUNICIPALITIES' FUND—ELEMENTARY SCHOOL FUND

### DIVISION I

PUBLIC SCHOOL FUND

#### § 1.—*Application of Public School Fund*

**455.** The grant voted annually by the Legislature for public schools shall be payable upon the application of the Superintendent, who shall deposit it in a bank indicated to him by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 133, s. 455.

**456.** The sums destined for public schools shall be distributed by the Superintendent among the school municipalities in proportion to the number of children entered in the school register of each school municipality, as established by the annual reports of the school commission-

missaires et des syndics d'écoles pour l'année scolaire antérieure. S. R. 1925, c. 133, a. 456.

Chèques.

**457.** Le surintendant doit payer annuellement aux commissaires et aux syndics d'écoles les parts afférentes aux corporations scolaires qu'ils représentent, par des chèques à l'ordre de leurs présidents et de leurs secrétaires-trésoriers respectifs. Dans cette répartition, la part des syndics d'écoles est dans les proportions prescrites par l'article 309. S. R. 1925, c. 133, a. 457; 18 Geo. V, c. 44, a. 7.

Condi-  
tions.

**458.** Pour avoir droit à une part de l'allocation sur le fonds des écoles publiques, il faut qu'une municipalité ait fourni la preuve:

1° Qu'elle a été sous la régie de commissaires ou de syndics d'écoles, conformément aux dispositions de la présente loi;

2° Que ses écoles ont été en activité pendant l'année scolaire;

3° Que chacune de ses écoles a été fréquentée par au moins quinze enfants, sauf le cas prévu par l'article 459, ou si des épidémies ou des maladies contagieuses ont sévi dans la municipalité;

4° Qu'un examen public a eu lieu dans chacune de ses écoles, à la fin de l'année scolaire;

5° Que si cet examen a été accompagné d'une distribution de prix faite aux frais de la municipalité, la moitié du montant affecté à cette fin a été employée à l'achat de livres canadiens.

6° Qu'un rapport attesté sous serment d'office et signé par la majorité des commissaires ou des syndics, selon le cas, et par le secrétaire-trésorier, a été transmis au surintendant, avant le quinzième jour de juillet de chaque année;

7° Qu'un rapport de statistiques conforme à une formule approuvée par le surintendant de l'instruction publique, lequel rapport doit être attesté sous serment, et signé par la majorité des commissaires ou des syndics, selon le cas, et par le secrétaire-trésorier, a été transmis à l'inspecteur d'écoles avant le quinzième jour de juillet de chaque année. Si ce rapport n'est pas transmis à l'inspecteur,

ers and trustees for the previous school year. R. S. 1925, c. 133, s. 456.

**457.** The Superintendent shall pay *Cheques.*

annually to the school commissioners and trustees the share belonging to the school corporations they represent, by cheques payable to the order of their respective chairmen and secretary-treasurers. In such division the share of the school trustees shall be in the proportion provided by section 309. R. S. 1925, c. 133, s. 457; 18 Geo. V, c. 44, s. 7.

**458.** To have a right to a share of the *Condi-*  
public school fund, a school corporation *tions.*  
must prove:

1. That the school municipality has been under the management of school commissioners or trustees in the manner directed by this act;

2. That its schools have been in actual operation during the school year;

3. That each of its schools has been attended by at least fifteen children, except in the case provided for by section 459, or when epidemic or contagious diseases have prevailed in the municipality;

4. That a public examination of each school has taken place at the end of the school year;

5. That if such examination was accompanied by a distribution of prizes at the cost of the municipality, one-half of the amount appropriated for such purpose was used in the purchase of Canadian books;

6. That a report under oath of office, signed by the majority of the school board and by the secretary-treasurer, has been transmitted to the Superintendent, before the fifteenth day of July in each year;

7. That a statistical report, according to a form approved by the Superintendent of Education, attested under oath and signed by the majority of the commissioners or trustees, as the case may be, and by the secretary-treasurer, has been sent to the school inspector previous to the 15th of July of each year. If the said report is not sent to the inspector within the above prescribed delay, the

dans le délai ci-dessus fixé, celui-ci pourra se rendre au bureau du secrétaire-trésorier, pour recueillir les statistiques scolaires; et les frais encourus de ce fait par l'inspecteur seront remboursables par la corporation scolaire en défaut;

8° Que les instituteurs qui y enseignent sont diplômés, sauf le cas prévu à l'article 68;

9° Que les instituteurs y ont été payés régulièrement;

10° Qu'on n'y emploie que des livres autorisés;

11° Que les règlements du conseil de l'instruction publique, ou de l'un ou l'autre de ses comités, selon le cas, et les instructions du surintendant ont été observés. S. R. 1925, c. 133, a. 458; 5 Geo. VI, c. 47, a. 5.

latter may proceed to the office of the secretary-treasurer to obtain the school statistics; and the expenses incurred by such inspector shall be paid by the school corporation in default;

8. That teachers with diplomas have been employed therein, except in the case provided for by section 68;

9. That the teachers have been regularly paid;

10. That only authorized books have been used;

11. That the regulations of the Council of Education or of either committee thereof, as the case may be, and the instructions of the Superintendent, have been observed. R. S. 1925, c. 133, s. 458; 5 Geo. VI, c. 47, s. 5.

Bonne foi. **459.** Si, cependant, les commissaires ou les syndics, selon le cas, d'une municipalité scolaire, ont cherché à faire exécuter la loi de bonne foi, une allocation peut leur être accordée. S. R. 1925, c. 133, a. 459.

**459.** If, however, a school corporation have endeavored in good faith to have the law carried out, a share of the school fund may be allowed them. R. S. 1925, c. 133, s. 459.

Refus d'allocation. **460.** Le surintendant peut refuser l'allocation à toute municipalité dont les commissaires ou les syndics n'ont pas rendu des comptes suffisamment appuyés par des pièces justificatives, ou ont refusé ou négligé d'observer quelque'une des dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 460.

**460.** The Superintendent may refuse the school grant to any municipality in which a school board have not rendered sufficient accounts, accompanied by vouchers, or have refused or neglected to observe any of the provisions of this act. R. S. 1925, c. 133, s. 460.

§ 2.—De l'emploi du fonds local des écoles

§ 2.—Disposal of local School Funds

Fonds général. **461.** Dans chaque municipalité, les deniers provenant de toutes sources, et qui n'ont pas de destination spéciale par dispositions des donateurs, vendeurs ou autres, forment un fonds commun pour toutes les écoles; ces deniers doivent être affectés au paiement des traitements des instituteurs, à l'entretien des maisons d'école, à l'achat de livres, fournitures d'écoles et à d'autres fins scolaires sans égard au montant que chaque arrondissement a contribué au fonds commun.

**461.** In every municipality, all sums of money which have not been specially appropriated by provision of the donors, vendors, or others, shall form a common fund for all the schools, and shall be employed for the payment of teachers, the maintenance of school-houses, the purchase of books and school furniture, and other school purposes, without regard to the amount which each district shall have contributed to the common fund.

Cours de vacances. Ces fonds peuvent aussi être employés, sur résolution des commissaires ou des syndics, à défrayer les dépenses occasionnées par des cours de vacances que la

Such funds may be employed also, on resolution of the commissioners or trustees, to defray the expenses occasioned by vacation courses that the board may ar-

commission peut organiser en faveur des institutrices, de concert avec l'inspecteur du district.

Union. Deux ou plusieurs corporations scolaires dans un même district d'inspection peuvent s'unir pour donner ces cours. S. R. 1925, c. 133, a. 461.

Dépenses non prévues. **462.** Les commissaires et les syndic peuvent ordonner le paiement, sur le fonds de leur corporation scolaire, des dépenses qui ne sont pas spécialement prévues par la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 462.

§ 3.—*De l'emploi du fonds local des écoles, dans certains cas*

Dépôt de surplus. **463.** A l'expiration d'une année scolaire, si le fonds d'une municipalité scolaire n'a pas été complètement employé, le surplus doit être déposé, au nom de la corporation scolaire, à intérêt, dans une banque légalement constituée. S. R. 1925, c. 133, a. 463.

range for teachers by arrangement with the district inspector.

Two or more school corporations in one Union and the same inspection district may unite to give such a course. R. S. 1925, c. 133, s. 461.

**462.** The school commissioners or trustees may direct the payment, out of the funds of their school corporation, of such expenses as are not specially provided for by this act. R. S. 1925, c. 133, s. 462.

§ 3.—*Disposal of local School Funds in certain Cases*

**463.** At the expiration of any school year, if the funds of any school municipality have not been completely expended, the surplus shall be deposited in the name of the school corporation, at interest, in a chartered bank. R. S. 1925, c. 133, s. 463.

## SECTION II

### DU FONDS DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE—DU FONDS DES MUNICIPALITÉS PAUVRES

Répartition du fonds de l'éducation supérieure. **464.** Le surintendant doit, sur la recommandation des comités catholique ou protestant du conseil de l'instruction publique, selon le cas, répartir annuellement entre les universités, collèges et séminaires, *high schools*, écoles supérieures, écoles intermédiaires, écoles primaires complémentaires, et autres écoles primaires que les comités jugeront à propos de subventionner, la totalité ou telle partie de l'allocation accordée en faveur de l'éducation que prescrit le lieutenant-gouverneur en conseil et dans la proportion qu'il approuve; pourvu, toutefois, que si une allocation spéciale est votée et tant qu'elle sera votée par la Législature pour l'université McGill et l'université du collège Bishop, ou pour l'une ou l'autre, lesdites universités ou celle à qui cette allocation spéciale est votée, ne participent pas à ladite répartition ni à la répartition mentionnée à l'article 470.

Distribution. Cette allocation est remise par le trésorier de la province, sur le mandat du lieutenant-gouverneur, au surintendant,

## DIVISION II

### SUPERIOR EDUCATION FUND—POOR MUNICIPALITIES' FUND

**464.** The Superintendent shall, upon the recommendation of the Roman Catholic or Protestant Committee of the Council of Education, as the case may be, annually apportion to and among the universities, colleges, seminaries, high schools, superior schools, intermediate schools, primary complementary schools, and other primary schools, that the Committees think proper to subsidize, the whole or so much of the grants voted for education as may be prescribed by the Lieutenant-Governor in Council, and in the proportion approved by him; provided, however, that if and so long as a special grant is voted by the Legislature for McGill University and the University of Bishop's College, or for either of them, the said universities, or the one for which such special grant is voted, shall not participate in said apportionment nor in the apportionment mentioned in section 470.

Such grants shall be paid by the Provincial Treasurer, on the warrant of the Lieutenant-Governor, to the Superintendent.

qui la distribue aux institutions y ayant droit. S. R. 1925, c. 133, a. 464.

ent, who shall pay the same to the institutions entitled thereto. R. S. 1925, c. 133, s. 464.

Division.

**465.** L'allocation accordée pour l'éducation supérieure doit être répartie, chaque année, entre les institutions catholiques et protestantes, proportionnellement au chiffre des populations catholique romaine et protestante de la province, lors du dernier recensement.

**465.** The aid granted for the purposes of superior education shall be divided each year between the Roman Catholic and Protestant institutions in the relative proportion of the respective Roman Catholic and Protestant populations of the Province according to the then last census.

Allocations annuelles.

Les subventions accordées sur cette allocation le sont pour une année seulement.

The aid granted under such distribution shall be for one year only.

Conditions.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut attacher à ces subventions les conditions qu'il juge avantageuses pour l'avancement de l'éducation supérieure. S. R. 1925, c. 133, a. 465.

The Lieutenant-Governor in Council may attach to the grants such conditions as he may deem to be for the advancement of superior education. R. S. 1925, c. 133, s. 465.

Rapport requis.

**466.** Le surintendant doit refuser une subvention à toute école ou institution qui n'a pas produit, à l'appui de sa demande, dans le cours du mois de juillet, un rapport ind quant :

**466.** The Superintendent shall refuse a grant to any school or institution which has not produced in support of its application a report during the month of July, shewing :

1° La composition du corps qui l'administre;

1. The composition of the governing body;

2° Le nombre et les noms de ses directeurs, principaux, professeurs, instituteurs ou conférenciers;

2. The number and names of the directors, principals, professors, teachers or lecturers;

3° le nombre, les noms, la nationalité et la croyance religieuse de ses élèves, indiquant ceux âgés de moins de seize ans et ceux qui ont plus que cet âge;

3. The number, the names, the nationality and the religious belief of its pupils, indicating those who are under, and those who are over, sixteen years of age;

4° Le cours d'études suivi, et les livres en usage;

4. The course of instruction and the books used;

5° Le coût annuel de son entretien et la source de ses revenus;

5. The annual cost of maintaining the institution, and the sources from which its revenues are derived;

6° La valeur de ses propriétés immobilières;

6. The value of its immoveable property;

7° Un état de ses dettes;

7. A statement of its liabilities;

8° Le nombre d'élèves y recevant gratuitement l'instruction et la pension, ou l'instruction seulement;

8. The number of pupils taught and boarded, or taught only, free of charge;

9° Le nombre des livres, globes et cartes géographiques et la valeur de tout musée et laboratoire de physique et de chimie lui appartenant. S. R. 1925, c. 133, a. 466.

9. The number of books, globes and maps, and the value of any museum and apparatus for physics or chemistry belonging to it. R. S. 1925, c. 133, s. 466.

Autres renseignements.

**467.** Le surintendant peut en outre demander tous les renseignements qu'il juge à propos, et, en ce cas, le rapport

**467.** The Superintendent may in addition require all the information he may think necessary, and, in such case, the



mentionné dans l'article 466 doit les contenir. S. R. 1925, c. 133, a. 467.

report mentioned in section 466 must contain the same. R. S. 1925, c. 133, s. 467.

Activité.

**468.** Pour avoir droit à une subvention, toute école ou institution d'éducation supérieure au sens de l'article 464 doit avoir été en activité pendant au moins une année et avoir rempli toutes les conditions requises par la loi. S. R. 1925, c. 133, a. 468.

**468.** To be entitled to a grant, every School in superior school or educational institution within the meaning of section 464 must have been actually in operation at least one year, and have fulfilled all the conditions required by law. R. S. 1925, c. 133, s. 468.

Distribution du fonds des municipalités pauvres.

**469.** L'allocation annuellement votée par la Législature pour venir en aide aux municipalités pauvres est distribuée par le surintendant, proportionnellement au chiffre de la population catholique romaine et protestante de la province, et suivant la répartition qui en a été faite sur la recommandation du comité du conseil de l'instruction publique de la croyance religieuse à laquelle appartiennent ces municipalités et qui a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 133, a. 469.

**469.** The sum annually voted by the Legislature in aid of poor municipalities shall be distributed by the Superintendent, in proportion to the Roman Catholic and Protestant population of the Province, and in accordance with the division made upon the recommendation of the Committee of the Council of Education of the religious belief to which such municipalities belong, approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 133, s. 469.

Revenu des licences de mariage.

**470.** Les sommes provenant des licences des mariages célébrés par les ministres protestants, versées dans le trésor de la province, doivent être annuellement remises au surintendant, pour être, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et sur la recommandation du comité protestant du conseil de l'instruction publique, distribuées aux institutions protestantes d'éducation supérieure, ou aux municipalités pauvres protestantes, ou aux deux, de la même manière que les autres subventions accordées à ces institutions et municipalités et en sus de ces subventions. S. R. 1925, c. 133, a. 470.

**470.** The sums paid over to the Provincial Treasurer, arising from licenses for the celebration of marriages by Protestant ministers, shall be by him annually paid over to the Superintendent, to be apportioned, under the authority of the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Protestant Committee of the Council of Education, among the Protestant institutions of superior education or Protestant poor municipalities, or both, in addition to and in the same manner as the other grants to such institutions and municipalities. R. S. 1925, c. 133, s. 470.

### SECTION III

#### DU FONDS DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

Appropriation de terres publiques.

**471.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire mettre à part et d'approprier, pour les fins des écoles élémentaires, deux millions cinq cent mille acres des terres publiques, dont il est disposé en la manière, au prix et aux conditions qui peuvent être fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 133, a. 471.

### DIVISION III

#### ELEMENTARY SCHOOL FUND

**471.** The Lieutenant-Governor in Council may cause to be set aside and appropriated for elementary school purposes, two million five hundred thousand acres of public lands, which lands shall be disposed of in such manner, for such prices and under such conditions as may be fixed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 133, s. 471.

Produit  
de la  
vente.

**472.** Les deniers provenant de la vente ou de l'aliénation d'une partie quelconque desdites terres sont placés et appliqués aux fins de créer un capital suffisant à quatre pour cent d'intérêt, pour produire chaque année une somme nette de cent quatre-vingt-mille dollars; ce capital et le revenu en provenant constituent le fonds des écoles élémentaires, et le capital dudit fonds est placé en obligations ou rentes inscrites de la puissance ou de la province. S. R. 1925, c. 133, a. 472.

**472.** The moneys arising from the sale or disposal of any portion of the said lands, shall be invested and applied towards creating a capital sum sufficient, at the rate of four per cent per annum interest, to produce a clear sum of one hundred and eighty thousand dollars annually; such capital and the income therefrom shall form the elementary school fund, and the capital of the said fund shall be invested in federal or provincial debentures or inscribed stock. R. S. 1925, c. 133, s. 472.

Revenu  
du fonds.

**473.** Le revenu du fonds est employé, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, par le surintendant, à développer l'instruction élémentaire dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans les cités et les villes, à aider à la création, par les commissions scolaires, d'écoles primaires complémentaires ou de *high schools* dans les municipalités pauvres, jusqu'à concurrence de vingt mille dollars, à améliorer la condition des instituteurs, à fournir gratuitement des livres de classe, et, généralement, à répandre d'une manière plus efficace l'instruction élémentaire dans toute la province, le tout dans la mesure qu'il plaît au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner et conformément aux règlements qu'il peut juger à propos de faire. S. R. 1925, c. 133, a. 473.

**473.** The income of such fund shall be applied, under the direction of the Lieutenant-Governor in Council, by the Superintendent, in promoting elementary education in poor municipalities, aiding schools for the benefit of the working classes in cities and towns, aiding the establishment, by school commissioners, of primary complementary schools or high schools in poor municipalities, to the amount of twenty thousand dollars, improving the condition of school teachers, supplying school-books gratuitously, and generally providing for the more efficient diffusion of elementary education throughout the Province,—the whole to such extent as the Lieutenant-Governor in Council may order and under such regulations as he may make. R. S. 1925, c. 133, s. 473.

Alloca-  
tion sur  
le fonds  
consolidé.

**474.** Pour les fins mentionnées dans l'article 473, jusqu'à ce que le fonds des écoles élémentaires produise un revenu annuel net de cent quatre-vingt mille dollars, il est accordé chaque année à Sa Majesté une somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province. S. R. 1925, c. 133, a. 474; 16 Geo. V, c. 43, a. 1.

**474.** For the purposes mentioned in section 473, until the elementary school fund produces a net annual income of one hundred and eighty thousand dollars, there shall be granted to His Majesty, yearly, the sum of three hundred and twenty-five thousand dollars, out of the consolidated revenue fund of this Province. R. S. 1925, c. 133, s. 474; 16 Geo. V, c. 43, s. 1.

Cessation  
de l'allocation.

**475.** Aussitôt qu'un revenu annuel net de cent quatre-vingt mille dollars est produit par le fonds permanent, l'allocation faite à même le fonds consolidé du revenu cesse; mais si, dans une année ultérieure quelconque, le revenu en provenant n'atteint pas, pour une raison quelconque, la somme annuelle de cent quatre-vingt

**475.** So soon as a net annual income of one hundred and eighty thousand dollars shall be raised from the permanent fund, the grant out of the consolidated revenue fund shall cease; but if, in any year thereafter, the income arising from the said permanent fund shall, from any cause, fall short of the annual sum of one

mille dollars, le trésorier de la province doit payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises, de temps à autre, pour couvrir le déficit; mais ces sommes doivent être remboursées à même le surplus du revenu dudit fonds, chaque année que ce revenu excède la somme de cent quatre-vingt mille dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 475.

hundred and eighty thousand dollars, then the Provincial Treasurer shall pay, out of the consolidated revenue fund, such sums of money as are, from time to time, required to make up the deficiency; but such sums shall be repaid out of any excess of the income of the said school fund in any year over the said sum of one hundred and eighty thousand dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 475.

Frais  
d'admini-  
stration.

**476.** Tous les frais d'administration et de vente des terres mises à part ainsi qu'il est mentionné dans l'article 471, sont payés à même les deniers en provenant, avant que les sommes ainsi obtenues soient employées pour les écoles élémentaires. S. R. 1925, c. 133, a. 476.

**476.** All charges for the management and sale of the lands, set apart as mentioned in section 471, shall be paid out of the moneys derived therefrom, before making any use, for the elementary schools, of the moneys so obtained. R. S. 1925, c. 133, s. 476.

Charges of  
manage-  
ment.

## SIXIÈME PARTIE

DES ÉCOLES NORMALES—DES ÉCOLES DE  
FABRIQUE—DES ACADÉMIES DE COMTÉ

### SECTION I

DES ÉCOLES NORMALES

#### § 1.—De l'établissement des écoles normales

Établis-  
sement  
d'écoles  
normales.

**477.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les mesures nécessaires pour l'établissement et le maintien d'écoles normales et d'écoles normales ménagères, afin de former à l'art de l'enseignement des instituteurs et des institutrices pour les écoles publiques et les écoles ménagères de la province.

Ensei-  
gnement  
pratique.  
Dé-  
penses.

A ces écoles normales devront être annexées des écoles d'application.

Le montant nécessaire pour l'établissement et le maintien des écoles normales est voté par la Législature. S. R. 1925, c. 133, aa. 477-478.

Scolas-  
ticats.

**478.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, sur la recommandation du comité catholique du conseil de l'instruction publique, reconnaître les scolasticats de frères enseignants ou de religieuses enseignantes comme écoles normales.

Dé-  
penses.

Ces scolasticats sont établis et maintenus aux frais de la congrégation à laquelle ils appartiennent. S. R. 1925, c. 133, a. 478a; 21 Geo. V, c. 60, a. 12; 2 Geo. VI, c. 65, a. 4.

## PART VI

NORMAL SCHOOLS—FABRIQUE SCHOOLS—  
COUNTY ACADEMIES

### DIVISION I

NORMAL SCHOOLS

#### § 1.—Establishment of Normal Schools

**477.** The Lieutenant-Governor in Council may adopt all needful measures for the establishment and maintenance of normal schools and domestic science normal schools for the training of teachers, both male and female, for the public schools and the schools of domestic science in the Province.

Practice schools shall be conducted in connection with such normal schools. Practice schools.

The sum necessary for the establishment and maintenance of normal schools shall be voted by the Legislature. R. S. 1925, c. 133, ss. 477-478. Expendi-  
ture.

**478.** The Lieutenant-Governor in Council may also, upon the recommendation of the Roman Catholic Committee of the Council of Education, recognize the scolasticates of teaching Brothers or of teaching Sisters as normal schools. Scholasti-  
cates.

Such scolasticates shall be established and maintained at the expense of the congregation to which they belong. R. S. 1925, c. 133, s. 478a; 21 Geo. V, c. 60, s. 12; 2 Geo. VI, c. 65, s. 4. Expendi-  
ture.

§ 2.—De l'administration des écoles normales

§ 2.—Management of Normal Schools

**Contrôle.** **479.** Les écoles normales sont sous le contrôle du surintendant, et sont régies par les règlements qui les concernent.

**Examen médical.** L'exercice des fonctions de principal ou de professeur dans une école normale est soumis aux dispositions de l'article 231. S. R. 1925, c. 133, aa. 479 et 481a; 5 Geo. VI, c. 47, a. 6.

**Rapports.** **480.** Les principaux des écoles normales doivent faire au surintendant, tous les ans et chaque fois que celui-ci leur en fait la demande, un rapport de leur administration et lui fournir un état détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses.

**Restriction.** Les dispositions ci-dessus du présent article ne s'appliquent pas aux écoles normales visées par l'article 478. S. R. 1925, c. 133, a. 480; 21 Geo. V, c. 60, a. 13.

**Nominations et destitutions.** **481.** Les professeurs, les directeurs et les principaux des écoles normales sont nommés ou destitués par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du comité du conseil de l'instruction publique, catholique romain ou protestant, selon que ces nominations ou destitutions se rapportent aux écoles normales catholiques romaines ou protestantes. S. R. 1925, c. 133, a. 481.

**Admission des élèves.** **482.** Les élèves sont admis dans une école normale sur l'ordre du secrétaire de la province, d'après un rapport du principal constatant qu'ils sont dans les conditions requises par les règlements adoptés à cette fin par le comité du conseil de l'instruction publique de la croyance religieuse à laquelle appartient l'école normale.

Les dispositions ci-dessus du présent article ne s'appliquent pas aux écoles normales visées par l'article 478. S. R. 1925, c. 133, a. 482; 21 Geo. V, c. 60, a. 14.

**Obligation des élèves.** **483.** Avant d'admettre un élève dans une école normale, le principal de cette institution doit lui faire signer, en présence de deux témoins, un acte par lequel cet élève s'oblige à payer sa pension, ou, s'il est boursier, à rembourser le montant de

**479.** Normal schools shall be under the control of the Superintendent and subject to the regulations concerning them.

The exercising of the functions of principal or of professor in a normal school shall be subject to the provisions of section 231. R. S. 1925, c. 133, ss. 479 and 481a; 5 Geo. VI, c. 47, s. 6.

**480.** The principal of every normal school shall, yearly and whenever required so to do by the Superintendent, make a report to him concerning his administration, furnishing a detailed statement of receipts and expenses.

The foregoing provisions of this section shall not apply to the normal schools contemplated by section 478. R. S. 1925, c. 133, s. 480; 21 Geo. V, c. 60, s. 13.

**481.** The professors, directors and principals of normal schools shall be appointed or removed by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Roman Catholic or Protestant Committee of the Council of Education, according as such appointments or removals concern Roman Catholic or Protestant normal schools. R. S. 1925, c. 133, s. 481.

**482.** Pupils shall be admitted to a normal school, upon the order of the Provincial Secretary, in accordance with a report of the principal, showing that they have fulfilled the conditions required by the regulations made for that purpose by the Committee of the Council of Education of the religious belief to which such normal school belongs.

The foregoing provisions of this section shall not apply to the normal schools contemplated by section 478. R. S. 1925, c. 133, s. 482; 21 Geo. V, c. 60, s. 14.

**483.** The principal of a normal school shall, before admitting any pupil into such school, make him sign, in presence of two witnesses, a document by which he shall bind himself to pay his board therein, or, if he be a bursar, to refund the

Medical examination.

Report by principals.

Restriction.

Appointments and removals.

Admission of pupils.

Restriction.

Conditions precedent to admission.

la bourse, s'il ne remplit pas les conditions requises par la loi et les règlements scolaires, et à acquitter, s'il y a lieu, les amendes qui peuvent être imposées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Parents.** Le père, le tuteur ou un ami de l'élève peut se rendre responsable du paiement de toutes les sommes exigibles en vertu de l'acte ci-dessus mentionné et des conditions imposées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Pour-suites.** Le procureur général, à la demande du principal d'une école normale, peut poursuivre, devant tout tribunal compétent, pour le recouvrement des sommes dues en vertu de ces obligations. L'action est intentée au nom du procureur général sous la désignation de: "le Procureur général de la Province de Québec, représentant Sa Majesté aux droits de la province".

**Compte au surintendant.** Le principal doit rendre compte au surintendant de toutes les sommes recouvrées en vertu du présent article, lequel s'applique aussi au recouvrement de toutes celles dues aux écoles normales en vertu des règlements en vigueur.

**Restriction.** Les dispositions ci-dessus du présent article ne s'appliquent pas aux écoles normales visées par l'article 478. S. R. 1925, c. 133, a. 483; 21 Geo. V, c. 60, a. 15; 3 Geo. VI, c. 15, a. 1.

**Brevets.** **484.** Les écoles normales catholiques donnent des brevets de capacité pour les écoles primaires élémentaires, les écoles primaires complémentaires et les écoles primaires supérieures, et les écoles normales protestantes donnent ces brevets pour les écoles élémentaires, les écoles intermédiaires ou *high schools* ou primaires supérieures, et le surintendant doit délivrer un brevet de capacité à tout élève d'une école normale qui a obtenu, du principal qui la dirige, un certificat constatant qu'il y a suivi avec succès un cours régulier d'études conformément aux règlements du comité catholique ou du comité protestant, selon le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 484; 21 Geo. V, c. 60, a. 16.

**Valeur du brevet.** **485.** Tout titulaire d'un brevet valide peut enseigner dans une école publique conformément aux règlements du comité

amount of his bursary if he does not fulfill the conditions required by the school law and regulations, and to pay, if necessary, the fines which may be imposed by the Lieutenant-Governor in Council.

Every father, tutor or friend of a pupil, may become responsible for the payment of all sums exigible under the above-mentioned document and the conditions so fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

The Attorney-General, upon the recommendation of the principal of a normal school, may sue in any court of competent jurisdiction for the recovery of all sums due under such obligation. The action shall be brought in the name of the Attorney-General under the designation of "The Attorney-General of the Province of Quebec, representing His Majesty in the rights of the Province".

The principal shall account to the Superintendent for all sums collected in virtue of this section, which shall apply also to the recovery of any sum due to normal schools under any regulation in force.

The foregoing provisions of this section shall not apply to the normal schools contemplated by section 478. R. S. 1925, c. 133, s. 483; 21 Geo. V, c. 60, s. 15; 3 Geo. VI, c. 15, s. 1.

**484.** The Catholic normal schools shall grant diplomas for primary elementary schools, primary complementary schools and primary superior schools, and Protestant normal schools shall grant such diplomas for elementary schools, intermediate schools, and high schools, or primary superior schools and the Superintendent shall grant a diploma of qualification to any pupil of a normal school, who has obtained, from the principal thereof, a certificate establishing that such pupil has successfully followed a regular course of studies therein, in accordance with the regulations of the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be. R. S. 1925, c. 133, s. 484; 21 Geo. V, c. 60, s. 16.

**485.** Any holder of a valid diploma may teach in a public school, in conformity with the regulations of the Catholic or

catholique ou du comité protestant du conseil de l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 485; 4 Geo. VI, c. 49, a. 5.

Protestant Committee of the Council of Education. R. S. 1925, c. 133, s. 485; 4 Geo. VI, c. 49, s. 5.

## SECTION II

### DES ÉCOLES DE FABRIQUE

**Union aux écoles pu- bliques.** **486.** La fabrique de toute paroisse peut faire, avec les commissaires ou les syndics d'écoles de la municipalité scolaire dont elle fait partie, un acte d'accord mutuel dans le but d'unir, pour une ou plusieurs années, les écoles de fabrique en activité aux écoles publiques établies en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 486.

**Commis- saire de droit.** **487.** Le curé et le marguillier en charge de toute paroisse dont la fabrique contribue annuellement pour au moins cinquante dollars au soutien d'une école sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles, sont de droit commis- saires ou syndics pour l'administration de cette école seulement, s'ils ne le sont pas déjà. S. R. 1925, c. 133, a. 487.

**Ententes.** **488.** Une fabrique ne peut unir ses écoles à celles administrées par des commis- saires ou des syndics d'écoles d'une autre croyance religieuse, à moins d'une entente expresse avec ces commissaires ou syndics. S. R. 1925, c. 133, a. 488.

## SECTION III

### DES ÉCOLES PRIMAIRES COMPLÉMENTAIRES ET DES ACADEMIES OU "HIGH SCHOOLS" DE COMTÉ

**Établisse- ment de high schools, etc.** **489.** Les commissaires ou les syndics d'écoles, selon le cas, de municipalités situées dans un comté, des comtés ou parties de comtés, peuvent s'unir dans le but d'y établir une ou plusieurs écoles primaires complémentaires ou *high schools*, en procédant de la manière qui suit:

**Délégués.** Les présidents de ces corporations scolaires peuvent être nommés délégués d'écoles primaires complémentaires ou de *high schools* pour ces corporations en vertu d'une résolution adoptée à cette fin par chacune d'elles.

**Convo- cation.** Le dernier des délégués qui a été nommé doit convoquer la première assemblée

## DIVISION II

### FABRIQUE SCHOOLS

**Union with public schools.** **486.** The *fabrique* of any parish, and the school commissioners or trustees of the school municipality of which it forms part, may, by mutual agreement in due form, unite, for one or more years, the *fabrique* schools in operation with any of the public schools held under this act. R. S. 1925, c. 133, s. 486.

**Commis- sioners by right.** **487.** The contribution by any *fabrique* of not less than fifty dollars annually towards the support of any school under the management of school commissioners or trustees, shall entitle the *curé* and church-warden in office to be commis- sioners or trustees for the management of that school only, if they were not so before. R. S. 1925, c. 133, s. 487.

**Agree- ment for union.** **488.** No *fabrique* shall unite its schools to those managed by commissioners or trustees of another religious belief, except under an express and formal agreement with the school commissioners or trustees of such other faith. R. S. 1925, c. 133, s. 488.

## DIVISION III

### PRIMARY COMPLEMENTARY SCHOOLS AND COUNTY HIGH SCHOOLS

**Estab- lishment of high schools, etc.** **489.** School commissioners or trustees, as the case may be, of any municipal- ity in any county, counties or parts of counties, may combine to establish one or more primary complementary schools or high schools therein, by proceeding as follows:

**Delegates.** The chairmen of the said school corporations may be appointed primary complementary school or high schools delegates to represent the said corporations, by resolution adopted for that purpose by each.

The last delegate appointed shall call the first meeting of the delegates by giving

des délégués, par un avis écrit, donné huit jours d'avance, indiquant à ceux-ci le lieu et l'époque où elle doit se tenir.

Président, secrétaire. A leur première assemblée, les délégués élisent un président et un secrétaire.

Requête. Si la majorité des délégués adopte une résolution par laquelle ils reconnaissent qu'il est nécessaire d'établir une ou plusieurs écoles primaires complémentaires ou *high schools* dans un comté, des comtés ou des parties de comtés, une requête basée sur cette résolution peut être transmise au comité catholique ou protestant, selon le cas, établissant ces faits. Cette requête doit être signée par le président et le secrétaire de l'assemblée.

Considération. A la session suivante du comité du conseil de l'instruction publique de la croyance religieuse des intéressés, ou à une session spéciale convoquée à cette fin, la requête est prise en considération, et, si elle est approuvée par la majorité des membres du comité, elle est remise au surintendant qui doit la transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil.

Proclamation. Si le lieutenant-gouverneur en conseil approuve cette requête, il peut, par proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, établir ces écoles primaires complémentaires ou ces *high schools*, en leur

Nom. donnant le nom de: "Écoles primaires complémentaires" ou "*High schools* du comté de..." ou "des comtés de...", si ce sont des écoles primaires complémentaires ou des *high schools* de comté ou de comtés, ou "Écoles primaires complémentaires" ou "*High schools* No. 1, 2 et 3 du comté de..." suivant le cas, si ce sont des écoles primaires complémentaires ou des *high schools* de parties de comtés.

Premiers syndics. Dans les trente jours qui suivent la proclamation établissant une école primaire complémentaire ou une *high school*, le bureau des délégués doit se réunir et élire trois d'entre eux pour remplir les fonctions de premiers syndics de cette école primaire complémentaire ou de cette *high school*.

Durée des fonctions. Les fonctions de ces syndics durent jusqu'au premier jour juridique du mois d'août suivant, époque où doit avoir lieu la session annuelle régulière du bureau des délégués. S. R. 1925, c. 133, a. 489.

a written notice of eight days of the time and place of such first meeting.

At the first meeting the delegates shall elect a chairman and a secretary. Chairman, secretary.

If the majority of the delegates pass a resolution declaring that it is necessary to establish one or more primary complementary schools or high schools in any county, counties or parts of counties, a petition to that effect may be forwarded to the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, stating the facts of the case. Such petition shall be signed by the chairman and secretary of the meeting. Petition.

At the next ensuing meeting of the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, or at a meeting specially called for that purpose, the said petition shall be taken into consideration, and, if approved by the majority of the members of the committee, shall be delivered to the Superintendent for transmission to the Lieutenant-Governor in Council. Consideration.

If the Lieutenant-Governor in Council approves such petition, he may, by proclamation in the *Quebec Official Gazette*, establish such primary complementary schools or such high schools, and designate them as the "Primary Complementary Schools or high schools of the county of..." or "counties of...", if primary complementary schools or high schools of a county or counties, or "Primary Complementary Schools or high school No. 1, 2 and 3, of the county of...", as the case may be, if primary complementary schools or high schools of parts of counties. Proclamation.

Within the thirty days following the proclamation establishing a primary complementary school or a high school, the board of delegates shall again meet, and elect three of their members to act as the first trustees of such a primary complementary school or high school. First trustees.

Such trustees shall remain in office until the first juridical day of the month of August then ensuing, when there shall be the regular annual meeting of the board of delegates. R. S. 1925, c. 133, s. 489. Tenure of office.

- Syndics.** **490.** A la première session et à chacune des sessions qui ont lieu tous les ans, le premier jour juridique du mois d'août, le bureau des délégués établi en vertu de l'article 489, nomme trois de ses membres pour remplir les fonctions de syndics de l'école primaire complémentaire ou de la *high school* pour l'année suivante. Il nomme aussi un ou des vérificateurs pour en examiner les comptes. S. R. 1925, c. 133, a. 490.
- Vérificateurs.** **490.** At the first meeting and at each annual meeting on the first juridical day of August, the board of delegates, established under section 489, shall appoint three of their members to act as trustees of the primary complementary school or high school for the ensuing year. They shall also appoint an auditor to examine the accounts of the primary complementary school or high school. R. S. 1925, c. 133, s. 490.
- Rapports.** **491.** Les syndics nommés en vertu de l'article 490 présentent, tous les ans, à la session annuelle du bureau des délégués, un rapport des travaux de l'école primaire complémentaire ou de la *high school* pour l'année écoulée, ainsi qu'un état des recettes et des dépenses préparé par les vérificateurs. S. R. 1925, c. 133, a. 491.
- 491.** The trustees appointed under section 490 shall present, every year, at the annual meeting of the board of delegates, a report of the educational work of the primary complementary school or high school for the past year, together with a statement of income and expenditure prepared by the auditors. R. S. 1925, c. 133, s. 491.
- Sec.-trés.** **492.** Le secrétaire du bureau des délégués peut être secrétaire-trésorier d'un bureau de syndics. S. R. 1925, c. 133, a. 492.
- 492.** The secretary of the board of delegates may be the secretary-treasurer of a board of trustees. R. S. 1925, c. 133, s. 492.
- Devoirs des syndics.** **493.** Les syndics, le secrétaire-trésorier et les vérificateurs doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, se conformer, sous tous les rapports, aux dispositions de la présente loi qui se rapportent aux corporations scolaires et à leurs officiers, ainsi qu'aux règles et règlements des comités catholiques ou protestants du conseil de l'instruction publique, selon le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 493.
- 493.** The trustees, the secretary-treasurer and auditors shall, in the performance of their several duties, conform in all respects to the provisions of this act which apply to school corporations and their officers, and also to the rules and regulations of the Roman Catholic or Protestant Committee of the Council of Education, as the case may be. R. S. 1925, c. 133, s. 493.
- Taxes.** **494.** Afin de pourvoir à la construction et à l'entretien d'une école primaire complémentaire ou *high school* de comté ou de parties de comté, les commissaires ou les syndics d'écoles catholiques ou protestants, selon le cas, qui ont contribué à son établissement, peuvent imposer, sur les biens-fonds imposables de la municipalité scolaire soumise à leur contrôle, une taxe suffisante pour produire la somme requise pour l'achat d'un terrain et la construction de l'école primaire complémentaire ou de la *high school*, et pour payer les professeurs et les dépenses incidentes, selon la décision du bureau des délégués. S. R. 1925, c. 133, a. 494.
- 494.** To provide for the building and maintenance of any primary complementary school, county high school, or high school for a part of a county, the Roman Catholic or Protestant school commissioners or trustees, as the case may be, who have contributed to its establishment, may levy a tax, on the taxable immovable property of the school municipality under their control, sufficient to provide the sum required for the purchase of the site for and the building of the primary complementary school or of the high school, and for the payment of the teachers and the incidental expenses, as may be agreed on by the board of delegates. R. S. 1925, c. 133, s. 494.



Respon-  
sabilité  
solidaire.

**495.** Les commissaires et les syndics d'écoles sont conjointement et solidairement responsables du paiement des sommes mentionnées dans l'article 494 et doivent les payer aux syndics de l'école primaire complémentaire ou de la *high school*, par paiements semestriels égaux, le premier jour juridique de janvier et le premier jour juridique de juillet de chaque année. S. R. 1925, c. 133, a. 495.

Rétribu-  
tion men-  
suelle.

**496.** Les syndics d'écoles primaires complémentaires ou de *high schools* ont le droit d'exiger de chaque élève, selon le degré du cours qu'il suit, une rétribution mensuelle, payable au commencement de chaque mois et qui ne doit pas excéder un dollar et cinquante centins.

Renvoi.

Tout élève qui n'a pas payé cette rétribution pendant deux mois n'est plus admis à suivre les cours. S. R. 1925, c. 133, a. 496.

Droit à la  
subven-  
tion.

**497.** Toute école primaire complémentaire ou *high school* qui remplit les conditions prescrites par les articles ci-dessus, et qui se conforme aux règlements relatifs à ces institutions, adoptés par les comités catholique romain ou protestant, a droit de participer à l'allocation que la Législature vote pour l'éducation supérieure, à la discrétion du comité de sa croyance religieuse. S. R. 1925, c. 133, a. 497.

Joint and  
several  
respon-  
sibility.

**495.** The school commissioners and trustees shall be jointly and severally responsible for the payment of the sums mentioned in section 494, and shall pay the said sums to the trustees of the primary complementary school or high school by equal semi-annual payments on the first juridical day of January and on the first juridical day of July in each year. R. S. 1925, c. 133, s. 495.

Monthly  
fees.

**496.** The trustees of any primary complementary school or high school shall be entitled to charge monthly fees to the pupils attending the same, varying with the course of study followed, such fees to be payable at the beginning of each month, and not to exceed one dollar and fifty cents per month.

Effect of  
arrears.

No pupil, being two months in arrears for such fees, shall be permitted to attend the courses. R. S. 1925, c. 133, s. 496.

Right to  
grant.

**497.** Each primary complementary school or high school fulfilling the conditions of the preceding sections, and conforming to the regulations respecting such institutions, adopted by the Roman Catholic or Protestant Committee, shall be entitled to a share of the legislative grant for superior education in the discretion of the committee of its religious faith. R. S. 1925, c. 133, s. 497.

## SEPTIÈME PARTIE

DES POURSUITES—DES AMENDES—DES APPELS

### SECTION I

#### DES POURSUITES

Pour-  
suites.

**498.** Les commissaires ou les syndics d'une municipalité scolaire peuvent intenter toutes les actions et poursuites qu'ils jugent nécessaires pour le recouvrement des sommes dues, tant pour les cotisations scolaires et la rétribution mensuelle que pour les arrérages de ces taxes. S. R. 1925, c. 133, a. 498.

Com-  
pétence.

**499.** Les actions et poursuites en vertu de l'article 498, quel qu'en soit le montant, doivent être intentées devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat

## PART VII

PROSECUTIONS—PENALTIES—APPEALS

### DIVISION I

#### PROSECUTIONS

**498.** Any school board may institute such suits as they deem necessary for the recovery of sums due, for school assessments, monthly fees and for arrears thereof. R. S. 1925, c. 133, s. 498.

Jurisdic-  
tion.

**499.** All suits and actions under section 498, whatsoever may be the amount thereof, shall be instituted before the Circuit Court or the Magistrate's Court

ou la cour du recorder ayant juridiction dans le territoire où la municipalité scolaire est située en tout ou en partie.

**Appel.** Il y a appel à la Cour du banc du roi des décisions rendues par ces tribunaux, lorsque le montant réclamé excède cinq cents dollars.

**Procédure.** Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions des recorders ou des Cours de recorder, en vertu des articles 9 à 15 de la Loi des cours de recorder (chap. 17).

**Exécution.** Nonobstant toute disposition à ce contraire, l'exécution d'un jugement rendu par la Cour du recorder, en recouvrement des taxes scolaires, peut se faire par la saisie et la vente des biens immeubles du défendeur.

**Règles à suivre.** L'exécution d'un tel jugement sur les biens immeubles ainsi que les procédures subséquentes se font en suivant les mêmes règles que celles édictées par le Code de procédure civile en semblable matière pour la Cour de circuit. S. R. 1925, c. 133, a. 499; 22 Geo. V, c. 59, a. 1.

**Résolution requise.** **500.** Toute action doit être intentée au nom de la corporation scolaire, en vertu d'une résolution adoptée à cette fin. S. R. 1925, c. 133, a. 500.

or the Recorder's Court having jurisdiction within the territory where the school municipality, in whole or in part, is situated.

Wherever the amount claimed exceeds five hundred dollars, an appeal shall lie from the decisions rendered by such courts to the Court of King's Bench.

Such appeal shall be exercised in the same manner as the appeal from the decisions of recorders and recorders' courts, under sections 9 to 15 of the Recorder's Courts Act (Chap. 17).

Notwithstanding any provision to the contrary, the execution of a judgment rendered by the Recorder's Court for the recovery of school taxes may be effected by the seizure and sale of the immoveable property of the defendant.

The execution of such a judgment on the immoveable property as well as the subsequent proceedings shall be made according to the same rules as those enacted in similar matters by the Code of Civil Procedure for the Circuit Court. R. S. 1925, c. 133, s. 499; 22 Geo. V, c. 59, s. 1.

**500.** Every action shall be brought in the name of the school corporation, in virtue of a resolution adopted for that purpose. R. S. 1925, c. 133, s. 500.

## SECTION II

### DES AMENDES

**Refus d'accepter une charge.** **501.** Quiconque, appelé légalement à remplir une fonction en vertu de la présente loi, refuse ou néglige de la remplir ou contrevient à quelqu'une des dispositions de la présente loi ou des règlements qui s'y rapportent, est passible, pour chaque contravention par commission ou par omission, d'une amende de pas moins de cinq dollars, ni de plus de dix dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 501.

**Faux rapports.** **502.** Tout commissaire ou syndic d'écoles, secrétaire-trésorier ou autre personne qui fait un certificat ou un rapport faux, au moyen duquel il obtient ou cherche à obtenir frauduleusement des deniers affectés à des fins d'éducation par quelqu'une des dispositions de la présente loi, doit non seulement rembourser les deniers

## DIVISION II

### PENALTIES

**501.** Every person lawfully called upon to accept any office or perform any functions under this act, who refuses to accept or neglects to perform the same, or who, in any way, wilfully contravenes any provision of this act, or of any regulation thereunder, shall, for each such offence, be liable to a fine of not less than five dollars nor more than ten dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 501.

**502.** Any school commissioner, trustee, secretary-treasurer or other person making any false certificate or return, by means of which he fraudulently obtains, or seeks fraudulently to obtain money provided for the purposes of education under any of the provisions of this act, shall restore the money so obtained, and shall

qu'il a pu ainsi obtenir, mais il est passible, en outre, d'une amende de dix à quarante dollars.

also be liable to a fine of not less than ten dollars nor more than forty dollars.

Exécution.

Si l'amende qui peut être imposée comme susdit n'est pas payée dans les dix jours qui suivent le prononcé du jugement, elle doit être perçue, ainsi que les frais, par la saisie et la vente des meubles et effets du défendeur.

If such fine be not paid within ten days after judgment, it shall be levied, with costs, by seizure and sale of the goods and chattels of the defendant.

Execution.

Emprisonnement.

A défaut de meubles et effets suffisants, le défendeur peut être emprisonné et détenu dans la prison commune pendant un jour pour chaque soixante centins du montant de l'amende et des frais ou de la balance qui peut être due. S. R. 1925, c. 133, a. 502.

In default of sufficient goods and chattels, the defendant may be committed to the common gaol and detained therein one day for each sixty cents of the amount of the fine and costs, or of the balance due. R. S. 1925, c. 133, s. 502.

Imprisonment.

Rétention des livres, etc.

**503.** 1. Un commissaire, un syndic ou un secrétaire-trésorier, après sa destitution ou sa sortie de charge, ou toute autre personne qui détient, garde, prend ou refuse de remettre des deniers, registres, livres, papiers ou objets quelconques, appartenant à une corporation scolaire, encourt une amende de pas moins de cinq dollars, ni plus de vingt dollars, pour chaque jour qu'il détient, garde ou refuse de remettre ces deniers, registres, livres, papiers ou objets quelconques, à partir du jour qui suit celui de l'avis dont il est fait mention dans le paragraphe 2 du présent article. Cette poursuite doit être intentée par la corporation scolaire intéressée, laquelle, par la même action, peut demander la remise des deniers, registres, livres, papiers ou objets quelconques plus haut mentionnés.

**503.** 1. Any school commissioner, trustee or secretary-treasurer, after dismissal or retirement from office, or any other person, who retains, keeps, or takes possession of or refuses to deliver up any sum of money, register, book, paper, or other article belonging to a school corporation, shall be liable, for each day during which he retains, appropriates or refuses to deliver such sum of money, register, book, paper, or other article, to a fine of not less than five dollars nor more than twenty dollars, from the day following that upon which the notice mentioned in subsection 2 of this section has been served upon him. Such suit shall be instituted by the school corporation interested, which, in the same action, may pray for the return of the moneys, registers, books, papers, or other articles above-mentioned.

Refusal to restore school property.

Avis.

2. Avant d'intenter l'action pour le recouvrement de cette amende, un avis doit être donné par le surintendant, à la personne qui détient les deniers ou objets ci-dessus mentionnés, lui enjoignant de les déposer ou livrer, à une époque spécifiée, à la personne indiquée dans cet avis. Cet avis doit être signifié, par un huissier de la Cour supérieure, au détenteur des deniers ou objets, à son domicile, ce dont l'huissier qui a instrumenté doit faire ensuite rapport.

2. Before suing for such fine, notice shall be given by the Superintendent to the person who retains the sum of money or article above-mentioned, ordering him to deposit or deliver the same within a specified time into the hands of the person indicated in such notice. Such notice shall be served by a bailiff of the Superior Court upon the person withholding such money or other article, at his domicile, and the said bailiff shall make his return of such service.

Notice.

Amende et emprisonnement.

3. Cette amende est considérée comme une dette personnelle, et la personne à qui elle a été imposée pour non-paiement, ou parce qu'elle a refusé ou négligé de remettre, dans le délai indiqué, ces deniers, registres, livres, papiers, ou objets quel-

3. Such fine shall be considered as a personal debt, and the person upon whom it is inflicted may be condemned to be imprisoned, in default of payment of the fine, or in case of refusal or neglect to return the said sum of money, registers,

Fine and imprisonment.

conques, ou quelqu'un d'entre eux, peut être condamnée à l'emprisonnement jusqu'à ce qu'elle se soit conformée au jugement. S. R. 1925, c. 133, a. 503.

books, papers, or other articles or any of them, until he has conformed to the judgment. R. S. 1925, c. 133, s. 503.

Tapage.

**504.** Toute personne qui, volontairement, trouble, distrait ou interrompt une école ou maison d'éducation, soit par des paroles ou une conduite indécentes, inconvenantes ou blessantes, soit en faisant du bruit à l'intérieur ou près de telle école ou maison d'éducation, de manière à troubler la classe ou l'école, est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars et des frais, ou de trente jours de prison, ou de l'amende et de la prison à la fois. S. R. 1925, c. 133, a. 504.

**504.** Every person who voluntarily troubles, disturbs or interrupts any school or educational institution by indecent, improper or insulting expressions or conduct, or by making any noise in or near such school or educational institution so as to disturb the classes or the school, shall be liable to a fine of not more than twenty dollars and costs, or thirty days' imprisonment, or to a fine and imprisonment at the same time. R. S. 1925, c. 133, s. 504.

Compétence des tribunaux.

**505.** A moins qu'il ne soit prescrit autrement par quelque disposition de la présente loi, toute poursuite intentée pour le recouvrement d'une amende doit être portée devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat. S. R. 1925, c. 133, a. 505.

**505.** Except when otherwise provided by this act, any suit for the recovery of a fine shall be taken before the Circuit Court, or the Magistrate's Court. R. S. 1925, c. 133, s. 505.

Droit de poursuite.

**506.** Sauf pour le cas spécifié à l'article 503, toute personne chargée de mettre la présente loi à effet, ou habile à voter à l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles, peut poursuivre en son nom personnel pour le recouvrement des amendes imposées en vertu de quelque une des dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 506.

**506.** Except in the case specified in section 503, any person whose duty it is to carry out the provisions of this act or who is qualified to vote at an election of school commissioners or trustees, may sue in his own name for the recovery of any fine imposed in virtue of this act. R. S. 1925, c. 133, s. 506.

Emploi des amendes.

**507.** Le montant de toute amende imposée en vertu des articles précédents doit être versé dans le fonds scolaire de la corporation des commissaires ou des syndics de la municipalité où l'infraction a été commise. S. R. 1925, c. 133, a. 507.

**507.** The amount of every fine levied in virtue of the preceding sections shall be paid into the school funds of the corporation of the commissioners or trustees of the municipality in which the offence has been committed. R. S. 1925, c. 133, s. 507.

### SECTION III

#### DES APPELS

### DIVISION III

#### APPEALS

Cas d'appel.

**508.** Il y a appel ou recours à la Cour de circuit ou à la Cour de magistrat lorsque les commissaires ou les syndics d'écoles ont:

**508.** An appeal or recourse lies to the Circuit Court or to the Magistrate's Court when the school commissioners or trustees have,—

1° Choisi l'emplacement ou décidé la construction ou la reconstruction d'une école;

1. Selected a school site or decided upon building or rebuilding a school;

2° Etablir un nouvel arrondissement;

2. Established a new district;

3° Changé les limites d'un arrondissement déjà existant;

4° Réuni ou séparé deux ou plusieurs arrondissements;

5° Imposé une cotisation spéciale en vertu des dispositions de l'article 265; ou

6° Refusé ou négligé d'exercer quelques-unes des attributions qu'ils peuvent ou doivent exercer en vertu des articles 88, 93, 236, 264, 265 ou 266. S. R. 1925, c. 133, a. 508; 16 Geo. V, c. 40, a. 4.

3. Altered the limits of a district already existing;

4. United or separated two or more districts;

5. Levied a special tax in virtue of the provisions of section 265;

6. Refused to perform any of the duties which they may or should perform in virtue of sections 88, 93, 236, 264, 265 or 266. R. S. 1925, c. 133, s. 508; 16 Geo. V, c. 40, s. 4.

Délai  
d'appel.

**509.** L'appel ou recours peut être pris par tout contribuable de la municipalité scolaire:

1° Dans les trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 307 dans les cas où tel avis est requis; ou

2° Si les commissaires ou les syndics d'écoles refusent ou négligent d'exercer quelques-uns des devoirs ou des attributions mentionnés aux articles 88, 93, 236, 264, 265 ou 266, dans les trente jours qui suivent l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la mise en demeure donnée par un contribuable aux commissaires ou aux syndics d'écoles de les exercer, si, dans ce délai, les commissaires ou les syndics d'écoles n'ont pas fait droit à la demande du contribuable. S. R. 1925, c. 133, a. 509.

**509.** The appeal or recourse may be taken by any rate-payer of the school municipality,—

1. During the thirty days following the notice given in virtue of section 307 in the cases in which such notice is required; or

2. If the school commissioners or trustees refuse or neglect to perform a duty or to exercise a power mentioned in sections 88, 93, 236, 264, 265 or 266, during the thirty days following the expiration of a delay of thirty days counting from the notice given by a rate-payer to the school commissioners or trustees to exercise the same, if within such delay the school commissioners or trustees have not granted the application of such rate-payer. R. S. 1925, c. 133, s. 509.

Avis  
d'appel.

**510.** L'appel ou recours est exercé au moyen d'un avis par écrit indiquant les motifs de l'appel, dont signification est faite par un huissier au secrétaire-trésorier de la commission scolaire en cause, personnellement ou au bureau ou au domicile de celui-ci. S. R. 1925, c. 133, a. 510; 2 Geo. VI, c. 65, a. 5.

**510.** The appeal or recourse shall be exercised by means of a written notice stating the motives of the appeal, served by a bailiff upon the secretary-treasurer of the school board interested, personally or at his office or domicile. R. S. 1925, c. 133, s. 510; 2 Geo. VI, c. 65, s. 5.

Rapport.

**511.** Un duplicata de cet avis, avec le rapport de la signification qui en a été faite, doit être produit au greffe de la cour dans les cinq jours qui suivent la signification. S. R. 1925, c. 133, a. 511.

**511.** A duplicate of such notice, and the certificate of the service thereof, shall be returned into the office of the court within five days after the service. R. S. 1925, c. 133, s. 511.

Produ-  
ction des  
docu-  
ments.

**512.** Dans les dix jours qui suivent la signification, tous les documents concernant l'affaire doivent être produits au greffe, à dix heures de l'avant-midi, par le secrétaire-trésorier de la commission scolaire, sous une pénalité n'excédant pas vingt dollars, laquelle peut être imposée

**512.** Within ten days after the service of the notice, all the documents concerning the matter must be filed at the office of the court, at ten of the clock in the morning, by the secretary-treasurer of the school board, under a penalty of not more than twenty dollars, which may be

par la cour, séance tenante. S. R. 1925, c. 133, a. 512. imposed in open court. R. S. 1925, c. 133, s. 512.

Inscription.

**513.** Aussitôt que les dix jours mentionnés dans l'article 512 sont expirés, la cause doit être mise, par le greffier, sur le rôle pour preuve et audition et peut être entendue le cinquième jour juridique après cette inscription, ou tout autre jour fixé par le juge. Si la cause n'est pas terminée dans le terme, elle peut être continuée au terme suivant.

**513.** As soon as the ten days mentioned in section 512 have expired, the case shall be placed by the clerk upon the roll for proof and hearing, and may be heard on the fifth juridical day after such inscription, or on any other day fixed by the judge. If the case be not concluded during the term it may be continued to the next term.

Inscription.

Détails.

Le tribunal peut toujours ajourner l'audition de la cause, s'il lui paraît que les motifs de l'appel n'ont pas été suffisamment détaillés dans l'avis, et il peut, aux conditions qui lui paraissent justes, ordonner que les détails soient fournis par l'appelant, avant l'audition de la cause ou avant la continuation de cette audition. S. R. 1925, c. 133, a. 513; 2 Geo. VI, c. 65, a. 6.

The court may always adjourn the hearing of the case if it appears to the court that the motives of the appeal are not sufficiently detailed in the notice, and it may, upon such conditions as appear fair to it, order that the details be furnished by the appellant, before the hearing of the case or before the continuation of such hearing. R. S. 1925, c. 133, s. 513; 2 Geo. VI, c. 65, s. 6.

Details.

Priorité.

**514.** L'appel ou recours a priorité sur les autres causes. S. R. 1925, c. 133, a. 514.

**514.** The appeal or recourse shall have precedence over all other cases. R. S. 1925, c. 133, s. 514.

Precedence.

Décision.

**515.** Le tribunal peut, par son jugement, confirmer la résolution dont appel est porté ou l'annuler, rectifier toute irrégularité de procédure s'y rattachant, rendre telle décision que les commissaires ou syndics d'écoles auraient dû rendre originairement ou leur ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours. S. R. 1925, c. 133, a. 515.

**515.** The court may, by its judgment, confirm the resolution appealed from or annul the same, correct any error of procedure connected therewith, render such decision as the school commissioners or trustees should have originally rendered, or order them to exercise the powers respecting which recourse is had. R. S. 1925, c. 133, s. 515.

Judgment.

Sanction.

**516.** Si le tribunal, par son jugement, condamne la corporation scolaire à faire une chose qui lui a été demandée, cette corporation encourt une pénalité n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour de retard apporté dans l'exécution de ce qu'elle est tenue de faire. S. R. 1925, c. 133, a. 516.

**516.** If the court, by its judgment, condemns the school board to do anything which has been required of it, such board shall be liable to a penalty of not more than twenty dollars per day, for each day's delay in the carrying out of what it is bound to do. R. S. 1925, c. 133, s. 516.

Penalty for not obeying judgment.

Sursis.

**517.** L'exécution de la décision des commissaires ou des syndics dont il est appelé, est suspendue jusqu'à ce que le jugement sur l'appel soit rendu. S. R. 1925, c. 133, a. 517.

**517.** The execution of the decision of the school commissioners or trustees appealed from, shall be suspended until the judgment on the appeal is rendered. R. S. 1925, c. 133, s. 517.

Suspension of execution.

Frais.

**518.** Les frais de l'appel ou du recours sont à la discrétion de la cour ou du juge

**518.** The costs of the appeal or the recourse shall be in the discretion of the

Costs.

et doivent être taxés contre l'une ou l'autre des parties. S. R. 1925, c. 133, a. 518. court or judge, and shall be taxed against either party. R. S. 1925, c. 133, s. 518.

## HUITIÈME PARTIE

DES PENSIONS DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

## SECTION I

DE LA PENSION DES FONCTIONNAIRES

Age de  
retraite.

**519.** Toute personne qui a atteint l'âge de cinquante-six ans, et qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire durant vingt années ou plus, a droit à une pension annuelle calculée d'après la moyenne du traitement qu'elle a reçu pendant les années qu'elle a passées dans l'enseignement, et pour lesquelles elle a payé la retenue.

Ex-  
ception.

Toutefois, ce fonctionnaire a la faculté d'abandonner l'enseignement à cinquante ans, mais il ne peut commencer à recevoir le montant de sa pension qu'à l'âge de cinquante-six ans. S. R. 1925, c. 133, a. 519; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 2; 4 Geo. VI, c. 49, a. 6.

Calcul  
de la  
pension.

**520.** La pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire est fixée à la somme obtenue en multipliant les deux centièmes de leur traitement moyen ou, s'ils ont enseigné plus de vingt ans, du traitement moyen des vingt années pendant lesquelles ils ont eu le plus fort traitement, par le nombre de leurs années de service jusqu'à concurrence de trente-cinq ans.

Mini-  
mum.

La pension de tout fonctionnaire de l'enseignement primaire à la retraite le ou après le 1er juillet 1940, ne doit pas être inférieure à deux cents dollars. Ce minimum est augmenté de cinq dollars par année d'enseignement au-delà de vingt jusqu'à trente-cinq. S. R. 1925, c. 133, a. 520; 17 Geo. V, c. 38, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 3; 4 Geo. VI, c. 49, a. 7.

Maxi-  
mum.

**521.** Pour les fins de la présente partie, aucune pension ne doit dépasser quinze cents dollars par année. S. R. 1925, c. 133, a. 524; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 5; 4 Geo. VI, c. 49, a. 8.

## PART VIII

PENSIONS OF OFFICERS OF PRIMARY EDUCATION

## DIVISION I

PENSIONS OF OFFICERS

**519.** Every person who is fifty-six years of age, and who has been employed as an officer of primary education, during a term of twenty years or upwards, shall be entitled to an annual pension, based upon the average salary received by him during the years he taught, and for which he has paid the stoppages. Age for receiving pensions.

Such person may, however, discontinue teaching at the age of fifty years, but he may not begin to receive his pension until he is fifty-six years of age. R. S. 1925, c. 133, s. 519; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 2; 4 Geo. VI, c. 49, s. 6. Excep-  
tion.

**520.** The pension of every officer of primary education shall be fixed at the sum obtained by multiplying two one-hundredths of his average salary, or, if he have taught for more than twenty years, then of his average salary for the twenty years during which his salary was the highest, by the number of years of service up to thirty-five years. Compu-  
tation of pension.

The pension of no officer of primary education who is on the retired list on or after the 1st of July, 1940, be less than two hundred dollars. This minimum shall be increased by five dollars per year of teaching above twenty years and up to thirty-five years. R. S. 1925, c. 133, s. 520; 17 Geo. V, c. 38, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 3; 4 Geo. VI, c. 49, s. 7. Mini-  
mum.

**521.** For the purposes of this Part no pension shall be more than fifteen hundred dollars per annum. R. S. 1925, c. 133, s. 524; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 5; 4 Geo. VI, c. 49, s. 8. Maxi-  
mum.

Retraite  
après  
vingt ans  
de service.

**522.** Après vingt ans de service, tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, quel que soit son âge, peut obtenir une pension, lorsqu'un accident grave ou une santé altérée le met dans l'impossibilité de continuer à remplir ses fonctions, pourvu que cet accident ou cette mauvaise santé ne soit pas le résultat d'une conduite réprouvée par la loi ou la morale. S. R. 1925, c. 133, a. 525 (*partie*); 23 Geo. V, c. 53, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 6; 4 Geo. VI, c. 49, a. 9.

**522.** After twenty years' service, any Pension officer of primary education, whatever be after his age, may receive a pension when a twenty serious accident, or enfeebled health, years' renders it impossible for him to continue service. such service, provided such accident or ill-health has not arisen through any conduct forbidden by law or against good morals. R. S. 1925, c. 133, s. 525 (*part*); 23 Geo. V, c. 53, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 6; 4 Geo. VI, c. 49, s. 9.

Remise  
des re-  
tenues.

**523.** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, à compter du 13 avril, 1933, tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, du sexe féminin, marié, qui se retire de l'enseignement après vingt années de service et avant d'avoir atteint l'âge de cinquante ans, n'a droit qu'au remboursement des retenues qu'il a versées au fonds de pension sans intérêt. Toutefois, en cas de viduité et lorsque ce fonctionnaire reprend l'enseignement, il rentre dans ses droits à la retraite pourvu qu'il remette au fonds de pension, dans les cinq ans qui suivent sa rentrée dans l'enseignement, la somme qu'il a reçue. Cette remise peut être faite en cinq paiements égaux et annuels. S. R. 1925, c. 133, a. 525 (*partie*); 23 Geo. V, c. 53, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 6; 4 Geo. VI, c. 49, a. 9.

**523.** Notwithstanding the provisions Reimbur- of the preceding section, from and after sement of the 13th of April, 1933, any married female officer of primary education who retires stoppages. from teaching after twenty years of service, before attaining fifty years of age, shall be entitled only to the reimbursement of the stoppages which she has paid into the pension fund, without interest. However, in the case of widowhood and when such officer resumes teaching, she shall recover her rights to the pension, provided that she returns to the pension fund, within the five years next after her reentry into teaching, the sum which she has received. Such repayment may be made in five equal and annual payments. R. S. 1925, c. 133, s. 525 (*part*); 23 Geo. V, c. 53, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 6; 4 Geo. VI, c. 49, s. 9.

Idem  
après dix  
ans de  
service.

**524.** Après dix ans et moins de vingt ans de service, le fonctionnaire de l'enseignement primaire qui est obligé de se retirer de l'enseignement, pour une des causes susmentionnées, peut se faire rembourser les sommes qu'il a versées au fonds de pension, sans intérêt. Mais tout fonctionnaire qui, après avoir ainsi obtenu le remboursement des sommes qu'il avait versées au fonds de pension, reprend l'enseignement, rentre dans ses droits à la retraite en remettant au fonds de pension la somme qu'il a reçue, dans les cinq ans qui suivent sa rentrée dans l'enseignement. Cette remise peut être faite en cinq paiements égaux et annuels.

**524.** After ten years' and less than Repay- twenty years' service, any officer of pri- ment mary education, who is obliged to retire after ten from teaching for any of the reasons a- years' bove-mentioned, may be repaid the sums service. which he paid into the pension fund, without interest. But any officer who, after having been so repaid the sums by him paid into the pension fund, again takes up teaching, shall recover his rights to a retiring allowance on returning to the pension fund the sum received by him, within the five years next after his again taking up teaching. Such repayment may be made in five equal and annual payments.

Héritiers.

Les héritiers légaux du fonctionnaire qui meurt après dix ans de service ont droit à ce remboursement. S. R. 1925,

The legal heirs of any officer who dies Repay- after ten years of service shall be entitled ment to such repayment. R. S. 1925, c. 133, to heirs.



c. 133, a. 525 (*partie*); 23 Geo. V, c. 53, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 6; 4 Geo. VI, c. 49, a. 9.

Trans-  
port au  
fonds de  
pension  
du service  
civil.

**525.** Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, un fonctionnaire de l'enseignement primaire nommé membre du service civil, peut transporter au fonds de pension du service civil les retenues qui sont à son crédit dans le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, et ses années comme fonctionnaire de l'enseignement primaire lui seront comptées comme s'il les avait passées dans le service civil, notwithstanding les dispositions de l'article 13 de la Loi des pensions (chap. 13). S. R. 1925, c. 133, a. 525 (*partie*); 23 Geo. V, c. 53, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 6; 4 Geo. VI, c. 49, a. 9.

**525.** With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, an officer of primary education appointed as a member of the civil service may transfer to the civil service pension fund the amounts retained and which are standing to his credit in the pension fund for officers of primary education, and the years he has spent as such officer of primary education shall count as if they had been spent in the civil service, notwithstanding the provisions of section 13 of the Pension Act (Chap. 13). S. R. 1925, c. 133, s. 525 (*part*); 23 Geo. V, c. 53, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 6; 4 Geo. VI, c. 49, s. 9.

Transfer  
to civil  
service  
pension  
fund.

Certificat  
du mé-  
decin.

**526.** Quand la retraite est demandée pour cause d'affaiblissement de santé ou de maladie grave, ces infirmités et leurs causes sont constatées par des certificats du médecin qui a soigné ce fonctionnaire et, si la commission administrative le juge à propos, par celui d'un autre médecin choisi par elle et à ses frais. (*Voir formule 22*). S. R. 1925, c. 133, a. 526.

**526.** If an officer applies for leave to retire owing to enfeebled health or serious illness, such infirmities and the cause thereof shall be established by certificates from the physician who has attended such officer, and, if the administrative commission deem it expedient, by another physician selected by it and at its own expense. (*Form 22.*) R. S. 1925, c. 133, s. 526.

Medical  
certifi-  
cate.

Attesta-  
tion.

**527.** Les certificats de médecin prescrits par l'article 526 doivent être préparés suivant la formule 22 de la présente loi et attestés sous serment devant un juge de paix ou toute autre personne autorisée à faire prêter serment. S. R. 1925, c. 133, a. 527.

**527.** The physicians' certificates, prescribed by section 526, shall be prepared according to form 22, and verified under oath before a justice of the peace or any other person authorized to administer an oath. R. S. 1925, c. 133, s. 527.

Verifica-  
tion.

Suppres-  
sion de la  
pension.

**528.** La pension est supprimée dès que la cause en vertu de laquelle elle a été obtenue a cessé.

**528.** Such pension shall be stopped from the moment the cause which gave rise to it has ceased to exist.

When  
pension  
ceases.

Avis.

Dès que la commission administrative du fonds de pension de retraite a décidé que la cause en vertu de laquelle la pension a été obtenue a cessé, avis doit être immédiatement donné au pensionnaire que le paiement de la pension sera discontinué à l'expiration d'une année à partir du mois de janvier qui suivra l'envoi de cet avis.

So soon as the administrative commission of the pension fund has decided that the cause which gave rise to the pension has ceased to exist, notice shall be immediately given to the pensioner that the payment of the pension will be discontinued at the expiration of one year from the month of January following the sending of such notice.

Notice.

Réta-  
blisse-  
ment.

La pension doit être accordée de nouveau à la personne à qui elle a été retranchée en vertu du présent article, si de nou-

The pension shall be again granted to the person from whom it was taken under this section, if he again becomes entitled

Again  
granting  
pension.

veau elle se trouve dans les conditions voulues par la loi pour y avoir droit. S. R. 1925, c. 133, a. 528; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 7.

thereto. R. S. 1925, c. 133, s. 528; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 7.

Calcul des années de service.

**529.** Lors de la liquidation des pensions, il est tenu compte des années de service, à compter de la date du brevet de capacité ou, si le fonctionnaire a obtenu son brevet postérieurement à son entrée en service, à compter de l'âge auquel les brevets étaient accordés à l'époque où le fonctionnaire est entré en service.

**529.** When fixing the amount of the pension, the number of years of service from the date of the diploma shall be included, or, if the officer obtained his diploma after beginning service, from the age at which diplomas were granted at the time the officer entered service.

Restriction.

Le présent article s'applique aux demandes de pensions produites après le premier juillet 1926. S. R. 1925, c. 133, a. 529; 18 Geo. V, c. 44, a. 8.

This section shall apply to applications for pensions filed after the 1st of July, 1926. R. S. 1925, c. 133, s. 529; 18 Geo. V, c. 44, s. 8.

Service hors de la province.

**530.** Les années pendant lesquelles les fonctionnaires de l'enseignement primaire ont enseigné hors de la province ne sont pas comptées avec celles qui leur donnent droit à la pension. S. R. 1925, c. 133, a. 530.

**530.** The years, during which officers of primary education have taught outside of the Province, may not be counted among those which entitled them to a pension. R. S. 1925, c. 133, s. 530.

Preuve requise.

**531.** Tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui veut faire valoir ses droits à la pension, doit prouver à la commission administrative du fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire qu'il a servi comme tel pendant les cinq dernières années précédant sa demande, et qu'il s'est conformé aux autres dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 133, a. 531.

**531.** Every officer of primary education who wishes to claim his right to a pension, shall establish, before the administrative commission of the pension fund of officers of primary education, that he has served as such officer during the last five years preceding his application, and that he has complied with the other provisions of this act. R. S. 1925, c. 133, s. 531.

Documents requis.

**532.** Le fonctionnaire de l'enseignement primaire, pour être admis à faire valoir ses droits à la retraite, doit produire, indépendamment de son acte de naissance et d'une déclaration de domicile, un certificat énonçant ses nom, prénoms et qualités, la date à laquelle il a commencé à agir comme fonctionnaire, ses états de service et les motifs pour lesquels il demande sa pension. S. R. 1925, c. 133, a. 532.

**532.** An officer of primary education, in order to be pensioned, must produce, in addition to his certificate of birth and a declaration of his domicile, a certificate stating his name in full and quality, the date when he first acted as such officer, his services, and the date and the reasons for his applying for a pension. R. S. 1925, c. 133, s. 532.

Enseignement comme religieux.

**533.** Tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui a appartenu à une communauté religieuse enseignante peut faire compter cinq de ses années d'enseignement, comme religieux dans la province de Québec, à compter de la date de son diplôme, à condition qu'il paie la retenue au fonds de pension basée sur un salaire

**533.** Any officer of primary education who has belonged to a teaching religious community may have five years of his teaching, as a member of a religious order in the Province of Quebec, from the date of his diploma, counted, on condition that such officer pay the stoppages for the pension fund based on a salary estimated by

évalué par les membres de la commission administrative du fonds de pension de retraite. S. R. 1925, c. 133, a. 532a; 4 Geo. VI, c. 49, a. 10.

the members of administrative commission of the pension fund. R. S. 1925, c. 133, s. 532a; 4 Geo. VI, c. 49, s. 10.

## SECTION II

## DE LA PENSION DES VEUVES DES FONCTIONNAIRES

Demi-pension.

**534.** La veuve d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire, mort entre le 24 juillet 1880 et le 1er juillet 1886, après avoir payé ses retenues en vertu de la loi 43-44 Victoria, chapitre 22, reçoit, tant qu'elle garde viduité, la moitié de la pension à laquelle son mari avait droit. S. R. 1925, c. 133, a. 533.

Idem.

**535.** La demi-pension n'est accordée à la veuve du fonctionnaire de l'enseignement primaire mort après le 1er juillet 1886, que dans le cas où celui-ci a versé au fonds de pension, en sus de la retenue payable par lui, et aux mêmes époques, une somme égale à la moitié de cette retenue, et, si elle n'a pas été payée en temps voulu, le fonctionnaire peut l'acquitter le ou avant le 30 juin 1945; néanmoins, cette dernière retenue n'est exigible que pour les années pendant lesquelles le fonctionnaire a été marié. S. R. 1925, c. 133, a. 534; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 8; 4 Geo. VI, c. 49, a. 11.

Condition.

**536.** Pour que la veuve d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire ait le droit de réclamer une pension, il faut que ce fonctionnaire ait payé, pendant au moins six ans avant d'abandonner l'enseignement, la retenue prescrite par l'article 535. S. R. 1925, c. 133, a. 536.

Restriction.

**537.** La veuve ne peut pas payer la retenue que son mari aurait négligé de verser au fonds de pension. S. R. 1925, c. 133, a. 537.

Documents requis.

**538.** Pour obtenir une pension, la veuve d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire doit fournir, indépendamment des pièces que son mari aurait été obligé de produire:

- 1° Son acte de naissance;
- 2° L'acte de décès de son mari;

## DIVISION II

## PENSION OF WIDOWS OF OFFICERS

**534.** The widow of an officer of primary education who has died between the 24th of July, 1880, and the 1st of July, 1886, after having paid his stoppages under the act 43-44 Victoria, chapter 22, shall, so long as she remains a widow, have a right to one-half of the pension to which her husband was entitled. R. S. 1925, c. 133, s. 533.

**535.** Such half-pension shall be allowed to the widow of an officer of primary education dying after the 1st of July, 1886, only when the latter has paid into the pension fund, in addition to the stoppages payable by him, and at the same time, a sum equal to one-half of such stoppages; and if such sum has not been paid in due time the officer may pay it on or before the 30th of June, 1945; nevertheless the latter stoppage exacted shall be only for the years during which the officer was married. R. S. 1925, c. 133, s. 534; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 8; 4 Geo. VI, c. 49, s. 11.

**536.** In order that a widow of an officer of primary education shall be entitled to a pension, the said officer must have paid, during at least six years before he ceased teaching, the stoppages prescribed by section 535. R. S. 1925, c. 133, s. 536.

**537.** The widow shall not be allowed to pay the stoppages which her husband neglected to pay into the pension fund. R. S. 1925, c. 133, s. 537.

**538.** The widow of an officer of primary education claiming the pension, shall furnish, in addition to the vouchers which her husband would have been obliged to produce:

1. Her certificate of birth;
2. The burial certificate of her husband;

3° L'acte de célébration de son mariage. (*Voir formule 23.*) S. R. 1925, c. 133, a. 538.

3. Her marriage certificate. (*Form 23.*) R. S. 1925, c. 133, s. 538.

## SECTION III

## DES VERSEMENTS ET DES RETENUES

Retenue  
pour  
services  
avant  
1880.

**539.** Tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui a versé au fonds de pension, avant le 1er juillet 1913, la retenue exigible en vertu de la présente partie, pour ses années de service antérieures au 24 juillet 1880, peut faire compter ces années de service pour établir son droit à la pension. S. R. 1925, c. 133, a. 539.

Intérêt.

**540.** Les fonctionnaires de l'enseignement primaire qui, entre le 24 juillet 1880 et le 1er juillet 1886, ont payé la retenue exigible par la loi 43-44 Victoria, chapitre 22, pour leurs années de service antérieures au 24 juillet 1880, ont droit à l'intérêt de cinq pour cent sur la somme ainsi versée, jusqu'au 1er juillet 1886, cet intérêt devant être déduit des retenues qu'ils doivent payer à l'avenir sur leur traitement ou sur leur pension, suivant le cas. S. R. 1925, c. 133, a. 541.

Prove-  
nance du  
fonds de  
pension.

**541.** Le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire provient:

1° D'une retenue de trois pour cent, par année, sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commissaires ou de syndics.

Les professeurs de musique, de dessin et autres spécialités munis d'un diplôme reconnu par les comités catholique ou protestant du Conseil de l'instruction publique et qui ne sont pas régis par les dispositions de l'alinéa précédent peuvent payer au fonds de pension de l'enseignement primaire la retenue mentionnée audit alinéa et, dans le cas d'un tel paiement, les dispositions de la huitième partie de la présente loi s'appliquent à eux.

Les dispositions de l'alinéa précédant immédiatement sont censées être en vigueur depuis l'établissement du fonds de pension;

## DIVISION III

## INSTALMENTS AND STOPPAGES

**539.** Any officer of primary education, who, before the 1st of July, 1913, paid into the pension fund the stoppages required by this Part, for the years of service immediately preceding the 24th of July, 1880, may count the said preceding years of service to establish his right to a pension. R. S. 1925, c. 133, s. 539.

Stop-  
pages for  
service  
before  
1880.

Interest.

**540.** The officers of primary education who, between the 24th of July, 1880, and the 1st of July, 1886, paid the stoppages required by the act 43-44 Victoria, chapter 22, for their years of service previous to the 24th of July, 1880, shall be entitled to interest, at the rate of five per cent per annum, upon the sums so paid up to the 1st of July, 1886, such interest to be deducted from the stoppages to be thereafter paid by them, out of their salary or pension, as the case may be. R. S. 1925, c. 133, s. 541.

**541.** The pension fund of officers of primary education shall be made up of:

What  
consti-  
tutes  
pension  
fund.

1. A reduction or stoppage of three per cent, per annum, from the salary of every officer of primary education, as well as from that of every layman teaching without a diploma in schools of commissioners or trustees.

Professors of music, drawing and other specialties, holding a diploma recognized by the Roman Catholic or Protestant Committee of the Council of Education, who do not come under the provisions of the preceding paragraph, may pay into the pension fund of primary education the stoppage mentioned in the said paragraph and, in the event of such payment, the provisions of Part VIII of this act shall apply to them.

The provisions of the immediately preceding paragraph shall be deemed to have been in force since the establishing of the pension fund;

2° D'une retenue de dix pour cent prélevée, annuellement, sur le fonds des écoles publiques. S. R. 1925, c. 133, a. 542; 23 Geo. V, c. 53, a. 3; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 9.

2. A deduction of ten per cent, annually, from the public school fund. R. S. 1925, c. 133, s. 542; 23 Geo. V, c. 53, s. 3; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 9.

Dépôt au  
trésor.

**542.** Le produit des différentes retenues et allocations, faites depuis le 24 juillet 1880, jusqu'au 1er juillet 1886, doit être déposé dans le trésor de la province et converti en obligations de la province ou de la puissance, au prix courant de ces obligations, et capitalisé au profit du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire. S. R. 1925, c. 133, a. 543.

**542.** The total amount of such stoppages and grants, made from the 24th of July, 1880, to the 1st of July, 1886, shall be deposited with the Provincial Treasurer and converted into provincial or Dominion bonds, at the current price of such bonds, and capitalized for the benefit of the pension fund of officers of primary education. R. S. 1925, c. 133, s. 543. Deposit  
with  
Prov.  
Treas.

Fonds  
consolidé.

**543.** Les sommes visées par l'article 541 sont versées au fonds consolidé du revenu.

Au cas où ces sommes seraient insuffisantes pour rencontrer le paiement des pensions annuelles, le trésorier de la province est autorisé à payer à même le fonds consolidé du revenu, les montants nécessaires pour compléter tel paiement. S. R. 1925, c. 133, a. 544; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 10.

**543.** The sums contemplated by section 541 shall be paid into the consolidated revenue fund. Consoli-  
dated  
fund.

In the event of such sums being insufficient to meet the payment of the annual pensions, the Provincial Treasurer is authorized to pay out of the consolidated revenue fund the amounts necessary to complete such payment. R. S. 1925, c. 133, s. 544; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 10.

Idem.

**544.** La partie du fonds de pension, créé par la loi du 22 décembre 1856 (19-20 Victoria, chapitre 14, section 7), qui sera de temps à autre libérée, suivant les dispositions de ladite loi, par le décès des pensionnaires, sera versée dans le fonds consolidé du revenu et les pensions payables en vertu de cette loi sont payées à même ledit fonds consolidé du revenu. S. R. 1925, c. 133, a. 548; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 12.

**544.** That portion of the pension fund established by the act passed on the 22nd of December, 1856 (19-20 Victoria, chapter 14, section 7), which shall, from time to time, be relieved, according to the provisions of the said act, by the death of pensioners, shall be paid into the consolidated revenue fund, and the pensions payable under such act shall be paid out of the said consolidated revenue fund. R. S. 1925, c. 133, s. 548; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 12. Idem.

Retenue  
sur sub-  
vention.

**545.** Le surintendant retient, sur la subvention payable à chaque municipalité, les sommes nécessaires pour acquitter la retenue sur le traitement de chaque personne qui doit la payer en vertu de la présente partie; et les autorités scolaires sont autorisées à faire, sur les traitements des fonctionnaires, lors du paiement de leurs traitements, chaque année, et non après, la retenue qui leur sera ainsi faite par le surintendant.

**545.** The Superintendent shall retain, out of the grant payable to each municipality, the sums necessary to pay the stoppages out of the salary of every person who should pay the same under this Part; and the school authorities are authorized to deduct, from the salaries of such officers, when paying the said salaries, each year, and not afterwards, the amount so retained by the Superintendent. Stop-  
pages out  
of grant.

Autres  
retenues.

Il doit aussi, pour les mêmes fins, faire une retenue sur les traitements de tous

For the same purposes also, a deduction shall be made from the salaries of all Other  
stoppages.

les autres fonctionnaires de l'enseignement primaire qui sont payés directement par le département de l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 549.

other officers of primary education paid directly by the Department of Education. R. S. 1925, c. 133, s. 549.

Retenues  
volon-  
taires.

**546.** Toute personne laïque, munie d'un diplôme, qui enseigne dans une école privée subventionnée par le gouvernement ou par une municipalité scolaire peut payer, au fonds de pension de l'enseignement primaire, la retenue mentionnée au premier alinéa du paragraphe 1° de l'article 541 pourvu qu'elle obtienne l'autorisation du surintendant, à qui elle doit en faire la demande. La retenue sur son traitement doit être payée régulièrement et sur tel paiement, les dispositions de la huitième partie de la présente loi s'appliquent à cette personne. S. R. 1925, c. 133, a. 549a; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 13.

**546.** Every layman, with a diploma, teaching in a private school subsidized by the Government or by a school municipality, may pay the reduction or stoppage mentioned in the first paragraph of paragraph 1 of section 541 into the pension fund of primary education, provided that he obtains authorization from the Superintendent, to whom he must apply. The reduction or stoppage from his salary must be paid regularly, and on such payment the provisions of Part VIII of this act shall apply to him. R. S. 1925, c. 133, s. 549a; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 13.

#### SECTION IV

##### DU PAIEMENT DES PENSIONS

Point de  
départ.

**547.** La jouissance de la pension commence pour le fonctionnaire de l'enseignement primaire, à partir du jour où il cesse de toucher son traitement, et pour sa veuve, quand elle y a droit en vertu des articles 534 et suivants, le lendemain du décès de son mari. S. R. 1925, c. 133, a. 550.

**547.** The pension in the case of any officer of primary education shall run from the day on which his salary ceases to be paid, and in that of a widow, when entitled thereto under sections 534 and following, from the day following the decease of her husband. R. S. 1925, c. 133, s. 550.

Paiement  
trimes-  
triel.

**548.** Toutes les pensions sont payées trimestriellement; mais si le fonctionnaire meurt sans laisser une veuve ayant qualité pour en obtenir une, la ou les personnes nommées par lui, avant son décès, dans une déclaration solennelle transmise au surintendant de l'instruction publique, ou, à défaut de telle déclaration, ses héritiers légaux ont droit de la recevoir pour le semestre courant. S. R. 1925, c. 133, a. 551; 4 Geo. VI, c. 49, a. 12.

**548.** All pensions shall be paid quarterly; but if an officer dies without leaving a widow entitled to receive a pension, the person or persons named by him before his death, in a solemn declaration transmitted to the Superintendent of Education, or, in default of such declaration, his heirs, shall be entitled to receive his pension for the current six months. R. S. 1925, c. 133, s. 551; 4 Geo. VI, c. 49, s. 12.

Dé-  
chéance.

**549.** Tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, démissionnaire ou dont le diplôme ou la commission a été révoqué pour une des causes prévues par la loi, perd ses droits à la pension, ainsi que ses versements ou retenues, mais si son diplôme lui est rendu et s'il reprend son emploi, son premier service lui est compté. S. R. 1925, c. 133, a. 552.

**549.** Every officer of primary education, who has resigned his office, or whose diploma or commission has been cancelled for any cause provided by law, shall forfeit his right to a pension and also his stoppages; but if his diploma be restored or he be reinstated, his former service shall count. R. S. 1925, c. 133, s. 552.

- Prescription.** **550.** Les pensions sont rayées des livres du fonds de pension quand elles n'ont pas été réclamées pendant trois ans, et leur rétablissement ne donne lieu à aucun rappel d'arrérages antérieur à la réclamation.
- Idem.** La même déchéance s'applique aux héritiers des pensionnaires qui n'ont pas justifié de leurs droits pendant les trois ans qui suivent la date du décès de leur auteur. S. R. 1925, c. 133, a. 553.
- École privée.** **551.** Un fonctionnaire de l'enseignement primaire qui ouvre une école privée ou y accepte momentanément du service, avec l'autorisation du surintendant, à qui il doit en faire la demande, ne perd pas ses droits à la pension, s'il paye régulièrement la retenue sur son traitement. (*Voir formule 24.*) S. R. 1925, c. 133, a. 554; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 14.
- Demandes de pension.** **552.** Toute demande de pension doit être faite avant le 15 septembre de chaque année; les pensions demandées après cette date ne sont payées que l'année suivante. (*Voir formule 21.*) S. R. 1925, c. 133, a. 555; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 15.
- Prescription.** **550.** Pensions, if they have not been claimed, shall be struck from the books of the pension fund after three years, and their replacement thereon shall not entitle to arrears prior to the claim.
- Idem.** The same forfeiture shall apply to the heirs of pensioners, who do not establish their rights within three years from the death of the person whom they represent. R. S. 1925, c. 133, s. 553.
- Private school.** **551.** An officer of primary education who opens a private school or temporarily accepts a position therein, with the authorization of the Superintendent, to whom he must apply therefor, shall not forfeit his right to a pension, provided he regularly pays the stoppages on his salary. (*Form 24.*) R. S. 1925, c. 133, s. 554; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 14.
- Claims for pensions.** **552.** All claims for pensions must be made before the 15th of September of each year; pensions claimed after that date shall not be paid until the following year. (*Form 21.*) R. S. 1925, c. 133, s. 555; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 15.

## SECTION V

## DE L'ÉVALUATION DES TRAITEMENTS

## DIVISION V

## VALUATION OF SALARIES

- Évaluation du traitement.** **553.** Le traitement des fonctionnaires de l'enseignement primaire, employés dans les écoles privées subventionnées par le gouvernement ou par les municipalités scolaires, lesdits fonctionnaires s'étant conformés aux dispositions de l'article 551, doit être évalué par l'inspecteur d'écoles de la circonscription scolaire dont dépendent ces fonctionnaires, et ce, à la satisfaction du surintendant qui peut ordonner, à cette fin, toute enquête conformément aux lois relatives à l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 556; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 16.
- Bonuses, etc.** **554.** Les fonctionnaires de l'enseignement primaire peuvent, en sus du traitement fixe spécifié entre eux et les commissaires ou les syndics d'écoles, comprendre, comme faisant partie de ce traitement,
- Valuation of salaries.** **553.** The salary of officers of primary education employed in private schools subsidized by the Government or by school municipalities, who have complied with the provisions of section 551, shall be valued by the school inspector of the division to which such officers belong, to the satisfaction of the Superintendent, who may order an inquiry for such purpose, in accordance with the laws respecting education. R. S. 1925, c. 133, s. 556; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 16.
- Bonuses, etc.** **554.** Officers of primary education may, in addition to the specific salary agreed upon between them and their school board, include, as forming part of their salary, all the benefits derived from

tous les avantages qu'ils retirent de leur position, tels que le logement, l'éclairage, le chauffage, les primes et les gratifications.

**Réserve.** Cependant, si ces fonctionnaires donnent des leçons particulières ou exercent, en même temps, une profession, une industrie ou un commerce quelconque, les bénéfices qu'ils en retirent ne doivent pas être compris dans cette évaluation. S. R. 1925, c. 133, a. 557.

**Évaluation.** **555.** L'évaluation des avantages que les fonctionnaires de l'enseignement primaire retirent est faite par l'inspecteur d'écoles du district, certifiée exacte, et révisée par la commission administrative. S. R. 1925, c. 133, a. 558.

**Rapport.** **556.** Il est du devoir des commissions scolaires ou corps administratifs qui emploient des fonctionnaires de l'enseignement primaire, de faire annuellement un rapport mentionnant le nom, l'emploi et le traitement pour l'année précédente, de tous les instituteurs ou institutrices laïques brevetés ou non brevetés, enseignant dans les écoles sous leur contrôle. S. R. 1925, c. 133, a. 559.

**Restriction.** **557.** Dans aucun cas, l'évaluation des avantages, dans les écoles sous contrôle, ne doit excéder les chiffres suivants, savoir:  
Pour une école élémentaire, une école primaire élémentaire ou une école intermédiaire: dans les cités et villes, cent cinquante dollars; dans les municipalités de campagne, cinquante dollars;  
Pour une école primaire complémentaire ou une *high school*: dans les cités et villes, deux cents dollars; dans les municipalités de campagne, soixante-quinze dollars. S. R. 1925, c. 133, a. 560.

their position, such as lodging, light, fuel, premiums and bonuses.

If, however, such officers give private lessons or carry on at the same time any other profession, trade or business, the benefits they derive therefrom shall not be included in such valuation. R. S. 1925, c. 133, s. 557.

**555.** The valuation of the benefits so derived by officers of primary education shall be made by the school inspectors of the district, shall be certified to be correct, and shall be revised by the administrative commission. R. S. 1925, c. 133, s. 558.

**556.** School boards or administrative bodies, employing officers of primary education, shall make a yearly report stating the name, office and salary during the previous year of each certificated and each non-certificated lay teacher teaching in the schools under their control. R. S. 1925, c. 133, s. 559.

**557.** In no case shall the valuation of benefits in the schools under control exceed the following amounts, to wit:  
For an elementary school, a primary elementary school or an intermediate school:—in cities or towns, one hundred and fifty dollars,—in country municipalities, fifty dollars;  
For a primary complementary school or high school:—in cities or towns, two hundred dollars,—in country municipalities, seventy-five dollars. R. S. 1925, c. 133, s. 560.

## SECTION VI

### DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

**Administration.** **558.** Le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire est administré par une commission administrative composée du surintendant, comme président, et de cinq délégués nommés comme suit: un par la conférence des instituteurs catholiques romains de Montréal; un par la conférence des instituteurs

## DIVISION VI

### ADMINISTRATIVE COMMISSION

**558.** The pension fund for officers of primary education shall be administered by an administrative commission consisting of the Superintendent, as chairman, and of five delegates appointed as follows: one by the convention of Roman Catholic teachers in Montreal, one by the convention of Roman Catholic teachers in Que-



catholiques romains de Québec; un par l'Alliance catholique des professeurs de Montréal, et deux par l'Association provinciale des instituteurs protestants.

**Dépenses.** Leurs services sont gratuits, mais leurs dépenses de voyage sont payées sur le fonds de pension.

**Remplacement.** Ces délégués restent en charge tant qu'ils ne sont pas remplacés par ceux qui les ont nommés.

**Officiers.** Sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, cette commission nomme son secrétaire, son assistant-secrétaire et un contrôleur médical.

**Définitions.** Par "la conférence des instituteurs catholiques romains de Montréal", il faut entendre l'association des instituteurs de la circonscription de l'école normale Jacques-Cartier, et par "la conférence des instituteurs catholiques romains de Québec", l'association des instituteurs de la circonscription de l'École normale Laval. S. R. 1925, c. 133, a. 561; 18 Geo. V, c. 44, a. 9; 21 Geo. V, c. 60, a. 17; 24 Geo. V, c. 39, a. 11; 4 Geo. VI, c. 49, a. 13.

**Substituts.** **559.** En cas d'absence causée par la maladie ou par force majeure, tout délégué peut se faire remplacer par un fonctionnaire de l'enseignement primaire de la conférence d'instituteurs catholiques ou de l'association provinciale des instituteurs protestants, selon le cas, à laquelle il appartient. S. R. 1925, c. 133, a. 562.

**Décisions.** **560.** La commission administrative règle toutes les questions relatives au fonds de pension et aux pensionnaires, et son jugement est final. S. R. 1925, c. 133, a. 563.

**Procès-verbaux.** **561.** Les procès-verbaux des délibérations de chacune des séances de la commission administrative du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire doivent être publiés dans des journaux d'éducation français et anglais de la province désignés par le président de la commission administrative du fonds de pension. S. R. 1925, c. 133, a. 564; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 17.

**Règlements.** **562.** La commission administrative est tenue de faire les règlements qu'elle

bec, one by the Catholic Alliance of Professors in Montreal, and two by the Provincial Association of Protestant teachers.

Their services shall be gratuitous, but their travelling expenses shall be paid out of the pension fund. **Expenses.**

Every such delegate shall remain in office until replaced by the authority by which he was appointed. **Replacement.**

Subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, this commission appoints its secretary, its assistant-secretary and a medical supervisor. **Officers.**

By "convention of Roman Catholic teachers in Montreal" is meant the association of teachers of the Jacques-Cartier Normal School district, and by "convention of Roman Catholic teachers in Quebec" is meant the association of teachers of the Laval Normal School district. **Definitions.** R. S. 1925, c. 133, s. 561; 18 Geo. V, c. 44, s. 9; 21 Geo. V, c. 60, s. 17; 24 Geo. V, c. 39, s. 11; 4 Geo. VI, c. 49, s. 13.

**559.** In case of absence, through illness or other unavoidable cause, any delegate may have himself replaced by an officer of primary education who is a member of the convention of Roman Catholic teachers or of the Provincial Association of Protestant teachers, as the case may be, to which he belongs. **Substitutes.** R. S. 1925, c. 133, s. 562.

**560.** The administrative commission shall determine all questions connected with the pension fund and pensioners, and its decision shall be final. **Decisions.** R. S. 1925, c. 133, s. 563.

**561.** The minutes of each meeting of the administrative commission for the pension fund for officers of primary education shall be published in English and French journals of education in the Province designated by the chairman of the administrative commission of the pension fund. **Minutes.** R. S. 1925, c. 133, s. 564; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 17.

**562.** The administrative commission shall make all regulations which it may **Regulations.**

juge nécessaires pour mettre les dispositions de la présente partie en vigueur et pour faire face aux cas imprévus.

Publication.

Ces règlements, lorsqu'ils ont été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil et publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, ont force de loi pour l'exécution des dispositions de la présente partie. S. R. 1925, c. 133, a. 565.

deem necessary for carrying out this Part and to provide for unforeseen cases.

Such regulations, when sanctioned by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*, shall have force of law for the purposes of this Part. R. S. 1925, c. 133, s. 565.

## SECTION VII

### DISPOSITIONS DIVERSES

**Comptes.** **563.** Les comptes du fonds de pension sont tenus par le département de l'instruction publique, certifiés, chaque année, par l'auditeur de la province, et publiés dans le rapport du surintendant. S. R. 1925, c. 133, a. 566.

Déclaration requise.

**564.** La pension ne sera servie aux pensionnaires pour chaque trimestre qu'en autant qu'ils en feront la demande par une déclaration attestée sous serment, établissant qu'ils y ont droit. Cette déclaration devra être transmise au surintendant de l'instruction publique dans les premiers quinze jours du mois de mai et les premiers quinze jours du mois de novembre. S. R. 1925, c. 133, a. 567; 25-26 Geo. V, c. 52, a. 18; 4 Geo. VI, c. 49, a. 14.

Insaisissabilité.

**565.** Les pensions sont incessibles et insaisissables. S. R. 1925, c. 133, a. 568.

Exception.

**566.** Les dispositions de la présente partie ne s'appliquent pas aux instituteurs recevant une pension avant le 1er juillet 1886. S. R. 1925, c. 133, a. 569.

## DIVISION VII

### MISCELLANEOUS

**563.** The accounts of the pension fund shall be kept by the Department of Education, certified yearly by the Provincial Auditor, and published in the report of the Superintendent. R. S. 1925, c. 133, s. 566.

**564.** No pensioner shall receive his quarterly payment unless he applies therefor by a declaration under oath, stating that he is entitled thereto. Such declaration must be transmitted to the Superintendent of Education during the first fifteen days of the month of May and the first fifteen days of the month of November. R. S. 1925, c. 133, s. 567; 25-26 Geo. V, c. 52, s. 18; 4 Geo. VI, c. 49, s. 14.

**565.** Pensions shall not be assignable nor liable to seizure. R. S. 1925, c. 133, s. 568.

**566.** This part shall not apply to any teacher receiving a pension before the 1st of July, 1886. R. S. 1925, c. 133, s. 569.

## NEUVIÈME PARTIE

DE L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN, DE L'HYGIÈNE ET DE L'AGRICULTURE—DES BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES—DES LIVRES DE CLASSE DES EXPOSITIONS SCOLAIRES—DES CLASSES SPÉCIALES

### SECTION I

DE L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN, DE L'HYGIÈNE ET DE L'AGRICULTURE DANS LES ÉCOLES

Dessin, etc.

**567.** Le dessin et l'hygiène doivent être enseignés dans toutes les écoles, et

## PART IX

TEACHING OF DRAWING, HYGIENE AND AGRICULTURE — SCHOOL LIBRARIES — SCHOOL BOOKS — SCHOOL EXHIBITIONS — SPECIAL CLASSES

### DIVISION I

TEACHING OF DRAWING, HYGIENE AND AGRICULTURE IN SCHOOLS

**567.** Drawing and hygiene shall be taught in all schools, and agriculture in

l'agriculture dans toutes les écoles des municipalités rurales. S. R. 1925, c. 133, a. 570.

all schools in rural municipalities. R. S. 1925, c. 133, s. 570.

## SECTION II

## DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Comités. **568.** Le Conseil de l'instruction publique peut former et maintenir sous son contrôle un ou deux comités composés de personnes compétentes en pédagogie et en science agricole et chargés de préparer un programme d'enseignement agricole dans la province. 1 Geo. VI, c. 34, a. 1.

Mem- bres. **569.** Les membres de ce comité ou de chacun de ces comités seront au nombre d'au moins cinq et d'au plus neuf.

Dé- penses. Leurs services seront gratuits, mais ils pourront être remboursés de leurs dépenses. 1. Geo. VI, c. 34, a. 2.

Budget. **570.** Les sommes requises pour l'application de la présente section sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. 1 Geo. VI, c. 34, a. 3; 5 Geo. VI, c. 6, a. 32.

## SECTION III

## DES BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES

Alloca- tion. **571.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner qu'une somme, ne dépassant pas deux mille dollars, soit affectée annuellement, ou durant un certain nombre d'années, sur le fonds de l'éducation supérieure, pour favoriser l'établissement de bibliothèques de cité, ville, village, paroisse ou canton, dans les municipalités dont les corporations scolaires ont contribué convenablement à cet objet.

Condi- tions. Cette subvention est accordée en argent ou en livres, et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil juge convenable d'imposer. S. R. 1925, c. 133, a. 571.

Fonds spécial. **572.** Les corporations scolaires peuvent affecter un montant quelconque pour l'établissement et l'entretien de bibliothèques, et, avec l'autorisation du surintendant, émettre des obligations pour créer un fonds à cette fin.

Règle- ments. Ces bibliothèques sont soumises à la régie, à l'inspection et aux règlements

## DIVISION II

## TEACHING OF AGRICULTURE

**568.** The Council of Education may form and maintain under its control one or two committees, composed of persons competent in pedagogy and in agricultural science, and entrusted with the preparing of a programme of agricultural teaching in the Province. 1 Geo. VI, c. 34, s. 1.

**569.** Such committee or each of such committees shall be composed of not less than five nor more than nine members.

The services of such members shall be gratuitous but they may be reimbursed their expenses. 1 Geo. VI, c. 34, s. 2.

**570.** The sums required for the carrying out of this division shall be paid out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature. 1 Geo. VI, c. 34, s. 3; 5 Geo. VI, c. 6, s. 32.

## DIVISION III

## SCHOOL LIBRARIES

**571.** The Lieutenant-Governor in Council may order that a sum, not exceeding two thousand dollars, be appropriated annually, or during a certain number of years, out of the Superior Education Fund, to aid the establishment of city, town, village, parish or township libraries, in school municipalities in which suitable contributions have been made by school corporations for that purpose.

Such aid shall be given in money or in books, upon the conditions deemed expedient by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 133, s. 571.

**572.** School corporations may, for the establishment and maintenance of libraries, appropriate any sum of money whatever, and, with the authorization of the Superintendent, issue debentures to create a fund for that purpose.

Such libraries shall be under the management, inspection and regulations which

que le comité catholique ou protestant du conseil de l'instruction publique, selon le cas, peut imposer, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et ces règlements sont publiés, par le surintendant, dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 133, a. 572.

the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, of the Council of Education, may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, prescribe; and such regulations shall be published by the Superintendent in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 133, s. 572.

#### SECTION IV

##### DES LIVRES DE CLASSE

#### § 1.—*De l'acquisition de livres, cartes géographiques, etc.*

Droit d'auteur.

**573.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut acquérir, pour la province, le droit de propriété des livres, cartes géographiques et autres publications quelconques, approuvés par l'un ou l'autre des comités du conseil de l'instruction publique. S. R. 1925, c. 133, a. 573.

#### § 1.—*Acquisition of Books, Maps, Etc.*

**573.** The Lieutenant-Governor in Council may acquire, for the Province, the copyright of books, maps and other publications approved by either committee of the Council of Education. R. S. 1925, c. 133, s. 573.

#### § 2.—*De la distribution gratuite des livres de classe*

Distribution gratuite.

**574.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut distribuer gratuitement aux élèves des écoles, sous les conditions qui peuvent être imposées, des livres ou séries de livres, cartes géographiques, et autres publications quelconques choisis parmi ceux approuvés par l'un ou l'autre des comités du conseil de l'instruction publique conformément aux dispositions de l'article 30. S. R. 1925, c. 133, a. 574.

#### § 2.—*Free Distribution of School Books*

**574.** The Lieutenant-Governor in Council may distribute, free of charge, to pupils in schools, under the conditions which may be imposed, books, or series of books, maps, and other publications selected from among those that have been approved by either committee of the Council of Education in accordance with section 30. R. S. 1925, c. 133, s. 574.

#### SECTION V

##### DES EXPOSITIONS SCOLAIRES

Règlements.

**575.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du surintendant ou sur la recommandation du conseil de l'instruction publique, ou de l'un ou l'autre de ces comités, peut promulguer des règlements pour l'établissement, la tenue, la direction et le maintien d'expositions scolaires, et nommer, à cette fin, un ou plusieurs commissaires qui doivent suivre les instructions qu'il leur donne.

Publication.

Ces règlements doivent être publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 133, a. 575.

#### DIVISION V

##### SCHOOL EXHIBITIONS

**575.** The Lieutenant-Governor in Council may, on the report of the Superintendent, or on the recommendation of the Council of Education or of either of its committees, promulgate regulations for establishing, holding, directing and maintaining school exhibitions, and may appoint one or more commissioners for that purpose, whose duty it shall be to obey the instructions given by him.

Such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 133, s. 575.

## SECTION VI

## CLASSES SPÉCIALES POUR L'INSTRUCTION DE CERTAINS ENFANTS

Enfants arriérés.

**576.** Les bureaux de commissaires ou de syndics d'écoles de toute municipalité scolaire dans la province de Québec, peuvent établir et tenir en activité, dans leurs maisons d'école, des classes spéciales pour les enfants arriérés ou qui sont incapables de profiter de l'enseignement donné dans les classes qui correspondent à leur âge ou qui, à raison de faiblesse physique ou pour autres causes, exigent une attention spéciale. 19 Geo. V, c. 45, a. 2.

Règlements.

**577.** Ces classes spéciales doivent être dirigées conformément aux règlements édictés à leur égard par l'un des comités du conseil de l'instruction publique, selon le cas; ces règlements devant être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil avant d'avoir vigueur et effet. 19 Geo. V, c. 45, a. 3.

Admission.

**578.** Ces enfants sont admis à ces classes spéciales par le principal de l'école vers laquelle ils sont dirigés, sur avis des instituteurs attachés à ces classes spéciales. 19 Geo. V, c. 45, a. 4.

Dépenses.

**579.** Toute commission scolaire qui établit ces classes spéciales peut faire toutes les dépenses nécessaires afin de les tenir efficacement en activité, de même que pour former des spécialistes et pour engager un officier médical. 19 Geo. V, c. 45, a. 5.

Visite médicale.

**580.** Il est du devoir de toute telle commission de faire visiter les enfants arriérés par son officier médical, à leur domicile quand c'est nécessaire, afin de donner, aux parents des enfants, des conseils concernant l'hygiène et l'éducation des élèves dans ces classes spéciales. 19 Geo. V, c. 45, a. 6.

Cours d'étude.

**581.** Sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, chaque comité du conseil de l'instruction publique peut, de temps à autre, pourvoir à l'organisation des cours d'études spéciaux aux enfants qui fréquentent les classes spé-

## DIVISION VI

## SPECIAL CLASSE FOR THE EDUCATION OF CERTAIN CHILDREN

**576.** Boards of school commissioners or school trustees in any school municipality in the Province of Quebec, may establish and carry on in any of their school buildings special classes for retarded children. Retarded children.

or those who are unable to profit from the instruction given in the classes corresponding to their age, or who, from physical or other causes, require special attention. 19 Geo. V, c. 45, s. 2.

**577.** Such special classes shall be carried on subject to the regulations made therefor by either Committee of the Council of Education, as the case may be; such regulations to be approved of by the Lieutenant-Governor in Council before having force and effect. 19 Geo. V, c. 45, s. 3. Regulations.

**578.** The admission of children to such special classes shall be made by the principal of the school to which they are sent, upon the advice of the teachers identified with such special classes. 19 Geo. V, c. 45, s. 4. Admission.

**579.** Any school board establishing such special classes may incur all such expense as may be necessary for the proper carrying on of same, as well as for the training of specialists and the appointment of a medical officer. 19 Geo. V, c. 45, s. 5. Expenses.

**580.** It shall be the duty of any such board to have its medical officer visit defective children in their homes when necessary, in order to advise the parents of the children with respect to the health and education of the pupils in the aforesaid special classes. 19 Geo. V, c. 45, s. 6. Medical examination.

**581.** Subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, either Committee of the Council of Education may, from time to time, provide for special courses of study for children attending special classes, established under this study. Courses of study.

ciales établies en vertu de la présente section et des règlements en général, à l'établissement, à la direction, à l'examen et à l'inspection de ces classes spéciales, et prescrire les mesures voulues quant au logement et à l'équipement des salles ou des édifices des écoles, et quant à l'aménagement des maisons d'école pour ces classes spéciales. 19 Geo. V, c. 45, a. 7.

division and regulations generally; for the establishment, government, examination and inspection of such special classes, and for prescribing the accommodation and equipment of school rooms or buildings, and the arrangement of school premises for such special classes. 19 Geo. V, c. 45, s. 7.

Subvention.

**582.** Sujet aux règlements ci-dessus mentionnés, le surintendant de l'instruction publique doit répartir, chaque année entre les classes spéciales, toutes les sommes d'argent qui peuvent être votées par la Législature à cette fin. 19 Geo. V, c. 45, a. 8.

**582.** Subject to the regulations hereinabove mentioned, the Superintendent of Education shall, annually, apportion amongst the special classes any and all sums of money that may be appropriated by the Legislature therefor. 19 Geo. V, c. 45, s. 8. Grant.

## DIXIÈME PARTIE

DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE QUANT AUX  
PERSONNES PROFESSANT LA RELIGION  
JUDAÏQUE

## PART X

EDUCATION AS REGARDS PERSONS PROFESSING  
THE JEWISH RELIGION

Protestants pour fins scolaires.

**583.** Nonobstant toute disposition contraire, dans toutes les municipalités de la province, qu'elles soient régies, relativement aux écoles, par la présente loi ou par des lois spéciales, ou par la présente loi et par des lois spéciales, les personnes professant la religion judaïque sont traitées, pour les fins scolaires, de la même manière que les protestants, et, pour lesdites fins, sont assujetties aux mêmes obligations et jouissent des mêmes droits et privilèges que ces derniers. S. R. 1925, c. 133, a. 576.

**583.** Any provision to the contrary notwithstanding, in every municipality of the Province, whether governed, as regards schools, by this act or by a special act, or by this act and by a special act, persons professing the Jewish religion shall, for school purposes, be treated in the same manner as Protestants, and, for such purposes, shall be subject to the same obligations and shall enjoy the same rights and privileges as the latter. R. S. 1925, c. 133, s. 576. Treated as Protestants.

Taxes scolaires.

**584.** Dans toute municipalité de la province, les personnes professant la religion judaïque doivent payer les taxes scolaires à la, ou pour le bénéfice de la corporation scolaire dans cette municipalité qui est sous le contrôle du comité protestant du conseil de l'instruction publique, et, s'il n'y a pas de telle corporation, alors à la seule corporation scolaire qui y existe. S. R. 1925, c. 133, a. 577.

**584.** In every municipality in the Province, persons professing the Jewish religion shall pay their school taxes to or for the benefit of the school corporation in such municipality which is under the control of the Protestant Committee of the Council of Education, and if there be no such corporation, then to the sole school corporation existing therein. R. S. 1925, c. 133, s. 577. School taxes.

Inscription des propriétés.

**585.** Dans toute municipalité dans laquelle, pour les fins de l'imposition et de la perception de la taxe scolaire, les propriétés foncières appartenant à des personnes professant la religion judaïque sont inscrites dans un état comprenant les propriétés foncières des personnes qui

**585.** In every municipality in which, for the purpose of imposing and collecting the school tax, the immoveable property, belonging to persons professing the Jewish religion, is entered in a statement comprising the immoveable property or persons who do not profess either the Roman Panel.

ne sont ni de la croyance catholique romaine, ni de la croyance protestante, les propriétés foncières appartenant aux personnes professant la religion judaïque doivent être omises de cet état et être inscrites dans l'état comprenant les propriétés foncières des personnes qui sont de la croyance protestante.

Abrogation.

Toute disposition dans une loi générale ou spéciale, conférant aux personnes de croyance judaïque le droit de faire inscrire leurs propriétés foncières sur un autre état que celui où sont inscrites les propriétés foncières des personnes de croyance protestante, est abrogée. S. R. 1925, c. 133, a. 578.

Partage de la taxe.

**586.** Lorsque, en vertu de la loi applicable dans une municipalité, les montants provenant de la taxe scolaire sont partagés entre la corporation scolaire catholique romaine et la corporation scolaire protestante, dans la proportion relative de la population catholique romaine et de la population protestante, les personnes professant la religion judaïque sont comptées au nombre des protestants. S. R. 1925, c. 133, a. 579.

Partage de l'allocation.

**587.** Dans toute municipalité dans laquelle l'allocation votée annuellement par la Législature pour les écoles publiques doit être répartie par le surintendant entre la corporation scolaire catholique romaine et la corporation scolaire protestante, dans la proportion relative de la population catholique romaine et de la population protestante de la municipalité d'après le recensement précédent, le surintendant doit compter au nombre des protestants les personnes qui, d'après le recensement alors dernier, professaient la religion judaïque. S. R. 1925, c. 133, a. 580.

Fréquentation des écoles protestantes.

**588.** Les enfants des personnes professant la religion judaïque ont les mêmes droits d'être instruits dans les écoles publiques de la province que les enfants protestants, et sont traités de la même manière que les protestants pour toutes les fins scolaires.

Instruction religieuse.

Néanmoins, aucun élève de croyance judaïque ne peut être contraint de lire ou d'étudier dans un livre religieux ou de

Catholic or Protestant faith, the immovable property belonging to persons professing the Jewish religion shall be omitted from such statement, and be entered on the statement comprising the immovable property of persons who are of the Protestant faith.

Every provision in any act, whether general or special, conferring upon persons of the Jewish religion the right to have their immovable property entered upon any other statement than that on which the immovable property of Protestants is entered, is repealed. R. S. 1925, c. 133, s. 578.

**586.** Whenever, under the law applicable to any municipality, the moneys arising from school taxes are divided between the Roman Catholic school corporation and the Protestant school corporation, in the relative proportion of the Roman Catholic and Protestant population, persons professing the Jewish religion shall be counted as Protestants. R. S. 1925, c. 133, s. 579.

Repeal.  
Apportionment of taxes.

**587.** In every municipality in which the grant annually voted by the Legislature for public schools is to be divided by the Superintendent between the Roman Catholic school corporation and the Protestant school corporation, in the relative proportion of the Roman Catholic and Protestant population of the municipality according to the then last census, the Superintendent shall include, among the Protestants, the persons who, according to the then last census, professed the Jewish religion. R. S. 1925, c. 133, s. 580.

Apportionment of grant.

**588.** The children of persons professing the Jewish religion shall have the same right to be educated in the public schools of the Province as Protestant children, and shall be treated in the same manner as Protestants for all school purposes.

Attendance at Protestant schools.

No pupil of the Jewish religion shall, however, be compelled to read or study any religious or devotional books or to

Religious instruction.

dévotion, ni de prendre part à un exercice religieux ou de dévotion, auquel s'objecte le père, ou, à son défaut, la mère, ou le tuteur, ou la personne qui a la garde ou le soin de cet élève. S. R. 1925, c. 133, a. 581.

take part in any religious exercises or devotions, to which the father or in his default the mother or tutor or person having the care or maintenance of such pupil, shall object. R. S. 1925, c. 133, s. 581.

Ex-  
ception.

**589.** La présente partie ne s'applique pas au territoire sous la juridiction du Bureau central des écoles protestantes de Montréal. 21 Geo. V, c. 64, a. 6.

**589.** This part shall not apply to the territory under the jurisdiction of the Montreal Protestant Central School Board. 21 Geo. V, c. 64, s. 6.

## ONZIÈME PARTIE

### AIDE AUX CORPORATIONS SCOLAIRES

#### SECTION I

#### DE L'ASSISTANCE AUX CORPORATIONS SCOLAIRES RURALES

Défini-  
tion.

**590.** Pour les fins de la présente section les mots "corporation scolaire rurale", désignent toute corporation scolaire, d'une population n'excédant pas cinq mille âmes, dont le territoire ne fait pas partie de celui d'une cité ou d'une ville. S. R. 1925, c. 133, a. 582; 17 Geo. V, c. 39, a. 1.

Alloca-  
tion.

**591.** Il est loisible au secrétaire de la province d'accorder l'assistance financière qu'il croit nécessaire à toute corporation scolaire rurale, qui construit une école conformément aux règlements édictés par le surintendant de l'instruction publique et le ministre de la santé et du bien être social, aux conditions établies par la présente section. S. R. 1925, c. 133, a. 583; 17 Geo. V, c. 39, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Condi-  
tion.

**592.** L'assistance financière prévue par la présente section ne peut être accordée qu'à la condition que l'école soit construite sur un terrain appartenant à une corporation scolaire rurale, et que cette école soit et demeure son entière propriété.

Acquisi-  
tion de  
terrain.

Toutefois, dans les territoires où il n'existe pas de corporation scolaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le surintendant de l'instruction publique à acquérir un terrain et à y faire construire une école.

Pro-  
priété.

Ce terrain et cette école sont la propriété du gouvernement.

## PART XI

### AID TO SCHOOL CORPORATIONS

#### DIVISION I

#### RURAL SCHOOL CORPORATION ASSISTANCE

**590.** For the purposes of this Division, the words "rural school corporation" mean any school corporation of a population of not more than five thousand, whose territory does not form part of a city or town. R. S. 1925, c. 133, s. 582; 17 Geo. V, c. 39, s. 1.

**591.** The Provincial Secretary may grant such financial assistance as he may deem necessary to any rural school corporation which erects a school in accordance with the regulations established by the Superintendent of Education and the Minister of Health and Social Welfare, upon the conditions set forth by this Division. R. S. 1925, c. 133, s. 583; 17 Geo. V, c. 39, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

**592.** The financial assistance provided for by this Division shall be granted only subject to the condition that the school be built upon land belonging to a rural school corporation and that such school be and remain entirely its property.

Nevertheless, in the territories where no school corporation exists, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Superintendent of Education to acquire land and to cause a school to be constructed thereon.

Such land and such school shall be the property of the Government.



**Cession.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant, lorsqu'une municipalité scolaire est érigée ultérieurement conformément à la loi dans le territoire où se trouvent ce terrain et cette école, les céder, aux conditions qu'il détermine, à la corporation scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 584; 17 Geo. V, c. 39, a. 1; 2 Geo. VI, c. 65, a. 7.

**The Lieutenant-Governor in Council** may, however, whenever a school municipality is hereafter erected in conformity with the law in the territory where such land and such school are situated, cede them, upon such conditions as he may determine, to the school corporation. R. S. 1925, c. 133, s. 584; 17 Geo. V, c. 39, s. 1; 2 Geo. VI, c. 65, s. 7.

**Aide  
maxi-  
mum.**

**593.** L'assistance financière accordée peut représenter le coût total d'une construction lorsqu'il n'excède pas mille deux cents dollars. Lorsque le coût de la construction dépasse mille deux cents dollars, le secrétaire de la province, aux conditions qu'il croit justes et équitables, peut accorder l'assistance déterminée ci-dessous:

a) Mille deux cents dollars plus trente-trois et un tiers pour cent de l'excédant au-dessus de douze cents dollars lorsque le coût de la maison dépasse mille deux cents dollars, mais n'excède pas mille cinq cents dollars;

b) Mille trois cents dollars plus vingt-cinq pour cent de l'excédent au-dessus de mille cinq cents dollars lorsque le coût de la maison dépasse mille cinq cents dollars, mais n'excède pas deux mille dollars;

c) Mille quatre cent vingt-cinq dollars plus vingt pour cent de l'excédent au-dessus de deux mille dollars lorsque le coût de la maison dépasse deux mille dollars, mais n'excède pas deux mille cinq cents dollars.

**Excep-  
tion.**

Nonobstant les dispositions ci-dessus, dans les territoires qui ne sont pas encore érigés en municipalités scolaires ou qui l'ont été depuis moins de trois ans, l'assistance accordée pourra, en raison de circonstances spéciales, s'élever à la somme de mille sept cents dollars.

**Restric-  
tion.**

L'assistance prévue au présent article ne s'étend pas à l'achat du terrain ou du matériel scolaire. S. R. 1925, c. 133, a. 585; 17 Geo. V, c. 39, a. 1; 2 Geo. VI, c. 65, a. 8; 5 Geo. VI, c. 47, a. 7.

**Règle-  
ments.**

**594.** Il est loisible au secrétaire de la province d'établir de temps à autre, des

**593.** The financial assistance granted may represent the entire cost of construction when such cost does not exceed one thousand two hundred dollars. When the cost of construction exceeds one thousand two hundred dollars, the Provincial Secretary, upon such conditions as he may deem fair and equitable, may grant the assistance as fixed hereunder:

a. One thousand two hundred dollars plus thirty-three and one third per cent of the amount in excess of one thousand two hundred dollars where the cost of the building exceeds one thousand two hundred dollars but does not exceed one thousand five hundred dollars;

b. One thousand three hundred dollars plus twenty-five per cent of the amount in excess of one thousand five hundred dollars where the cost of the building exceeds one thousand five hundred dollars but does not exceed two thousand dollars;

c. One thousand four hundred and twenty-five dollars plus twenty per cent of the amount in excess of two thousand dollars where the cost of the building exceeds two thousand dollars but does not exceed two thousand five hundred dollars.

Notwithstanding the foregoing provisions, in the territories which are not yet erected into school municipalities or which have been so erected for less than three years, the assistance granted may, by reason of special circumstances, amount to the sum of one thousand seven hundred dollars.

The assistance contemplated in this section shall not extend to the purchase of the site or of school equipment. R. S. 1925, c. 133, s. 585; 17 Geo. V, c. 39, s. 1; 2 Geo. VI, c. 65, s. 8; 5 Geo. VI, c. 47, s. 7.

**594.** The Provincial Secretary may, from time to time, make special regula-

règlements spéciaux touchant les conditions attachées à ladite assistance, les modifier ou les annuler s'il le croit nécessaire. S. R. 1925, c. 133, a. 586; 17 Geo. V, c. 39, a. 1.

tions respecting the conditions connected with such assistance, and may change or cancel them if he deem it necessary. R. S. 1925, c. 133, s. 586; 17 Geo. V, c. 39, s. 1.

**Budget.** **595.** Les dépenses occasionnées par la mise à exécution de la présente section sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. S. R. 1925, c. 133, a. 587; 17 Geo. V, c. 39, a. 1; 5 Geo. VI, c. 6, a. 9.

**Budget.** **595.** The expenditure incurred through the carrying out of this division shall be paid out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature. R. S. 1925, c. 133, s. 587; 17 Geo. V, c. 39, s. 1; 5 Geo. VI, c. 6, s. 9.

## SECTION II

### AMÉLIORATION DU SALAIRE DES INSTITUTEURS RURAUX

**Fonds annuel.** **596.** Une somme de quatre cent mille dollars devant servir à aider les corporations scolaires rurales à améliorer les salaires de leurs instituteurs et de leurs institutrices est mise annuellement à la disposition du gouvernement.

**Condi-tions.** Le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique déterminera les conditions auxquelles sera soumis l'octroi de ces subventions. 1 Geo. VI, c. 63, a. 3.

## DIVISION II

### AID TO IMPOSE SALARIES OF RURAL TEACHERS

**Annual fund.** **596.** An amount of four hundred thousand dollars to be used to aid rural school corporations to augment the salaries of their male and female teachers is placed annually at the disposal of the Government.

**Condi-tions.** The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent of Education, shall determine the conditions to which the according of such grants shall be subject. 1 Geo. VI, c. 63, s. 3.

## SECTION III

### AIDE POUR LA CONSTRUCTION D'ÉCOLES

**Fonds annuel.** **597.** Un fonds annuel de quatre-vingt cinq mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à approprier ce fonds pour des fins de construction ou de réparation d'écoles ou de maisons d'enseignement.

**Condi-tions.** Les subventions provenant de ce fonds sont accordées aux conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique. 1 Geo. VI, c. 63, a. 2.

## DIVISION III

### AID FOR BUILDING SCHOOLS

**Annual fund.** **597.** An annual fund of eighty-five thousand dollars is created and the Lieutenant-Governor in Council is authorized to appropriate such fund for the purpose of constructing or repairing schools or teaching establishments.

**Condi-tions.** The grants arising from such fund shall be accorded upon the conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superintendent of Education. 1 Geo. VI, c. 63, s. 2.

## FORMULES

## 1.—(Articles 180, 317)

*Serment d'office*

Province de Québec,                    }  
Municipalité scolaire de                    . }

Je, A. B., ayant été dûment nommé (*secrétaire-trésorier, etc.*) de cette municipalité, fais serment que je remplirai fidèlement les devoirs de ma charge au meilleur de mon jugement et de ma capacité. Ainsi Dieu me soit en aide!

Assermenté à                    , ce                    jour du mois de (*mettre la date*) devant moi le soussigné, juge de paix.

(Signature.)

(Signature.) J. P.

S. R. 1925, c. 133, formule 1.

## FORMS

## 1.—(Sections 180, 317)

*Oath of Office*

Province of Quebec,                    }  
School Municipality of                    . }

I, A. B. having been duly appointed (*secretary-treasurer, etc.*) of this municipality, make oath that I will well and faithfully discharge the duties of my office, according to the best of my judgment and ability. So help me God.

Sworn at                    this                    day of the month of (*insert the date*) before me the undersigned justice of the Peace.

(Signature.)

(Signature) J. P.

R. S. 1925, c. 133, Form 1.

## 2.—(Articles 300, etc.)

*Avis spécial par écrit*

Province de Québec,                    }  
Municipalité scolaire de                    . }

À Joseph B. (*nom et qualités de la personne, à qui l'avis est adressé*).

Monsieur,

Avis spécial vous est par les présentes donné, par le soussigné, L. M. (*nom et qualités de la personne qui donne l'avis*) que (*donner les motifs de l'avis spécial*).

Donné à                    , ce                    jour du mois de (*mettre la date*). 19                    .  
(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 2.

## 2.—(Sections 300, etc.)

*Special Notice in Writing*

Province of Quebec,                    }  
School Municipality of                    . }

To Joseph B. (*name and occupation of person to whom notice is given*).

Sir,

Special notice is hereby given you by the undersigned, L. M. (*name and occupation of person giving notice*) that (*the object of the special notice*).

Given at                    this                    day of the month of                    19                    .  
(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 2.

3.—(Article 128)

*Avis pour élection de commissaires ou de syndics d'écoles*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

Avis public est par les présentes donné que lundi, jour de juillet 19 , à dix heures du matin, à (*indiquer l'endroit où doit avoir lieu l'assemblée*), il se tiendra une assemblée des propriétaires de biens-fonds de cette municipalité, inscrits comme tels au rôle d'évaluation et ayant acquitté toutes leurs taxes et autres contributions scolaires, pour procéder à l'élection d'un corps de commissaires (*ou de syndics*) d'écoles, (*ou d'un ou de plusieurs commissaires ou syndics d'écoles*).

Donné à , ce jour de (*mettre la date*).

(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 3.

3.—(Section 128)

*Notice for Election of School Commissioners or Trustees*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

Public notice is hereby given that there will be held on Monday, the day of July, 19 , at the hour of ten of the morning, at (*indicate the place where the meeting is to be held*), a meeting of the owners of real estate of this municipality, entered as such upon the valuation roll and having paid all their school taxes and other contributions, to proceed with the election of a board of school commissioners, or trustees, (*or of one or more school commissioners or trustees*).

Given at this day of 19 .

(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 3.

4.—(Article 149)

*Rapport d'une élection de commissaires ou de syndics d'écoles*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

À M. le surintendant de l'instruction publique.

Monsieur,

Le lundi, jour de juillet 19 , à une assemblée publique des électeurs de cette municipalité, dûment convoquée, tenue suivant la loi, à (*indiquer l'endroit où cette assemblée a eu lieu*) MM. (*mettre les noms et prénoms écrits bien distinctement*) ont été élus commissaires (*ou syndics*) d'écoles pour cette municipalité.

Donné à , ce jour de (*mettre la date*).

(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 4.

4.—(Section 149)

*Report of Election of School Commissioners or Trustees*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

To the Superintendent of Education,

SIR,

On Monday, the day of July, 19 , at a public meeting of the electors of this municipality, duly called and held according to law, at (*mention the place where the meeting was held*), at the hour of ten in morning, Messrs. (*insert the names in full written very plainly*) were elected as school commissioners (*or trustees, as the case may be*) for the said municipality.

Given at this day of 19 .

(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 4.

## 5.—(Article 149)

*Avis aux commissaires ou syndics élus*

Province de Québec,        }  
Municipalité scolaire de        }

A M. A. B., commissaire (ou syndic)  
d'écoles.

Monsieur,

Je vous donne avis qu'à une assemblée  
publique des électeurs de cette munici-  
palité, tenue le        jour de (*indiquer*  
*la date*), 19        , vous avez été élu commis-  
saire (ou syndic) d'écoles.

Donné à        , ce        jour de (*mettre*  
*la date*).

(*Signature.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 5.

## 5.—(Section 149)

*Notice to School Commissioners or Trustees  
elected*

Province of Quebec,        }  
School Municipality of        }

To Mr. A. B., School Commissioner  
(or Trustee).

SIR,

I hereby notify you that, at a public  
meeting of the electors of this municipal-  
ity, duly called according to law, and held  
on the        day of        19        ,  
you were elected a school commissioner  
(or trustee, *as the case may be*).

Given at        this        day of  
19        .

(*Signature.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 5.

## 6.—(Articles 99, 100)

*Déclaration de dissidence*

Province de Québec,        }  
Municipalité scolaire de        }

A M. le président (ou au secrétaire-  
trésorier) des commissaires d'écoles de la  
municipalité de        ,  
comté de        .

Monsieur,

Nous soussignés, propriétaires, occu-  
pants, locataires et contribuables de la  
municipalité de        ,  
dans le comté de        ,  
professant la religion        ,  
avons l'honneur de vous signifier, en vertu  
de l'article 99 de la Loi de l'instruction  
publique, chapitre 59 des Statuts re-  
fondus de Québec, notre intention de nous  
soustraire à l'administration de la corpo-  
ration scolaire dont vous êtes le président,  
(ou secrétaire-trésorier), à partir du 1er  
juillet prochain.

Donné à        , ce        jour de (*met-*  
*tre la date*).

(*Signatures.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 6.

## 6.—(Sections 99, 100)

*Notice of Dissent*

Province of Quebec,        }  
School Municipality of        }

To the Chairman (or secretary-trea-  
surer) of the school commissioners of the  
municipality of        ,  
county of        .

SIR,

We, the undersigned, property-owners,  
occupants, tenants and rate-payers of the  
municipality of        ,  
county of        ,  
professing the        religion,  
have the honour, under section 99 of the  
Education Act, chapter 59 of the Revised  
Statutes of Quebec, to notify you of our  
intention of withdrawing from the control  
of the school corporation of which you  
are the chairman (or secretary-treasurer)  
from the first day of July next.

Given at        this        day of  
19        .

(*Signatures.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 6.

## 7.—(Article 105)

## 7.—(Section 105)

*Avis de dissidence pour se soustraire au  
contrôle de futurs commissaires*

*Notice of Dissent so as to withdraw from  
Control of Future Commissioners*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

A M. le président (*ou* au secrétaire-tré-  
sorier) des syndics d'écoles de la munici-  
palité de ,  
comté de .

To the Chairman (*or* secretary-trea-  
surer) of the school trustees of the mu-  
nicipality of ,  
county of .

Monsieur,

SIR,

Nous soussignés, propriétaires, locatai-  
res, occupants et contribuables de la  
municipalité de ,  
dans le comté de ,  
professant la religion ,  
avons l'honneur de vous informer, en  
vertu de l'article 105 de la Loi de l'instruc-  
tion publique, chapitre 59 des Statuts  
refondus de Québec, que nous n'entendons  
pas être régis par les commissaires d'écoles  
qui seront élus au mois de juillet prochain,  
et que nous avons l'intention d'élire trois  
syndics pour administrer nos écoles au  
mois de juillet prochain.

We, the undersigned, property-owners,  
tenants, occupants and rate-payers of the  
municipality of ,  
in the county of ,  
professing the religion ,  
have the honour to inform you that, in  
virtue of section 105 of the Education Act,  
chapter 59 of the Revised Statutes of  
Quebec, we do not intend to be governed  
by the school commissioners who will be  
elected in July next, and that we intend  
to elect three trustees to administer our  
schools in the month of July next.

Donné à , ce jour de (*met-  
tre la date*).

Given at this day of  
19

(Signatures.)

(Signatures.)

S. R. 1925, c. 133, formule 7.

R. S. 1925, c. 133, Form 7.

## 8.—(Article 104)

## 8.—(Section 104)

*Avis de dissidents pour se déclarer la majo-  
rité*

*Notice by Dissentients declaring themselves  
the Majority*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

A M. le président (*ou* au secrétaire-tré-  
sorier) des commissaires d'écoles de la  
municipalité de ,  
comté de .

To Mr. Chairman (*or* secretary-trea-  
surer) of the school commissioners of the  
municipality of ,  
county of .

Monsieur,

SIR,

Nous soussignés, propriétaires, loca-  
taires, occupants et contribuables de la  
municipalité de ,  
dans le comté de ,  
actuellement sous le contrôle des syndics

We, the undersigned, property-owners,  
tenants, occupants and rate-payers of the  
municipality of ,  
in the county of ,  
now under the control of the school

d'écoles de cette municipalité, avons l'honneur de vous donner avis, en vertu de l'article 104 de la Loi de l'instruction publique, chapitre 59 des Statuts refondus de Québec, que nous sommes devenus la majorité, et que nous avons l'intention de nous organiser en conséquence et d'élire, au mois de juillet prochain, cinq commissaires pour l'administration de nos écoles.

Donné à , ce jour de (*mettre la date*), 19 ,

(*Signatures.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 8.

trustees of the said municipality, have the honour to inform you, in virtue of section 104 of the Education Act, chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, that we have become the majority, and that we intend accordingly to organize ourselves and to elect five school commissioners for the administration of our schools, in the month of July next.

Given at , this day of , 19 ,

(*Signatures.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 8.

9.—(*Article 212*)

*Avis de convocation des sessions des commissaires ou des syndics d'écoles*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

À M. A. B., commissaire (*ou* syndic) d'écoles.

Monsieur,

J'ai reçu instruction de M. le président de la commission scolaire (des commissaires *ou* des syndics) de cette municipalité, dont vous êtes membre, de vous convoquer à une session qui aura lieu à (*indiquer le lieu*), à heures de l' -midi, le (*fixer la date*).

Donné à , ce (*mettre la date*).

(*Signature.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 9.

9.—(*Section 212*)

*Notice convening Meeting of School Commissioners or Trustees*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

To Mr. A. B., School Commissioner (*or* Trustee).

SIR,

I am instructed by the chairman of the school commissioners (*or* trustees) to inform you that a meeting of the board of school commissioners (*or* trustees) of this municipality, of which you are a member, will be held at (*the place*) at the hour of in the noon, the (*fix date*).

Given at , this , 19 .

(*Signature.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 9.

## 10.—(Articles 219, 221)

*Procès-verbal des délibérations des commissaires ou des syndics d'écoles*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

À une session des commissaires (ou syndics) d'écoles pour la municipalité de , dans le comté de , tenue à (indiquer le lieu et le jour de la semaine), le jour du mois de (mettre la date) à heures de l' -midi, à laquelle session sont présents:

MM. (donner les noms de tous les commissaires ou syndics présents), tous commissaires (ou syndics) d'écoles.

Le président (ou celui qui a été nommé président en l'absence du président ordinaire) prend le fauteuil.

Le secrétaire-trésorier est aussi présent.

M. propose que (inscrire la proposition).

Adopté unanimement (ou sur la division qui suit, ou rejeté, selon le cas).

(S'il y a division, le président prend les votes comme suit:)

Pour: MM. } (inscrire les noms.)  
Contre: MM. }

(S'il y a égalité de voix, le président donne un second vote et ensuite déclare que la proposition est adoptée ou rejetée, suivant le cas.)

(Quand un amendement est proposé, il doit l'être ainsi:)

M. propose en amendement: (inscrire l'amendement.)

Pour l'amendement: MM. }  
Contre l'amendement: MM. }  
(inscrire les noms.)

(Signature du président.)  
(Signature du secrétaire-trésorier.)

S. R. 1925, c. 133, formule 10.

## 10.—(Sections 219, 221)

*Minutes of Proceedings of School Commissioners or Trustees*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

At a meeting of the school commissioners (or trustees) of the municipality of , in the county of , held at (mention the place) in this municipality, on the day of the month of , 19 , at the hour of in the noon, at which meeting were present:

Messrs. (insert the names of all the members present), all school commissioners (or trustees).

The chairman (or acting chairman, in the absence of the chairman) in the chair.

The secretary-treasurer being also present.

Mr. (his name) moves that (write out the motion)

Carried unanimously (or on the following division, or lost on the following division, as the case may be).

(If there be a division, the votes shall be taken by the chairman as follows:—)

Yeas:—Messrs. } (Insert the names.)  
Nays:—Messrs. }

(If the votes be equal, the chairman shall vote, and then he shall declare the motion carried or not, as the case may be.

(If there be an amendment, say:)

Mr. , moves in amendment that (State the amendment.)

For the amendment:—Messrs. }  
Against the amendment:—Messrs. }  
(Insert the names.)

(Signature of the Chairman.)  
(Signature of the Secretary-Treasurer.)

R. S. 1925, c. 133, Form 10.



## 11.—(Article 236, § 4)

*Notification à un régisseur de sa nomination*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

A M. (*nom du régisseur.*)

Monsieur,

Je vous donne avis qu'à une session des commissaires (*ou syndics*) d'écoles de cette municipalité, tenue le jour du mois de (*indiquer le mois*), 19 , vous avez été nommé (*permanemment, ou dire pour combien de temps*) régisseur pour aider lesdits commissaires (*ou syndics*) à administrer les maisons d'école, et à les bâtir, réparer, chauffer, nettoyer, et aussi à tenir en bon ordre les biens meubles appartenant à la corporation scolaire.

Donné à , ce  
jour de 19 .  
(*Signature.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 12.

## 12.—(Article 368)

*Demande d'une copie du rôle d'évaluation*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

A M. le secrétaire-trésorier du conseil municipal de la municipalité de , comté de .

Monsieur,

Je vous requiers de me remettre d'aujourd'hui en quinze jours, pour l'usage des commissaires (*ou syndics*) de la municipalité scolaire de (*nom de la municipalité scolaire*), située (*dire si c'est en tout ou en partie*) dans les limites de la municipalité de (*nom de la municipalité rurale*), une copie certifiée, suivant la loi, du rôle (*ou partie du rôle*) d'évaluation des propriétés situées dans les limites de votre municipalité.

(*Date*)

(*Signature.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 13.

## 11.—(Section 236, § 4)

*Notice of Appointment of Manager*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

To Mr. (*name of manager.*)

SIR,

I hereby give you notice that at a meeting of the school commissioners (*or trustees*) of this municipality, held on the day of the month of , 19 , you were appointed (*permanently or temporarily or stating the length of time*) manager to assist them in the management of the school-house, the building, repairing, heating and cleaning of the same, and also in keeping the furniture belonging to the schools in order.

Given at this day of  
, 19 .  
(*Signature.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 12.

## 12.—(Election 368)

*Application for Copy of the Valuation Roll*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

To the Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the Municipality of , County of .

SIR,

I hereby require you to forward and deliver to me, within fifteen days from this date, for the use of the school commissioners (*or trustees*) of the municipality of (*name of the school municipality*) situated (*state whether wholly or in part*) within the limits of the municipality of (*name of the rural municipality*) a certified copy, according to law, of the valuation roll (*or of a part of the valuation roll*) of the property situate within the limits of your municipality.

(*Date*)

(*Signature.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 13.

13.—(Article 377)

*Avis aux contribuables pour examen du rôle d'évaluation*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

Avis public est, par le présent, donné à tous les propriétaires de biens-fonds et habitants tenant feu et lieu de cette municipalité, que le rôle d'évaluation fait par ordre des commissaires (*ou syndics*) d'écoles de cette municipalité est déposé dans mon bureau où il peut être examiné par les intéressés, pendant trente jours, à compter de cet avis; durant ce temps, tout contribuable intéressé peut porter plainte, par écrit, au sujet de ce rôle qui sera pris en considération et homologué à une session des commissaires (*ou syndics*) qui aura lieu à une date qui sera fixée par un avis ultérieur.

Donné à , ce jour de  
19  
(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 14.

13.—(Section 377)

*Notice to Rate-payers for Examination of Valuation Roll*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

Public notice is hereby given to all proprietors of real estate and resident householders of this municipality that the valuation roll made by order of the school commissioners (*or trustees*) of the municipality, is deposited in my office, where it may be examined by the interested parties during thirty days from this notice; during which time any rate-payer interested may, in writing, complain of such roll, which will be taken into consideration and homologated at a meeting of the school commissioners (*or trustees*) to be held at a date to be specified in a future notice.

Given at this day of  
19  
(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 14.

14.—(Articles 391, 396)

*Avis aux contribuables pour examen du rôle de perception*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

Avis public est, par le présent, donné à tous les propriétaires de biens-fonds et habitants tenant feu et lieu de cette municipalité, que le rôle de perception des taxes scolaires fixées par les commissaires (*ou syndics*) d'écoles de cette municipalité est déposé à mon bureau où il peut être examiné par les intéressés, pendant trente jours, à compter de cet avis; durant ce temps, tout contribuable intéressé peut porter plainte, par écrit, au sujet de ce rôle qui sera pris en considération et homologué, avec ou sans amendements, à la session des commissaires (*ou syndics*) qui aura lieu le jour de , au lieu ordinaire des

14.—(Sections 391, 396)

*Notice to Rate-payers of Examination of Collection Roll*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

Public notice is hereby given to all proprietors of real estate and resident householders of this municipality that the collection roll of school taxes, as established by the school commissioners (*or trustees*) of this municipality, has been made and completed, and that it now is and will remain in my possession for inspection by parties interested, during thirty days from this notice, during which time it may be amended; any rate-payer may, during the said delay, complain of such roll, which will be taken into consideration and homologated, with or without amendment, at the meeting of the commissioners (*or trustees*) to take place on the

séances, à heures de l' -midi;  
ce délai étant expiré, il sera en vigueur, et  
toute personne intéressée, après en avoir  
pris connaissance si elle le désire, est  
tenue de payer le montant de ses taxes au  
soussigné, à son bureau, dans les vingt  
jours qui suivront ledit délai de trente  
jours, et ce, sans avis ultérieur.

Donné à , ce jour de  
19  
(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 15.

day of , at  
the place where meetings are usually held  
at the hour of in the noon;  
but, such delay expired, it shall come into  
force and every person interested, after  
having taken cognizance thereof, if he  
so desires, shall pay the amount of his  
taxes to the undersigned, at his office,  
within the twenty days following the said  
delay of thirty days, without further  
notice.

Given at this day of  
the month of 19  
(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 15.

15.—(Article 400)

*Signification de la demande de paiement des  
taxes scolaires*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

MUNICIPALITÉ DE

M.....  
Doit à la corporation scolaire de.....

Copie du compte de (*nom du contribuable*.)

COTISATION SUR ( <i>mentionner la propriété telle que maison, terre, etc.</i> ) évaluée à \$ au taux de ( <i>mettre le montant</i> ) par dollar.	\$	cts.
RÉTRIBUTION MENSUELLE pour ( <i>indiquer les noms des en- fants</i> ) pendant ( <i>indiquer le nom- bre de mois</i> ) au taux de ( <i>mettre le montant</i> ) par mois. (*).....		
Total .....		

Total .....

Avertissement signifié le (*date de l'aver-  
tissement*).

MONSIEUR,—Vous êtes averti qu'ayant  
négligé de payer vos taxes ci-dessus men-  
tionnées dans le temps prescrit par l'avis

(\*) Si la rétribution mensuelle est payable tous les mois  
et d'avance, elle ne doit pas être demandée par cet avis.

15.—(Section 400)

*Secretary-Treasurer's Notice to pay School  
Taxes*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

SCHOOL MUNICIPALITY OF

Mr.....  
Dr. to The School Corporation of.....

Copy of account of (*name of the rate-payer*).

Taxes on your ( <i>here mention the property, as house, farm, etc.</i> ) valued at \$ at the rate of ( <i>state amount</i> ) in the dollar. .	\$	cts.
Monthly fee for ( <i>state number of children</i> ) during ( <i>state num- ber of months</i> ) at ( <i>state amount</i> ) per month. (*).....		
Total .....		

Total .....

Notice served (*insert date of notice*).

SIR,—Take notice that, having failed  
to pay the above-mentioned sum within  
the time prescribed by public notice, you

(\*) If the monthly fee is payable monthly in advance  
it should not be claimed by this notice.

public que j'ai donné à cette fin, vous êtes, par le présent, requis de me payer cette somme à mon bureau, avec les frais du présent avertissement et de la signification détaillés plus bas, dans le délai de quinze jours de cette date, à défaut de quoi exécution sera prise contre vos biens meubles et effets.

(Lieu et date)

FRAIS:	
Avertissement .....	\$
Signification .....	\$
<hr/>	
Total .....	\$

(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 16.

are hereby required, within fifteen days from this date, to pay the said sum to me, in my office, together with the costs of the present notice and of the service thereof, detailed hereunder, in default whereof an execution will be issued against your goods and chattels.

(Place and date)

COSTS:	
Notice .....	\$
Service .....	\$
<hr/>	
Total .....	\$

(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 16.

16.—(Article 404)

*Mandat de saisie pour cotisation*

Province de Québec,                    }  
Municipalité scolaire de                    . }

Les commissaires (ou syndics) d'écoles pour la municipalité de , dans le comté de

À tout huissier de la Cour supérieure, exerçant dans et pour le district de

Attendu que (*nom et qualités du débiteur*) a été requis par le secrétaire-trésorier des commissaires (ou syndics) d'écoles de la municipalité de , dans le comté de , de payer, entre ses mains, pour es dits commissaires (ou syndics) d'écoles, la somme de , étant le montant dû par lui auxdits commissaires (ou syndics) d'écoles, comme il appert du rôle de perception de ladite municipalité, pour l'année (*millésime*), et attendu que ledit (*nom du débiteur*) a négligé et refusé de payer audit secrétaire-trésorier, dans le délai fixé par la loi, ladite somme de (*mettre le montant en toutes lettres*) avec les frais d'avis et de signification se montant à (*le montant en toutes lettres*); les présentes sont, en conséquence, pour vous ordonner de saisir, sans délai, les biens

16.—(Section 404)

*Warrant of Seizure for School Taxes*

Province of Quebec,                    }  
School municipality of                    . }

The school commissioners (or trustees) for the municipality of , in the county of

To any bailiff of the Superior Court, acting in and for the district of

Whereas (*name and description of the debtor*) has been required by the secretary-treasurer of the school commissioners (or trustees) for the municipality of , in the county of , to pay into his hands, for the use of the said school commissioner (or trustees), the sum of , being the amount due by him to the said school commissioners (or trustees) as appears by the collection roll of the said municipality for the year ; and whereas the said (*name of the debtor*) has neglected and refused to pay to the said secretary-treasurer, within the delay required by law, the said sum of (*the amount in words*) with the costs of notice and service amounting to (*the amount in words*); these are therefore, to command you to seize, without delay, the goods and chattels of the said

meubles et effets dudit (*nom du débiteur*), que vous trouverez dans les limites de ladite municipalité. Si, dans l'espace de huit jours après telle saisie, les sommes susmentionnées, avec les frais raisonnables de ladite saisie, ne sont pas payés, alors vous vendrez, suivant les prescriptions de la loi, lesdits biens meubles et effets ainsi par vous détenus, et vous paierez les deniers provenant de ladite vente au secrétaire-trésorier desdits commissaires (*ou syndics*) d'écoles, afin qu'il les applique tel qu'ordonné par la loi, et qu'il rende le surplus, s'il y en a, sur demande, audit (*nom du débiteur*) ou autre qu'il concernera, et, si telle saisie ne peut avoir lieu faute de biens meubles et d'effets saisissables, vous me le certifierez, afin qu'il soit adopté telle procédure que de droit.

Donné sous mon seing et le sceau de ladite corporation des commissaires (*ou syndics*) d'écoles, ce                    jour de                    19                    , dans le district susdit.

(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 17.

(*name of debtor*) which may be found within the limits of the said municipality; if, within the space of eight days after such seizure, the above-mentioned sums, with the reasonable expenses of the said seizure, are not paid, then you shall sell according to law the said goods and chattels so by you held, and you shall pay over the moneys arising from such sale to the secretary-treasurer of the said school commissioners (*or trustees*), so that he may apply the same as by law directed, and return the surplus, if any, when demanded, to the said (*name of the debtor*), or to whom it may concern; and, if such seizure cannot be effected, in default of goods liable to seizure, you shall then certify the same to me so that such proceedings may be had as the law may require.

Given under my hand and the seal of the said corporation of school commissioners (*or trustees*) this                    day of the month of                    in the year of Our Lord one thousand nine hundred and                    at                    in the foresaid district.

(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 17.

17.—(Article 406)

*Avis de la vente des biens saisis pour taxes scolaires*

Avis public est par le présent donné que (*jour de la semaine*) le (*quantième du mois*) jour de (*le mois*) courant (*ou prochain*), à                    heures de (*l'avant ou de l'après-midi*), à (*désigner le lieu*), les biens meubles et effets de (*nom et état de la personne saisie*), maintenant sous saisie, faute de paiement des taxes dues auxdits commissaires (*ou syndics*) d'écoles, seront vendus à l'encan à (*désigner le lieu*).

Donné sous mon seing à (*indiquer le lieu*), dans le district de                    , ce                    jour de                    19                    ,

(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 18.

17.—(Section 406)

*Notice of the Day and Place of Sale of Goods and Effects seized for School Taxes*

Public notice is hereby given that on (*day of the week*) the                    day of the month of                    instant (*or next*) at the hour of                    in the                    noon at (*mention the place*) the goods and chattels of (*name of the person*) now under seizure in default of payment of the taxes due to the said school commissioners (*or trustees*) will be sold by public auction at (*name of the place*).

Given under my hand at (*place*), in the district of                    this                    day of                    19                    .

(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 18.

## 18.—(Article 227)

*Engagement d'instituteur*

Province de Québec,                    }  
Municipalité scolaire de                }

L'an 19        , le (*quantième du mois*)  
jour du mois de (*indiquer le mois*), il est  
convenu et arrêté entre les commissaires  
(ou syndics) d'écoles pour la municipalité  
de                , dans le comté  
de                , représentés par  
(*nom du président*), leur président, en  
vertu d'une résolution desdits commissaires  
(ou syndics), adoptée le        jour du  
mois de (*indiquer le mois*), et l        nommé  
(*nom de l'instituteur ou de l'institutrice*)  
institut        résidant à (*lieu de résidence*  
*de l'instituteur ou de l'institutrice*) et pour-  
vu d'un d        (*donner la classe*  
*et le degré du diplôme*), comme suit:

L        dit institut        s'engage aux-  
dits commissaires (ou syndics) pour l'an-  
née scolaire commençant le premier juillet  
(*indiquer l'année*)—à moins de révocation  
du diplôme du dit instituteur, ou tout  
autre empêchement légal, pour tenir  
l'école (*indiquer la classe et le degré de*  
*l'école*) dans l'arrondissement No        ,  
conformément à la loi et aux règlements  
établis ou qui seront établis par les auto-  
rités compétentes, et entre autres choses  
exercer une surveillance efficace sur les  
élèves qui fréquentent l'école; enseigner  
toutes les matières exigées par le pro-  
gramme d'études, et ne se servir que des  
livres d'enseignement dûment approuvés;  
remplir les blancs et formules qui lui  
seront fournis par le département de l'in-  
struction publique, les inspecteurs d'écoles  
ou les commissaires (ou syndics); tenir  
tout registre d'école prescrit; garder dans  
les archives de l'école les cahiers et autres  
travaux des élèves qu'il aura ordre de  
conserver; veiller à ce que les salles de  
classe soient tenues en bon ordre et ne lais-  
ser celles-ci servir à d'autre usage sans  
une permission à cet effet; se conformer  
aux règlements établis, en un mot, rem-  
plir tous les devoirs d'un bon instituteur;  
tenir l'école tous les jours, excepté pen-  
dant les vacances, les dimanches, les jours  
de fête et les jours de congé prescrits par  
la loi et les règlements scolaires.

## 18.—(Section 227)

*Form of Teacher's Engagement*

Province of Quebec,                    }  
School municipality of                }

On the        day of the month  
of        in the year 19        , it is  
mutually agreed and stipulated between  
the school commissioners (or trustees) of  
the municipality of        ,  
in the county of        ,  
represented by (*name of chairman*) their  
chairman, under a resolution of the said  
commissioners (or trustees) passed on  
the        day of        19        ,  
and (*name of teacher*) teacher holding a  
diploma for a (*insert grade*) school, resid-  
ing at        , as follows:

The said teacher makes an engagement  
with the said school commissioners (or  
trustees) for the school year from the  
first of July (*state year*)—unless the di-  
ploma of the said teacher be withdrawn,  
or any other legal impediment arise—to  
teach the (*grade of school*) school in dis-  
trict No.        , according to law, and to  
the rules and regulations established or  
to be established by the competent au-  
thorities, and, among other things, to  
exercise an efficient supervision over the  
pupils attending the school; to teach the  
subjects authorized, and to use only  
authorized text-books; to fill up all blank  
forms required by the Department of  
Education, the school inspectors or com-  
missioners (or trustees); to keep the  
required school registers; to preserve  
amongst the archives of the school such  
copy-books and other work of the pupils  
as may be ordered to be put aside; to  
keep the school rooms in good order and  
not to allow them to be used for any other  
than school purposes without permission  
to that effect; to follow such rules as may  
be established; in a word, to fulfil all the  
duties of a good teacher; to hold school  
every day, except during the vacations,  
and on Sundays and festivals and on the  
holidays authorized by law and the school  
regulations.

Les commissaires (ou syndics) s'engagent à payer mensuellement à (nom de l'instituteur ou de l'institutrice) la somme de (écrire la somme en toutes lettres) pour ladite année scolaire, en argent et non autrement.

À défaut d'autre engagement, le présent acte continuera à valoir entre les parties, jusqu'à révocation légale.

Et les parties ont signé, lecture faite.

Fait en duplicata, à  
le                    jour du mois de                    ,  
19                    .  
(Signature du président des commis-  
saires ou des syndics d'écoles.)

(Signature de l'instituteur ou de l'institutrice.)

R. S. 1925, c. 133, formule 19.

The commissioners (or trustees) undertake to pay every month to the said (*name of teacher*) the sum of (*state sum in full*) for the said school year in current money and not otherwise.

In default of any other engagement, the present agreement shall continue to remain in force between the parties until it is legally set aside.

And the parties have signed, after hearing the same read.

Made in duplicate at \_\_\_\_\_,  
the \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_,  
19 \_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(Signature.)  
Chairman of the School Commissioners  
(or Trustees).  
\_\_\_\_\_  
(Signature.)  
Teacher.

R. S. 1925, c. 133, Form 19.

19.—(*Article 232*)

*Notification aux instituteurs ou aux institutrices pour les informer que leurs services ne seront plus requis*

Province de Québec,  
Municipalité scolaire de .

À M. \_\_\_\_\_, instituteur de  
l'arrondissement No \_\_\_\_\_.

**Monsieur,**

J'ai l'honneur de vous informer que, par une résolution adoptée à leur session du (*mettre la date*), MM. les commissaires (*ou syndics*) d'écoles de cette municipalité ont décidé de ne plus requérir vos services pour l'année scolaire prochaine.

(Date).

(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 20.

19.—(Section 232)

*Notice to Teachers, informing them that  
their Services are no longer required*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

To Mr. \_\_\_\_\_ . Teacher of  
school district No. \_\_\_\_\_

SIR,

I have the honour to inform you that, by a resolution adopted at their meeting of (*insert the date*), the school commissioners (*or trustees*) of this municipality have decided that they will not require your services for next year.

(Date)

(Signature.)

R. S. 1925, c. 133, Form 20.

## 20.—(Article 307)

## 20.—(Section 307)

*Avis concernant des résolutions adoptées  
dans certains cas*

*Notice respecting Resolutions adopted in  
certain Cases*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

Avis public est par le présent donné  
qu'à une session des commissaires (ou  
syndics) d'écoles de cette municipalité,  
tenue le                    jour du mois de  
(indiquer la date)                    , il a été  
résolu: (inscrire la résolution adoptée).  
(Date).

Public notice is hereby given that at a  
meeting of the school commissioners (or  
trustees) of this municipality, held on the  
day of the month of  
19                    , it was resolved:  
(Enter the resolution adopted).

(Signature.)

(Date)

(Signature.)

S. R. 1925, c. 133, formule 21.

R. S. 1925, c. 133, Form 21.

## 21.—(Article 552)

## 21.—(Section 552)

*Demande de pension*

*Application for Pension*

A M. le surintendant de l'instruction  
publique.

To the Superintendent of Education,

Monsieur,

SIR,

J'ai l'honneur de soumettre à votre  
considération les raisons suivantes qui  
constituent mon droit à la pension créée  
en faveur des fonctionnaires de l'ensei-  
gnement primaire:

I have the honour to submit for your  
consideration the following reasons which  
constitute my right to the pension allowed  
to officers of primary education:

Je suis né à  
comté de  
le                    jour du mois de (indiquer  
la date).

I was born at                    county  
of                    , on the  
day of the month of (state the date)

J'appartiens à la religion

I am a (Roman Catholic or Protestant,  
or as the case may be).—

(Quand le fonctionnaire est marié, il doit  
ajouter):

(If the officer be married add:)

Je suis marié avec                    (les  
noms au long), depuis le (la date du ma-  
riage);

I am married to (name in full) since the  
(date of the marriage).

Je demeure à  
dans le comté de                    ,  
(si le fonctionnaire demeure dans une ville,  
il doit donner le nom de la ville, le nom de la  
rue et le numéro de sa résidence);

I reside at                    , in the  
county of                    , (If the  
officer resides in a city or town, he must  
give the name of such city or town, the  
name of the street and the number of his  
residence).

Mes lettres doivent être adressées au  
bureau de poste de                    ;

Letters for me should be addressed to  
the Post Office of





## 23.—(Article 538)

*Demande de pension par la veuve d'un fonctionnaire*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

A M. le surintendant de l'instruction publique.

Monsieur,

Je, soussigné, (*nom de famille de la veuve*), était l'épouse de feu (*nom de l'instituteur décédé*), en son vivant fonctionnaire de l'enseignement primaire, décédé le (*la date du décès*), à (*donner les noms de la paroisse et du comté*).

Je, suis née le (*date de la naissance*); je me suis mariée audit (*nom de l'instituteur décédé*), le (*date du mariage*), tel que le tout appert des pièces ci-annexées, et je réclame, en conséquence la pension accordée aux veuves des fonctionnaires de l'enseignement primaire en vertu de la Loi de l'instruction publique.

Daté à ., le (*mettre la date*).  
(*Signature.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 24.

## 23.—(Section 538)

*Application for Pension by Widow*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

To the Superintendent of Education,

SIR,

I, the undersigned (*family name of widow*) was the wife of the late (*name of deceased teacher*), in his lifetime an officer of primary education, who died on the (*date of decease*), at (*parish and county*).

I was born on the (*date of birth*), and was married to the said (*name of deceased teacher*), on the (*date of marriage*), as shewn by the annexed documents; and, in consequence, I claim the pension allowed to widows of officers of primary education in virtue of the Education Act.

Dated at . the . day of 19 .  
(*Signature.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 24.

## 24.—(Article 551)

*Demande d'autorisation d'enseigner dans une école indépendante*

Province de Québec, }  
Municipalité scolaire de . }

A M. le surintendant de l'instruction publique.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai abandonné l'enseignement sous le contrôle des commissaires (*ou syndics*) d'écoles de (*le nom de la municipalité*) parce que

## 24.—(Section 551)

*Request for Authorization to teach in an Independent School*

Province of Quebec, }  
School Municipality of . }

To the Superintendent of Education,

SIR,

I have the honour to inform you that I have abandoned the occupation of a teacher under the control of the school commissioners (*or school trustees*) of

(*donner les motifs*) et que j'ai accepté momentanément du service dans (*nom de l'institution*) dirigée par M. (*nom du directeur*) avec un traitement de \$ par année, (*ou que je tiens une école particulière*) dans la municipalité de , comté de , et que mon traitement a été évalué par M. l'inspecteur (*nom de l'inspecteur d'écoles du district*), à la somme de \$ , tel qu'il appert du certificat ci-annexé; et qu'en vertu de l'article 551 de la Loi de l'instruction publique, chapitre 59 des Statuts refondus de Québec, je désire continuer mes versements au fonds de pension si les raisons ci-dessus mentionnées reçoivent votre approbation.

Daté à , le jour de  
(*mettre la date*).

(*Signature.*)

S. R. 1925, c. 133, formule 25.

(*name of the municipality*), for the reason that (*give reasons*), and I have accepted employment in (*name of the institution*), under the control of (*name of person in charge*), with a salary of dollars per annum, or that I keep a private school in the municipality of county of , and that my salary has been valued by Mr. (*name of the school inspector of the district*), school inspector, at the sum of , as appears by the annexed certificate, and that in virtue of section 551 of the Education Act, chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, I desire to continue my contributions to the Pension Fund, if the reasons stated above be approved by you.

Dated at the day  
of 19 .

(*Signature of the Teacher.*)

R. S. 1925, c. 133, Form 25.

25.—(Article 158)

25.—(Section 158)

*Bulletin de vote pour l'élection au scrutin secret de commissaires (ou syndics)* *Ballot for the Election of Commissioners (or Trustees)*

RECTO

<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Élection des commissaires (ou des syndics) pour la municipalité de Beauport, 1919 Election of commissioners (or trustees) for the municipality of Beauport, 1919</p>	<p><b>1</b></p> <p><b>BUREAU (Jean)</b> municipalité scolaire de Beauport, school municipality of Beauport, comté de Québec, county of Quebec, marchand—Merchant).</p>
	<p><b>2</b></p> <p><b>MEUNIER (Joseph)</b> municipalité scolaire de Beauport, School municipality of Beauport, comté de Québec, county of Quebec, cultivateur—Farmer).</p>
	<p><b>3</b></p> <p><b>RICHARD (Antoine)</b> municipalité scolaire de Beauport, School Municipality of Beauport, comté de Québec, county of Quebec, médecin—Physician).</p> <p style="text-align: right;"><b>X</b></p>

*Le papier du bulletin sera percé par une ligne de points, à l'endroit de la ligne de points noirs, afin qu'on le puisse facilement détacher du talon.*

*Les noms des candidats seront inscrits dans le bulletin de vote comme dans le bulletin de présentation.*

*Il n'y a pas de marge à la gauche du bulletin.*

*L'électeur est supposé avoir marqué son bulletin de vote en faveur d'Antoine Richard.*

*The ballot-paper to be perforated by a line of points, along the line of black dots, to facilitate the detaching thereof from the counterfoil.*

*The name of the candidates are entered in the ballot as in the nomination-paper.*

*There shall be no margin on the left of the ballot.*

*The elector is supposed to have marked his ballot in favour of Antoine Richard.*

*Bulletin de vote pour l'élection au scrutin Ballot for the Election of Commissioners*  
*secret de commissaires (ou syndics) (or Trustees)*

VERSO

<p><i>Ici doivent être mises les initiales du président de l'élection.</i>  <i>The initials of the Presiding Officer should be placed here.</i></p> <div data-bbox="859 838 992 1243" style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 80px; margin: 10px auto;"></div> <p><i>Le nom de l'imprimeur est imprimé ici.</i>  <i>The name of the Printer to be printed here.</i></p>	<p style="text-align: center;">TALON COUNTERFOIL</p> <hr/> <p><i>Ici doivent être mises les initiales du président de l'élection.</i>  <i>The initials of the Presiding Officer should be placed here.</i></p>
---	--

S. R. 1925, c. 133, formule 26.

R. S. 1925, c. 133, Form 26.

26.—(Article 161)

*Serment de l'agent d'un candidat ou de l'électeur représentant un candidat*

Je, soussigné,  
agent de (ou électeur représentant, *sui-*  
*vant le cas*), l'un des candidats  
à l'élection maintenant pendante pour la  
municipalité scolaire de ,  
jure solennellement (ou, si c'est une per-  
sonne à qui la loi permet d'affirmer dans les  
causes civiles, affirme solennellement) que  
je garderai le secret sur le nom du candi-  
dat pour lequel tout votant au bureau de  
votation de ,  
dans la municipalité de ,  
pourra avoir marqué son bulletin de vote  
en ma présence à cette élection. Ainsi  
Dieu me soit en aide!

(Signature.)

Assermenté (ou affirmé) devant moi, }  
à , ce }  
jour de 19 . }

(Signature.)

président de l'élection,  
(ou juge de paix).

S. R. 1925, c. 133, formule 27.

26.—(Section 161)

*Oath of Agent of a Candidate, or of Elector representing a Candidate*

I, the undersigned,  
agent for (or elector representing, *as the*  
*case may be*), one of the candi-  
dates at the election now pending for the  
school municipality of ,  
solemnly swear (or, if one of the persons  
permitted by law to affirm in civil cases, so-  
lemnly affirm) that I will keep secret the  
name of the candidate for whom any of  
the voters at the poll in the municipality  
of , may have  
marked his ballot in my presence, at this  
election. So help me God.

(Signature.)

Sworn (or affirmed) before }  
me, at }  
this day of }  
, 19 . }

(Signature.)

Presiding Officer  
(or Justice of  
the Peace).

R. S. 1925, c. 133, Form 27.

## 27.—(Article 165)

## 27.—(Section 165)

## Registre de scrutin

## Poll-Book

Numéros des votants Numbers of the voters	NOMS DES VOTANTS  NAMES OF THE VOTERS	Occupations Occupations	Résidences Residences	Propriétaires Owners	Locataires ou occupants Tenants or occupants	Objections Objections	Assermenté ou affirmé Sworn or affirmed	Refus du votant de jurer ou d'affirmer Voters refusing to take the oath or affirmation	Votes donnés Votes given	Électeurs votant après que d'autres ont voté sous leurs noms Electors voting after others had voted in their names	Bulletin préparés avec l'aide du président de l'élection Ballots prepared with the aid of the presiding officer	Remarques générales General Remarks

S. R. 1925, c. 133, formule 28.

R. S. 1925, c. 133, Form 28.

## 28.—(Article 170)

## 28.—(Section 170)

*Serment d'un électeur qui ne peut marquer  
le bulletin de vote*

*Oath of Elector unable to mark his Ballot*

Vous jurez (ou, si c'est une personne à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirmez solennellement) que vous ne savez pas lire et ne pouvez comprendre le bulletin de vote de manière à le marquer (ou que vous êtes incapable, pour cause de cécité, ou autre infirmité corporelle, (selon le cas), de voter sans aide.

You swear (or, if one of the persons entitled by law to affirm, do solemnly affirm) that you are unable to read and to understand the ballot so as mark it (or that you are incapacitated by blindness or other physical cause, as the case may be, from voting) without assistance So help you God.

Ainsi Dieu vous soit en aide!

S. R. 1925, c. 133, formule 29.

R. S. 1925, c. 133, Form 29.